
THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

J'ACCUSE!

PAR

UN ALLEMAND

Celui qui sait la vérité et qui ne la dit pas
Est vraiment un pitoyable drôle.
(Chanson des étudiants allemands.)

ÉDITION FRANÇAISE



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
46, Rue Saint-André des Arts.

1915

J'ACCUSE!

PAR

UN ALLEMAND

J'ACCUSE!

PAR

UN ALLEMAND

Celui qui sait la vérité et qui ne la dit pas
Est vraiment un pitoyable drôle.

(Chanson des étudiants allemands.)

ÉDITION FRANÇAISE



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
46, Rue Saint-André des Arts.

1915

AVERTISSEMENT

Un patriote allemand a écrit l'ouvrage *J'accuse* et me l'a confié.

Je le considère comme une œuvre qui ne peut être qu'utile au peuple allemand et à l'humanité et j'assume la responsabilité de sa publication.

ANTON SUTER
Dr en droit.

Lausanne, le 20 avril 1915.

NOTE

Les quelques blancs qu'on rencontrera dans l'ouvrage correspondent aux blancs de l'édition allemande.

J'ACCUSE!

I

Allemagne, éveille-toi!

La vérité est en marche.

Si une loi sur la responsabilité des ministres — laquelle, ainsi que beaucoup d'autres belles choses, est promise depuis soixante-quatre ans au peuple prussien — existait en Allemagne comme dans tous les pays vraiment parlementaires, le Dr Bethmann Hollweg, chancelier de l'Empire et président du Cabinet prussien, devrait être mis en accusation et condamné.

On pourrait dire à sa décharge qu'il n'a pas été l'instigateur de la guerre, mais qu'il a été contraint à la provoquer. Néanmoins, un ministre qui se fait l'instrument d'une coterie belliqueuse, qui couvre les irresponsables de sa responsabilité, qui entreprend la tâche honteuse de faire accroire à son peuple et

au monde entier que cette guerre, depuis longtemps
et préparée, est une guerre défensive — et par ce mensonge déchaîne le plus horrible des malheurs — qui cause à son pays — qu'il soit victorieux ou vaincu — des blessures dont il mettra longtemps à se remettre, qui livre à la mort ou à la mutilation la fleur de la nation, qui détruit d'un coup le laborieux travail d'un demi-siècle, qui déchire les liens unissant les peuples civilisés, et réduit en ruines une florissante partie de l'Europe, ce ministre-là devra subir la punition que mérite son forfait.

***

En prouvant que seules l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont responsables de la guerre, je m'expose à la critique d'une grande partie des Allemands qui considèrent comme un devoir patriotique de se refuser à entendre la vérité, ou, s'ils la discernent par eux-mêmes, de ne pas la révéler pendant la durée des hostilités.

Ces deux motifs seuls peuvent expliquer l'état d'esprit actuel d'un peuple aussi intelligent que le peuple allemand. L'état de guerre, proclamé le 31 juillet, a placé la vie intellectuelle de l'Allemagne sous le contrôle de généraux. Les frontières ont été si bien surveillées que, depuis plus de six mois, aucun souffle d'esprit étranger pouvant troubler l'unité allemande, aucun document et aucune preuve de source étrangère susceptibles d'éclairer le peuple n'a pénétré dans le pays. Aussi les neuf dixièmes des Allemands acceptent-ils aveuglément les phrases si habilement construites de « la défense imposée » du « combat pour notre liberté et notre culture contre l'agression et l'oppression ». Les « Français et les Russes ont franchi la frontière »; « la patrie est en danger »; « l'ennemi nous surprend en pleine paix »; « il s'agit pour nous d'être ou n'être plus »; « il nous faut protéger nos biens les plus sacrés, la patrie et le foyer, contre une attaque scélérate »; « nous combattons pour les fruits de notre travail pacifique, pour l'héritage d'un grand passé et pour notre avenir ». Par ces superbes phrases (qui sont toutes empruntées à des écrits officiels), on a dupé *à dessein* le peuple allemand, on a enflammé son patriotisme et on l'a poussé à faire d'immenses, d'énormes sacrifices en vie et en biens.

Ceux (ils sont en petit nombre) qui, le tumulte des premiers jours passé, recouvrèrent peu à peu la raison, surent se procurer, à la barbe des censeurs, des versions et des documents étrangers et arrivèrent par une consciencieuse étude comparative à discerner la vérité, durent la garder pour eux, car la proclamer ouvertement eût passé (et passe encore) pour un acte anti-

patriotique et l'autorité militaire eût réprimé chaque divulgation et puni les auteurs du méfait.

Pour échapper à ce sort, ils se sont tus et se taisent encore. Par contre, ceux qui ne connaissent pas la vérité, ou ne *veulent* pas la connaître, crient d'autant plus fort et inondent le monde de leurs sottes élucubrations. Personne ne les croit, même s'ils répètent des millions de fois les mensonges allemands. Que dire du manifeste que des notabilités telles que Bode, Dehmel (1), Haeckel, Hauptmann (1), Liszt, Sudermann, Laband, Liebermann — en tout environ cent noms — répandent à l'étranger et qui commence ainsi :

« L'Allemagne a fait tous ses efforts pour conjurer la crise. Les preuves irréfutables sont étalées devant le monde. Le peuple allemand ne s'est levé comme un seul homme que lorsque, de trois *(sic)* côtés des forces supérieures, depuis longtemps aux aguets à la frontière, ont pénétré sur son territoire. »

Et ces histoirès de brigands sur un ennemi aux aguets à la frontière — on pense involontairement aux Mohicans et à Ali-Baba — on ose les faire accroire à un peuple aussi cultivé que le peuple italien, où un facchino connaît mieux la vérité historique sur la guerre qu'un Harnack chez nous, et dont le gouver-

(1) Ils ont été décorés le jour de la fête de l'Empereur, en 1915, de l'ordre de l'Aigle Rouge, IVe classe.

nement a déclaré, aux applaudissements de tout le pays, que la guerre était une guerre offensive de l'Allemagne et de l'Autriche! Il l'a déclaré avec raison, et il devait le déclarer s'il ne voulait pas s'accuser lui-même de perfidie et de parjure.

Il va de soi que nous sommes le premier peuple du monde, et que, conséquemment, (c'est leur logique!), nous sommes appelés à imposer notre culture aux peuples inférieurs (y compris les neutres) au moyen de bombes et de grenades, d'incendies et de dévastations. Cette mission nous a été assignée par la Providence; autrefois, elle avait chargé le Croisé de combattre le Turc — dont nous avons gagné l'appui pour lutter contre des peuples chrétiens — et prescrit aux catholiques, lors de la guerre de Trente-Ans, d'extirper par le fer et le feu la nouvelle croyance des protestants. D'après l'opinion de nos esprits dirigeants, une guerre de culture a subitement remplacé depuis le 1er août les guerres de religion; on y lutte pour la parité ou la suprématie des diverses cultures ennemies. *A-t-on jamais vu pareille folie?* L'écrasante défaite que la France a subie en 1870, a-t-elle étouffé ou seulement porté atteinte à la culture de ce pays? La domination napoléonienne a-t-elle détruit une seule parcelle de notre culture qui, précisément à cette époque, brillait d'un éclat incomparable? Les Romains en conquérant la Grèce ont-ils assujetti la culture grecque? C'est exactement le contraire qui s'est produit : l'esprit et l'art grec ont subjugué Rome. Et le christianisme? Le petit pays de Galilée n'a-t-il pas finalement imposé son esprit à l'empire Romain? Comment peut-on, du reste, parler d'une lutte de cultures, alors qu'il ne

s'agit que d'une lutte « d'anti-cultures », de barbaries réciproques. Et cette lutte devient de jour en jour plus opiniâtre, plus cruelle et plus meurtrière. Les principes du droit des peuples et de l'humanité — si l'on peut encore employer ce mot en parlant de ces boucheries inhumaines — y sont de plus en plus oubliés. *Quel rapport cela a-t-il avec la culture?* Avons-*nous* peut-être l'intention d'étouffer les cultures anglaise, française, russe ou belge? Voulons-nous renoncer à Darwin, Newton et Spencer, Tolstoï et Dostoïewsky, Voltaire, Rousseau, Zola et Goncourt, Rubens, Van Eyck, Meunier et Maeterlinck ou abolir leur œuvre? De quel droit prêtons-nous donc aux *autres* des desseins que nous n'avons point et que nous ne pourrions pas exécuter si nous les avions? Si on ne le lisait pas journellement, on ne pourrait pas croire que des intellectuels allemands cherchassent à se convaincre et à persuader le peuple que la culture est en danger et qu'elle doit être défendue par des Zeppelins et des canons de 420 mm.

La névrose guerrière est devenue épidémique, comme au moyen âge le mal de Saint-Guy et la flagellation. A l'exemple des derviches qui, des heures durant, récitent les mêmes formules de prières et font avec le torse, les bras et les jambes les mêmes mouvements gymnastiques jusqu'à ce qu'ils s'effondrent, étourdis et l'écume à la bouche, les savants allemands répètent depuis des mois les mêmes litanies patriotiques et les mêmes affirmations gratuites dont le *contraire* est prouvé. Par leurs gestes incessants et monotones, il semble qu'ils cherchent à élever leur peuple jusqu'à ce que, à leur opinion, il ait surpassé tous les autres

et soit devenu sinon semblable à Dieu, du moins son peuple élu. Ils s'étourdissent de leurs propres phrases et, bavant de patriotisme et s'adorant, ils finissent par s'agenouiller devant eux-mêmes... Mais ils sortiront un jour de leur étourdissement et un affreux « mal de cheveux » (Katzenjammer) suivra leur sauvage ivresse.

Cet écrit est destiné à hâter le réveil : je considère cela comme un devoir patriotique. Plus l'ivresse durera, plus les suites en seront mauvaises pour le peuple allemand et plus le réveil sera difficile et affreux. Seul un meilleur examen des causes et des buts de cette guerre, seule la connaissance des fautes et des responsabilités pourront provoquer un revirement salutaire.

L'Allemagne et l'Autriche seront-elles victorieuses?

La situation économique des pays belligérants.

Aujourd'hui, on ne peut plus s'attendre à une victoire des empires alliés. La supériorité financière et économique des pays réunis contre eux est si grande qu'elle ne peut pas être compensée par l'habileté et la force militaire allemandes et par des sacrifices humains ou matériels, si grands soient-ils. Toutes les déclamations sur le « tenir jusqu'au dernier souffle », tous les fallacieux exposés sur la capacité de résistance de la vie économique de l'Allemagne n'y changeront rien. La réserve en or de la Banque d'Empire ne prouve pas que la situation économique soit encore supportable : presque tout l'or en circulation est rentré à la banque, et les trois milliards en bons de caisses de prêts ne

sont pas couverts par de l'or, mais par des marchandises et des effets irréalisables.

L'industrie ne travaille plus que pour la consommation du pays et les besoins de l'armée. L'argent pour les livraisons militaires est fourni par le contribuable allemand et ne rapporte aucun intérêt. Une seule classe n'est pas affectée, celle des agrariens; ce sont les instigateurs, les hérauts de la guerre, les impérialistes et les chauvins, à qui le peuple allemand est redevable de la catastrophe. De leurs rangs sortent les colonels et les généraux, les Bernhardi et les Frobenius, qui prescrivent à l'Empire sa mission historique et lui annoncent son « heure décisive ». Ce sont eux qui possèdent l'oreille des grands et qui leur instillent le poison de leurs idées. Ce sont eux aussi à qui la guerre profite le plus. Ils doivent naturellement payer leur tribut à la patrie, mais le sang qu'ils répandent n'est pas perdu. Ils font des affaires plus brillantes que jamais; le prix de leurs produits, grains, pommes de terre, bétail, aurait monté fabuleusement si le gouvernement ne s'était pas vu obligé de fixer des prix maxima, qui sont encore bien supérieurs à ceux établis en temps de paix (1).

Par contre, les classes ouvrière et bourgeoise dépérissent et s'étiolent. Les mers étant ouvertes à nos ennemis, l'Angleterre et la France, et aux pays neutres, il serait surprenant qu'ils ne parvinssent pas à nous chasser peu à peu des marchés étrangers. L'Allemagne en étant exclue, le trafic commercial de l'Italie et de la

(1) Le pain est de plus en plus rationné et le monopole sur les grains vient d'être introduit.

Hollande augmente. Les efforts que font les Anglais pour supplanter notre commerce en Amérique, en Afrique et en Asie, auront d'autant plus de succès que la guerre sera plus longue. En tout cas, il se passera des décades avant que nous retrouvions la situation que nous avions avant celle-ci. Le lent acheminement de notre vie économique vers la ruine est accéléré par la nécessité de trouver les moyens pour entretenir nos armées. On estime que le seul entretien d'un soldat coûte dix marks par jour. Si nous avons 5 millions d'hommes sous les drapeaux, la guerre nous revient à 50 millions de marks par jour, à 1 1/2 milliard par mois et à 18 milliards par an. Ajoutons à ce dernier chiffre les dépenses causées par la consommation des munitions — un seul coup de notre mortier de 42 coûte des milliers de marks — et le matériel qu'il faut remplacer ou réparer, et le coût de la guerre s'élèvera annuellement à 25 milliards de marks. Cette somme surpasse de 5 milliards la dette globale de l'Empire allemand et des Etats confédérés pour l'année 1912.

La justesse de ce calcul peut se prouver de la manière suivante : jusqu'à présent, les crédits militaires allemands ont atteint 10 milliards de marks, auxquels il faut ajouter 1 milliard provenant de la taxe militaire de 1913. Cette somme doit suffire jusqu'à la fin de l'année économique, le 31 mars 1915; mais elle ne sera pas consacrée entièrement à une remise en état du matériel de guerre, d'ailleurs elle ne serait pas suffisante pour cela; si nous y ajoutons les contributions indispensables à cet effet, nous obtiendrons un chiffre approximatif de 25 milliards.

Les pertes que la guerre a causées à notre vie écono-

mique sont incalculables. Les bourses sont fermées; personne ne sait aujourd'hui ce qu'il possède; presque toutes les valeurs sont irréalisables. Sans le système subtil, mais peu solide, des caisses de prêts, sans les lois de protection du 4 août et toutes les mesures qui devaient en partie enrayer la crise et en partie la dissimuler, la ruine de notre vie économique ne serait qu'une question de jours.

Nous injurions l'Angleterre sur tous les tons parce qu'elle met à profit sa situation géographique et économique. Agirions-nous autrement si nous étions à sa place? « A la guerre comme à la guerre. » Chacun se défend aussi bien qu'il le peut. Ne spéculions-nous pas sur les effets que la guerre sainte — qui est en grande partie notre œuvre — pourrait avoir dans les colonies anglaises? N'exigeons-nous pas de la petite Belgique appauvrie, dévastée et presque affamée — qui cependant ne fait que défendre son indépendance et sa liberté — n'exigeons-nous pas de ses villes, entièrement ou en partie saccagées, de soi-disant contributions de guerre se montant à des centaines de millions? — Je préfère de beaucoup la guerre économique que nous fait l'Angleterre à la guerre sanglante que nous avons déchaînée; la première épargne ce qu'il y a de plus précieux, la vie humaine, elle ne coûte que des sacrifices matériels. Elle se rapproche un peu de l'état de paix entre pays dont les relations commerciales ne sont pas réglées par des traités : ils se font une guerre économique, sans pertes humaines. — Les autres Etats belligérants s'épuisent aussi, mais c'est une faible consolation! Plus la vie économique d'un pays est active, plus son commerce et son industrie sont développés, et plus les

effets de la guerre y sont sensibles. Laissons de côté la Russie qui, avec ses 180 millions d'habitants, n'a eu en 1912 qu'une importation et une exportation de 8 milliards, et considérons la France et l'Angleterre. Ces pays sont beaucoup plus riches que l'Allemagne. Après la destruction des quelques croiseurs-corsaires allemands, toutes les mers leur ont été ouvertes. Ils peuvent ainsi exporter leurs produits et importer les matières premières et les vivres dont ils ont besoin. En cherchant à se tromper et à duper les autres à ce sujet, la presse allemande accomplit une œuvre stupide et funeste. Le crédit de l'Angleterre et de la France a, jusqu'à maintenant, fort peu souffert. Les billets anglais et français ont conservé presque intégralement leur cours à l'étranger, tandis que les billets allemands étaient cotés de plus en plus bas. Le billet de 100 marks valait à l'étranger 112 francs (au lieu de 125), tandis que le billet d'une livre sterling se payait 26 francs (au lieu de 25).

L'emprunt de guerre allemand à 5 °/₀ a été émis au cours de 97 1/2 °/₀, cependant que le cours d'émission de l'emprunt anglais à 3 1/2 était de 95 °/₀. Si la richesse et le crédit de l'Allemagne égalaient ceux de l'Angleterre, l'emprunt du premier pays à 5 °/₀ vaudrait environ 4 °/₀ de plus que l'emprunt du second à 5 °/₀ et aurait pu être émis au cours de 135 °/₀ au lieu de 97.

Ces comparaisons montrent clairement l'énorme différence entre les situations économiques et les capacités de résistance des deux Etats. Il ne sert de rien de vouloir la cacher par patriotisme : les faits sont probants. Plus nous chercherons à les ignorer, plus

nous nous ferons du tort. Non seulement nous ne trompons personne, mais, en nous leurrant nous-mêmes, nous nous berçons d'irréalisables espérances, nous persistons de plus belle à continuer la lutte, et nous finirons par nous ruiner complètement.

La situation politique et militaire des pays belligérants.

La situation politique et militaire se présente sous les mêmes aspects que la situation économique. Nous avons perdu nos colonies qui nous ont coûté des millions et auxquelles nous vouions tous nos soins. L'Autriche a dû abandonner aux Russes la Galicie et la Bukovine, et la Hongrie est à la veille d'être envahie. En outre, les Français sont en Alsace et les Russes en Prusse Orientale (1). Par contre, nos troupes occupent la Belgique et le nord-est de la France, et, alliées aux Autrichiens, une partie du royaume de Pologne.

Ainsi, les belligérants sont en possession de territoires d'échange qui, à la fin des hostilités, devront être restitués comme les prisonniers. A mesure que la guerre se prolonge et s'étend, et que d'autres Etats se joignent aux belligérants, le nombre de ces territoires s'accroît.

Pour des raisons militaires aussi bien que stratégiques, personne ne peut plus croire à une victoire des Empires alliés. C'est là une hypothèse qu'il faut écarter définitivement. Les combats dans l'Est ont un caractère pu-

(1) Notons que ce livre a été achevé en février. D'ailleurs les événements qui se sont produits dès lors n'auront aucune influence sur le résultat final.

rement défensif. Ils ont été malheureux pour l'Autriche, et après les premiers coups, heureux pour nous. Quelle importance aurait la prise de Lodz, et éventuellement celle de Varsovie, eu égard au colosse russe? Celui-ci sera-t-il vaincu quand nous aurons conquis la moitié ou la totalité de la Pologne. Un nouveau territoire d'échange sera tombé entre nos mains; mais la Russie ne sera nullement écrasée.

Et la situation en France? Que de difficultés devons-nous surmonter pour nous emparer seulement du Nord-Ouest de la Belgique! Que de sacrifices immenses devons-nous faire! Des milliers de pauvres soldats héroïques et dupés sont morts dans les tranchées et les canaux, dans la neige et la boue. Leur dernier souffle fut un adieu à leur femme, à leur mère et à leurs enfants, et leur dernière pensée fut pour la patrie, le foyer et la paix. Pourquoi sont-ils morts? Pour conquérir quelques mètres carrés d'un terrain inondé et dévasté, avec des villes détruites, afin que la grande illusion, la marche sur Calais et l'invasion de l'Angleterre puisse être réalisée.

Il y a trente ans, un tableau de Spangenberg fut très admiré à l'exposition des Beaux-Arts de Berlin. Il s'intitulait la « Chasse au bonheur ». Sur une boule de verre étincelante, plane une belle femme nue poursuivie par une troupe de cavaliers sauvages qui cherchent, avec des gestes avides, à saisir la couronne de lauriers qu'elle tient dans sa main droite élevée. Elle attire et séduit par ses yeux ravissants; sa chevelure d'un blond rouge flotte au vent et caresse presque le visage d'un premier cavalier. Mais la couronne convoitée échappe toujours aux mains tendues des poursuivants. Devant

eux s'ouvre un abîme, traversé par un pont. Il est juste assez large pour permettre à la « Sphère du bonheur » et à la déesse de franchir le gouffre où les cavaliers trouveront une mort inévitable. Déjà le premier y tombe; les autres vont le suivre, et l'image du bonheur disparaît pour toujours...

Il en sera ainsi, je le crains, de l'invasion de l'Angleterre que, depuis le début de la guerre, on fait miroiter aux yeux du peuple allemand. L'autre rive est fort près, mais nous ne l'atteindrons pas. Si l'entreprise était tentée, des centaines de milliers d'hommes y périraient. Et si nous parvenions en Angleterre, le peuple tout entier prendrait les armes contre nous. Nos soldats, coupés de leur base, seraient hachés. Ce que chaque allemand chuchote à son compatriote en guise de désir et d'espoir, m'apparaît comme une fantaisie téméraire dont la puissance maritime anglaise empêchera la réalisation.

Malgré toute l'admiration que nous inspirent les exploits de notre héroïque marine, il serait risqué de croire qu'avec des Zeppelins et des sous-marins (dont nos ennemis ont un plus grand nombre que nous : Angleterre, en 1912, 85; France, 90), nous puissions compenser l'énorme supériorité de la flotte anglaise. Remarquons avant tout ceci : la flotte britannique serait l'assaillante et la nôtre — en supposant qu'elle puisse arriver jusque dans la Manche — devrait non seulement se défendre elle-même, mais aussi protéger les navires pesants et désarmés transportant le corps expéditionnaire avec tout son matériel. Un tel dessein est-il concevable? Est-il possible qu'il y ait des êtres capables d'exposer à la mort des centaines de milliers de créatures.

Assez de cadavres couvrent aujourd'hui les champs de bataille de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique.

Et si nous parvenons en Angleterre, *aurons-nous vaincu ce pays?* Le peuple, se laissera-t-il dicter la paix à Londres comme chaque radoteur ou exalté le croit en Allemagne? Les colonies anglaises nous échoiront-elles? Pas le moins du monde. J'aimerais entendre le Canada, les Indes et la Nouvelle-Zélande acclamer le libérateur teuton, qui, comme le disait le chancelier à un journaliste américain, « doit apporter la liberté au monde! » Celui qui fait régner la servitude chez lui ne peut pas apporter la liberté aux autres. Quel pays est, politiquement, aussi arriéré et aussi bâillonné que l'Allemagne, à part la Russie et notre sublime alliée l'Autriche? Quel pays sait moins s'assimiler les peuples étrangers, leur laisser leur culture et leur langue, les rendre heureux et, partant, dévoués. Il suffit d'étudier notre politique vis-à-vis des Alsaciens, des Lorrains et des Polonais pour s'en rendre compte. L'affaire de Saverne est le point culminant de la politique pratiquée dans la marche de l'Ouest. En Pologne, les lois sur l'expropriation des biens héréditaires des Polonais qui nous ont fait dépenser inutilement des centaines de millions de marks et qui ont eu un effet diamétralement opposé à celui à que nous en attendions, sont un

exemple frappant de notre politique en Pologne. Nous avons agi de la même manière à l'égard des Danois. La guerre nous a naturellement forcés à adoucir ces moyens vexatoires. Maintenant nous sommes pleins d'égards pour les Polonais, tandis que, autrefois, lorsque ils assuraient qu'ils n'agissaient pas contre la Prusse et qu'ils ne lui faisaient opposition que pour défendre leur langue et leur nationalité, nous leur répondions par des mesures coercitives et par de nouvelles lois. Comme il ne peut pas exister d'opposition dans le misérable parlement des junkers prussiens, tous les avertissements des partis de gauche restèrent stériles et l'on continua résolument à employer ces procédés de germanisation aussi maladroits que coûteux.

Et cette Allemagne, dirigée d'après les principes prussiens, serait capable de supplanter l'Angleterre qui doit sa puissance mondiale non seulement à la froide et tenace poursuite de ses intérêts, mais surtout à la manière géniale avec laquelle elle sait annexer les peuples à son empire, sans les opprimer, sans vouloir même se les assimiler!

La langue anglaise ne possède pas le mot « Anglicisation », parce que l'idée qu'il traduit manque à la politique anglaise. En politique le mot n'est formé que quand la conception existe. Le vocable *Kulturkampf* n'a été forgé que lorsque le conflit qu'il caractérise eut éclaté.

Donc, même si nous réussissions à débarquer en Angleterre, les colonies de ce pays seraient loin de nous saluer comme des libérateurs. Elles lutteraient jusqu'au bout avant de changer l'indépendance et la liberté anglaise contre la servitude et l'oppression allemandes.

La situation en France.

Il est aussi à prévoir que la lutte en France ne conduira pas à un résultat qu'on puisse qualifier de victoire allemande. Une guerre offensive qui se termine en guerre de siège a de prime abord manqué son but. Nos braves soldats jouissent depuis plus de cinq mois des agréments qu'offrent les tranchées par la pluie, le vent et la neige. Seule la chute de bombes, de grenades et de flèches rompt parfois agréablement la monotonie de leur vie, déprimante pour le corps et l'esprit.

A la frontière est de la France, la ligne fortifiée Verdun, Toul, Nancy, Epinal, Belfort est presque intacte ou si peu menacée par les armées allemandes que les Ministres français et même le Président de la République font constamment des voyages d'inspection d'une forteresse à l'autre. Depuis longtemps, on n'a — heureusement — plus entendu parler du vainqueur de Longwy, de celui que François-Joseph nommait, dans une dépêche adressée au kaiser, le fils héroïque. Le fameux mot du comte Häseler, colporté à Berlin de bouche en bouche : « Je pense déjeuner à Paris, au café de la Paix, le jour anniversaire de Sedan, » était prématuré. Peut-être le comte a-t-il remis le déjeuner au prochain *Sedantag;* je crains plutôt qu'il ne doive le renvoyer *ad calendas teutonicas.* Le gouvernement français est rentré à Paris avec tout le corps diplomatique. Il ne semble pas qu'il ait l'intention de retourner prochainement à Bordeaux. Chaque observateur loyal doit avouer que la guerre avec la France subit un temps d'arrêt; et ici plus qu'ailleurs arrêt signifie recul.

Les plans de notre état-major, mûris et achevés depuis longtemps, comportaient comme point essentiel le rapide écrasement de la France, afin de pouvoir, avec les forces devenues disponibles et le concours de l'Autriche, prendre ensuite une vigoureuse offensive contre la Russie. La Providence — on emploie déjà involontairement le jargon des dépêches allemandes — en a décidé autrement. Sept mois de lutte acharnée n'ont pas réussi à abattre la France. La brillante stratégie de Joffre, le Moltke français — je parle bien entendu de l'oncle et non du neveu, qui est en ce moment en traitement à Hambourg pour une affection bilieuse! — a subitement arrêté notre marche victorieuse et a contraint notre armée à se terrer dans des tranchées. Les fluctuations de cette guerre de siège sont si peu marquées qu'une décision n'interviendra pas avant que nos chefs se résolvent à laisser de côté toute considération d'humanité, et à lancer nos braves soldats à l'assaut, sous le feu dévastateur des canons, mitrailleuses et fusils ennemis. Ils l'ont déjà fait à quelques endroits (1). Si l'on se base sur les opinions et les sentiments de nos cercles dirigeants — le mot si spirituel du Kronprinz « tapez toujours ferme dessus », dans son télégramme au colonel von Reuter, est devenu le cri de guerre du peuple, des poètes et des penseurs. — On conçoit qu'ils perdent bientôt patience.

(1) Peu de temps avant l'impression de cet ouvrage, je lisais le communiqué officiel du 15 janvier rédigé par le grand état-major. On y relate avec fierté que dans les combats près de Soissons 4 à 5000 cadavres français sont restés sur le champ de bataille. Et combien de cadavres allemands? Et combien de blessés des deux côtés? Les Allemands, en tant qu'agresseurs, ont subi au moins les mêmes pertes que les Français. Le nombre total des morts est donc de 10.000 hommes! Les blessés sont, d'après les statistiques établies, trois fois plus nombreux que les morts. En tout, 40.000 hommes hors de combat dans une bataille!

Et lorsque ces énormes hécatombes seront achevées, aurons-nous *alors* la victoire? Nullement. Nous aurons seulement ce que nous avions déjà obtenu en 1870 après quatre semaines de lutte — en supposant qu'au prix de tous les sacrifices nous réussissions à réaliser une avance importante. Les Français ont, sans doute, mis à profit ces cinq mois de calme pour fortifier leurs positions et leurs lignes de retraite éventuelles. D'incessants débarquements de troupes coloniales françaises et anglaises comblent les vides et renforcent l'armée de campagne. Déjà lors de la guerre des Boers, les Anglais ont prouvé que malgré leur petite armée permanente, ils pouvaient lever des masses d'hommes. Il leur a été possible de les transporter dans l'Afrique du sud. Aujourd'hui ils n'ont que la Manche à franchir. Chaque semaine rend plus difficile notre marche en avant, et nos adversaires augmentent sans cesse, tandis que nous, nous avons déjà levé la deuxième catégorie du landsturm.

Partie remise.

Comment cela finira-t-il? Dans le cas le plus heureux, ce sera *partie remise.* Sa fin sera marquée par un épuisement total des adversaires, mais non pas une victoire de l'un ou de l'autre. C'est, d'après ma ferme conviction, ce que l'Allemagne peut attendre de mieux.

Une issue qu'on pourrait plus au moins qualifier de victorieuse est tout à fait improbable. Plus la guerre se prolongera, plus les chances en faveur de cette issue relativement favorable diminueront et plus les probabilités augmenteront pour un développement de l'action qui, s'il ne se termine pas par la défaite complète de l'Allemagne, marquera cependant un épuisement de ses moyens plus considérable que celui des moyens de ses adversaires et, partant, rendra les conditions de paix moins favorables pour elle que maintenant.

L'Autriche est arrivée à la limite de ses forces. Quant à l'Allemagne, on ne peut pas encore dire qu'elle est plus affaiblie que ses ennemis. Nous sommes encore debout et, partout, nous tenons tête à nos adversaires. Nos réserves en hommes et en argent ne sont point encore épuisées. Mais ce régime du « encore » ne durera plus longtemps. Il est ridicule de vouloir suivre l'exemple de l'autruche qui cache sa tête dans le sable pour ne pas voir le danger. Nos ennemis se rendent bien compte des faiblesses de notre organisme social et des germes des maladies qui amèneront notre mort.

Nous pouvons encore obtenir une paix honorable. En la demandant de notre propre chef, nous expierons une petite partie du tort que nous avons commis en provoquant cette catastrophe mondiale, du tort qui nous a attiré la haine et l'horreur de tout le monde civilisé, de nos ennemis comme des neutres.

La question des culpabilités.

Ce ne sont ni la jalousie, ni l'envie, ni les mensonges qui nous ont aliéné les sympathies, ce sont nos propres

actions. Les étrangers, surtout les neutres, savent mieux que le peuple allemand comment les choses se sont passées et qui porte la responsabilité de la catastrophe. Les neutres connaissent assez notre situation politique intérieure pour savoir que, sous un masque constitutionnel, nous sommes gouvernés autocratiquement. Ils ont pu voir que le chancelier allemand, désavoué par les trois cinquièmes du Parlement, restait en fonctions grâce à l'appui de la cour et des cercles militaires. Cela ne se produirait dans aucun pays civilisé à l'exception de la Russie. Ils savent, en outre, que le peuple prussien n'a pas de droits politiques et qu'il est gouverné par une coterie de junkers qui ont, de tout temps, accaparé les premières places dans le cabinet et dans l'armée.

Ils savent avant tout — et voici le point capital de mon exposé :

Que cette guerre a été projetée et préparée depuis longtemps par l'Allemagne et l'Autriche, non seulement militairement, mais aussi politiquement;

Que l'on était résolu depuis longtemps à faire croire au peuple allemand que cette guerre offensive était une guerre défensive, car c'était le seul moyen d'éveiller l'enthousiasme populaire;

Que cette guerre avait pour but d'obtenir d'abord l'hégémonie sur le continent et de déposséder ensuite l'Angleterre de son rôle de première puissance mondiale, d'après le principe : Ote-toi que je m'y mette.

Nous avons nous-mêmes, dans des écrits en notre

langue, fourni des preuves si aveuglantes de ces faits et de ces aspirations, qu'il est aussi ridicule que vain de vouloir battre en brèche la conviction du monde par des publications sans consistance qui doivent servir « à l'éclairer ».

II

Les Antécédents du crime.

Nos impérialistes : Bernhardi & Cie.

L'ouvrage de Bernhardi : *Deutschland und der nächste Krieg,* celui de Frobenius : *Des Deutschen Reiches Schicksalsstunde,* les livres de Treitschke : *Deutsche Geschichte* et *Politik* sont aussi connus à l'étranger qu'en Allemagne et la plupart d'entre eux ont été traduits. Nulle part les tendances impérialistes d'une coterie politique n'ont été exposées avec plus de précision que dans ces écrits et, suivant leurs auteurs, mieux justifiées.

Quelques citations de Bernhardi suffiront à le prouver. Celui-ci est un général prussien de cavalerie; il est, si je ne me trompe pas, chargé d'un commandement dans l'armée de l'Est et il a déjà reçu la croix de fer de 1re classe. On ne peut contester qu'il n'exprime les vues de cercles allemands dominants.

On dit à la page 305 de son livre :

Elle (la presse) ne pourra plus compter au moment du danger et du besoin sur un peuple prêt et dévoué, si elle voit avec indifférence que dans son sein l'esprit guerrier est systématiquement étouffé, qu'un amolissant esprit de paix y est prêché, ou que ses propres organes adoptant ce ton, répètent que le maintien de la paix est le devoir de la politique. Elle doit tout faire pour entre-

tenir le sentiment guerrier et pour expliquer au peuple les devoirs et les buts d'une grande politique.

Elle doit toujours rendre attentif à la signification et à *la nécessité de la guerre, instrument indispensable de la politique et de la culture,* et au devoir du sacrifice et du dévouement personnel à la patrie et à l'Etat.

Page 307 :

L'âme de notre peuple ne se reflète pas dans la presse qui loue cette orientation pacifique, *qui met toujours en avant la nécessité de maintenir la paix* et qui dissuade d'entreprendre toute action politique énergique et hardie en la qualifiant de « politique aventureuse ».

Dans l'âme de notre peuple, il y a, au contraire, le désir profond de se faire estimer à sa valeur (nach Weltgeltung), le désir de l'action virile. Cette âme vibre à chaque parole énergique, à chaque acte politique décisif du gouvernement, qui, pour ainsi dire, dénouent le lien qui retient les forces. Une grande partie de la presse nationale, à diverses reprises, a fort bien exprimé ce sentiment. L'homme d'Etat qui saurait satisfaire ce désir sommeillant dans le cœur de notre peuple, sans se soucier des clameurs de quelques partis et de leur presse, entraînerait tous les esprits avec lui.

Page 309 :

Une telle politique (la politique belliqueuse) est aussi la meilleure école pour rendre un peuple capable de grandes actions militaires. En aiguillant les esprits vers un grand but, on les oblige à concevoir résolument la pensée de la guerre et à s'y préparer moralement. « Plus l'homme a des desseins élevés, plus il s'élève... » Nous, Allemands, nous avons certainement à remplir un devoir plus important et plus grand envers la culture que les Japonais, mais, comme eux, nous ne pouvons l'accomplir *qu'avec l'épée.*

Devrions-nous renoncer au plus efficace moyen de préparer notre peuple à ses devoirs militaires, à une politique courageuse et agissante?

Page 327.

Sans enjeu et sans risques, on ne peut pas faire de la politique

avec succès. Elle doit être consciente de son but et ne pas le perdre de vue. Elle doit utiliser à son profit toutes les modifications de la situation et tous les événements imprévus, mais elle doit surtout savoir profiter du moment favorable et ne pas reculer devant une action hardie quand la situation générale lui offre la possibilité de réaliser ses desseins ou *de faire une guerre nécessaire dans des conditions avantageuses.*

Page 328 :

Que le vieux Fritz, à cet égard aussi (il s'agit de savoir si l'on peut ne pas respecter les droits historiques), nous serve de modèle et nous apprenne à diriger notre politique avec un réalisme inflexible, de manière que la situation générale devienne favorable à nos desseins politiques, et à *ne pas négliger la faveur du moment.*

C'est un abus de langage que commet notre timide époque en stigmatisant du nom de « politique aventureuse » une politique entreprenante et qui poursuit des buts positifs.

A la page 330, l'auteur montre que la préparation politique de la guerre doit marcher de pair avec la préparation militaire afin de rendre possible l'attaque au moment où la préparation militaire est la plus favorable :

On sait que le chef de l'armée doit, en temps de paix, comme en temps de guerre, se tenir éloigné de toute politique. C'est une exigence qui ne se justifie qu'à moitié. Au contraire, le ministre de la guerre et le chef d'état-major doivent se tenir au courant de toutes les fluctuations et de toutes les éventualités de la politique. On doit même leur permettre d'exercer une certaine influence sur la politique, afin qu'ils puissent régler leurs mesures d'après les besoins et *être au moins autorisés à inviter l'homme d'Etat à agir quand la situation militaire est particulièrement favorable.*

Page 334.

Le désavantage qu'offre la lutte sur deux fronts ne peut être évité que si la politique crée la possibilité d'agir offensivement et, si possible, *d'écraser un adversaire avant que l'autre puisse atta-*

quer. De cette initiative dépend notre salut, comme au temps de Frédéric le Grand. Nous devons être persuadés de cette vérité et ne pas la méconnaître.

Dans la même page, Bernhardi prescrit à notre diplomatie de *brouiller les cartes de façon que nous soyons attaqués par la France,* et il continue :

Ce point de vue doit être pris en considération, mais il ne faut pas espérer provoquer cette attaque par une attente oisive. **Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'ont besoin de nous attaquer pour sauvegarder leurs intérêts.** Aussi longtemps que nous reculerons devant une attaque, ces Etats nous imposeront leurs volontés par des moyens diplomatiques; l'issue de l'affaire marocaine nous l'a prouvé et vraisemblablement la fin de la crise balkanique le prouvera aussi. Si nous voulons contraindre nos ennemis à prendre les devants, *nous devons commencer une action politique* qui, sans constituer une attaque contre la France, porte si vivement atteinte à ses intérêts et à ceux de l'Angleterre, que ces deux nations soient obligées d'attaquer. Les affaires d'Europe ou celles d'Afrique offrent assez d'occasions pour une action semblable.

C'est clair, n'est-ce pas? Non seulement les tendances de la politique allemande sont dévoilées, mais même les procédés en sont indiqués en détail. Le chancelier, on doit le lui laisser, a été un docile élève du général.

Il s'est acquitté magistralement de sa tâche qui consistait à brouiller les cartes de telle sorte qu'une guerre offensive passât pour une guerre d'indépendance, du moins aux yeux du stupide Michel, car il y a longtemps que le monde s'est aperçu de cette gigantesque tromperie.

Ecoutons encore M. Bernhardi nous révéler ses secrets :

Page 342 :

La plus déplorable conséquence de notre politique marocaine est

incontestablement la profonde scission qu'elle a provoquée entre le gouvernement et les partis nationaux. De nombreux cercles du peuple, et même certaines classes de la société qui, malgré leur opposition au gouvernement, étaient favorables à une représentation de l'Empire à l'étranger ont perdu confiance.

Cet ébranlement de la confiance publique, qui s'est révélé ouvertement dans la presse et au Reichstag, est, à mon avis, le plus grand désavantage de l'accord franco-allemand.

Bernhardi aurait naturellement préféré que, à propos de l'affaire marocaine, nous provoquassions une guerre européenne. Mais, il se console à la pensée que l'occasion se représentera :

Page 341 :

C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de considérer cet accord comme définitif. Il pourra être soumis à une revision comme celui d'Algésiras et, à cet égard, il a l'avantage de créer de nombreuses « surfaces de friction » avec la France.

C'est le record; Bernhardi ne donne son adhésion conditionnelle au traité international qui a empêché une guerre que parce qu'il offre de nouvelles « surfaces de friction » et qu'il espère qu'il conduira bientôt à la guerre désirée.

Les passages se rapportant à nos relations avec l'Angleterre et aux négociations que menait en ce moment lord Haldane à Berlin sont particulièrement instructifs. Les propositions faites par l'Angleterre pour arriver à une entente politique et maritime avec l'Allemagne seront exposées dans un chapitre spécial. J'y prouverai que les initiatives pour parvenir à une telle entente reviennent toujours à l'Angleterre et que l'Allemagne les a toujours fait échouer par son opposition et par ses conditions inadmissibles. Peut-être a-t-on suivi le conseil de Berhardi.

Page 343.

Les tentatives que l'Angleterre ferait pour se rapprocher de nous ne doivent pas nous tromper sur la vraie situation. Nous devons tout au plus en tirer profit pour retarder *la guerre nécessaire et inévitable,* jusqu'au moment où nous puissions la faire avec quelques *chances de succès.*

Dans la péroraison de son ouvrage, l'auteur s'écrie avec emphase (page 344) :

Si le gouvernement impérial a cru devoir éviter la guerre jusqu'à maintenant, la situation générale laisse prévoir que le délai sera court jusqu'à ce que nous soyons de nouveau placés dans l'alternative *d'engager la lutte pour notre situation mondiale ou de renoncer à cette dernière. En aucun cas nous ne devons attendre.*

L'Angleterre se trouve dans une passe excessivement difficile. En outre, les troubles asiatiques occuperont sans doute une grande partie des forces russes et l'Angleterre ne pourra pas s'en désintéresser. Ce sont des circonstances qu'une politique allemande active et perspicace peut utiliser à son profit pour influer sur la situation mondiale dans l'intérêt de notre patrie.

Si le peuple et le gouvernement, fortement unis, prennent la résolution de protéger *l'honneur allemand* et de faire tous les sacrifices en vies et en biens pour assurer l'avenir de notre nation et de notre Etat, nous n'avons pas à craindre la lutte pour notre *situation mondiale* (Weltstellung), et nous pouvons, avec Maurice Arndt, lever les mains au ciel et demander à Dieu :

Lass hell die Waffen klirren Hau von den wüsten Wirren
Von deiner Sternenburg, Den ganzen Jammer durch (1)!

En terminant, j'aimerais rendre attentif aux titres des chapitres de l'ouvrage de Bernhardi. Ils renseignent si clairement sur les tendances de l'auteur qu'ils rendent presque superflue la lecture de l'œuvre.

(1) Fais retentir les armes de ton ciel, et mets fin à ces sauvages et lamentables troubles.

Chapitre 1. Le droit de faire la guerre.
» 2. Le devoir de faire la guerre.
» 3. Rapide coup d'œil sur le développement historique de l'Allemagne.
» 4. La mission historique de l'Allemagne.
» 5. Puissance mondiale (Weltmacht) ou déchéance.
» 6. Le caractère de notre prochaine guerre.
» 7. La prochaine guerre navale.

J'insiste encore fortement sur le fait que Bernhardi exclut expressément la possibilité d'une guerre offensive de la Triple-Entente et indique le moyen suivant pour parvenir à la guerre désirée — et par elle à la puissance mondiale : *l'Allemagne doit être l'agent provocateur et brouiller les cartes de manière que les autres soient obligés d'attaquer.*

Cela n'empêche pas Bernhardi et ses disciples, en particulier Frobenius, de parler ailleurs des desseins agressifs de la Triple-Entente et de peindre les dangers auxquels l'Allemagne s'exposerait si elle ne prévenait pas ces desseins.

Avons-nous été attaqués ou *aurions*-nous été attaqués ?

La version officielle dit : La Triple-Entente nous a attaqués. « Il faut protéger nos biens les plus sacrés, la patrie et le foyer, contre une agression scélérate. » (Proclamation du kaiser, à l'armée allemande, le 6 août). « L'épée décidera. L'ennemi nous attaque en pleine paix, courons aux armes! Chaque faiblesse, chaque hésitation serait une trahison envers la patrie.

Il s'agit pour notre empire, notre puissance et notre esprit, d'être ou de n'être plus. »

Telle est la version officielle que tous, du chancelier au dernier balayeur de rues, répètent avec mille variantes.

Mais beaucoup d'Allemands vous diront secrètement et dans l'intimité : Nous *n'avons* pas, il est vrai, été attaqués, mais nous *aurions* été attaqués si nous n'avions pas commencé la guerre maintenant, dans un moment qui nous était favorable. Lorsqu'on leur demande de prouver cette allégation, la plupart se taisent ou déclarent que l'attaque projetée était si évidente qu'elle n'a pas besoin d'être prouvée.

— A quoi auraient servi les énormes armements? répond-on généralement.

— Et *nos* armements, répliquai-je, qui sont plus considérables que ceux de n'importe quel pays? En effet, quelle nation a, en temps de paix, augmenté subitement son armée de 140,000 hommes, la portant de 720,000 à 860,000 soldats, quelle nation a établi une contribution de guerre extraordinaire de 1 milliard...?

— Pourquoi donc l'Entente et le fameux encerclement, si on ne voulait pas nous attaquer? continue-t-on.

— Pourquoi la Triple-Alliance, dont les engagements sont plus étroits que ceux de l'Entente et qui a, nous l'affirmons, un but défensif?

— Et les Panslavistes?

— Et les Pangermanistes? Nos nationalistes, nos chauvins, nos pangermanistes à la Bernhardi et à la Treitschke valent-ils mieux ou sont-ils moins agressifs que les panslavistes? Il existe de tels pan-mouvements

dans chaque pays. Ils sont innocents aussi longtemps qu'ils restent dans le domaine des idées. Mais nos pangermanistes en sont sortis en nous entraînant dans cette horrible guerre qu'ils ont voulue et ouvertement proclamée.

Le chef du parti de la guerre.

Chez nous, les chauvins avaient de hauts amis et protecteurs. Peu à peu, ils sont devenus dans nos cercles dirigeants plus puissants que les panslavistes l'ont jamais été à la cour de Russie. Je n'ai pas besoin d'indiquer le nom de la personne qui a été durant des années le chef, et si j'ose dire, le bélier de ce mouvement dirigé contre la volonté pendant longtemps pacifique du kaiser. Chacun sait à qui je pense. La dépêche de Saverne, l'adieu adressé aux hussards de Dantzig, la fronde déclarée contre la politique pacifique durant l'affaire du Maroc, mille autres faits et indices ne laissent pas le moindre doute sur le lieu et le clan d'où partaient ces manifestations belliqueuses. Il suffit de se promener dans les rues de Berlin pour voir exposé à toutes les devantures de librairies l'écrit de Frobenius : *Des Deutschen Reiches Schicksalsstunde,* avec le télégramme de recommandation du grand seigneur. Celui-ci souhaite « à cet excellent écrit, qu'il a lu avec le plus vif intérêt, la plus large diffusion parmi le peuple allemand. » Frobenius a les mêmes sentiments que Bernhardi : son ouvrage expose qu'il faut commencer l'attaque avant qu'il soit trop tard, car les autres veulent *nous* attaquer; nous devons les devancer et *les* attaquer. Frobenius n'apporte aucune

preuve, pas même l'ombre d'une preuve à l'appui de son affirmation qui n'est en réalité qu'un prétexte et que Bernhardi lui-même conteste dans son ouvrage (p. 334).

Mais cela n'embarrasse pas ces grands esprits; ils ne voient pas leur manque de logique; ils ne voient pas que l'un est vrai à l'exclusion de l'autre : ou nous *avons* été attaqués et, dans ce cas, nous faisons une guerre défensive, ou nous *aurions* été attaqués et, dans ce cas, nous faisons une guerre préventive. Si la seconde hypothèse est vraie, la première doit être fausse; mais alors toutes nos déclarations officielles, du discours impérial du 31 juillet 1914 au discours du Chancelier du 2 décembre, peuvent être qualifiées de mensongères.

L'idée de la guerre défensive est-elle juste, celle de la guerre préventive tombe d'elle-même, et il importe peu de savoir si cette dernière était légitimable ou, en général, si une guerre préventive peut être justifiée politiquement et moralement. Bismarck, qui lui aussi comprenait un peu la politique, a donné une réponse tout à fait négative à cette dernière question (1) : « Même des guerres victorieuses, dit-il, ne sont justifiables que quand elles ont été imposées », et il ajoute : « *On ne peut pas lire dans les cartes de l'avenir* de manière à anticiper, d'après son propre calcul, sur le développement historique. »

Cette phrase du grand disparu semble être tombée dans l'oubli. Pendant qu'on lui élève monument sur monument, on aurait pu la graver dans le marbre ou

(1) *Gedanken und Erinnerungen 1898,* tome II, p. 93.

l'airain et la fixer à des places toujours visibles dans les murs des palais royaux et gouvernementaux; on eût ainsi épargné un affreux malheur au peuple allemand et au monde. Après 1870, Bismarck fut, à plusieurs reprises, pressé par des généraux et des individus belliqueux, de faire une nouvelle guerre à la France, afin d'écraser une fois pour toutes le pays qui se relevait et de le mettre hors d'état de nuire. Il a toujours résisté à ces menées avec une énergie de fer et il a qualifié « d'insensée » et de « criminelle » l'idée qu'il fallait faire la guerre parce qu'elle devait éclater un jour.

Les qualificatifs sont excellents, et ils resteront à ceux à qui ils s'appliquent.

La guerre impérialiste.

La place au soleil.

Comme on a pu le voir par tout ce qui a précédé, je ne considère pas la guerre actuelle comme une guerre défensive ou comme une guerre préventive. *C'est uniquement une guerre de conquêtes résultant d'idées impérialistes et profitant à des desseins de même nature.* C'est une guerre pour la fameuse *place au soleil,* que, soi-disant, on nous dispute et qui doit être conquise les armes à la main. Que signifie « place au soleil »? Personne ne l'indique clairement et chacun en a une idée différente. Le peuple est si étranger à cette conception, qu'il ne se serait pas laissé conduire à la boucherie si on lui avait dit : vous devez nous conquérir la place au soleil.

Mais pour les initiés, c'est le masque qui recouvre leurs visées impérialistes. « Nous ne pouvons obtenir la place au soleil qui nous revient et qu'on ne nous cédera pas volontairement qu'à l'aide d'une bonne épée : Kronprinz Guillaume. » Ornée de cette inscription et de la devise « pro patria et gloria », l'image du Kronprinz se vend dans les librairies allemandes.

Le peuple élu.

La place au soleil est la domination universelle qui nous revient, parce que nous sommes le *peuple élu de Dieu.* Au point de vue de la psychologie des peuples, il est intéressant de remarquer que cette vieille idée juive s'est emparée de l'Empire chrétien, protestant et antisémite et a chassé le vrai enseignement du Christ, d'après lequel tous les hommes sont frères.

Nos idées religieuses changent suivant les besoins et les circonstances, comme les uniformes.

Le Dieu que nous implorons quotidiennement en temps de guerre, que nous supplions de nous faire détruire le plus possible d'ennemis et que nous remercions quand il nous a exaucés, c'est le vieux Dieu des Juifs, Jéhovah, le Dieu vengeur et belliqueux qui ne recule devant aucun sacrifice lorsqu'il est utile à la puissance de son peuple élu. Mais le Dieu des chrétiens et son Fils — qui, sur la terre, prêchait l'amour et le renoncement et dont le royaume n'est pas de ce monde —

n'ont rien à faire avec les carnages qui sont absolument contraires à leur enseignement.

Dans son « essai sur la paix perpétuelle », Kant fait cette remarque inspirée par l'esprit le plus chrétien :

« Il ne conviendrait pas mal à un peuple, une fois la guerre achevée et les actions de grâce rendues, de s'imposer un jour de pénitence pour demander pardon à Dieu, au nom de l'Etat, du crime dont les hommes continuent à se rendre coupables, en refusant de se soumettre à une constitution juridique qui règle les rapports des peuples entre eux, constitution à laquelle leur orgueilleuse indépendance préfère le moyen barbare de la guerre, sans que personne puisse y trouver ce qu'il y cherche, à savoir la jouissance assurée de ses droits. Les actions de grâce qui se rendent pendant la guerre, après une victoire remportée, les hymnes qu'on chante (en vrais israélites) au Dieu des armées, n'en sont pas moins en contradiction avec l'idée morale de « Père des hommes ». Elles dénotent une coupable indifférence pour les principes selon lesquels les peuples devraient maintenir et défendre leurs droits; en outre, elles expriment la joie d'avoir tué beaucoup d'hommes ou détruit leur bonheur. »

Voilà un exemple de vrai christianisme et, en même temps, de vraie culture allemande. Mais les mêmes êtres qui préfèrent tirer l'épée pour elle, la foulent aux pieds...

Si l'on savait dans certains milieux allemands ce que les gens cultivés ou simplement les gens pieux du monde entier pensent de ces invocations constantes et

blasphématoires de Dieu,

Dernièrement, un Juif, Luigi Luzzati, un des plus éminents penseurs et politiques de l'Italie, a publié dans le *Corriere della Sera* un superbe article, intitulé : « L'abuso del nome di Dio. » J'en traduis quelques phrases :

« Depuis le début de cette horrible guerre, les princes, pas les peuples, pour dire vrai, usent et abusent excessivement du nom de Dieu. Le Tout Puissant est invoqué dans les télégrammes qu'ont récemment échangés le sultan et François-Joseph... Sauvons Dieu de telles profanations. Laissons en paix le Père des hommes qui punit les fautes, récompense les vertus, ne donne à personne le droit de le représenter sur la terre et de revendiquer pour soi sa toute puissance dans cette tragédie guerrière. »

Tel est le jugement d'étrangers de marque sur certaines singularités allemandes et sur la prétention de l'Allemagne d'être le peuple élu de Dieu...

Le brillant développement de l'Allemagne.

Si quelqu'un cherche une place au soleil et s'efforce même de l'obtenir par les armes, il faut admettre qu'il est jusqu'alors resté dans l'ombre. Est-ce le cas de l'Allemagne? Je prétends le contraire et je me réfère à ceux qui nous mirent les armes à la main pour que nous cherchions notre place au soleil. Dans le chapitre intitulé : « Préparation financière et politique de la guerre » (pp. 310 et suivantes), Bernhardi brosse un large tableau du brillant, de l'incomparable développement économique de l'Allemagne depuis 1871. Il montre, à l'aide de nombreux chiffres, le constant accroissement de la fortune et le prodigieux essor du commerce et de l'industrie depuis la fondation de l'Empire. Il cite une conférence faite par le professeur

Dade à l'assemblée générale des *Steuer- und Wirtschaftsreformer,* du 22 février 1910. D'après Dade, le chiffre des importations et des exportations allemandes a passé, dans les dernières années précédant 1910, de 6 milliards, à 14 1/2 et à 16. Il atteint en 1912 environ 20 milliards. L'importation de matières premières pour l'industrie monte de 1 1/2 milliard en 1879 à 4 1/2 milliards en 1908; l'importation d'objets manufacturés ascende de 600 millions en 1879 à 1 1/4 milliard en 1908, et l'exportation de ceux-ci passe, pendant le même temps, de 1 milliard à 4 milliards. La production de la houille était en 1879 de 42 millions de tonnes, en 1908 de 148 1/2 millions de tonnes; la valeur totale s'est élevée de 100 millions de marks à 1 1/2 milliard. La production du minerai de fer a passé de 6 millions de tonnes à 27 millions; sa valeur de 27 millions de marks à 119 millions. De 1888 à 1908, cette production a augmenté de 127 °/₀ en Allemagne, tandis qu'en Angleterre elle n'augmentait que de 59 °/₀. Le rendement du minerai en fer s'est accru, pendant ces mêmes années, de 172 °/₀, alors qu'en Angleterre il ne s'accroissait que de 27 °/₀. On pourrait citer, d'après Bernhardi-Dade, des chiffres analogues dans tous les domaines.

Les revenus et la capitalisation ont eu un accroissement semblable. De 1892 à 1905, la fortune nationale de la Prusse a augmenté chaque année de 2 milliards de marks. Dans l'échelle de l'impôt sur la fortune, le nombre des taxés pour 6.000 à 100.000 marks et des fortunes correspondantes a monté de 29 °/₀ dans ces 14 dernières années (de 1905 à 1908, de 11 °/₀; donc, pendant la première période, de 2 °/₀ par an, et dans les dernières années de 3 °/₀).

Une augmentation plus considérable encore se relève parmi les grosses fortunes. Dans la même échelle d'impôt, le nombre des taxés pour 100 à 500.000 marks et des fortunes de cette valeur, s'est élevé de 44 % pendant les 14 ans indiqués (3 % durant les premières années et 4,6 % durant les trois dernières).

Plus on s'élève dans l'échelle des impôts précités, plus l'accroissement est considérable. De 6.000 à 100.000 marks, il est de 650 marks par an et par tête de population; de 100 à 500.000 marks, de 6.400 marks et, au-dessus de 500.000 marks, de 70.450 marks (1).

Bernhardi note, en outre, comme signes d'un florissant développement économique, l'augmentation des salaires ouvriers, la diminution des sans-travail et de l'émigration. En 1908, 20.000 personnes ont quitté notre pays, tandis que 336.000 émigrants sont partis d'Angleterre. Le capital placé dans les chemins de fer de l'Etat était, à fin mars 1908, de 9.888 millions en Prusse; à la fin de 1911, il était de 11.050 millions de marks.

Cette brillante description de notre développement économique ne sert à Bernhardi que pour établir qu'une nouvelle augmentation des charges militaires est très supportable. Il oublie qu'en exposant l'accroissement constant de notre fortune nationale et surtout en insistant sur le fait d'avoir dépassé l'Angleterre, il mine lui-même le sol sur lequel il va édifier son monument impérialiste. En effet, puisque nous avons déjà une place au soleil si bien éclairée, *que nous manque-t-il? que voulons-nous de plus?*

Une extension de nos possessions territoriales?

(1) Cf. Bernhardi, p. 317.

Des colonies? Le bonheur d'une nation dépend-il du nombre de kilomètres carrés qu'elle possède? ou de ses colonies? S'il en était ainsi, les petits Etats comme la Hollande, la Belgique, la Suisse, le Danemark devraient être pauvres en comparaison des grands. Et c'est le contraire qui existe en réalité. Les plus hauts chiffres d'importation et d'exportation par habitant sont fournis par la Hollande que suivent la Belgique, la Suisse et le Danemark. Les grands Etats ne viennent qu'après ces pays. Tandis que le 3 °/₀ allemand était coté à 83, le 3 °/₀ belge atteignait 96; tandis que le 3 1/2 °/₀ russe valait 81, le 3 1/2 norwégien s'achetait à 102. Des chiffres semblables se retrouvent dans tous les domaines de la vie économique. *Il n'y a donc aucun rapport entre l'étendue d'un pays et en particulier de son domaine colonial et la prospérité de ce pays.*

La meilleure preuve de cette affirmation est fournie par l'Allemagne elle-même. Le nationaliste le plus enragé ne peut pas contester que son développement économique depuis quarante ans et surtout durant les vingt-six dernières années du règne de Guillaume II est sans précédent dans l'histoire. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la royauté du kaiser, il a paru, sous le titre de *Soziale Kultur und Volkswohlfahrt während der ersten 25 Regierungsjahre Wilhelms II,* une série d'ouvrages exposant les progrès réalisés par l'Allemagne dans tous les domaines. Je ne leur emprunte que quelques chiffres. La population de l'Empire a passé de 48 millions en 1888 à 67 millions en 1914. L'excédent annuel des naissances se montait en 1911 à 11,3 °/₀ pour 1.000 habitants et n'était dépassé

par celui de la Russie 17 %. La production du fer brut (comptée par milliers de tonnes) a monté de 4,024 en 1887 à 17.853 en 1912, donc de 343,6 %, tandis que la production anglaise n'augmentait que de 17,6 % (de 7.681 à 9.031).

Comme producteur de fer, l'Allemagne ne le cède plus qu'aux Etats-Unis (363,2 %, de 6.520 à 30.203); elle a dépassé l'Angleterre par une augmentation vingt fois plus forte en pourcentage.

La production d'acier a augmenté de la même façon. En 1912, elle était (évaluée à 1.000 tonnes) de 17.302 contre 11.639 en 1887. Ici aussi, nous occupons le deuxième rang, dépassant de beaucoup l'Angleterre, dont la production n'a passé de 3196,8 en 1887 qu'à 6565,3 en 1911.

En ce qui concerne l'augmentation en pourcentage, l'Allemagne marche en tête et laisse loin derrière elle ses deux rivales, l'Amérique et l'Angleterre. Cette augmentation est, pendant les vingt-cinq ans en question, de 1.377 % en Allemagne, de 835 % en Amérique et seulement de 105 % en Angleterre.

Le tonnage total de notre flotte de commerce a passé de 1.240.182 en 1888 à 3.153.724 en 1913. A noter encore que la valeur commerciale des unités navales s'est accrue beaucoup du fait que les bateaux à voiles ont été transformés en bateaux à vapeur. Le tonnage total de ceux-ci a sextuplé pendant vingt-cinq ans (470.364 en 1888, 2.655.496 en 1913).

L'accroissement de la fortune nationale et du revenu correspond au développement industriel et commercial de l'Allemagne. Le docteur Karl Helfferich, directeur de

la Deutsche Bank (1), résume comme suit l'exposé qu'il a fait dans un des livres de la collection citée :

Le revenu annuel du peuple allemand est aujourd'hui de 43 milliards de marks contre 23 à 25 milliards en 1895.

De ces 43 milliards, 7, soit le 1/6, sont employés à des buts publics; 27 à 28 servent aux dépenses privées, 8 à 8 1/2 (contre 4 1/2 à 5 il y a 15 ans) qui, par l'accroissement mécanique de la fortune existante, sont portés à 10, augmentent la fortune nationale. Celle-ci est aujourd'hui de plus de 300 milliards de marks contre 200 milliards vers 1895.

Ces chiffres montrent sous forme résumée le résultat du puissant travail économique que l'Allemagne a accompli sous le règne de notre kaiser.

Telle est la place au soleil que nous occupons, que personne ne nous a disputée, ne veut ni ne peut nous disputer. Nous la devons à l'esprit d'entreprise, à la persévérance et aux méthodes habiles de nos négociants et de nos industriels, mais non aux hâbleries de nos nationalistes, à l'épée de nos généraux ou aux plans de bataille de nos états-majors.

Elle est exclusivement l'œuvre du marchand allemand dont la devise est : « le monde est mon champ d'activité », exclusivement la conséquence de l'état de paix, dont la longue durée a favorisé d'autant l'essor de l'Allemagne.

L'accroissement de la population et les colonies.

On m'objectera : La croissance du peuple allemand, l'excédent des naissances qui était chaque année de 800.000 êtres, rendaient nécessaire une expansion

(1) Actuellement Ministre des Finances de l'Empire.

territoriale. Où ceux-ci pourraient-ils vivre et gagner leur pain? L'objection est aussi peu solide que les précédentes. Si l'Allemagne avait été vraiment trop petite pour nourrir sa population croissante, le nombre des émigrants aurait dû augmenté. Or, il a au contraire diminué. De 1881 à 1890, 134.000 personnes ont, chaque année, quitté l'Allemagne; de 1891 à 1910, 52.800, et en 1912, seulement 18.500.

Par contre, le nombre des immigrants s'est accru. Depuis quinze ans, il est supérieur à celui des émigrants : l'Allemagne est en voie de devenir un pays d'immigration.

On voit par ces chiffres que l'Allemagne loin de ne pas pouvoir occuper et nourrir sa population, offre même à ses habitants et aux immigrés la possibilité de pouvoir plus aisément gagner leur vie.

Ce développement prodigieux s'est accompli dans une période où d'autres pays, et en particulier la France, étendaient considérablement leur domaine colonial. Le nôtre reste limité à quelques possessions en Afrique, en Asie et dans l'Océan Pacifique; nous étions venus trop tard pour nous emparer d'autres territoires.

Quel rôle ces colonies ont-elles joué dans notre développement économique de ces derniers quarante ans? Aucun. En additionnant d'un côté les sommes qu'elles nous ont coûtées directement ou indirectement — sans oublier les dépenses causées par l'augmentation de notre flotte nécessaire à leur protection — et de l'autre les avantages financiers qu'elles nous ont rapportés, nous verrons que nous avons fait une piètre affaire.

A cet égard, Bismarck a été plus perspicace que ses successeurs. Ce n'est que contraint et forcé qu'il s'est engagé dans les chemins de la politique coloniale. Il a toujours vu la double face de celle-ci, qui fournirait à nos adversaires des « points d'attaque », mais qui ne nous procurerait aucun avantage rémunérateur.

Les événements actuels ont montré la justesse de sa prévision. Nos adversaires nous ont pris quelques territoires, qui n'ont, il est vrai, aucune valeur réelle pour nous, mais qui ont une certaine valeur idéale parce que nous les avons possédés. Nos ennemis nous les feront payer cher à la conclusion de la paix.

Nous avons dit que nos colonies n'avaient aucune valeur matérielle. En effet, qui oserait prétendre que notre essor économique n'eût pas été exactement le même si nous n'avions possédé ni le Sud-Ouest africain, ni l'Afrique orientale, ni Kiautschou, ni Samoa ? La population blanche de nos colonies était en 1913 d'un peu plus de 27.000 âmes. Ce chiffre représente environ le 3,5 °/₀ de l'augmentation *annuelle* de la population de l'Allemagne. Si ces 27.000 individus étaient restés en Allemagne, s'y serait-il produit une famine ou un excès de population. Auraient-ils exercé le moindre effet sur notre vie économique, sur la vie de 67 millions d'êtres ?

Le commerce que l'Allemagne fait avec ses colonies se monte aujourd'hui à 100 millions. Il ne représente que le 0,5 °/₀ du commerce total fait en 1912 avec l'étranger (20.000 millions). Si ce 0,5 °/₀ était éliminé, la vie économique allemande s'en ressentirait-elle ? Du reste, si nous ne possédions pas nos colonies, le commerce que nous entretenons avec elles serait le

même. Si elles avaient besoin de nos produits, elles nous les achèteraient, même si elles étaient indépendantes ou soumises à un autre Etat. Nous n'avons pas établi de monopole commercial sur elles; elles font partie de l'Empire allemand et sont liées par les traités de commerce conclus par la mère-patrie. Notre qualité de possesseurs ne nous protège pas contre la concurrence de tous lès pays industriels; par conséquent, même si nous n'en étions pas possesseurs, elles se fourniraient chez nous des marchandises que nous livrons à meilleur compte que les autres.

Nos **vraies** *colonies.*

Nos meilleurs clients sont précisément les pays que nous n'avons jamais possédés, et que *nous ne posséderons jamais.* Nos vraies colonies sont la France, la Russie, l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, le Brésil, l'Argentine. Ces pays nous enrichissent en nous achetant nos produits, et nous, en retour, nous tirons d'eux les matières premières dont nous avons besoin. Ils ouvrent au marchand allemand d'immenses champs d'activité, où en libre concurrence avec tous les peuples commerciaux du monde, il peut déployer son activité et faire valoir son habileté.

C'est la lutte biologique pour l'existence, qui régit aujourd'hui le monde et non la lutte brutale des temps barbares, lutte de la capacité contre l'incapacité, de l'intelligence contre la sottise, de la persévérance contre la mollesse. Bien entendu, nos impérialistes ne savent rien de cette lutte. Ils se montreront toujours hautains à l'égard du marchand, bien qu'ils ne dédaignent pas

d'épouser les filles des riches négociants. N'est-il pas vrai que les junkers et les officiers forment la première caste dans le pays? Ils sont les défenseurs du trône et de l'autel, des mœurs et de la moralité. Peu leur chaut que tout ce que le marchand a édifié par un long et incessant travail, soit détruit d'un coup. La prospérité économique d'un pays n'existe pour eux qu'autant qu'elle fournit les moyens pour les entreprises militaires. Celles-ci sont le vrai but de l'existence d'un peuple et celle-là ne sert qu'à atteindre ce but.

Quel profit la France a-t-elle retiré de ses colonies?

Nous avons vu que le manque de colonies n'a pas nui à l'Allemagne et n'a pas enrayé son puissant développement. Qu'en est-il de la France? Son empire colonial lui a-t-il procuré un avantage, une supériorité quelconque sur l'Allemagne? Au contraire. Dans certains domaines, la France n'a pas du tout avancé au point de vue économique; dans d'autres, elle a réalisé des progrès qui sont infiniment moindres que ceux de l'Allemagne. Le commerce d'exportation total de la France s'élevait en 1912 à 11,6 milliards de marks, bien que ses colonies soient quatre fois plus vastes que celles de l'Allemagne. Sa population, environ 40 millions d'habitants, est restée stationnaire. Nos impérialistes disent que la création d'un domaine colonial donne une puissante impulsion au commerce d'exportation. En réalité, il n'en est rien. Le tonnage total de la flotte de commerce française a baissé de 1.492.600 tonnes en 1885 à 1.462.000 en 1911, tandis

que celui de l'Allemagne passait de 1.275.500 tonnes à 3.023.700.

Ces vingt-cinq dernières années, la production de fer brut a, en Allemagne, augmenté de 343,6 °/₀; en France, elle ne s'est accrue que de 210,7 °/₀. L'augmentation de la production d'acier en Allemagne a été, pendant ces 25 ans, de 1.377 °/₀; en France seulement de 727 °/₀.

On pourrait citer des chiffres analogues pour tous les domaines de la vie économique. *Quel est donc l'avantage que la France a retiré de ses colonies?* Il lui aurait été plus profitable d'abandonner à eux-mêmes les habitants jaunes, noirs et bruns de son domaine colonial et de s'épargner les énormes dépenses pour la conquête militaire et l'administration civile de ces lointaines contrées. Si elle l'avait fait, il n'y aurait eu ni conflit marocain, ni affaire d'Agadir, partant, pas d'excitation parmi nos brutes impérialistes (Imperialistische Bestie) et très probablement pas de guerre.

Il est vrai que les Français ont poursuivi leur expansion coloniale sans susciter de lutte en Europe (il va de soi qu'un homme moderne ne parle pas de la vie d'un indigène), tandis que nous, nous avons accordé à ces territoires tentateurs une valeur si grande que nous avons versé pour eux des océans de sang européen et entassé des montagnes de cadavres.

A la vérité, on peut s'écrier avec Ulrich de Hutten : « C'est une joie de vivre! » ou mieux encore, avec Munne du *Berliner Ulk* (1) : « Nulle part, il ne se passe rien d'aussi comique qu'au monde. »

(1) Supplément humoristique du *Berliner Tageblatt.*

Les Allemands à l'étranger :
En France, en Angleterre, en Amérique.

Lors de l'affaire d'Agadir, on disait à un spirituel parisien : « Vous avez entendu, les Allemands sont à Agadir? » Et il répondit froidement : « Je m'en fiche, ils sont au cœur de Paris, aux Champs-Elysées, voilà ce qui m'importe. » En effet, cela était de conséquence. Les Allemands s'étaient installés dans tous les pays au cœur du commerce et de l'industrie. Partout, ils avaient des entreprises, représentaient des maisons allemandes ou dirigeaient des banques, des usines et des comptoirs appartenant à des étrangers. Les noms allemands pullulent à la Bourse de Paris et dans la grande finance; les Rotschild, les Heine, les Seligmann, les Porgès, les Schickler, sont les rois du marché financier français. Les brasseries allemandes ont amené une transformation dans la vie des cafés-restaurants, leurs fastueux « palais de bière » supplantent de plus en plus les élégants restaurants français, desquels, ceux qui, comme nous, ne sont plus jeunes, gardent maint souvenir joyeux ou mélancolique. Les mêmes changements se sont produits dans les domaines de l'activité française où les allemands jouent un rôle prépondérant.

En Angleterre, c'est encore plus général et plus frappant. On sait qu'une grande partie du commerce et de l'industrie de Manchester, Birmingham et d'autres villes est entre les mains d'Allemands et que ceux-ci occupent de hautes situations dans les maisons anglaises. Celui qui ne le sait pas, n'a qu'à lire le rapport des commissions parlementaires d'enquête chargées de trouver les remèdes contre cette dépossession dont les

Anglais étaient menacés chez eux. On ne recourut pas à des moyens violents, l'Anglais est trop bon commerçant pour ne pas savoir que toute mesure brutale se retournerait contre lui. On chercha à inculquer aux jeunes Anglais les méthodes, les disciplines et la facilité d'adaptation allemandes. Ces qualités devaient les rendre capables d'enrayer, dans leur propre pays, la concurrence des jeunes Allemands.

*
* *

Dans l'Amérique du Nord, les Allemands se sont en grande partie fait naturaliser; dans l'Amérique du Sud, ils ont pour la plupart conservé leur nationalité. Les uns comme les autres sont utiles à leur patrie. On entend souvent dire qu'un Allemand qui s'est fait naturaliser est perdu pour l'Allemagne. A la vérité, c'est encore un des nombreux mensonges conventionnels. Le contraire serait plus vrai; l'Allemand devenu Américain ne perd pas sa qualité de Germain; il reste Allemand de sang, de langue, de culture et de sentiment. Qui nierait cela? Les savants, les artistes, les écrivains allemands qui visitent les villes américaines ne sont-ils pas reçus avec enthousiasme par les très fortes colonies de leurs compatriotes, enthousiasme souvent exagéré et injustifié. Même des individus qui, en Allemagne, sont plus ou moins mis au ban de la société, cherchent à se relever, à l'aide de cet enthousiasme national naïf et peu capable de discernement qui soulève nos compatriotes d'outre-mer.

Dans l'Amérique du Nord, les Allemands, naturalisés ou non, procurent d'énormes avantages à la mère-patrie, politiquement et économiquement. Les étroites re-

lations politiques entre les deux pays sont, en grande partie, dues au fait que les Allemands naturalisés forment une bonne fraction de la population américaine. La culture américaine résulte d'un mélange de culture anglaise et de culture allemande. Une partie de la presse américaine, qui n'est pas sans influence sur l'opinion publique, paraît en allemand. L'exportation des livres allemands à destination de l'Amérique est énorme. Dans ce pays démocratique, le député devant, plus que chez nous, prendre en considération les vues de leurs électeurs, une politique anti-allemande y serait impossible.

Il est superflu d'insister sur les avantages économiques que le *Deutschtum* nous a procurés en Amérique, ils sont manifestes et connus de tous. Comme à Paris, les Allemands jouent un rôle prépondérant à la Bourse et dans la haute finance. Il suffit de citer les noms de Ladenburg, Thalmann, Warburg, Speyer, Ellissen, Kuhn, Lœb & C°, Schiff, etc. L'énorme échange commercial des deux nations, qui avec l'Angleterre marchent à la tête du commerce mondial, se fait en grande partie par l'entremise de négociants allemands, mais qui ont presque tous changé de nationalité — sans doute parce que l'état politique du pays leur plaisait mieux que le nôtre, ce dont il ne faut pas s'étonner. Les plus grandes brasseries américaines, telles que celles de Pabst à Milwaukee, de Peter Dölger à New-York, les plus grands commerces de jouets, comme celui de Schwarz à New-York, les plus grands magasins, ceux de Altmann, Strauss, Gimbel, Blumendaal, appartiennent à des Allemands. Une grande partie des médecins américains sont des Allemands de naissance. Non seulement ils

répandent en Amérique la culture de leur pays, mais ils font aussi venir d'Allemagne les instruments et les médicaments.

Tous ces « captains of industry » restent en rapports avec les sources allemandes qu'ils connaissaient déjà, afin de pouvoir favoriser le fournisseur germain aussi longtemps que celui-ci peut lutter avec le concurrent étranger. Le fournisseur allemand apprend aussi à connaître les besoins du marché et il peut s'y adapter. Par suite de l'origine allemande du commerçant américain, des relations durables se nouent entre le producteur d'Allemagne et le client germano-américain.

Il est absolument indifférent que ce dernier reste Allemand ou devienne Américain, bien que nos nationalistes affirment sottement qu'un Allemand qui se fait naturaliser est perdu pour la patrie.

On peut même prétendre le contraire et le prouver par l'exemple de l'Amérique du Sud. Les naturalisés n'y sont qu'en nombre infime. Les Allemands au Brésil, en Argentine et au Chili deviennent rarement Brésiliens, Argentins ou Chiliens. De là un premier désavantage. Beaucoup sont officiers de réserve ou de landwehr et, en temps de paix, ils doivent retourner en Allemagne pour les périodes d'exercices militaires et interrompre leurs occupations commerciales. Si la guerre éclate comme maintenant et les rappelle brusquement dans leur pays, ils payent de leur ruine économique complète leur attachement à leur nationalité, même s'ils peuvent revenir dans leur seconde patrie vivants ou indemnes. Cette ruine est encore accélérée par le fait que les peuples du sud de l'Amérique ainsi que les neutres nous accusent avec raison d'avoir suscité la guerre, nous

rendent responsables du lourd contre-coup qu'elle a sur leur vie économique et sympathisent avec nos adversaires. Les populations de race espagnole, facilement irritables, se sont montées contre nous à tel point que même les Allemands qui ne partaient pas pour la guerre ont plié bagages et ont regagné l'Europe.

Je ne juge pas d'après des articles de journaux américains, mais d'après mes observations personnelles. A la fin d'août, au cours d'un voyage que je fis en Allemagne, j'eus l'occasion de causer avec un grand nombre d'Allemands qui revenaient du sud de l'Amérique. Ils me dépeignirent l'état de choses dans les pays qu'ils avaient quittés tel que je l'ai décrit. Ils étaient naturellement pleins d'enthousiasme patriotique. Dans l'Amérique du Sud ils ne pouvaient pas soupçonner, à la fin d'août, la gigantesque tromperie qu'*aujourd'hui* les professeurs de l'Allemagne n'ont pas encore découverte, mais ils durent m'avouer que la guerre détruisait d'un coup leur labeur de longues années. Des jeunes gens qui, à force de travail et d'application, s'étaient procuré de bonnes places avaient dû les quitter pour venir défendre la patrie « menacée » par les Russes et les Français, la liberté et l'existence du peuple allemand.

Même s'ils n'avaient pas reçu leur ordre de marche, ils auraient probablement perdu leurs positions, car par suite de la guerre, qui a produit presque une banqueroute générale dans ces pays, les maisons où ils travaillaient fermèrent leurs portes ou réduisirent leur activité au strict nécessaire.

D'autres personnes plus âgées qui, après avoir vaincu force obstacles, étaient parvenues à se faire une situa-

tion durent, à cause de l'antipathie de la population et des effets de la guerre, abandonner leur travail et rentrer en Allemagne avec leur famille. C'était profondément émouvant, durant ce long trajet (de Ala à Munich, 52 heures), d'entendre le récit de tant d'existences brisées et d'espérances détruites et de voir la calme résignation avec laquelle ces énergiques pionniers du *Deutschtum* à l'étranger, se résignant à l'inévitable, sacrifiaient à la patrie leurs espoirs et leur bonheur péniblement conquis.

Tous s'accordaient à dire qu'il leur serait impossible de refaire leur existence dans l'Amérique du Sud et que les longues années qu'ils y avaient passées dans un pénible travail étaient perdues.

Quel Allemand est donc le plus utile à sa patrie, celui qui se fait naturaliser ou celui qui garde sa nationalité? Le premier, je pense. Que serait-il arrivé si les effets de la guerre s'étaient fait sentir aussi violemment dans l'Amérique du Nord que dans l'Amérique du Sud, si presque tous les Allemands, soldats ou non, avaient dû quitter leurs places, abandonner leurs commerces? Une catastrophe irréparable pour l'Allemagne qui eût porté le coup de grâce à notre vie économique. Il est fort heureux que nos Germano-Américains se soient montrés plus sensés et plus raisonnables que nos pangermanistes. En se faisant naturaliser, ils ont rendu à leur patrie le meilleur des services.

Ainsi une des théories s'effondre, qui servait de base à l'expansion coloniale, et était la cause de perpétuels frottements entre les peuples civilisés. **Nos vraies colonies se trouvent là, où nous ne possédons pas un mètre carré de territoire :** dans les deux Améri-

ques, en France, en Angleterre, en Russie, en Italie, au Canada, en Australie.

Nous faisons avec l'Angleterre pour 3,7 milliards de marks de commerce; avec la France pour 1,55 milliard; avec les deux pays ensemble pour 5,25 milliards. Cette somme représente plus du quart de notre commerce avec l'extérieur. Nons vendons à ces deux pays plus que nous leur achetons (vente : 3,25 milliards; achat : 2 milliards). Nos exportations sont de 50 °/₀ plus fortes que nos importations. Le 44 °/₀ du commerce allemand — environ 8,5 milliards — se fait avec les pays belligérants. Quelle valeur ont, en regard de ces chiffres, les misérables lambeaux de territoire en partie stériles et inhabitables pour l'Européen, à propos desquels les diplomates se querellent? A leur sujet on excite les peuples les uns contre les autres, on gaspille de l'argent en armements fabuleux, et finalement, quand la corde est trop tendue, on déchaîne la plus sanglante des guerres.

Quànd les peuples comprendront-ils donc que cette situation est insensée? Quand crieront-ils à leurs dirigeants : — avant tout, les Allemands à leurs hommes d'Etat — mais nous l'avons déjà notre place au soleil. Laissez-nous la paix, laissez-nous nous chauffer à ce soleil et travailler. Ne nous écrasez pas de plus en plus par des charges exorbitantes. Guérissez-vous de cette folie de conquête qui nous a déjà presque dévorés, nous pauvres peuples! »

La place au soleil pour nous,
la place à l'ombre pour les autres.

En réalité, nos impérialistes veulent autre chose. Eux aussi savent bien, quoiqu'ils ne le disent pas au peuple borné, que nous avons la place au soleil qui nous revient, que personne ne cherche à nous la disputer et que si quelqu'un voulait l'essayer, il ne réussirait pas à nous l'enlever. Mais ils veulent *la place* **exclusive** *au soleil et la domination mondiale* de l'Allemagne. *Et cela,* les « Autres » ne veulent certainement pas le leur accorder.

Le *Wehrverein* allemand, dans une séance tenue récemment à la Chambre des députés, s'est exprimé à ce sujet avec toute la clarté désirable. On lit dans son manifeste :

« Il nous faut de l'air et de la place pour étendre notre *Deutschtum.* Le temps des égards est passé. Sans ménagements et soucieux de nos intérêts, nous devons dicter la paix et nous la dicterons. Il ne peut être question que d'une paix qui assurera à l'Allemagne une *situation dominante durable dans le monde* (eine dauernde führende Weltstellung)... Les criminels artisans de la guerre... la France, l'Angleterre et la Russie, doivent être affaiblis au point de ne plus pouvoir troubler la paix à l'avenir. »

D'une part, « les criminels instigateurs de la guerre », de l'autre « une situation dominante durable dans le monde! » Explique-moi cela, comte Oerindur! La vérité est ici très habilement amalgamée avec le mensonge. D'un côté, on proclame ouvertement les vrais buts du

parti de la guerre, de l'autre, on soutient hardiment que les « Autres » ont troublé la paix.

Cependant la logique ne perd jamais ses droits : si nous avons besoin d'une situation *dominante* durable dans le monde, pour étendre notre *Deutschtum,* cela signifie en d'autres termes : Nous sommes aujourd'hui sur un pied d'égalité avec les autres peuples, mais nous ne les dirigeons pas; il faut donc que nous les contraignions à se soumettre à notre domination. Mais en agissant ainsi, ce sera *nous* qui aurons troublé la paix et non pas les autres.

En réalité, c'est le cas, comme je le prouverai dans la seconde partie de mon ouvrage. Il ne laisse pas d'être intéressant que ces gens-là qui cherchent à nier des faits, doivent, malgré eux, les avouer.

La crainte de l'Allemagne.

Nous désirons l'*hégémonie,* non l'égalité. Il serait d'ailleurs inutile de chercher cette dernière puisque nous l'avons pleinement. Nous ne sommes peut-être pas, comme un professeur allemand le prétend, « intellectuellement et moralement supérieur aux autres peuples », mais à coup sûr, tout le monde, depuis un siècle et demi, concède que nous possédons une supériorité : la supériorité militaire. Tandis que nous, Allemands, *nous* ne craignons que Dieu, mais rien autre au monde, tous les autres nous craignent, — presque plus que Dieu. Déjà le vieux Tacite remarquait que la terreur inspirée par le Germain compensait en quelque sorte l'inconvénient résultant des frontières imparfaites de la Germanie : « A Sarmatio Dacisque mutuo motu

aut montibus separatur. » Cette crainte de l'Allemagne est cause que nos paroles, malgré tous les « encerclements » et malgré notre pitoyable diplomatie » ont un grand poids dans le concert des peuples.

Dernièrement, un entretien animé avait lieu dans un café à l'étranger. Français, Allemands et Anglais discutaient des conditions de paix. Ils étaient presque parvenus à s'entendre, lorsque l'Allemand dit, en plaisantant : « Ah! encore une chose! Vous, Français, vous devez prendre en bloc la diplomatie allemande! » Indigné, le Français se leva, rompit les négociations par ces mots : « Ah ça, non! Ça c'est trop. Nous continuerons à combattre », et quitta la salle.

Les succès diplomatiques
de la Triple-Alliance.

L'habileté qui manquait à notre diplomatie a toujours été compensée par le poids de notre force militaire. Depuis longtemps, la Triple-Alliance n'était plus qu'une attrape, mais elle avait bonne apparence et agissait presque comme un organisme de chair et de sang. L'Allemagne, unie à l'Autriche et à l'Italie, a toujours surmonté les difficultés des dernières années, et ses alliées, soutenues par elle, ont fait de belles conquêtes.

L'Autriche n'a-t-elle pas, en 1908, annexé la Bosnie et l'Herzégovine, un beau morceau qui vaut plus de vingt Maroc? L'Italie ne s'est-elle pas emparée, sans conflit européen, de Tripoli et des îles de la mer Egée, qu'elle ne restituera sans doute jamais? N'avons-nous pas, à côté « de la porte ouverte au Maroc » reçu une bonne partie du Congo français? Un échange à

cause duquel Caillaux, le ministre responsable, a perdu son prestige et sa place, et qui a failli coûter la tête à sa femme. N'avons-nous pas, au profit et avec l'aide de l'Autriche, réussi à chasser les Monténégrins de Scutari, qu'ils avaient conquis au prix de sanglantes pertes et à y installer une garnison internationale? La création du royaume d'Albanie n'a-t-elle pas eu lieu uniquement en faveur de l'Italie et de l'Autriche? N'avons-nous pas, au sujet de l'Asie-Mineure et du chemin de fer de Bagdad, conclu un traité excellent avec l'Angleterre et la Turquie?

On pourrait facilement allonger cette liste. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'à mon sentiment beaucoup et presque la totalité de ces chicanes diplomatiques, de ces modifications de frontières, de ces annexions, n'ont aucun rapport avec les vrais intérêts des peuples. Lorsqu'on pense qu'en 1912 une guerre européenne a failli éclater quand il s'est agi de savoir si la Serbie recevrait la fameuse « fenêtre sur l'Adriatique », lorsqu'on pense que presque toutes les questions ci-dessus ont conduit l'Europe à deux pas du conflit armé, alors que bien souvent ces soi-disant questions vitales n'avaient même pas une importance capitale pour le bien-être justement compris des pays directement intéressés, on doit admirer la patience d'agneau des peuples et le stupide entêtement des diplomates, et approuver la parole du bon Oxenstierne, par laquelle il apaisa son fils, qui ne se sentait pas digne du poste d'ambassadeur suédois : « An nescis, mi fili, quantilla prudentia mundus regatur? »

La politique balkanique de l'Autriche.

Quel profit l'Autriche a-t-elle retiré de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine? N'aurait-il pas mieux valu pour elle-même et pour le monde qu'elle se contentât d'occuper le pays, comme elle le faisait depuis 1878, d'après les clauses du traité de Berlin? L'annexion formelle a attisé le mouvement panserbe, qui, malgré les déclarations rassurantes de la Serbie, en mars 1909, a redoublé d'intensité. On ne réprime pas des mouvements nationaux. Le politique réaliste doit les prendre en considération, et s'il veut les diriger dans des voies qu'il a préparées, il doit chercher à satisfaire leurs exigences, saines et justifiées, parce que reposant sur la communauté de races, de langues et souvent de religions. C'est l'art des Anglais et la vraie raison de la grandeur coloniale de ce pays. Ils ont asservi les républiques sud-africaines, mais immédiatement après leur soumission, ils leur ont donné, dans les limites de la grande union sud-africaine, un self-government, et placé à la tête de l'Union, Botha, leur meilleur général. Ils ont agi de même avec leurs autres colonies, dès qu'elles ont été capables de s'administrer elles-mêmes. Le Canada et l'Australie sont, sous la domination de l'Angleterre, des Etats indépendants. Ils ne jouissent que des avantages d'une union avec l'Empire, sans en avoir les inconvénients. C'est ce qui explique l'attachement à la métropole des colonies, même de celles qui, récemment, ont été conquises par la force armée; c'est ce qui explique l'échec des spéculations allemandes sur des défections ou des soulèvements qui auraient causé des

difficultés aux Anglais, et poussé leurs colonies dans les bras des Allemands, de ces mêmes Allemands qui, avant d'avoir annexé la Belgique, ne trouvaient rien de mieux à faire que de bannir, par ordre militaire, le français des rues et de la vie publique.

Si l'Autriche, au lieu d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, avec l'aide de son alliée, avait reconnu comme naturel le mouvement national serbe et lui avait fait des concessions raisonnables, on peut affirmer en toute certitude que nous n'aurions pas de guerre aujourd'hui. Mais les Autrichiens s'y entendent sans doute mieux. Ils trouvent bon de traiter les peuples qui sont sous leur domination, les Italiens, les Croates, les Slavons, les Roumains, d'après la maxime :

Und willst du nicht mein Bruder sein
So schlag ich dir den Schädel ein (1).

Nous voyons aujourd'hui jusqu'à quel point ils sont allés dans l'application de ce précepte, non seulement à l'égard des Serbes, mais aussi des Italiens, et il se passera peu de temps avant qu'à la frontière roumaine, les effets de cette politique d'oppression ultra-réactionnaire se fassent sentir. Etant donnée la faiblesse de la politique autrichienne, on ne peut que s'étonner des succès diplomatiques que, avec l'appui de l'Allemagne, elle a toujours obtenus au cours de ces dernières années. L'Autriche et l'Allemagne n'ont, en vérité, aucune raison de déclarer que les diplomates européens « leur ont constamment marché sur les pieds ». Toutes les questions qui ont surgi durant ces derniers temps, ont

(1) Je te casserai la tête si tu ne veux pas être mon frère.

été, à l'exception de l'affaire du Maroc, des soi-disant « questions vitales » pour la monarchie des Habsbourg, si l'on ose parler de questions vitales à propos d'un cadavre. A celui-ci, l'habile diplomatie allemande a enchaîné le peuple allemand, sain de nature et vigoureux, pour tenter la fortune (surtout la mauvaise), « dans l'intérêt de la race germanique en Europe centrale », comme le dit si bien notre Livre blanc. Douce ironie! Le quart seulement de la population de l'Autriche appartient à la race germanique, mais, à cause de cette « protection des races » les questions orientales qui, suivant Bismarck, ne valaient pas les os d'un grenadier poméranien, nous coûteront les os de centaines de milliers de jeunes compatriotes et le travail de plusieurs générations.

Une mauvaise affaire certes! mais une affaire qui se serait brillamment terminée, si elle avait été conclue comme toutes celles de ces dernières années dans le domaine diplomatique et si elle n'avait pas été transportée sur le terrain militaire. L'Autriche avait remporté, par la réponse serbe à sa note, un des plus brillants succès de toute l'histoire diplomatique de l'Europe. La Serbie avait cédé à tous les exigences importantes de sa voisine. Elle n'avait fait des réserves que sur quelques points qu'elle était prête à discuter. Ce que l'Autriche avait obtenu dépassait tout ce qu'un Etat peut obtenir d'un autre Etat indépendant par des moyens diplomatiques. Et l'humiliation de la Serbie était en même temps une humiliation de la Russie. Au moment où l'Autriche, orgueilleusement et sans raison, rappelait son ambassadeur de Belgrade, son prestige dans les Balkans atteignait un éclat qu'il n'avait jamais eu et

qu'il ne retrouvera sans doute jamais. Ajoutons que ce succès n'était dû qu'au fort appui de l'allié allemand.

Il est donc faux de répéter, comme on le fait constamment en Allemagne, que la Triple-Alliance a toujours été mise à l'écart et dupée par la Triple-Entente. Elle a, au contraire, dans tous les conflits, remporté une brillante victoire — dernièrement encore en juillet 1914.

Le kronprinz et le parti de la guerre.

Tout le monde en Allemagne parle de la politique d'encerclement et la rend responsable de la guerre. C'est encore un de ces faits que l'on rencontre constamment au cours de la campagne de justification qui cherche à représenter l'Allemagne comme l'agneau innocent et l'Angleterre comme le méchant loup. Les initiés connaissent exactement ce qui en est. Si le kronprinz rencontre, en campagne, MM. von Bernhardi ou Frobenius, les trois compagnons pourront se sourire comme les augures romains. Ils savent que nous n'avons pas été entraînés dans cette guerre par une nation étrangère, mais par notre volonté, ou plus justement par *leur* volonté. Maintenant qu'ils voient les conséquences affreuses de leur acte, ils tâchent de le nier, mais leurs écrits se dressent contre eux comme des témoignages sanglants.

Que lit-on dans l'introduction de *Deutschland in Waffen,* le livre du kronprinz? Ceci :

Nous vivons dans un temps qui, avec une particulière suffisance, accentue la fière élévation de sa culture, qui se vante trop volontiers de son cosmopolitisme et se plait aux rêves enthousiastes

d'une paix éternelle possible. *Cette conception de la vie n'est pas allemande (undeutsch) et ne nous convient pas*. L'Allemand qui aime son peuple, qui croit à la grandeur et à l'avenir de notre patrie et qui ne veut pas savoir son prestige diminué ne doit point écouter ces rêveries et se laisser endormir par la berceuse de la paix des utopistes... Depuis la dernière grande guerre, l'Allemagne a eu une période d'essor économique qui a en soi quelque chose d'inquiétant. Le bien-être a augmenté dans toutes les classes de la société de telle façon que les exigences touchant à la manière de vivre et le luxe se sont accrus considérablement. Nous ne méconnaissons pas que cet essor a produit beaucoup de bien, mais les mauvais côtés sont affligeants et menaçants. L'argent a acquis chez nous une valeur que l'on ne peut considérer sans crainte. Les vieux idéals, et même le prestige et l'honneur de la nation, sont méprisés, *car pour gagner de l'argent, il faut la paix, la paix à tout prix*. Cependant, l'histoire nous apprend que les Etats chez lesquels l'intérêt commercial était le facteur dominant sont misérablement allés à la ruine. Les sympathies des peuples cultivés vont aujourd'hui, comme dans les batailles de l'Antique, *à l'armée qui se bat vigoureusement et bravement*, aux courageux guerriers qui, comme Lessing fait dire à son Tellheim, sont des soldats pour leur pays par amour de la chose pour laquelle on combat...

Certes, l'habileté de la diplomatie peut et doit retarder les conflits pendant un certain temps, parfois les résoudre. Certes, tous ceux qui revêtent des emplois importants seront, au moment de la grande décision, pleinement conscients de leur énorme responsabilité. Ils devront comprendre que l'immense incendie, une fois allumé, ne pourra plus être rapidement et facilement éteint. Comme l'éclair qui rétablit l'équilibre entre deux couches d'air chargées d'électricité différente, l'épée sera et restera jusqu'à la fin du monde le facteur dominant en toutes choses... C'est pourquoi celui qui aime sa patrie et qui croit au grand avenir de notre peuple, doit, pour sa part, contribuer à ce que le vieil esprit militaire de nos pères ne se perde pas et ne soit pas affaibli. L'épée seule ne fait pas tout, mais le bras endurci qui la manie. Chacun de nous doit se maintenir apte au métier des armes et se préparer moralement pour la grande heure où le kaiser appellera sous les drapeaux. A cette heure, toutes nos forces physiques et morales appartiendront

au pays, et toutes nos « capacités » devront être tendues vers cette volonté de vaincre, qui n'a jamais été sans succès dans l'histoire.

Cette citation pourrait suffire, mais voici quelque chose d'encore plus caractéristique : la description d'un exercice fait par le régiment des Gardes du Corps, au camp de Döberitz :

Les casques d'acier étincellent. Chaque cavalier s'efforce, en galopant, de garder sa direction et son alignement — ce qui n'est pas une bagatelle, eu égard à la poussière et au sol inégal. Plusieurs tombent, et la troupe passe sur eux. Là où on rabote, des copeaux volent... Dans le fracas de la masse au galop, un ordre retentit, clair et vibrant : « Front! » Les brides tourbillonnent. La ligne est magiquement reformée. Un front de cinq escadrons de gardes du corps qui s'avance avec bruit. Le signal : « Marche! » est donné. On exige des chevaux le maximum d'efforts, et les cavaliers s'ébranlent en criant « Hourrah! », le corps incliné en avant, la lance en arrêt... Pour celui qui a participé à de telles charges, il n'existe rien de plus beau au monde. . Et cependant, quelque chose paraît encore plus beau au vrai cavalier : que cela se passe de la même façon, mais qu'à la fin de cette course rapide, l'ennemi chevauche à notre rencontre et engage le combat pour lequel nous sommes exercés et dressés, *le combat à mort*. Combien de fois ai-je entendu pendant de telles charges le cri ardent d'un camarade : « *Sacrebleu! si c'était sérieux!* »... *Reitergeist!* Tous ceux qui sont de vrais soldats doivent le sentir et le comprendre : *Dulce et decorum est pro patria mori.*

Ce même esprit agressif (attakengeist) se retrouve dans le discours d'adieu adressé par le Kronprinz aux hussards de Dantzig. Le jeune héros belliqueux devient sentimental, parce qu'il ne pourra plus chevaucher à la tête de ses hussards. Il « enterre sa jeunesse », mais la pensée suivante le console :

On peut me séparer de vous, mais mon cœur et mon esprit demeureront avec vous. Lorsque le Roi appellera et que le signal

« Marche! Marche! » retentira, *pensez à celui dont le désir le plus ardent a toujours été de pouvoir vivre avec vous ce moment de félicité soldatesque.*

Ce moment est arrivé. Sacrebleu! c'est devenu sérieux! Les hussards ont galopé à la mort et ont été fauchés comme des épis! Où était-il donc leur colonel en ce moment? Pourquoi ne chevauchait-il pas à leur tête, lui qui porte encore le seyant uniforme de son régiment de la mort, pourquoi ne s'est-il pas lancé contre l'ennemi aux cris de hourrah! hourrah!? Pourquoi a-t-il laissé passer ce moment de félicité soldatesque?

On laisserait ce jeune Monsieur — « Quels sont donc les mérites de ce jeune Monsieur », demandait un jour Bebel au Reichstag — au jugement de sa conscience, s'il n'avait malheureusement pas été cité au cours de cette guerre, dont lui et ses gens sont en tout premier lieu responsables, comme une sorte de héros national allemand.

Il est depuis longtemps le chef incontesté des chauvins et des nationalistes allemands et il donne le ton à « l'orchestre national ». Le kronprinz est grand et Liman est son prophète (1).

En le combattant, on combat ce courant qui a entraîné l'Allemagne à la guerre, — sans qu'elle fût provoquée ni contrainte, sans qu'elle eût un but pratique, — et qui nous conduira à notre ruine si nous ne l'arrêtons pas.

Ce qui cause le malheur des rois, c'est qu'ils ne

(1) *Der Kronprinz, Gedanken über Deutschlands Zukunft,* par Paul Liman; Minden, chez Wilhelm Köhler.

veulent pas entendre la vérité. Mais elle est plus forte qu'eux. Elle frappe à leur porte avec des doigts d'airain; elle retentit à leurs oreilles. Si l'Allemagne, comme le dit le chancelier, ne se laisse pas dompter, la liberté se laisse encore moins dompter. Elle déchire les voiles qui la recouvrent et elle apparaît resplendissante et nue à la lumière du jour.

La politique d'encerclement.

La politique d'encerclement est, pour ainsi dire, un des voiles avec lequel on s'efforce de recouvrir la vérité. Que signifient ces mots : politique d'encerclement? Chacun les prononce, sans connaître exactement l'idée qu'ils expriment. S'ils en expriment une, ce n'est peut-être que celle-ci : une politique qui cherche à entourer l'Allemagne et l'Autriche d'une alliance de puissances adverses périphériques. C'est donc une conception *géographique.*

Quelle tendance agressive résulte de la situation géographique fortuite des puissances de l'Entente? Des desseins agressifs peuvent-ils être précisés ou prouvés par une situation géographique? N'aurait-il pas été aussi dangereux pour l'Allemagne et pour l'Autriche que l'Italie ou même l'Amérique fît partie de l'Entente, à la place d'une des puissances qui la composent actuellement?

On a appelé la Triple-Entente un « encerclement », on aurait pu nommer la Triplice un « écartement » *(Auskreisung);* les trois Etats centraux forment une sorte de bloc duquel les puissances de la Triple-Entente sont exclues. L'un des groupements est aussi bien défensif

ou offensif que l'autre. La constellation géographique n'est qu'une conséquence fortuite de la suite chronologique des alliances. Si l'Italie n'avait pas été engagée au moment où Edouard VII renonçait à la splendide isolation, il est probable que celui-ci l'eût fait entrer au lieu de la Russie dans son système d'alliances. Il aurait certainement préféré la démocratique Italie, avec laquelle son pays n'avait que des intérêts communs, à un allié dont la politique retardataire et les intérêts asiatiques opposés faisaient un « ami » très malvenu pour l'Angleterre. Les groupements des puissances Européennes résultent de circonstances *historiques* et de connexions d'intérêts. Leur configuration géographique n'a aucun rapport avec le caractère et les tendances des deux groupes.

Il est donc faux de considérer la position excentrique des puissances de l'Entente comme un danger en soi pour les empires alliés. Personne ne prouvera que celles-là aient eu des desseins agressifs. On dit en Allemagne que l'Angleterre était envieuse ou jalouse de l'essor de notre commerce. La jalousie ou l'envie sont des sentiments, mais non des actes. *Quand, où et comment l'Angleterre a-t-elle cherché à traduire en faits sa jalousie contre l'Allemagne* ou autrement dit à attaquer celle-ci. Jamais et nulle part. *Aucune* action de l'Angleterre ne permet de conclure qu'elle a eu, d'accord avec ses alliés, le dessein d'attaquer militairement l'Allemagne. Elle a, il est vrai, soutenu diplomatiquement la France pendant le conflit marocain, mais elle en avait le droit, d'après le traité de 1904, et elle était libre d'agir d'après ses obligations et ses intérêts. L'Autriche ne nous a-t-elle d'ailleurs pas appuyés au cours du même conflit?

De notre côté, n'avons-nous pas toujours tenu pour l'Autriche dans les questions orientales? Pourquoi donc l'appui diplomatique d'un pays allié ou ami serait-il défensif dans un cas et offensif dans l'autre? Encore uns fois : *Où est la preuve des desseins agressifs de l'Angleterre à notre égard?*

On m'objectera les conventions navales et militaires que l'Angleterre avait conclues avec la France et allait signer avec la Russie. Mais n'avons-*nous* pas établi des conventions militaires avec l'Autriche qui règlaient jusqu'au dernier canon et à la dernière compagnie l'appui mutuel que nous devions nous prêter en cas de guerre? Les Etats-Majors des deux pays n'ont-ils pas échangé continuellement des visites et tenu des conférences? Si nos étroits traités militaires avec l'Autriche n'avaient pas de caractère offensif, pourquoi les accords beaucoup moins précis établis par des officiers français et anglais et qui dépassèrent à peine le cadre d'un entretien en auraient-ils eu un (1)? Les accords comme les documents l'établissent, *n'engageaient absolument à rien.* Ils n'avaient pas pour base l'engagement de se prêter mutuellement aide militaire. L'Entente franco-anglaise laissait à chacun des deux Etats pleine liberté de décider si, dans un cas donné, ils se prêteraient mutuellement l'appui de leurs forces (2). Même si une tierce puissance attaquait sans avoir été provoquée, cette liberté subsisterait. Ce n'est que lorsque les deux pays se seraient *volontairement* résolus à une coopération — et seule-

(1) Cf. le discours de Grey, à la Chambre des Communes, le 3 août 1914, *Livre bleu* pp. 89-96.

(2) Cf. la lettre de Grey à Cambon. *Livre bleu,* p. 90.

ment dans ce cas — que les entretiens des officiers auraient une conséquence pratique.

En ce qui concerne la politique européenne, les relations anglo-russes étaient beaucoup moins étroites que les relations anglo-françaises. Les conventions que l'Angleterre avait conclues avec la Russie concernaient exclusivement les sphères d'intérêt en Asie et ne contenaient aucune obligation quant à l'Europe. L'Angleterre participa si peu à l'alliance franco-russe qu'elle ne connaissait même pas le texte du traité (1).

Non seulement la Grande-Bretagne n'avait ni le dessein ni l'obligation de nous attaquer mais, en outre, elle n'en avait aucune raison. Quel profit eût-elle retiré d'une guerre avec nous? Nous parlons constamment de « l'esprit de boutique » anglais, et nous nous plaisons à opposer à notre enthousiasme patriotique le « sens commercial » froid et réfléchi de l'Anglais. Nous ne devrions donc pas croire que ce peuple de marchands pût commettre jamais la folie d'assommer ses meilleurs clients. Un pays où les généraux, les colonels de cavalerie et les anti-négociants sont tout puissants, peut être capable d'un acte aussi insensé, mais non un peuple dont les politiques dirigeants sont issus des classes commerçantes, ou tout au moins sont pénétrés de l'esprit commercial du monde moderne.

La vérité est que l'Angleterre n'a jamais eu de desseins agressifs à notre égard, n'a jamais conclu d'alliance offensive qui fût dirigée contre nous et n'a jamais incité qui que ce soit à nous attaquer.

Ces quinze dernières années, depuis le premier con-

(1) Cf. le *Livre bleu*, p. 91.

grès de La Haye, *l'Angleterre a fait toutes les tentatives pour arriver à une entente politique avec l'Allemagne, et sur la base de celle-ci à une limitation réciproque des armements navals.*

L'Allemagne a fait échouer toutes ces tentatives par sa mauvaise volonté ou par sa déraison.

On sait que, lors de l'affaire de Fachoda, les relations franco-anglaises ont été très tendues et qu'une guerre a failli éclater entre ces deux pays. A ce moment l'Angleterre chercha à sortir de sa « splendid isolation » et à conclure une entente avec nous. Nos politiques clairvoyants n'ont pas su profiter de l'occasion. S'ils n'avaient pas laissé passer le moment favorable, ils auraient, sans armements ruineux, sans coup férir et pour toujours, assuré la continuation de l'essor de notre vie économique et de notre culture et fait bénéficier le monde d'une paix durable.

Angleterre et Allemagne.

Le premier congrès de La Haye.

Le 28 août 1898, parut dans la *Feuille officielle* de Pétersbourg le fameux manifeste du tsar en faveur de la paix. Les desseins du tsar étaient loyaux et les buts proposés aux peuples européens — paix durable et sincère, limitation des armements qui, même en temps de paix, conduisaient peu à peu les peuples à la ruine économique — ces buts resteront ceux auxquels les efforts de tous les chefs d'Etats devront tendre.

Comment l'Angleterre et l'Allemagne accueillirent-elles ce manifeste?

Tandis qu'en Angleterre, l'opinion publique, en harmonie avec le gouvernement, le saluait avec la plus grande sympathie, tandis que le ministre des affaires étrangères pouvait faire part à Pétersbourg de cette approbation unanime, le gouvernement allemand, lui, fit au manifeste un accueil froid. Il se forma bien, en Allemagne, un mouvement populaire en faveur des idées exprimées par le tsar, mais seule la « Sozialdemokratie » reconnut l'importance capitale de ces idées qu'elle avait toujours défendues, et qui, pour la première fois, étaient formulées de si haut. Les *Kriegshetzer* revinrent naturellement en scène. « Utopies », « chimères », furent les mots les plus doux qu'ils appliquèrent à l'œuvre du tsar. Quelques-uns allèrent même — conformément à la tactique usuelle et toujours suivie depuis lors — à affirmer stupidement que la Russie ne voulait amener les autres Etats à limiter leurs armements qu'afin de pouvoir mieux augmenter les siens en secret et poursuivre la réalisation de ses aspirations panslavistes.

Ce fut naturellement un Allemand, le professeur municois de droit international Stengel, qui battit le record des attaques de ce genre; avant même que la conférence se fût réunie, il lui formula un pronostic des plus défavorables. Pour l'en récompenser, le ministère des affaires étrangères le délégua immédiatement pour représenter l'Allemagne au congrès de La Haye.

L'initiative de celui-ci était dû au conseiller d'Etat russe von Bloch et à des influences anglaises. En 1890 déjà, le premier ministre anglais Salisbury avait dressé un tableau du coût des armements militaires européens et avait communiqué au kaiser — sans obtenir, du reste,

le moindre résultat — cet écrit confidentiel. Les efforts de Salisbury eurent du succès seulement lorsque la conférence internationale de 1896 les appuya énergiquement et que lui-même, dans un remarquable discours au Guidhall, montra le déplorable effet des armements sans cesse croissants et, finalement, fit remettre au tsar, par le comte Lambsdorf, tous les documents se rapportant à cette question (1).

L'attitude de l'Angleterre et de l'Allemagne avant le Congrès fut la même que celle durant le Congrès. Celui-ci, malgré toutes les manifestations antipathiques, s'ouvrit le 18 mai 1899 à La Haye. Vingt-six Etats y participèrent. Pendant toutes les négociations ce fut le même spectacle : d'un côté l'Angleterre, prenant l'initiative de tous les efforts tendant à amener une diminution du fardeau des armements et à régler, par voie légale, les conflits entre les peuples, appuyée par la France, la Russie, l'Amérique et, naturellement, par tous les petits Etats; de l'autre côté, l'Allemagne suivie de sa fidèle alliée, l'Autriche. L'opposition de l'Allemagne fut parfois si violente que si les autres n'avaient pas modéré leurs désirs, le Congrès n'eût pu que se dissoudre.

En guise d'introduction à la question du désarmement, le kaiser prononça, à Wiesbaden, un discours où il déclarait qu'une « épée bien aiguisée » était la meilleure garantie de paix. Nous verrons, au cours de ce chapitre, qu'il appartient au système allemand d'ouvrir le concert européen des chalumeaux de paix par une fanfare guerrière prussienne.

(1) Cf. Fried, *Handbuch der Friedensbewegung*, I, p. 204.

La proposition russe tendait à ne pas augmenter, pendant cinq ans, la force des armées sur pied de paix et le budget militaire, et durant trois ans les effectifs des marines. Cette proposition, brillamment défendue par le plénipotentiaire russe — il s'attacha à montrer avant tout *que la concurrence des armements était vaine, puisque le rapport entre les forces des différents Etats reste toujours le même* — fut combattue énergiquement par le délégué militaire allemand, général Gross von Schwarzhof. Si Léon Bourgeois, le plénipotentiaire français, qui montra que la limitation des armements était exigée par la culture et était un *devoir* incombant à chaque Etat, n'avait pas réussi à réunir les voix sur une résolution formulée par lui, mais sans aucune portée pratique, les délibérations du Congrès sur ce point auraient totalement échoué.

La teneur de cette résolution était : « Une limitation des charges militaires qui accablent aujourd'hui l'humanité est hautement souhaitable pour l'accroissement du bien-être moral et matériel de l'humanité. »

Cela n'a pas empêché les gouvernements européens, et surtout le cabinet allemand, d'augmenter les armements de telle sorte que le ballon gonflé à éclater finit par faire explosion et déchaîna l'incendie dans le monde entier.

La proposition russe visant à la création d'une cour d'arbitrage internationale n'eut pas un sort meilleur. Cependant elle était fort modeste : elle tendait, il est vrai, à introduire *l'obligation* de se soumettre au jugement d'une telle cour, mais elle ajoutait que cette obligation n'existerait pas pour les questions touchant à la vie ou à l'honneur d'un Etat. Comme chaque Etat

pouvait décider ce qui, pour lui, était une question de vie ou d'honneur, on conviendra que cette proposition n'avait rien de révolutionnaire. Au fond, il faut le regretter, car les plus grands progrès que l'humanité a faits, elle les doit, non à la guerre comme les adorateurs de celle-ci le disent, mais aux révolutions. Elle fut approuvée par presque tous les délégués; seule, l'Allemagne y fit des objections; la soumission à une cour d'abitrage ne répondait pas, disait le professeur Zorn, « aux traditions de la politique bismarkienne ».

L'opposition de l'Allemagne sur ce point fut si vive que les délibérations ne purent être poursuivies et durent être suspendues pendant quinze jours, jusqu'à ce que Zorn eût reçu de nouvelles instructions de Berlin. Il s'en fallu de peu qu'elles se continuassent sans la participation de ce pays. Finalement on se résolut, au lieu de laisser tomber à l'eau toute la chose, à céder à la volonté de Berlin et à instituer à la place de la soumission obligatoire au Tribunal, la soumission volontaire. L'Allemagne eut de nouveau le mérite de contrecarrer un progrès décisif dans la voie de l'organisation pacifique des peuples. L'institution d'un Tribunal arbitral permanent à La Haye fut au début combattue par l'Allemagne. Elle ne l'accepta que lorsqu'il fut décidé que chaque Etat serait libre d'y recourir. Le Congrès de La Haye, *malgré* l'Allemagne et l'Autriche et grâce aux efforts de la France et de l'Angleterre, qui appuyèrent vigoureusement les tendances pacifiques de la Russie, ne laissa pas cependant de marquer un pas important dans la voie d'une organisation juridique des Etats et d'une diminution progressive des armements qui devaient délivrer les peuples écrasés par ceux-ci.

Entre la première et la seconde conférence de La Haye. Le gouvernement libéral anglais.

Entre les deux conférences de La Haye — la seconde siègea de juin en octobre 1907 — il se passa dans les Etats européens des événements qui sont très caractéristiques de l'attitude prise par ces pays et leurs gouvernements en face des problèmes posés au premier Congrès de La Haye et qui font nettement ressortir le contraste entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Déjà avant le Congrès de 1899, le premier lord de l'Amirauté, Sir Goschen, avait, le 9 mai 1891, fait au nom du parti conservateur une déclaration précise en faveur d'un règlement conventionnel du système des armements. Elle fut renouvelée en 1903 par le ministre Chamberlain qui déclara qu'elle engageait toujours le cabinet britannique (1).

En 1905, le parti libéral arriva au pouvoir et Campbell-Bannermann, un pacifiste convaincu, devint chef du ministère. Le nouveau gouvernement entreprit immédiatement une action énergique dans le sens de celle qui, à cause de l'opposition de l'Allemagne, n'avait obtenu au Congrès de La Haye qu'un résultat pratique fort modeste.

L'activité du parti libéral fut si large et si riche, qu'il est impossible, dans le cadre de ce travail, d'en relater toutes les manifestations. Dans des discours au Parlement, dans des conférences interparlementaires, au Guidhall et dans les cercles, au cours des relations diplomatiques avec les puissances, dans des articles

(1) Cf. Fried, *Handbuch der Friedensbewegung,* II, p. 767.

de journaux et de revues, les ministres anglais ne se lassèrent pas de montrer les funestes effets de la folie des armements terrestres et maritimes et de chercher les remèdes à cette situation ruineuse. Les mêmes hommes que le peuple allemand regarde comme les instigateurs et les artisans raffinés de la guerre et auxquels certains historiens de notre pays osent enlever l'honneur personnel, les Grey, Haldane, Lloyd George, Campbell-Bannermann, Asquith et d'autres, se donnèrent avec chaleur à ce problème qui, comme ils le virent bien, intéressait non seulement la vie même de l'Angleterre, mais celle de toute l'Europe. Dans son discours ministériel, Campbell s'écriait : « la politique des énormes armements entretient et nourrit l'idée que la violence est la première, sinon la seule manière de résoudre les conflits internationaux. »

« Je désirerais, disait le ministre de la guerre Haldane le 8 mai 1906 à la Chambre des Communes, que nous fussions arrivés si loin que les peuples pussent aborder en commun la question de la limitation des armements. Ce n'est que par une action commune que nous pourrions nous libérer du poids des armements. »

Au cours d'un banquet, le 26 septembre de la même année, le ministre-président exprima l'espoir que l'accord qui venait de se faire à propos du Maroc — le traité d'Algésiras avait été signé le 7 avril — rendrait possible une diminution des dépenses militaires et déclara que l'*Angleterre prendrait les devants dans cette question.*

L'Angleterre réalisa son dessein. Le projet de programme élaboré par la Russie pour le second Congrès de La Haye, laissait de côté le problème des arme-

ments. Le gouvernement russe avait sans doute conclu de l'attitude de l'Allemagne au premier Congrès que toutes les discussions à ce sujet seraient vaines. Mais le cabinet libéral anglais intercéda énergiquement pour que la question des armements figurât dans le programme, à côté de celle du Tribunal arbitral. Une proposition dans ce sens, faite à la Chambre des Communes par le député socialiste Vivian, fut votée à l'unanimité par des hourras, et le secrétaire d'Etat, aux affaires étrangères, sir *Edward Grey*, se rallia, au nom du gouvernement, à la résolution du Parlement. « Jamais, disait Grey, l'opinion publique européenne ne s'est autant préoccupée de la paix que maintenant et, néanmoins, les dépenses pour les armées et les marines s'alourdissent incessamment. *Le Congrès de La Haye ne pourrait pas faire une œuvre plus méritoire que de rendre moins coûteuses les garanties de paix.* On dit : vous devriez attendre les autres puissances; mais dans les conditions actuelles, toutes les puissances s'attendent les unes les autres et, un jour, l'une d'elles devra faire le premier pas. Au nom du gouvernement, j'accepte et je salue la résolution comme une réjouissante manifestation de l'opinion publique (1). »

Lorsque, en juillet 1906, l'Union interparlementaire se réunit à Londres — 620 députés de 23 pays — le premier ministre Campbell prononça un remarquable discours d'ouverture : « Au nom de l'humanité, dit-il aux participants, insistez pour que votre gouvernement se rende au Congrès de La Haye avec la ferme vo-

(1) Cf. Fried, *Handbuch der Friedensbewegung*, tome II, p. 169.

lonté, avec laquelle nous espérons y aller, d'alléger les budgets de l'armée et de la marine. »

Le politique américain Bryan, actuellement ministre des affaires étrangères, s'exprima dans le même sens. Une résolution correspondante fut adoptée à l'unanimité.

Campbell se prononça encore plus nettement à la Chambre des Communes en faveur d'une limitation des armements, le 5 mars 1907, quelques mois avant l'ouverture du Congrès. Il déclara que c'était le devoir de l'Angleterre de porter cette question devant la deuxième conférence de La Haye, « car nous sommes d'avis qu'un fort courant existe parmi les hommes cultivés de l'Europe... pour que les énormes dépenses, que l'état actuel a apportées avec lui, soient définitivement réduites. Nous désirons nous placer au premier rang de ceux qui partagent l'opinion que l'attitude belliqueuse des puissances les unes vis-à-vis des autres, comme elle ressort de l'accroissement excessif des armements, est une malédiction. Il est à souhaiter que nous l'enrayons le plus tôt possible (1). »

Les hommes dirigeants des Etats européens et américains exprimèrent les mêmes idées que les ministres anglais. Léon Bourgeois, à Paris, Tittoni, l'ex-ministre des affaires étrangères d'Italie, à Rome, Roosevelt, dans son message au Congrès, tous parlèrent en faveur d'une convention réglant les armements et d'un examen de la question par la conférence de La Haye.

Seules l'Allemagne et l'Autriche firent de nouveau *brillamment exception.* A la Délégation autrichienne, le comte de Goluchowski ne fit à une interpellation qu'une

(1) Cf. Fried, op. cit., tome II, p. 171.

réponse évasive. En Allemagne, à la seule pensée qu'une discussion internationale pourrait avoir lieu sur ces questions, les chauvins crièrent comme de beaux diables. On fit entendre, comme d'habitude, que les efforts des grandes puissances n'étaient au fond qu'une ruse perfide pour ôter à l'Allemagne tout moyen de se défendre. On voyait même dans le fait de faire figurer au programme la question des armements, un danger de guerre menaçant. « Plus le Congrès de la Paix s'approche, lit-on dans un article de fond de la *Tägliche Rundschau* du 9 avril 1907, plus on s'aperçoit qu'un caractère éminemment « trouble paix » lui est inhérent.

Le député Bassermann disait que la situation ne pourrait s'améliorer que si nous supportions heureusement l'épreuve du Congrès. Le ministre de la guerre déclarait ostensiblement que l'Allemagne était prête. Le député Liebermann von Sonnenberg concluait un discours chauvin au Reichstag par cette apostrophe courageuse : « Qu'ils viennent! ». Et *last not least,* le prince de Bülow n'attendait rien des débats du problème. Il fit connaître sa résolution de « laisser diriger à La Haye les puissances qui se promettaient une discussion couronnée de succès ».

Telle fut la réponse de l'Allemagne à la proposition anglaise tendant à établir une convention internationale au sujet des armements.

Le deuxième Congrès de La Haye.
Angleterre et Allemagne.

Les choses se passèrent au Congrès comme elles s'étaient passées, pendant la période qui le précéda

immédiatement et durant les délibérations du premier Congrès. L'Angleterre désirait discuter le problème des armements; mais l'Allemagne ne le voulut pas. Pour éviter un conflit, on trouva l'issue suivante : le premier délégué anglais, *Sir Edward Fry,* ministre de la justice, prononça une harangue dans laquelle il éclaira le problème sous toutes ses faces et proposa une résolution déclarant qu'une étude plus sérieuse de la question serait « hautement souhaitable ». Conformément à la convention, aucun débat ne devait avoir lieu. Aussi la proposition fut-elle acceptée à l'unanimité (1).

L'Allemagne venait encore d'obtenir un brillant succès et une nouvelle voie se trouvait fermée au progrès.

Lorsque, dans la séance du Reichstag du 21 novembre 1907, Bebel interpella le prince de Bülow sur l'attitude des délégués allemands au Congrès, celui-ci put véridiquement répondre que les délégués allemands n'avaient pas participé à un débat sur la question des armements, parce qu'il n'y en avait point eu. Il oublia seulement d'ajouter que *c'était l'Allemagne qui n'avait point admis de discussion.*

En Angleterre, l'insuccès des généreux efforts tentés par les chefs libéraux causa une déception générale. Peu de mois avant sa mort, Campbell-Bannermann l'exprima en ces termes :

« Nous avions espéré qu'un grand progrès serait fait dans la voie de mettre un frein à la concurrence croissante des armements. Nous avons été déçus. »

On était déçu, mais non découragé. Une entente internationale ayant échoué, on essaya d'arriver à une

(1) Cf. Fried, I, p. 261.

entente particulière et directe avec l'Allemagne. Nous verrons plus loin avec quel succès.

Outre le problème des armements, la question d'une *cour d'arbitrage international* occupa en premier lieu le Congrès de La Haye. Il s'agissait de donner une forme harmonieuse à l'ébauche de 1899. Le principe de l'obligation que l'Allemagne avait fait échouer devait être introduit dans les arrêtés précédents. Afin d'éviter la résistance de l'Allemagne, on élabora un projet très compliqué. Les puissances cosignataires s'engageraient à se soumettre à ce tribunal, mais lorsque les questions ne toucheraient pas aux intérêts essentiels ou à l'indépendance des partis en querelle.

Ce principe d'une obligation limitée fut combattu par l'Allemagne. On chercha à lui donner tout de suite d'autres formes afin de satisfaire cette puissance. Mais le projet édulcoré n'eut pas davantage son adhésion. Elle le repoussa — avec l'Autriche — cependant que la grande majorité des Etats, y compris la France, l'Angleterre et la Russie, l'acceptaient par 32 voix contre 9.

Le tribunal international n'était pas encore, si je puis dire, au bout de son Calvaire. On proposa que la Convention adoptée à une aussi forte majorité engageât au moins les Etats qui y avaient adhéré. Mais le baron von Marschall déclara que ce serait une violation du principe d'unanimité. Le Congrès dut se contenter de formuler une vague déclaration qui exprimait l'adhésion des Puissances au principe d'un arbitrage obligatoire, mais qui, en cas de conflit, « réservait à chaque Etat le droit de maintenir son point de vue ».

Donc de nouveau et toujours des succès de l'Alle-

magne! Notre titre de gloire est d'avoir été partout l'obstacle qui a empêché une entente entre les peuples. Il nous restera incontestablement, mais il a, certes, peu contribué à nous faire aimer dans le monde.

L'Angleterre propose à l'Allemagne une entente politique et une convention navale.

A peine le Congrès s'était-il dissout, que les ministres anglais se remirent à l'œuvre afin d'atteindre le but qu'ils s'étaient proposé. Après que les points en litige entre la France et l'Angleterre eurent été réglés par le traité de 1904, et que tous les conflits d'intérêts anglo-russes eurent été résolus par la convention de 1907, le ministre anglais, à la tête duquel Asquith avait succédé à Campbell, considéra comme sa tâche la plus importante de donner aux relations anglo-allemandes une base qui fut propre à exclure la possibilité de nouveaux conflits. Entre l'Allemagne et l'Angleterre il n'existait presque pas de conflits d'intérêts et de « surfaces de friction ». Les difficultés qui avaient surgi au sujet de l'Est-Africain avaient été réglées en 1890 par Caprivi et Salisbury : les Allemands reçurent Helgoland et les Anglais des concessions dans l'Est de l'Afrique. Les questions d'Asie-Mineure n'offraient pas matière à des conflits très sérieux. Le traité conclu au commencement de l'été 1914, malgré la tension de la situation politique, prouvait que les sphères d'intérêts anglaises et allemandes pouvaient assez facilement être délimitées quand la bonne volonté était réciproque.

Pourquoi, se demandaient le gouvernement et l'opinion publique anglais, pourquoi cette concurrence, tou-

jours plus funeste pour les deux nations, des armements navals? Si les deux pays veulent la paix, pourquoi se ruinent-ils par des dépenses militaires? Si l'un des pays propose une limitation des armements, comme l'Angleterre l'a fait aux deux congrès de La Haye, et que l'autre repousse constamment toute limitation, ne peut-on pas soupçonner à bon droit que ce dernier nourrit des desseins inavouables contre celui qui fait les avances?

Cette question devait tout naturellement se poser au peuple anglais, qui pouvait également se demander : *que dirait l'Allemagne et toute l'Europe si l'Angleterre, qui est déjà la première puissance maritime, allait tout à coup mettre sur pied une armée de terre* qui finirait par être aussi forte que l'armée allemande? N'y verrait-on pas, avec raison, une menace contre les autres Etats concurrents du continent? La loi navale allemande, constamment développée dans un temps très court, qui en vingt ans a donné à l'Allemagne la seconde place parmi les puissances maritimes, plaçait l'Angleterre devant ce dilemne : ou bien répondre aux armements allemands par une augmentation correspondante de ses propres armements, ou bien essayer de remplacer le projet de convention internationale qui avait échoué à La Haye, par un traité particulier entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Le ministre Asquith choisit d'abord la seconde voie, la plus épineuse, étant donné que l'Allemagne s'était toujours refusée à se laisser limiter dans ses armements navals.

Un homme de bon sens ne comprendra pas du tout ce refus. Il faut sans doute la perspicacité supérieure d'hommes d'Etat doués par Dieu pour pouvoir contes-

ter la justesse du simple exemple suivant : l'Angleterre dit à l'Allemagne : Nous considérons le rapport actuel de nos flottes 16 à 10 comme convenable. En tout cas, n'ayant pas d'armée suffisante, je suis obligée de le maintenir pour protéger mon commerce, mon domaine colonial et pour ne pas perdre mon rang. Si tu admets, Allemand, cette proportion, tant mieux pour nous deux : dans ce cas, la concurrence des armements est vaine, car nos forces resteront toujours dans le même rapport. Mais si tu ne l'admets pas, tant pis pour toi. Pour chaque navire que tu lanceras, j'en lancerai deux et le rapport 16 à 10 se modifiera à ton désavantage. Si tu construis dix vaisseaux, l'effectif de ta flotte atteindra vingt bâtiments. Mais, pendant le même temps, j'en construirai vingt, et ma flotte se composera de trente-six bâtiments, etc. L'écart entre nos deux flottes s'accroîtra toujours et le rapport entre elles te sera de moins en moins favorable. Finalement, nous serons l'un et l'autre ruinés. Il en sera de nous comme de deux lions qui se dévorent mutuellement jusqu'à ce qu'il ne reste plus que leurs queues. Choisis. Si tu adoptes ma première proposition, ta sécurité sera la même dans dix ans qu'aujourd'hui et tu épargneras tes hommes et ton argent. Si tu te décides en faveur de la seconde, ta sécurité diminuera chaque année et tu te ruineras peu à peu. Tu m'entraîneras, il est vrai, avec toi à la ruine — mais c'est une piètre consolation.

Un bambin qui vient d'apprendre le livret comprendrait ce calcul et choisirait sans hésiter la première proposition. Le gouvernement allemand ne put pas le comprendre, et les longs pourparlers, toujours entamés par l'Angleterre — j'aimerais les nommer « la guerre

de sept ans des armements » (1907-1914) — échouèrent. On peut même soutenir que l'insuccès des négociations, qui ont amené un accroissement constant des armements, lesquels ont rendu la situation politique toujours plus tendue, a contribué pour une bonne part à ce que de cette guerre d'armements une véritable guerre ait résulté.

La responsabilité en incombe exclusivement à l'Allemagne. Un court exposé des événements va nous le montrer.

Au dix-septième Congrès de la Paix qui siégea à Londres en juillet et août 1911, le ministre des finances, Lloyd George, se prononça, en paroles enflammées, pour une entente anglo-allemande et déplora « qu'il fût nécessaire, au vingtième siècle de l'ère chrétienne, qu'une assemblée se réunit dans un pays civilisé pour élever des protestations parce que *des Etats chrétiens dépensaient annuellement 400 millions de livres* (10 milliards de francs), *pour préparer une nation à exterminer l'autre* ». Le ministre Asquith, au banquet du lord-maire, en 1908, donna l'assurance que « l'Angleterre saisirait avec joie la main qui lui serait loyalement tendue ». Le 16 mars de la même année, Asquith déclara à la Chambre des Communes que les propositions tendant à une limitation des dépenses navales que l'Angleterre avait, à plusieurs reprises, faites à l'Allemagne, avaient été vaines. Ces paroles d'Asquith furent, à fin mars, l'objet d'un débat au Reichstag. Plusieurs orateurs y conjurèrent le gouvernement d'étreindre plus énergiquement la main que nous tendait l'Angleterre. Mais le député Bassermann eut toutes sortes d'hésitations et de craintes; il prépara le terrain au

prince de Bülow qui contesta que l'Angleterre eût fait des propositions précises et qui « ne se promettait aucun succès réel de négociations au sujet d'une limitation de la flotte ».

Les explications de Bülow provoquèrent un nouveau débat à la Chambre des Communes. Sir Edward Grey y prononça un discours très important sur la concurrence des marines anglaise et allemande. L'Angleterre, disait Grey, a besoin de sa flotte comme l'Allemagne de son armée. La supériorité de la flotte anglaise doit donc être maintenue. Mais, ceci admis, une entente entre les deux pays pourrait très bien s'accomplir. Grey laissa même entrevoir que l'Angleterre modifierait peut-être son attitude à l'endroit de la « neutralisation de la propriété privée sur mer » si cela pouvait servir de point de départ pour une diminution des armements navals.

Dans son exposé du projet de la flotte pour 1909, le premier lord de l'amirauté Mac Kenna déclara que le gouvernement avait, depuis trois ans, non seulement par des paroles mais aussi par des actes, annoncé sa résolution de s'entendre avec d'autres puissances sur une limitation des armements, car cette surenchère était inutile à tous. Asquith remarqua, en énumérant tous les essais infructueux de l'Angleterre, que la porte était toujours ouverte pour une entente entre les puissances intéressées. Chaque indice montrant que le gouvernement allemand désirerait un tel accord trouverait l'accueil le plus chaleureux auprès du gouvernement anglais. A une question d'un député, Asquith répliqua encore une fois : « Nous avons pris l'initiative. »

Plus les ministres anglais s'efforçaient de parvenir à

une entente sur les armements navals, plus ils étaient attaqués et malmenés par la presse chauvine allemande. Mais ils ne se découragèrent pas. Le 14 juillet 1910, Asquith dut déclarer à la Chambre des Communes que le gouvernement allemand résistait à de nouveaux sondages en affirmant qu'il était lié par une loi et que la modification de celle-ci n'aurait pas l'appui de l'opinion publique en Allemagne. Lloyd George, le jour suivant, se répandit, dans un banquet, en paroles enflammées contre « l'épidémie du gaspillage qui dévastera le monde jusqu'à la ruine ».

Aux efforts sérieux et infatigables du ministère anglais, Bethmann-Hollweg opposa, en décembre 1910, quelques remarques qui devaient servir de douche d'eau froide : « L'Angleterre a, il est vrai, fait des avances, mais n'a pas émis de propositions positives, et l'Allemagne est toujours partie du principe qu'une discussion franche et amicale, suivie d'une entente, au sujet des intérêts mutuels était le plus sûr moyen d'écarter la méfiance née de la proportion inverse des forces maritimes et continentales. Déjà la durée d'un échange de vues libre et loyal sur toutes les questions liées avec ces choses, est une garantie des desseins amicaux, etc. »

Le 12 décembre 1911, Grey avait de nouveau insisté, à la Chambre des Communes, sur la nécessité de parvenir à une entente avec l'Allemagne pour limiter l'accroissement continu des armements; il prédisait la ruine de la culture si cet état de choses durait. Le fardeau des armements, disait-il, est un plus grand danger que la guerre même, car il équivaut à un épuisement en temps de paix.

Ce discours de Grey fut l'objet de délibérations au Reichstag le 30 mars 1911. Le chancelier, — d'une façon crue et précise, — déclara que la question des armements était insoluble aussi longtemps que les hommes resteront des hommes et les Etats des Etats.

Le mot décisif était prononcé. Il importait peu, étant donné notre système parlementaire, que le Reichstag sommât le chancelier d'entrer éventuellement en pourparlers avec d'autres puissances au sujet de la limitation des armements. D'après la constitution, « système Bismarck », le chancelier est le serviteur de son maître et n'a pas à prendre en considération les résolutions du Parlement.

Mais, les Anglais ne se tinrent pas pour battus. Au cours des événements marocains, un vaisseau allemand avait été envoyé devant Agadir. Des négociations eurent lieu entre les puissances intéressées, qui soumirent la paix de l'Europe à une rude épreuve. Après beaucoup d'avatars, elles aboutirent. Les querelles franco-allemandes à propos du Maroc furent vidées définitivement. En compensation de la liberté commerciale que la France obtint au Maroc, une partie du Congo fut annexé à l'empire allemand.

A peine ce nuage avait-il disparu de l'horizon politique, que Grey déclara de nouveau, — au parlement anglais, le 24 novembre 1911, — que l'Angleterre désirait vivement de meilleures relations avec l'Allemagne. *Les amitiés conclues par l'Angleterre,* disait Grey, *ne sont pas un obstacle à la conclusion de nouvelles amitiés,* l'Angleterre a coopéré à la résolution pacifique de la crise marocaine, et maintenant que l'atmosphère est purifiée, *elle répondrait avec joie au désir de l'Al-*

lemagne d'améliorer les relations entre les deux nations.

Au commencement de février 1914, le gouvernement anglais envoya lord Haldane à Berlin, non en qualité de plénipotentiaire officiel, mais avec la mission de sonder le terrain dans des entretiens avec le chancelier et le kaiser auprès duquel il était personna gratissima, et de préparer si possible une entente politique et une convention sur les armements. Les faits qui précédèrent l'activité de lord Haldane n'étaient guère encourageants. Deux jours avant son arrivée à Berlin, le kaiser avait annoncé au Reichstag une grosse augmentation de l'armée et de la flotte. Celle-ci devait être augmentée de trois vaisseaux de ligne, de nombreux sous-marins et de 1500 hommes. Lord Haldane adressa au chancelier et à l'amiral von Tirpitz cette question fort compréhensible : A quoi donc pourraient servir les négociations projetées pour améliorer les relations entre les deux pays si l'Allemagne, pour se protéger contre l'Angleterre, augmentait sa flotte, et, ce faisant, forçait l'Angleterre à prendre des mesures analogues? Des négociations amicales qui s'ouvriraient au moment où une augmentation des flottes était projetée exciteraient la risée du monde entier. Le chancelier et von Tirpitz répliquèrent qu'une convention navale qui ne serait pas signée en même temps qu'une entente politique n'aurait aucun but et ils s'empressèrent d'ajouter que même si une entente politique était conclue, il ne pourrait pas être question de diminuer le programme de la flotte mais, tout au plus, d'en *différer* l'exécution (1). Cette

(1) Ces détails sont empruntés à l'ouvrage de Sir Edward Cook : « Howe Bristain strore for Peace. A record of Anglo-German Negociations 1898-1914. Told from authoritative Sources. » (Macmillan & Cie, Londres, 1914.)

vague promesse était encore limitée par le fait qu'elle ne devait être qu'une « *understanding and not a written agreement* ».

Cependant que d'un côté le ministère libéral anglais qui, pendant sept ans, avait vainement travaillé, avec un zèle infatigable, à obtenir une suspension réciproque des armements navals, — la promesse « de retarder l'exécution » n'amenait ni une suspension ni une épargne, — de l'autre côté, le gouvernement allemand posait comme équivalent pour les soi-disant concessions des conditions politiques inacceptables pour l'Angleterre. Il est déjà surprenant que le cabinet de Berlin, au cours de toutes les négociations, se soit cru justifié à exiger un équivalent pour une concession qui, en réalité, n'était pas un sacrifice unilatéral, mais qui consistait en une obligation dans l'intérêt des *deux* parties. L'Angleterre qui était prête à s'engager aurait aussi pu, en usant du même droit, demander un équivalent.

Mais passons. En quoi consistait l'équivalent que réclamait l'Allemagne? Elle n'exigeait rien de plus et rien de moins que *l'engagement de l'Angleterre de rester strictement neutre,* au cas où un conflit européen se produirait, dans lequel l'Allemagne serait engagée. Ainsi l'Angleterre devait se détacher de la Triple-Entente et s'abstenir de toute participation aux affaires européennes. Etant donnée son étroite alliance avec l'Autriche, l'Allemagne aurait été sans doute engagée dans n'importe quel conflit, soit à cause de ses propres intérêts, soit à cause de ceux de son alliée, mais l'Angleterre, dans tous les cas, aurait dû se contenter d'être un spectateur inactif et laisser l'Allemagne agir à sa guise sur le continent. Si l'Angleterre avait accepté

la proposition allemande, toutes ses obligations à l'égard des Etats neutres auraient cessé d'exister.

Il n'est donc pas surprenant que la demande de l'Allemagne ait été repoussée en 1912, comme elle l'avait été en 1909-1911. Elle ne traduisait rien autre que le désir que *l'Angleterre renonçât simplement à sa qualité de grande puissance européenne.* Qu'offrait en retour M. de Bethmann? Une « temporaly retardation, no reduction », qui n'était ni écrite, ni obligatoire, de l'exécution du programme naval, sur la base de l'augmentation de la flotte prévue par le décret de 1912.

Cette exigence était vraiment trop forte et elle supposait chez les prudents commerçants anglais une bien grande naïveté. Qu'auraient dit les diplomates allemands si on leur avait proposé d'échanger le droit d'aînesse de la puissance continentale de leur pays en Europe contre le plat de lentilles consistant en une promesse de différer une augmentation de la flotte anglaise?

Grey dut repousser la proposition allemande, mais il ne se contenta pas de la rejeter, il répéta ce qui avait été énoncé si souvent, les années précédentes, dans les négociations diplomatiques, à savoir :

1° que l'Angleterre ne pouvait pas prendre l'engagement de rester neutre, comme l'Allemagne le demandait, *mais qu'elle était toujours prête, comme devant, à travailler avec l'Allemagne dans l'intérêt de la paix européenne.*

2° que la Triple-Entente ne reposait pas sur des formules de politique générale, mais sur le règlement de questions d'intérêt touchant aux puissances de l'Entente et que ce n'est qu'indirectement, en réglant ces questions et en écartant les surfaces de friction, que

ces puissances avaient noué des relations amicales entre elles.

3° *que ces relations n'avaient ni un caractère préventif, ni un caractère exclusif à l'égard de l'Allemagne et qu'elles ne seraient pas un obstacle si l'Allemagne voulait nouer des relations analogues avec l'Angleterre.*

Pour donner à cette pensée une forme aussi exacte que possible, le gouvernement résolut de la traduire par une formule que Grey communiqua à l'ambassadeur allemand, comte de Metternich, et qui devait servir à de nouveaux pourparlers.

Cette formule était la suivante :

« The two Powers being naturally desirous of securing peace and friendship between them, England declares, that she will *neither make nor join in any unprovoked attack upon Germany*. Aggression upon Germany is not the subject and forms no part of any treaty, understanding, or combination to wich England is now a party, nor will she become a party to anything that has such an object. »

L'Angleterre promettait donc de ne pas attaquer l'Allemagne sans avoir été provoquée et de ne pas participer à une agression contre elle; elle déclarait, en outre, que les traités qu'elle avait conclus n'admettaient, ni ne poursuivaient une attaque contre l'Allemagne. Elle s'engageait enfin à ne jamais signer des traités ou des conventions qui auraient un caractère agressif. *Elle faisait donc la promesse la plus formelle de ne jamais être l'agresseur.* Qu'est-ce que l'Allemagne pouvait raisonnablement exiger de plus? Ayant l'assurance que l'Angleterre ne l'attaquerait pas, elle n'avait plus aucun motif ou aucun prétexte de continuer cette concurrence

des flottes, à moins — et c'est là le « hic » — à moins qu'elle n'eût des desseins agressifs contre ses voisins — les « amis » de l'Angleterre et, partant, indirectement contre celle-ci. C'est le récif contre lequel devaient se briser tous les longs pourparlers des deux pays.

L'Angleterre donnait l'assurance qu'elle n'attaquerait pas, mais l'Allemagne exigeait la garantie de pouvoir attaquer en toute sécurité. L'offre anglaise n'avait que peu de valeur pour l'Allemagne, car le cabinet berlinois savait très bien, eu égard à l'attitude du gouvernement libéral anglais depuis 1905, qu'une agression de la part de l'Angleterre n'était pas à redouter. Ce qui importait à l'Allemagne, c'était ceci : être sûre que l'Angleterre resterait neutre dans tous les conflits, même s'ils étaient provoqués par l'Allemagne ou par son alliée, l'Autriche, ou s'ils touchaient à l'indépendance des Etats neutres et, partant, directement ou indirectement, à des intérêts anglais.

L'Allemagne voulait, en mettant à l'écart l'Angleterre, s'assurer la voie pour atteindre à la suprématie en Europe, afin de pouvoir plus tard, en se servant de ce tremplin, parvenir aux dépens de l'Angleterre à une durable hégémonie mondiale.

A aucun moment, les Anglais n'ont donné dans le panneau. Les pourparlers de 1912 échouèrent, comme ceux qui les précédèrent et qui les suivirent, à cause des prétentions allemandes à l'endroit de la neutralité.

L'Angleterre tenta néanmoins un dernier essai en se servant d'un chemin différent. Après la nouvelle augmentation de la flotte allemande, après le voyage inutile de lord Haldane à Berlin et l'insuccès des dernières

négociations entre Grey et Metternich, le gouvernement anglais essaya à nouveau une tentative qu'il avait déjà faite sous Campbell-Bannermann. *En payant d'exemple* et sans pourparlers diplomatiques, il chercha à amener la partie adverse à une meilleure compréhension des intérêts réciproques. Bien qu'au commencement de 1906, six cuirassés fussent ajoutés à ceux prévus par le programme naval allemand de 1900, le gouvernement anglais annonça, en juillet, que le programme de la flotte qui serait soumis, en mars, aux Chambres, comporterait une diminution de 25 °/₀ pour les navires de combat, de 60 °/₀ pour les torpilleurs et de 33 °/₀ pour les sous-marins.

Cette diminution unilatérale et volontaire avait pour buts, comme le déclarait expressément le cabinet de Londres, 1° de prouver au monde par un fait avant la réunion du second Congrès de La Haye que l'Angleterre avait la ferme volonté de diminuer les armements; 2° d'engager les autres puissances à suivre la même voie. En ce qui concerne l'Allemagne, ce dernier but ne fut naturellement pas atteint : elle suivit, au contraire, la voie opposée. A trois occasions différentes, en présence de l'ambassadeur anglais Sir F. Lascelles, du secrétaire d'Etat anglais Sir Charles Hardinge (qui accompagna Edouard VII dans son voyage en Allemagne) et du ministre de la guerre M. Haldane, le kaiser s'exprima personnellement d'une façon tout à fait défavorable au sujet du projet de discussion de la question des armements par la Conférence de La Haye et n'autorisa pas les délégués allemands à participer à ces débats superflus et vains. Il ne fut naturellement pas question que l'Allemagne suivit l'exemple de l'Angleterre.

Malgré cet insuccès, le premier lord de l'amirauté Churchill fit une nouvelle tentative. Les dernières expériences ayant montré que de nouveaux pourparlers avec l'Allemagne n'auraient pas de succès, il déclara, en déposant le projet pour la marine, en 1912 et 1913, que *si l'Allemagne différait ou diminuait la construction de ses navires, il s'engageait à suivre son exemple en maintenant le rapport existant entre les deux flottes.* Si donc l'Allemagne pouvait se décider à introduire un *naval holiday* et à ne pas construire de navires au cours d'une année fixée, l'Angleterre ferait de même. Un allègement pour les deux peuples pouvait être créé par ce moyen, sans pourparlers et sans la moindre limitation de la liberté souveraine des deux Etats, « without negotiations, bargainings or the slightest restriction upon the sovereign freedom of either power. »

L'Allemagne n'a pas répondu à cette déclaration de Churchill, qu'il répéta à deux reprises, *et elle ne l'a point suivie,* sans doute parce qu'elle voulait ici encore attendre des « propositions positives », auxquelles elle n'aurait pas davantage répondu qu'aux précédentes.

Tel est l'historique des longs pourparlers anglo-allemands des vaines tentatives faites par l'Angleterre pour obtenir l'amitié de l'Allemagne, tentatives qui restèrent sans succès, car la farouche beauté ne voulait accorder ses faveurs que contre un prix que le compétiteur ne pouvait pas payer à moins de se livrer complètement. Il semble, une fois encore, que les circonstances aient été plus fortes que la volonté des hommes. Le travail en commun pour la paix, lors de la crise des Balkans, le maintien de cette paix qui n'était due qu'à la collaboration des deux puissances avaient naturellement

amélioré leurs relations. La démarcation des zones d'intérêts en Asie-Mineure laissait entrevoir que celles-ci deviendraient toujours plus étroites, mais malheureusement la chose essentielle ne fut jamais prise en considération : la concurrence grandissante et toujours plus dangereuse des armements navals qui a pour cause l'entêtement de l'Allemagne à refuser une entente.

Quel aspect aurait aujourd'hui le monde, si l'Allemagne, en 1912, avait accepté la proposition de Grey? L'assurance de ne pas être attaquée par l'Angleterre et les autres Etats de l'Entente n'aurait pas, à dire vrai, détourné l'Allemagne de ses ambitions impérialistes qui, d'après leur caractère, devaient être agressives, mais elle aurait enlevé au gouvernement allemand le *prétexte* grâce auquel il a pu faire passer cette guerre de conquête pour une guerre de défense, et sans ce prétexte il eût été impossible d'entraîner le peuple allemand, qui est en grande majorité pacifique, dans une si terrible guerre. La suspension des armements navals aurait, du reste, créé une atmosphère plus paisible entre l'Angleterre et l'Allemagne et, partant, entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente. En Allemagne, la récente et énorme augmentation de l'armée n'aurait pas eu lieu. La France n'eût pas introduit le service de trois ans, et le conflit austro-serbe — dont la résolution, comme nous le verrons, n'était qu'un jeu d'enfants — n'aurait pas conduit à la guerre européenne.

Pour quoi combattons-nous?

Si vraiment l'Allemagne n'avait eu d'autres buts que ceux que le kaiser, le chancelier et les princes procla-

ment dans leurs discours : garantie contre les agressions, libre développement de ses forces, amélioration de sa culture, elle n'aurait pas pu les atteindre plus sûrement et à meilleur compte qu'en acceptant les propositions anglaises.

« Nous tiendrons jusqu'à ce que nous ayons la certitude que personne ne troublera plus notre paix, une paix dans laquelle nous voulons cultiver et développer la force et le caractère allemand, comme peuple libre. » C'est ainsi que le chancelier termina son discours du 2 décembre. Le jour suivant, le kaiser adressa, sur les champs de bataille de l'Autriche, une allocution aux délégations des troupes allemandes et autrichiennes. « Nous combattons, s'écria-t-il, pour une cause juste, pour la liberté, pour le droit à l'existence d'une nation, pour une longue paix future. » On aurait, en tout respect, pu répondre à Sa Majesté : « Majesté, excusez; nous avions déjà avant la guerre, ce pour quoi nous combattons. Nous avions la liberté, le droit à notre existence nationale que personne ne nous disputait, et nous avions eu une longue paix calme. Pour quoi donc combattons-nous, Majesté? Et l'on pourrait ajouter : Si l'Allemagne se croyait en danger, — ce qui n'est pas prouvé et ce qui ne peut pas se prouver, — pourquoi n'a-t-elle pas accepté la garantie que lui offrait l'Angleterre? La *sécurité,* qui fut offerte en temps de paix, ne pourra au grand jamais être obtenue par une victoire sur les champs de bataille. Elle était moins coûteuse — car elle n'exigeait ni sang, ni sacrifices matériels — elle était plus durable et plus solide. Les traités de paix conclus après une guerre contiennent toujours la clause tacite : *rebus sic stantibus*, que Kant dans le

premier article préliminaire de son « Essais sur la paix perpétuelle », considère comme un obstacle à un état de paix durable. Encore une fois : ce pour quoi nous affirmons que nous *combattons,* nous le possédions. Nous le possédions mieux que nous ne le posséderons pendant des siècles, même après une guerre victorieuse, et ce qui nous manquait nous pouvions l'obtenir, sans guerre, par un accord amical.

La liberté selon **eux.**

Il ne s'agit pas, comme nous l'avons dit, de sécurité, de liberté et de droit à l'existence. Le mot « liberté » est aujourd'hui prononcé bien souvent par des gens qui, jadis, se signaient trois fois en entendant dire par d'autres ce vocable proscrit. Nous sommes du jour au lendemain devenus amoureux de la liberté, tous, sans exception. Surtout ceux qui, autrefois, exaltaient « les assujettissements voulus par Dieu ». Nous sommes devenus si amoureux de la vérité que nous voulons l'apporter, non seulement à notre propre peuple, mais encore aux autres peuples du monde. (Voyez les déclarations du chancelier au peuple américain.)

Le junker prussien presse sur son cœur vibrant tous les anciens ennemis de l'Empire, les social-démocrates, les cléricaux, les progressistes, les Polonais, les Danois, les Alsaciens, à condition qu'ils écrivent, pensent et parlent comme lui. Celui qui se permet de penser, d'écrire ou de parler autrement que la classe dirigeante, est opprimé, puni ou même fusillé. C'est la liberté, selon *eux.*

Le peuple allemand remarquera un jour vers quel

esclavage ces proclamateurs de liberté le conduisirent. Chaque essor du peuple allemand a été suivi par la plus dure des servitudes : Ce fut le cas après 1813, après 1848, après 1870, après que l'ivresse guerrière des premières années fut passée. Il en sera ainsi après 1914. Les soldats et les junkers qui, dans l'ensemble forment une classe, se trouvent maintenant dans la guerre si bien dans leur élément! L'oppression de la liberté de la presse, l'oppression du libre droit de réunion, la lente destruction du commerce et de l'industrie, dont les représentants avaient pris trop de place à la cour impériale, sont de leur ressort. Liman, l'apôtre du kronprinz, écrit : « Quelques barrières de l'étiquette de la cour barrent encore le chemin à la richesse et ne s'ouvrent que devant la vieille noblesse de l'Empire et les officiers. A part cela, le millionnaire a triomphé. Dans les salons d'heureux spéculants ou de leurs héritiers, se presse la société de la cour. L'aristocratie de l'argent s'accroît, un nouveau *Junkertum* qui n'a jamais vu les champs de bataille, prospère à la campagne, et déjà la capitale est entourée d'une ceinture dorée de propriétés luxueuses. La liste des invités au voyage dans le Nord du kaiser porte les noms de nombreux magnats de bourse. Cette nouvelle aristocratie manie, au lieu de l'épée, le coupon, au lieu du bouclier, le prospectus d'actions; elle a comme arme la cote. La noblesse d'épée recule; les descendants de races qui participèrent aux guerres des Hohenzollern se trouvent pressés sur leur domaine hérité. Les capitaux deviennent dans les mains d'un seul, des sommes énormes, et le respect de l'or grandit, qu'il soit hérité ou volé. »

C'est ainsi que les cercles dirigeants de la Prusse et partant de l'Allemagne pensent à l'endroit du commerce et de l'industrie. Le coupon et la cote sont pour eux les emblêmes méprisés des classes du peuple desquelles dépendent la grandeur et la situation mondiale de l'Allemagne et qui, somme toute, doivent fournir les moyens pour satisfaire la folie des grandeurs de cette noblesse d'épée. *Et ce sont ceux qui pensent de la sorte qui veulent apporter au peuple allemand la liberté et l'égalité*?

La France voulait-elle nous attaquer?

J'ai, ce me semble, démontré péremptoirement que l'Angleterre n'avait pas de desseins agressifs contre nous. Quant à la France, je puis être plus court, car personne en Allemagne — à part, cela va sans dire, le gouvernement — ne prétend que cet Etat ait voulu nous attaquer. On ne l'injurie pas, on regrette qu'il ait été entraîné contre sa volonté dans une guerre dont il n'est pas responsable. C'est là un des seuls traits sympathiques de la vie publique allemande. A la vérité, il ne faudrait pas connaître la France contemporaine, son histoire et ses courants d'idées, pour affirmer qu'en 1914, elle ait eu le dessein de reconquérir l'Alsace-Lorraine. L'idée de revanche, très vivace il y a quarante-quatre ans, s'est peu à peu affaiblie.
Je ne juge pas d'après des articles de journaux, mais d'après les impressions que j'ai éprouvées au cours de séjours nombreux et prolongés en France. Jusqu'en 1895, la blessure causée par la perte des deux provinces était encore douloureuse, puis elle s'est

cicatrisée petit à petit, et à la fin du siècle, il n'en restait presque plus trace. La fin du boulangisme marqua la fin de l'idée de revanche. Les plus dangereux chauvins, en particulier Déroulède, furent condamnés ou bannis. La victoire du parti de la justice, qui termina l'affaire Dreyfus, porta le coup de grâce à la réaction politique et cléricale qui avait favorisé une politique belliqueuse, comme elle le fait aujourd'hui en Allemagne. L'influence de pacifistes convaincus, tels que Jules Simon, Frédéric Passy, d'Estournelles de Constant, et surtout Jaurès, s'accrut considérablement. Les hâbleurs guerriers du boulevard furent relégués à l'arrière-plan. Les relations intellectuelles entre la France et l'Allemagne devinrent plus étroites. Politiciens, écrivains, comédiens et comédiennes, servirent d'intermédiaires pour les échanges, et par des visites mutuelles apprirent à se connaître. Coquelin et Sarah Bernhardt furent fêtés en Allemagne et fort bien reçus par Guillaume II. En 1901, deux officiers supérieurs français firent une visite officielle à Berlin. Le kaiser les convia à un banquet militaire, au cours duquel l'un d'eux, le général Bonnal, porta un toast à l'armée allemande et à leur empereur-soldat. On pourrait citer de nombreux autres faits prouvant qu'une entente était en voie de se faire avec la France et que l'amitié entre les deux pays grandissait. Notons le discours mémorable que Jaurès tint, en 1902, à la Chambre des députés. Pour la première fois, le chef socialiste déclara du haut de la tribune *qu'il était temps d'oublier l'idée de revanche, de s'accommoder de l'histoire et de délivrer les peuples européens du poids insupportable des armements.* Le

discours de Jaurès fut applaudi par la grande majorité des députés et loué par toute la presse sérieuse. Seules quelques feuilles chauvines qui, comme nos organes de même nuance, gagnent leur vie en excitant le peuple, furent mécontentes des paroles de Jaurès. Quoi qu'il en soit, le leader socialiste s'était fait l'interprète de la plus grande partie du peuple français. En novembre 1904, il reprit et développa son idée et préconisa comme but à atteindre *une alliance avec l'Allemagne et le renoncement à toutes représailles violentes.*

Quelques mois plus tard, le débarquement du kaiser à Tanger et le discours qu'il y prononça provoquèrent le conflit marocain. *La France est-elle responsable de la tension qui en est résultée?* Est-ce sa faute si cet acte provocateur a obtenu un effet opposé à celui qu'on en attendait? Ces coups de théâtre ne sont d'aucune utilité à une politique étrangère intelligente. Ils irritent, mais ils n'imposent pas. Comme une entente entre gens irrités est moins facile à établir qu'entre gens calmes, il eût été préférable de ne pas recourir à de tels coups de théâtre et de communiquer nos désirs aux gouvernements étrangers par voie diplomatique. Si, depuis cette époque, nos relations avec la France ont toujours été un peu tendues, la faute nous en incombe pleinement.

Le conflit marocain fut réglé par trois traités successifs, en 1905, en 1909 et en 1911. Si nous avons obtenu moins d'avantages que la France, nous ne devons nous en prendre qu'à nous. Le succès de pourparlers dépend moins de la puissance militaire d'un Etat que de l'habileté de sa diplomatie. Au point

de vue militaire, nous sommes certainement plus forts que la France, mais au point de vue diplomatique, nous sommes sans conteste plus faibles qu'elle. Il n'y a pas lieu de s'en étonner si l'on considère la manière dont nos jeunes diplomates sont recrutés et instruits. Parmi les ambassadeurs français auprès des cours étrangères, il ne se trouve aucun noble; parmi les ambassadeurs allemands, il n'y a que des princes, barons et comtes. Cela ne signifie pas qu'un noble soit moins apte qu'un bourgeois au métier de diplomate. Bien que le pourcentage des nobles soit très faible en Allemagne, tous les postes diplomatiques sont occupés par eux. On est donc en droit de soupçonner que ce ne sont point leurs aptitudes, mais leur rang et leurs titres qui sont pris en considération lorsqu'il s'agit de pourvoir un poste. Si l'empire allemand avait choisi ses diplomates suivant leurs capacités, il est probable que le conflit marocain se fût terminé plus favorablement pour nous. Ceux qui ne sont pas satisfaits des résultats obtenus n'ont qu'à rechercher les causes de notre insuccès. Ils verront qu'elles ne sont pas du côté des Anglais ou des Français, mais bien du nôtre. Ils pourront se frapper la poitrine et dire : *mea culpa, mea maxima culpa!* Mais, à mon avis, le peuple n'a pas à expier de son sang et de son bien-être les fautes des diplomates. Il y a une trop grande disproportion entre la faute et l'expiation, et surtout c'est l'innocent qui est puni et non le coupable.

Créons-nous de meilleurs diplomates. C'est le seul enseignement qu'un peuple intelligent puisse tirer de ses échecs diplomatiques. Il n'y a aucune raison pour

qu'il se sente blessé dans son patriotisme et qu'il se répande en cris haineux.

On le voit : rien ne prouve que la France voulait nous attaquer, et que, après nous avoir battus sur le terrain diplomatique, elle se préparait à nous battre sur le terrain militaire.

La Russie voulait-elle nous attaquer?

Depuis un siècle et demi, aucun conflit d'intérêts n'a éclaté entre la Russie et l'Allemagne. Du reste, il ne peut pas en éclater, car l'activité des deux pays s'exerce dans des directions différentes. La Russie n'a jamais songé à s'annexer la Prusse orientale ou la Pologne, et nous, nous n'avons jamais eu des visées sur les provinces russes bordant la Baltique, — un irredentisme prussien n'existant heureusement pas.

Je laisse ici la tension austro-russe intentionnellement de côté. *Nous* avons déclaré la guerre à la Russie, tandis qu'elle vivait sur le pied de paix avec l'Autriche et menait même avec elle des négociations pleines de promesses. La guerre entre les deux puissances n'a éclaté que le 6 août, alors que nous, nous avons remis à Pétersbourg le 1er août la déclaration de guerre. Nous avons commencé la guerre en prétextant que la Russie voulait nous attaquer, et nous avons fait croire au peuple allemand qu'elle nous *avait* déjà attaqués. Ma question est donc justifiée : *Pourquoi la Russie nous a-t-elle attaqués?* Quel but poursuivait-elle en le faisant? Que voulait-elle de nous? Il ne suffit pas d'indiquer les menées panslavistes pour répondre à la question. La Russie voulait-elle nous slaviser? voulait-

elle étouffer la culture allemande au profit de la culture slave? Aucun homme sensé n'osera le prétendre. La culture russe avait, du reste, exercé à la fin du siècle précédent, une forte influence sur notre vie intellectuelle. Je ne crois pas qu'il ait existé dans les dernières cinquante années un littérateur allemand qui ait donné à la littérature et à l'orientation des esprits de notre pays une impulsion comparable à celle que Tolstoï a donnée. D'autre part, non seulement la vie intellectuelle de la Russie, mais aussi sa vie politique et militaire était pénétrée par des éléments germains. Les places importantes étaient, en Russie, occupées par des Allemands. Ce n'est, au fond, pas étonnant : les Romanow sont de sang germain et la majorité de leurs femmes appartiennent à des familles allemandes. On trouverait difficilement deux pays qui fussent unis si intimement par la pénétration économique que l'Allemagne et la Russie; union pacifique couronnée par l'amitié traditionnelle des maisons régnantes et scellée, il y a cent ans, par la fraternité des armes.

D'où est donc venue « *la haine contre les Allemands entretenue par les visées des panslavistes* », dont le chancelier parla le 2 décembre. Haïssons-nous les Russes? Cette haine de l'Allemagne n'a-t-elle pas été inventée exprès pour donner un fondement psychologique à la soi-disant attaque russe? Par quels faits peut-elle être prouvée? Exposez-les sans tarder.

Cependant, la haine contre les Allemands ne paraît pas invincible, en Russie. On entend des gens « bien intentionnés » qui parlent d'une paix prochaine avec la Russie et qui veulent rassembler toutes les forces contre l'ennemi principal, l'Angleterre. Par contre,

d'autres regardent le « moscovitisme » et « l'absolutisme tsariste » comme l'adversaire essentiel et insistent sur notre communauté de culture avec les peuples de l'Ouest. *Où est la vérité? Que voulons-nous, à vrai dire? Contre qui et pour qui luttons-nous?* Questions auxquelles différentes personnes répondent de façon différente : une confusion des esprits indescriptible, un océan de mensonges et de falsifications qui est malheureusement teint de rouge, menace de submerger complètement le bonheur et le bien-être allemands.

La confusion a sa source dans le fait qu'un complot tacite existe entre les initiés pour *ne pas* dire la vérité, et que ceux-ci ont oublié complètement de s'entendre sur ce qu'il faudrait dire à la place de la vérité. Chacun ment à sa manière et les mensonges s'entrechoquent comme les étincelles de deux conducteurs dont le potentiel est différent!

La Triple-Entente : une alliance défensive.

Non seulement rien ne prouve que la Triple-Entente ait prémédité une attaque contre l'Allemagne, mais l'exposé précédent démontre exactement le contraire. La puissance prépondérante de la Triple-Entente était incontestablement l'Angleterre. Cela nous est dit sur tous les tons et le chancelier, dans la séance du 2 décembre, l'affirmait avec force. Mais puisque l'Angleterre, depuis dix ans, n'a cherché que la paix et l'entente avec l'Allemagne, puisque les deux autres puissances de l'Entente n'ont ni réalisé, ni révélé le dessein d'entraver l'initiative pacifique de leur « amie »

politique, puisqu'elles ont, au contraire, exprimé leur désir de paix par leur conciliante attitude lors des grands et des petits conflits diplomatiques (Maroc, guerre des Balkans, traité de Postdam de 1911), on est en droit de poser cette conclusion : *la Triple-Entente a été une ligne défensive et n'a eu aucun dessein agressif.* Que celui qui prétend le contraire apporte des preuves. Le chancelier lui-même, dans ses deux discours au Reichstag, n'est pas parvenu à prouver ses dires. On reproche à la Triple-Entente toutes sortes de sentiments malveillants à l'égard de l'Allemagne, mais on ne cite aucun fait résultant de tels sentiments. On attribue à nos ennemis la jalousie, la haine, une antipathie de race et un désir de vengeance, mais on ne peut leur reprocher aucune action qui ait traduit ces sentiments.

Si donc ce ne sont pas les desseins agressifs, qu'est-ce donc qui a fait naître la Triple-Entente et l'a solidement cimentée ? : c'étaient la crainte de l'Allemagne, la méfiance à l'endroit des menées impérialistes. Cette crainte a rapproché nos adversaires et les a unis toujours plus étroitement. Plus ils virent l'Allemagne croître — non son commerce et son bien-être qui étaient profitables à leur commerce et bien-être, mais sa puissance militaire et ses sentiments belliqueux — plus le dangereux nationalisme allemand dressait sa tête au-dessus des marches du trône et plus ils devinrent méfiants et craintifs, et plus ils resserrèrent les liens de leur entente défensive.

Tout contribua, dans ces dernières années, à nourrir leur crainte : les énormes armements navals qui, malgré les propositions d'entente de l'Angleterre,

s'accroissaient avec une rapidité grandissante, le renforcement soudain et inconnu dans l'histoire de notre armée continentale, la politique du poing de fer qui, dans toutes les questions internationales où des intérêts allemands ou autrichiens étaient en jeu, frappait sur la table et contraignait les autres à céder, mais avant tout d'autres faits qui ne se déroulèrent pas publiquement, mais qui étaient bien connus des gouvernements européens. Ces faits n'ont été révélés que récemment, cependant les puissances de l'Entente leur avaient sans doute auparavant accordé l'attention qu'ils méritaient.

Les révélations de Giolitti.

On sait que, peu de temps après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, le gouvernement autrichien était décidé à réprimer par les armes l'agitation panserbe grandissante provoquée par cette annexion. C'était une criminelle folie de la part de l'Autriche; criminelle, parce que l'oppresseur voulait punir l'opprimé qui se redressait contre la violence, et insensée en même temps, car les mouvements nationaux ne se laissent pas réprimer par les armes. Mais les sages de l'Autriche pensaient différemment. Ils menacèrent la Serbie de guerre. Ce ne fut que par le fléchissement de la Russie et l'intervention de l'Allemagne et de l'Angleterre, que la guerre européenne qui menaçait put être évitée, grâce à une déclaration rassurante du gouvernement serbe.

Ces faits, qui se passèrent en mars 1909, sont connus de tout le monde, mais ce qu'on ne savait pas

c'est ce que révéla Giolitti, le 5 décembre 1914, à la Chambre italienne, à savoir que *l'Autriche avait eu, en 1909, les mêmes desseins qu'en août 1913;* seule l'attitude de l'Italie l'empêcha de les mettre à exécution.

La presse étrangère a qualifié de mémorables les révélations de Giolitti, parce qu'elles dévoilaient, d'une manière indiscutable, les desseins agressifs de l'Autriche. C'est pourquoi les gouvernements autrichien et allemand ont étouffé ces révélations. Ce m'est une raison de plus de les rappeler ici.

La situation balkanique avait été réglée au cours de l'été 1913, entre les Etats directement intéressés, par le traité de Bucarest. L'Autriche n'était pas satisfaite de ce règlement, car, à son avis, la Serbie recevait trop et la Bulgarie pas assez. Elle chercha à obtenir la revision du traité. La Serbie s'y opposant, elle résolut de poursuivre par la force la réalisation de ses désirs. Pour cela, elle avait besoin de l'appui des puissances tripliciennes, et surtout de l'Italie, qui, lors du règlement des questions balkaniques, avait réservé son opinion. L'adhésion des puissances alliées à une action armée contre la Serbie fut considérée comme nécessaire par l'Autriche, surtout parce qu'elle savait qu'une guerre avec la Serbie devait provoquer un conflit européen. L'Autriche demanda donc à l'Italie quelle serait son attitude, étant données les obligations de l'alliance, dans le cas d'un conflit avec la Serbie et, éventuellement, d'une guerre européenne. La demande autrichienne donna lieu à un échange de télégrammes entre le ministre des affaires étrangères di San Giuliano et le président du conseil Giolitti, qui était absent de Rome. San Giuliano télégraphia à Giolitti : « L'Au-

triche nous a communiqué, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie et elle définit cette action comme défensive dans l'espoir de provoquer le *casus fœderis* de la Triple-Alliance, *qui, à mon avis, n'existe pas dans ce cas.* Je m'efforce, avec l'Allemagne, de trouver le moyen approprié pour empêcher l'action autrichienne. Mais il peut devenir nécessaire de déclarer explicitement que nous ne considérons pas une telle action comme défensive et que, par conséquent, nous n'admettons pas l'existence du *casus fœderis.* Télégraphie-moi à Rome si tu approuves mes vues. »

Giolitti répondit : « Si l'Autriche attaque la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* n'existe pas. Ce sera une action à son bénéfice, *car il ne s'agit pas de défense et personne ne songe à attaquer l'Autriche.* J'estime qu'il est nécessaire d'exposer cela formellement à l'Autriche. Espérons que l'Allemagne réussira à détourner l'Autriche de cette périlleuse aventure (pericolosissima avventura). »

En fait, on a réussi à empêcher l'Autriche de susciter la guerre; — nul ne sait si ce sont les efforts de l'Allemagne ou le refus de l'Italie qui ont eu cet heureux résultat.

Ce qui nous intéresse en première ligne, *c'est le fait que l'Autriche, une année avant la guerre actuelle, avait la ferme intention de provoquer, sans motif pressant, un conflit avec la Serbie;* en effet, à cette époque ni un archiduc n'avait été tué, ni une propagande serbe dangereuse et austrophobe ne s'était développée; la Serbie était suffisamment occupée par sa guerre contre les Turcs et, plus tard, elle le fut par celle contre son ancienne alliée la Bulgarie.

Aujourd'hui, le fait a une grande importance pour l'établissement des responsabilités. Des événements de 1913, on peut encore apprendre ceci : 1° Que les politiques de la Triple-Alliance savaient déjà à cette époque que d'une guerre austro-serbe résulterait un conflit européen; 2° qu'il était possible de conjurer ce danger en détournant l'Autriche de cette aventure et en lui refusant leur appui. Si, une année plus tard, on avait suivi ces enseignements du passé, la guerre n'eût pas éclaté. L'Italie, elle, les a suivis, et sa manière d'agir est inattaquable moralement et juridiquement, mais l'Allemagne n'a pas *voulu* les suivre et elle doit souffrir qu'on porte un jugement opposé sur sa manière d'agir. Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas exercé en juillet 1914 son influence modératrice sur l'Autriche comme elle l'avait fait, avec succès, deux ans auparavant? Parce que, *alors,* elle ne voulait *pas* la guerre ou plutôt elle ne la voulait *pas encore,* tandis que, en 1914, elle voulait *la guerre.*

L'évolution à Berlin.
Le parti de la guerre.

Les courants à Berlin qui ont amené ce revirement, sont mis en lumière d'une façon intéressante par le *Livre jaune* français (1). Si les rapports français étaient les seules sources pour cette période de l'histoire, on pourrait les considérer avec méfiance, mais comme ils

---

(1) Rapport du ministre français Cambon, du 17 mars 1913, avec deux rapports annexes des attachés militaire et naval. En outre, rapport d'avril 1913, du ministre de la guerre Etienne au ministre des affaires étrangères Jonnard, avec annexe. Rapport de Cambon à Pichon du 6 mai 1913. Note du même ministre du 30 juin et rapport de Cambon du 22 novembre 1913.

concordent avec tout ce que nous savons, de la vie politique et de la littérature militaire et politique de l'Allemagne, on doit les tenir pour exacts et même admirer leur analyse aiguë de l'état de choses en Allemagne.

J'ai déjà caractérisé les menées dangereuses du parti de la guerre, qui avait comme champ d'activité uniquement l'Allemagne du Nord et dont le quartier général se trouvait à la cour de Berlin. Les chefs de ce parti étaient pour la plupart des généraux qui utilisaient les loisirs de leur retraite à une sorte d'organisation militaire de leurs troupes et qui préparaient, par la plume et la parole, le peuple allemand à une guerre que, parce qu'ils *la* voulaient, ils déclaraient inévitable. A côté des ligues navales existant déjà, ils avaient fondé, en 1912, une ligue de défense « Wehrverein ». Elle avait pour mission de combattre les tendances pacifiques du peuple allemand, de créer un courant d'opinion favorable à une augmentation de l'armée et d'habituer peu à peu le peuple à la pensée d'une guerre européenne. Les aides naturels de ces chefs étaient leurs collègues et leurs pairs, la noblesse campagnarde et militaire, qui a toujours dirigé l'Etat prussien et qui considère le roi de Prusse comme son chef. La démocratisation croissante de l'Allemagne qui avait permis au Reichstag d'émettre un vote de défiance à un chancelier et ministre prussien et de prendre la défense de l'autorité civile en Alsace contre l'autorité militaire, l'accroissement incessant des socialistes et de leurs représentants au Parlement — l'industrialisation croissante de l'Allemagne qui reléguait au second plan l'importance de la noblesse campagnarde, rurale et mondaine

— tous ces symptômes étaient en abomination aux junkers prussiens et avaient créé dans leur cercle une sorte d'atmosphère qu'on pourrait caractériser comme suit : Cela ne peut pas continuer ainsi en Allemagne, et comme une amélioration, qui nous serait favorable, ne peut pas se produire en temps de paix, une guerre saine et joyeuse créera un remède à nos maux!

Les junkers formaient le noyau du parti prussien de la guerre. Dans les derniers temps, ils s'étaient annexé différentes troupes auxiliaires : coloniaux enragés qui réclamaient des colonies pour y déverser notre excédent de production et de population, idéologues qui considéraient que l'Allemagne était à la tête de la civilisation, et que sa culture devait diriger le monde, diplomates qui ne peuvent digérer leurs propres insuccès, qui voulaient une revanche pour Agadir et Algésiras, avant tout, les rois du canon et les fabricants de plaques d'acier, qui pouvaient soutenir, avec leurs riches moyens, non seulement la presse excitatrice indigène, mais encore celle de l'étranger, tous ces séducteurs et séduits, en partie intéressés, en partie aveuglés, formaient une troupe compacte qui, avec une discipline prussienne, se mettait en marche au commandement et se dirigeait droit au but. Le parti de la guerre ne formait qu'une minorité du peuple allemand. La grande majorité était résolument pacifique; la masse du peuple travailleur, de la bourgeoisie artisane, des cercles de la banque et de l'industrie, les groupes nationaux des Polonais, les Alsaciens, etc., le sud de l'Allemagne non encore complètement prussianisé, toutes ces couches du peuple allemand voulaient certainement la paix et la continuation de l'essor de l'Allemagne. *Mais les*

forces pacifiques n'étaient pas organisées. Elles ne croyaient pas nécessaire de former un parti de la paix pour s'opposer au parti de la guerre, parce que, jusqu'au mois de juillet de cette année, on considérait celui-ci comme une quantité négligeable; on regardait la guerre européenne, avec toutes ses horreurs, comme une impossibilité, et l'on n'avait aucun pressentiment de l'œuvre que les instigateurs de la guerre, sous une protection puissante, avaient accomplie. Celui qui, même au milieu de juin, aurait affirmé en Allemagne que nous aurions le 1er août une guerre européenne, aurait couru le danger d'être enfermé dans une maison d'aliénés. On connaissait les vociférateurs, mais on tenait leurs vociférations pour inoffensives, et une organisation pour la protection de la paix paraissait superflue.

A la vérité, le traité réglant la question du Maroc avait déçu de nombreux cercles. On déplorait notre soi-disant défaite diplomatique, mais on ne pensait pas, cependant, à en demander vengeance d'une façon sanglante. On critiquait les diplomates, mais on n'appelait pas les généraux. Les critiques s'adressaient en première ligne au chancelier von Bethmann-Hollweg, mais elles ne s'arrêtaient pas là; elles atteignaient même le kaiser. La politique pacifique dont il s'était fait une règle de conduite, après les premières ardeurs de sa jeunesse, ne plaisait plus à certains milieux. Non seulement on le critiquait, mais on cherchait à le rendre impopulaire.

Une presse dévouée et bien organisée loua le fils aux dépens du père, et accentua le con-

traste entre les deux, qui se révéla dans une suite de conflits connus.

On sut, d'une façon diaboliquement adroite, faire vibrer les cordes les plus sensibles de l'âme impériale : son amour propre, son désir de popularité, son ambition d'être le premier parmi son peuple et de n'être relégué dans l'ombre par personne, la conscience de son autorité qui avait fait une devise de la phrase : « Suprema lex regis voluntas. » On lui versait le poison dans l'oreille, comme au père d'Hamlet, on lui chuchotait que les temps exigeaient des faits et non des paroles, que seule une guerre purifiant l'air et chassant la lourdeur orageuse, pourrait redonner à l'empire et à son chef le prestige à l'extérieur et à l'intérieur.

L'eau ronge la pierre. Il est intéressant d'observer la lente transformation des conceptions impériales, pendant les années 1911-1914. En 1910 encore, Guillaume II parla avec le ministre français Pichon d'une ligue de tous les Etats civilisés et s'exprima d'une façon approbative à ce sujet. Une année auparavant, à Cuxhaven, il insistait sur le besoin égal de paix qu'avaient tous les peuples civilisés pour pouvoir remplir sans être troublés, les grands devoirs « de leur développement économique et commercial » (1). En 1911, il fit ressortir, dans un discours à Hambourg, qu'une lutte armée ne mettrait pas fin à la concurrence économique des nations, et que celle-ci ne pourrait être éliminée que si les peuples portaient au plus haut degré leurs capacités de travail. En 1911, dans une allocution aux diplomates, il loue l'entente pacifique entre les peuples, qui répond

(1) Cf. Fried, Der Kaiser und der Weltfriede, Berlin, 1910.

mieux à leurs intérêts que la guerre dangereuse. Mais, déjà dans un discours prononcé à Hambourg, le 18 juin 1912, un autre ton se fait entendre. « On ne doit pas planter légèrement sa bannière là où on n'est pas sûr de pouvoir la défendre. » Cela se passait six mois après la signature de la convention du Maroc. Celui qui sait lire entre les lignes remarquera l'influence que la critique de la politique pacifique du kaiser commençait à exercer sur la pensée impériale. Le kaiser ne parle plus de rejeter la guerre dans tous les cas. Lorsque cela doit être, dit-il, il faut continuer la politique avec d'autres moyens, d'après les principes de Clausewitz, à condition qu'on puisse défendre son drapeau, autrement dit qu'on soit plus fort que l'autre. Cette note guerrière a, l'année suivante, lors des fêtes bruyantes du centenaire de 1813, étouffé de plus en plus la note pacifique. Une ivresse paraissait s'être emparée de toute l'Allemagne, — une sorte de nouvelle ivresse d'indépendance, mais on ne sait pour secouer quelle servitude.

Elle était provoquée artificiellement par les brûlantes boissons qu'une presse chauvine sans scrupules servait depuis des années au peuple allemand.

Les plus hauts personnages de l'Etat ne purent pas se soustraire à cette ivresse. Une vraie épidémie de patriotisme éclata, qui plongea jeunes et vieux, grands et petits, dans une extase fièvreuse.

Personne ne demanda les motifs et le but de ce mouvement populaire que les « régisseurs » nationalistes avaient depuis longtemps préparé et qu'ils mirent habilement en scène, mouvement dans lequel le kaiser et le chancelier furent d'abord entraînés malgré eux,

auquel ils participèrent ensuite volontairement et dont ils devinrent finalement les meneurs.

M. von Bethmann-Hollweg s'est longtemps défendu avant de capituler devant le parti de la guerre. Mais il devait céder, s'il ne voulait pas devenir la victime des généraux et de la camarilla du kronprinz. En 1910 et en 1911 encore, il résista énergiquement à ses adversaires qui minaient de plus en plus le sol sous ses pieds. Lorsqu'on lui reprocha, dans l'affaire Mannesmann, de faire de trop grandes concessions à l'étranger, il répondit aux chauvins du Reichstag : « Je ne me prêterai jamais à une politique qui fait fi des traités. » Le 30 mars 1911, eut lieu le grand débat sur la question des armements. Le chancelier supplia presque les représentants du peuple « de protéger celui-ci contre d'impardonnables menaces de presse auxquelles il s'abandonnait trop souvent passivement. » « Un contrepoids à toutes ces influences analogues, ajoutait Monsieur Bethmann, est désirable, et je serais le premier reconnaissant si le travail international parvenait à créer de tels contrepoids. » Mais, comme nous l'avons dit, ceux-ci étaient insuffisants au mouvement belliqueux. La résistance du chancelier, comme auparavant celle du kaiser, fut brisée et le grand projet de loi militaire de 1913 fut le premier signal des fanfares du parti guerrier qui annonçait le triomphe sur toute la ligne.

Si nous n'avons pas suscité la guerre en 1913, comme l'Autriche le voulait, c'est moins pour des raisons de principe que pour des raisons d'opportunité. Le motif que l'Autriche croyait avoir ou indiquait — régularisation de la frontière serbo-bulgare — était trop futile pour justifier une guerre européenne aux yeux

du peuple allemand et peu propre à enflammer l'enthousiasme patriotique. Une guerre qui répugne au sentiment populaire n'est plus possible aujourd'hui. La question de savoir si tel endroit, au nom imprononçable, devait être administré par les fonctionnaires serbes ou bulgares importait trop peu au peuple allemand pour qu'on pût faire à son sujet une guerre pour les biens les plus sacrés du pays. De là, les mots de Berlin à Vienne : *Pas encore!*

Sans doute des considérations militaires entrèrent en ligne de compte dans ce « pas encore ». Nous étions, il est vrai, de beaucoup supérieurs aux autres, mais notre supériorité devait encore être augmentée par l'entrée en vigueur de nouvelles lois militaires que le Reichstag venait d'adopter à titre provisoire. L'élargissement du canal Kaiser-Wilhelm, qui permettrait aux plus grands navires de guerre de passer, en toute liberté, de la mer du Nord dans la Baltique, n'était pas achevé. Les nouveaux instruments de meurtre n'avaient probablement pas encore été créés. Des Zeppelins et des sous-marins devaient être construits et nos armements perfectionnés. Bref, nous n'étions pas encore prêts pour l'attaque, *qui, alors, était en principe, chose décidée.*

Nous n'attendions que la mise au point définitive de notre préparation et la première occasion favorable, pour pouvoir profiter de celle-ci avec succès. Entre temps, le revirement des idées du kaiser s'accentuait; son entourage, à la tête duquel était le chef de l'état-major von Moltke, le ministre de la guerre, le kronprinz et son influente séquelle, tous s'efforçaient — à l'encontre du chancelier, qui, il est vrai, avait participé

à toute l'évolution et l'avait couverte de sa responsabilité mais qui reculait encore devant le pas décisif — vers un seul but : susciter le plus tôt possible la guerre « inévitable » et gagner complètement le kaiser à leurs menées. « Il faut laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur, disait une fois M. de Moltke, *lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la commencer dès qu'on a toutes les chances de son côté, seul le succès décide* (1)*!* »

Dans un de ses rapports, Cambon montre avec quel succès agissait le parti de la guerre. Il rapporte un entretien que Guillaume II eut, en novembre 1913, avec le roi Albert de Belgique (2), en présence du chef de l'état-major, et qu'il dit tenir d'une source « absolument sûre ». Le roi Albert trouva le kaiser, qu'il tenait pour un sincère ami de la paix, complètement transformé : il avait perdu ses tendances pacifiques et adopté les idées du parti de la guerre. A lui aussi, la guerre avec la France paraissait maintenant inévitable. Il approuvait son chef d'état-major qui déclarait que l'état actuel devait prendre fin et que l'empereur pouvait compter sur l'enthousiasme irrésistible qui entraînerait son peuple. Le roi Albert s'efforça inutilement de convaincre le kaiser des desseins pacifiques du peuple et du gouvernement français. D'après ses propres observations, Cambon confirme le revirement qui s'est produit dans les pensées de l'empereur. Il l'attribue à l'impatience croissante de l'élément militaire, aux influences des pangermanistes et, en partie, à une cer-

(1) Rapport de Cambon au ministre Pichon, du 6 mai 1913. *(Livre jaune français.)*
(2) *Livre jaune,* p. 20.

taine jalousie à l'endroit de son fils devenu populaire dans ces cercles. Cambon termine son rapport par ces mots : « L'empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois. » On ne peut pas ne pas reconnaître la justesse des observations de Cambon. A peine huit mois plus tard se montrèrent les effets de l'évolution des pensées du kaiser. Mais, même pendant les jours qui précédèrent la guerre, se livrèrent dans l'âme de Guillaume II les combats du bien et du mal, d'Osmuz et d'Ahriman. Au moment où la grave décision devait être prise, qui allait déchaîner la catastrophe et causer à l'humanité un désastre encore inconnu, au moment où l'action, depuis longtemps préparée et résolue, allait se déclancher, la main de l'empereur hésita devant le trait de plume décisif, et dans l'âme du monarque surgirent encore, comme voilés, les vieux idéals de la paix et du bonheur des peuples. De là, les hésitations des derniers jours, les changements dans la manière d'agir du kaiser qui oscillait entre le désir de paix et la menace de guerre, entre l'intimidation et l'acte sérieux, et qui poursuivit si longtemps la politique du poing de fer, — jusqu'à ce que, peu à peu, la politique cessât et que le poing de fer prît sa place.

III

Le crime.

L'exposé détaillé des antécédents de la crise était nécessaire pour comprendre le rapide enchaînement des faits qui, en dix jours, du 23 juillet au 1er août, a abouti à la plus grande guerre de l'histoire.

L'attitude générale de l'Allemagne depuis la première conférence de La Haye, ses refus répétés de limiter les armements militaires et navals, son opposition à la création d'une Cour d'arbitrage international, ses tentatives renouvelées pour obtenir la neutralité de l'Angleterre sans vouloir elle-même rien abandonner de sa liberté d'action, l'augmentation énorme de sa flotte et de son armée, sa longue tolérance à l'endroit du mouvement chauvin criminel et, plus tard, la faveur qu'elle lui a témoignée, tout cela indique que l'Allemagne avait depuis longtemps envisagé l'idée d'une guerre et qu'elle était résolue à susciter « l'inévitable » dans un moment qui lui serait propice.

L'histoire, jusqu'en 1914, éveille le pressant soupçon que l'Allemagne, conjointement avec l'Autriche alliée, a voulu la guerre; la première pour réaliser ses rêves de

domination universelle, la seconde pour améliorer sa situation dans les Balkans.

Mais ce soupçon n'est pas encore la *certitude*. Les probabilités qui découlent des antécédents ne sont pas des preuves. Celles-ci ne peuvent être tirées que des circonstances dans lesquelles le fait s'est produit, c'est-à-dire des livres diplomatiques relatant l'histoire des causes de la guerre.

Les empires alliés sont accusés d'avoir, en été 1914, *suscité intentionnellement* la guerre qu'ils avaient depuis longtemps voulue et préparée, parce qu'ils estimaient que le moment leur était particulièrement favorable. Il ne s'agissait plus cette fois d'une mesquine question territoriale dans les Balkans, d'une question de port ou de côte, qui ne pouvait ni intéresser l'opinion publique, ni enflammer les peuples, il s'agissait du meurtre d'un archiduc et de sa femme, donc d'un événement tragique, qui devait provoquer l'indignation du monde entier. Toutes les sympathies — pensait-on — iraient aux puissances qui seraient résolues à venger le forfait.

On avait d'abord le *succès moral* de son côté. Et l'on était sûr du succès militaire. En ce moment, précisément, on croyait pouvoir conclure de divers indices que l'armée française était désorganisée et que la préparation de l'armée russe était défectueuse. Le sénateur Humbert avait, dans un discours au Sénat, révélé de graves imperfections dans l'armée de son pays, et les forces russes — à part leur préparation incomplète — étaient encore, croyait-on, affaiblies et en grande partie immobilisées par des troubles intérieurs. On espérait toujours que l'Angleterre garderait sa neutralité, malgré l'insuccès des efforts faits jusqu'alors pour l'obtenir. On

comptait que les Italiens seraient assez fous pour rendre à l'Autriche détestée le service de lui tirer les marrons du feu, dans les Balkans, et de mettre en jeu leur existence nationale « pour le roi de Prusse ». Autant de calculs, autant d'erreurs! Mais comme à Berlin et à Vienne, on ne sut pas calculer, on crut que le moment de frapper le grand coup était arrivé, et l'on frappa.

Telle est l'accusation qu'il s'agit de prouver.



Les événements qui se rattachent au meurtre de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme sont connus dans leurs grands traits et ne nécessitent pas un exposé détaillé. Pour le but que je me suis proposé, il me suffit de mettre en lumière les faits diplomatiques et de relever surtout les points qui sont décisifs dans la question des culpabilités. Je ne m'appuierai que sur des documents officiels, en première ligne sur les cinq livres diplomatiques qui ont été publiés par l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique.

Ce qui surprend tout d'abord, c'est la pauvreté du contenu du *Livre blanc* allemand et le fait que l'Autriche n'a pas cru nécessaire, comme tous les autres pays belligérants, de publier un dossier diplomatique. L'histoire des relations entre Vienne et Berlin manque presque totalement dans le *Livre blanc,* tandis que les relations entre les Etats de la Triple-Entente sont exposées tout au long dans leurs publications. Le *Livre blanc* allemand contient 36 documents, le *Livre bleu* anglais 161, le *Livre orange* russe 79, le *Livre jaune* français 161 et le *Livre gris* belge 79. Les exposés de

nos adversaires sont donc beaucoup plus détaillés que les nôtres (1).

L'historien est obligé de combler les lacunes que présente le *Livre blanc* au moyen des copieux exposés des gouvernements « ententistes ». Dans les divers livres, les exposés se rapportant au même fait concordent dans la règle; leur tournure différente est due seulement à l'esprit de ceux qui les ont rédigés. J'en ferai complètement abstraction dans mon étude et je me tiendrai aux faits eux-mêmes : ils sont suffisamment éloquents. Je ne m'occuperai pas non plus de savoir à quels livres on doit accorder le plus ou le moins de créance. Des documents diplomatiques sont des documents et ils méritent tous la même créance. Du reste, ils s'appuient les uns sur les autres et tous ensemble forment une chaîne fermée, dont les anneaux s'encastrent si bien les uns dans les autres que la vérité parvient au jour claire et inattaquable.

Je traiterai pour chaque Etat les points importants pour l'établissement des culpabilités; tous les pays auront leur livre de compte, et chaque compte se terminera par un solde, qui représentera la culpabilité ou l'innocence de l'Etat en question.

---

(1) Au commencement de février, *donc six mois après le début de la guerre,* au moment de l'impression de cet ouvrage, a paru un Livre autrichien. Je m'en occuperai dans une annexe spéciale.

A.

Autriche.

Le 23 juillet, à six heures du soir, le gouvernement austro-hongrois faisait remettre une note à Belgrade. Elle contenait une série d'exigences relatives à la propagande panserbe qui avait atteint son point culminant, par le meurtre d'un couple archiducal. Elles avaient pour but d'amener la répression de ces menées, que soi-disant le gouvernement serbe tolérait. Parmi les dix demandes de l'ultimatum autrichien, il s'en trouve un grand nombre qui n'ont jamais été adressées à un Etat indépendant, et que, jusqu'à maintenant, on n'avait coutume d'imposer qu'à des peuples en sujétion. Le gouvernement serbe devait, à la première page du *Journal officiel* du 26 juillet, publier une déclaration dont la teneur lui était étroitement dictée et par laquelle il condamnait toute propagande contre l'Autriche et promettait de punir tous ceux — surtout les officiers et les fonctionnaires — qui, dans l'avenir, se rendraient coupables des mêmes actes. Cette menace devait être portée à la connaissance de l'armée par un ordre du jour du roi publié dans le bulletin militaire officiel. En outre, il devait s'engager : à supprimer des publications, à dissoudre des sociétés et à empêcher qu'elles se reformassent, à faire disparaître des livres d'école tout ce qui est de nature hostile à l'Autriche, à éloigner tous les officiers et fonctionnaires coupables de propagande anti-autrichienne, à emprisonner ceux qui avaient

été désignés comme compromis dans le complot, à empêcher le trafic illicite d'armes à travers la frontière, à donner des explications sur les propos hostiles de hauts fonctionnaires serbes, etc. Le cinquième article de la note demandait à la Serbie : « D'accepter la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie », et le sixième article : « D'ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin, se trouvant sur territoire serbe; des organes délégués par le gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives. »

Un mémoire concernant certains résultats de l'enquête de Serajewo — sur les points 7 et 8 — était annexé à la note. La réponse à celle-ci était attendue dans l'espace de quarante-huit heures, soit jusqu'au 25 juillet à six heures du soir.

La note, sans que les preuves des accusations y fussent jointes, fut communiquée aux puissances le 24 juillet, et publiée par la presse européenne le 25 juillet. Le contenu extraordinaire et la forme brutale de l'ultimatum firent sensation sur les chancelleries et le public. Chacun s'attendait à un refus brutal de la Serbie, puis à une guerre de l'Autriche contre elle, à une intervention de la Russie, et finalement à un conflit européen. Depuis qu'une question balkanique existe, les rapports de la Serbie et de la Russie sont très étroits. La communauté des races et des religions, la tradition politique et les intérêts ont de tout temps créé des liens entre les deux pays, et il s'est établi entre eux des « relations électives », qui dépassent les

cadres des ententes touchant aux « sphères d'intérêts ».

Pendant la guerre des Balkans, la Russie avait officiellement déclaré que toute attaque autrichienne contre la Serbie provoquerait son intervention (1). Cette fois aussi le *Messager du gouvernement* de Saint-Pétersbourg annonça qu'une action militaire de l'Autriche ne laisserait pas la Russie indifférente (2).

Celle-ci, de concert avec la France et l'Angleterre, fit tous ses efforts en vue :

1° D'amener la Serbie à satisfaire autant que possible les exigences autrichiennes (3).

2° D'obtenir de l'Autriche une prolongation du délai assigné par l'ultimatum, afin que les Etats puissent étudier le dossier judiciaire dont la communication leur est promise et exercer ensuite une action modératrice à Belgrade (4).

La prolongation de délai fut brutalement refusée par l'Autriche, bien que la Russie et l'Angleterre eussent fait remarquer avec raison que la communication de la note aux puissances (5) était vaine et qu'il serait contraire aux coutumes internationales si on ne leur accordait pas le temps indispensable pour étudier le dossier et pour intervenir à Belgrade (6). Tout de suite, M. de Jagow avait « douté » que l'Autriche pût accorder la prolongation demandée. Le comte Berchtold se trouvait à Ischl. *On ne donna pas les motifs de ce refus.*

Cependant pressé par l'Angleterre et la Russie, le

(1) *Livre bleu*, page 4, n° 139.
(2) *Livre orange*, n° 10.
(3) *Livre bleu*, nos 12, 15, 22, 30, *Livre orange*, nos 4, 25, 40, 42, *Livre jaune*, n° 26.
(4) *Livre bleu*, nos 13, 17, 20, *Livre orange*, nos 4, 16.
(5) *Livre orange*, n° 12.
(6) *Livre orange*, n° 14, *Livre bleu*, n° 18.

gouvernement serbe fit une réponse qui étonna encore davantage l'Europe que la note autrichienne elle-même. La Serbie se soumettait à toutes les exigences de la monarchie. Elle se déclarait prête à livrer à la justice tous ceux qui avaient participé au meurtre, sans égard à leur situation et à leur rang. Elle s'engageait à publier dans le *Journal officiel* et à porter à la connaissance de l'armée les déclarations demandées, à introduire dans sa constitution et dans ses lois de nouveaux articles sur la presse pour la poursuite, la confiscation et la punition des publications agressives, à dissoudre les sociétés hostiles, à reviser dans le sens voulu par l'Autriche l'enseignement dans les écoles, à punir les officiers et les fonctionnaires coupables, à réprimer la contrebande des armes, etc.

Sur *deux* articles seulement (5 et 6), le gouvernement serbe se permit, en toute humilité, de faire quelques réserves (en vérité, le ton de la note est celui d'un inférieur parlant à son supérieur et non celui d'un Etat indépendant s'adressant à un autre). A propos de l'article 5, il fit cette remarque :

> « Le gouvernement royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du gouvernement impérial et royal tendant à ce que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal. »

A propos de la note 6 :

> « Le gouvernement royal, cela va de soi, considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre

tous ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 15/28 juin et qui se trouvaient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents des autorités austro-hongroises, qui seraient délégués à cet effet par le gouvernement impérial et royal, le gouvernement royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois. »

La note serbe se terminait ainsi :

« Le gouvernement royal serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt, comme toujours, à accepter une entente pacifique, en remettant cette question soit à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux grandes puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 18/31 mars 1909. »

La note serbe fut remise dans l'après-midi du 25 juillet à l'ambassadeur autrichien à Belgrade. Deux heures plus tard, celui-ci, avec son personnel, avait quitté la capitale serbe. L'Autriche rompit les relations diplomatiques avec son voisin du sud. Pourquoi? La diplomatie européenne, excepté bien entendu, la diplomatie allemande, se trouvait devant une énigme, pour laquelle il n'y avait qu'*une* seule solution, à savoir que l'Au-

triche voulait à tout prix un conflit avec la Serbie. Comme la note autrichienne était unique par ses prétentions exorbitantes, la note serbe l'était par son humilité formelle. *Jamais, en temps de paix, un Etat indépendant n'avait supporté de pareilles prescriptions et une telle immixtion dans ses affaires intérieures.* L'école, l'armée, l'administration, la procédure, la presse, le droit d'association, tout devait être réglé d'après les vœux de l'Autriche, et même là où la Serbie ne pouvait pas satisfaire entièrement ces désirs, sous peine de devenir un Etat vassal, elle ne les repoussa pas nettement, mais elle demanda humblement des explications; elle se déclara prête à aller jusqu'aux limites du droit des peuples, et elle s'en remit, pour les quelques points encore en litige, *à la décision de la Cour d'arbitrage de La Haye ou aux grandes puissances.*

Qu'est-ce que l'Autriche voulait de plus? Pourquoi n'a-t-elle pas donné les éclaircissements désirés? Pourquoi n'a-t-elle pas accepté la décision arbitrale dans des questions de droit et d'interprétation qui, d'après les décisions et résolutions des Congrès de La Haye, étaient précisément du ressort de la cour d'arbitrage?

Le gouvernement autrichien a, le 27 juillet, publié la note serbe avec des commentaires et de façon que le texte serbe fût coupé partout par ceux-ci. En faisant cela, on voulait sans doute empêcher que la forme respectueuse et le contenu si accommodant pussent être clairement remarqués. Le marquis di San Giuliano a qualifié d'*enfantine* la pédanterie de ces commentaires (1). Le qualificatif est trop doux si l'on pense

(1) *Livre bleu,* nº 64.

que de ces discussions dépendait le sort de l'Europe, et peut-être du monde. Un procureur aurait honte des finasseries que l'Autriche a trouvées pour motiver le mécontentement causé par la réponse serbe. Il ne vaut pas la peine d'examiner en détail ce travail aussi misérable de fond que de forme. Il y est notamment affirmé que la Serbie est responsable des malentendus — plus ou moins voulus. L'article 5, y est-il dit entre autres, n'a aucun rapport avec le droit des peuples ou la procédure pénale, c'est une affaire de nature policière, qui se résoudra par une convention particulière. L'article 6, ajoutait l'Autriche, ne concerne pas la participation des fonctionnaires autrichiens à *l'enquête judiciaire,* mais aux *recherches policières.* L'Autriche affirmait qu'il y avait eu des malentendus à propos des points 5 et 6 (malentendus provoqués par la forme peu claire de l'ultimatum). Ceux-ci auraient pu être écartés par une courte discussion de juristes, ou, en mettant tout au pire, par la décision d'une cour d'arbitrage. *Pourquoi l'Autriche n'a-t-elle pas demandé cette discussion ou cette décision?* Pourquoi a-t-elle tout de suite recouru à une mesure qui, même si la Serbie avait repoussé ses exigences, n'eût pas pu être plus brutale : à la rupture des relations diplomatiques?

Ce fut la troisième chose incompréhensible qui arriva en trois jours, incompréhensible *si l'on n'admet pas que l'Autriche ait voulu à tout prix susciter une guerre avec la Serbie et un conflit européen.* La note elle-même n'était qu'une déclaration de guerre déguisée. Personne, l'Autriche moins que n'importe qui, ne pouvait s'attendre à ce que la Serbie cédât à des exigences aussi humiliantes. En le faisant, en acceptant la plupart

des demandes autrichiennes, ce pays, épuisé par deux guerres, témoigna d'un amour de la paix peu commun. Ce résultat était également dû à l'influence des puissances de la Triple-Entente, en particulier de la Russie, qui invita la Serbie à se montrer accommodante. Le prince-régent Alexandre de Serbie adressa le 24 juillet un appel au tsar, pour demander les conseils de la Russie, dans lequel il déclara que la Serbie était prête à accepter tout ce qui était compatible avec son indépendance. Les conseils russes ont donné lieu à la note serbe du 25 juillet, c'est-à-dire à une humiliation inconnue jusqu'alors dans l'histoire diplomatique. *Les désirs pacifiques de la Serbie et de la Russie sont, dès le premier abord, incontestablement prouvés.* Le fait que l'Autriche ne fit pas de cas de la note serbe, la déclara sans valeur pour servir de base à une discussion, rompit brusquement les relations diplomatiques, prouve que l'Autriche voulait la guerre à tout prix. Ses intentions belliqueuses ressortent des trois premiers actes de la tragédie : de sa note, de son refus de prolonger le délai fixé pour la réponse, du rappel de son ambassadeur.

La soumission de la Serbie, que tout le monde désirait et que la diplomatie européenne (à l'exception de l'Allemagne) s'efforçait d'obtenir, fut une grosse désillusion pour l'Autriche. On espérait à Vienne un refus brutal qui eût légitimé la rupture des relations diplomatiques et la guerre. C'est pourquoi on avait rédigé la note de façon à la rendre inacceptable. Les espérances de l'Autriche furent trompées parce que l'amour de la paix de la Russie et de la Serbie était plus grand que sa volonté belliqueuse. Elle se trouvait dans une

situation fausse : le motif de la guerre prévu faisait défaut; elle chercha à en trouver un, en essayant de faire croire, par une querelle de mots, que la Serbie se révoltait au lieu de se soumettre.

La manière d'agir de l'Autriche provoqua la stupéfaction du monde; on entrevit avec effroi le danger d'une guerre européenne.

Sir Edward Grey fut le premier qui chercha à conjurer ce danger. Il proposa une conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, qui se tiendrait à Londres sous sa présidence. Elle chercherait les moyens de régler les points de l'ultimatum encore en litige. L'idée fut acceptée avec empressement par la France et l'Italie. La Russie se déclara également prête à s'y rallier et à se soumettre aux décisions de la conférence. Celle-ci étant composée de deux représentants de la Triplice et de deux délégués de la Triple-Entente, garantissait un examen impartial des questions pendantes. Elles étaient d'ailleurs, grâce à la réponse serbe, en très petit nombre et elles auraient pu être en peu de temps résolues avec facilité.

Mais précisément *parce que* la conférence des ambassadeurs les eût réglées facilement, l'Allemagne et l'Autriche s'opposèrent à l'idée de cette conférence dont le succès était certain. Elle eût empêché la guerre et cela ne convenait pas à l'Autriche. C'est pourquoi l'Allemagne fit cette première objection : « On ne peut pas citer l'Autriche devant un tribunal enropéen (1) ».

Lorsque Grey eut montré l'absurdité de cette objection et remarqué : « It would not be an arbitration,

(1) *Livre blanc*, page 9.

des demandes autrichiennes, ce pays, épuisé par deux guerres, témoigna d'un amour de la paix peu commun. Ce résultat était également dû à l'influence des puissances de la Triple-Entente, en particulier de la Russie, qui invita la Serbie à se montrer accommodante. Le prince-régent Alexandre de Serbie adressa le 24 juillet un appel au tsar, pour demander les conseils de la Russie, dans lequel il déclara que la Serbie était prête à accepter tout ce qui était compatible avec son indépendance. Les conseils russes ont donné lieu à la note serbe du 25 juillet, c'est-à-dire à une humiliation inconnue jusqu'alors dans l'histoire diplomatique. *Les désirs pacifiques de la Serbie et de la Russie sont, dès le premier abord, incontestablement prouvés.* Le fait que l'Autriche ne fit pas de cas de la note serbe, la déclara sans valeur pour servir de base à une discussion, rompit brusquement les relations diplomatiques, prouve que l'Autriche voulait la guerre à tout prix. Ses intentions belliqueuses ressortent des trois premiers actes de la tragédie : de sa note, de son refus de prolonger le délai fixé pour la réponse, du rappel de son ambassadeur.

La soumission de la Serbie, que tout le monde désirait et que la diplomatie européenne (à l'exception de l'Allemagne) s'efforçait d'obtenir, fut une grosse désillusion pour l'Autriche. On espérait à Vienne un refus brutal qui eût légitimé la rupture des relations diplomatiques et la guerre. C'est pourquoi on avait rédigé la note de façon à la rendre inacceptable. Les espérances de l'Autriche furent trompées parce que l'amour de la paix de la Russie et de la Serbie était plus grand que sa volonté belliqueuse. Elle se trouvait dans une

situation fausse : le motif de la guerre prévu faisait défaut; elle chercha à en trouver un, en essayant de faire croire, par une querelle de mots, que la Serbie se révoltait au lieu de se soumettre.

La manière d'agir de l'Autriche provoqua la stupéfaction du monde; on entrevit avec effroi le danger d'une guerre européenne.

Sir Edward Grey fut le premier qui chercha à conjurer ce danger. Il proposa une conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, qui se tiendrait à Londres sous sa présidence. Elle chercherait les moyens de régler les points de l'ultimatum encore en litige. L'idée fut acceptée avec empressement par la France et l'Italie. La Russie se déclara également prête à s'y rallier et à se soumettre aux décisions de la conférence. Celle-ci étant composée de deux représentants de la Triplice et de deux délégués de la Triple-Entente, garantissait un examen impartial des questions pendantes. Elles étaient d'ailleurs, grâce à la réponse serbe, en très petit nombre et elles auraient pu être en peu de temps résolues avec facilité.

Mais précisément *parce que* la conférence des ambassadeurs les eût réglées facilement, l'Allemagne et l'Autriche s'opposèrent à l'idée de cette conférence dont le succès était certain. Elle eût empêché la guerre et cela ne convenait pas à l'Autriche. C'est pourquoi l'Allemagne fit cette première objection : « On ne peut pas citer l'Autriche devant un tribunal enropéen (1) ».

Lorsque Grey eut montré l'absurdité de cette objection et remarqué : « It would not be an arbitration,

(1) *Livre blanc*, page 9.

but a private and informal discussion to ascertain, what suggestion could be made for a settlement (1) », l'Autriche déclara ouvertement qu'elle devait repousser la proposition anglaise (2).

Ce fut la quatrième action en cinq jours au moyen de laquelle l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, fit échouer les efforts pacifiques des autres puissances. Le refus autrichien était d'autant moins compréhensible que la conférence, ainsi qu'il avait été convenu, ne devait discuter que les questions qui touchaient à la souveraineté et à l'indépendance serbes et l'Autriche avait, dès le début, assuré qu'elle ne porterait atteinte ni à cette souveraineté, ni à cette indépendance. Il ne s'agissait donc que d'une enquête fondée sur le droit public qui eût décidé *jusqu'à quel point* les exigences autrichiennes, en particulier les articles 5 et 6 de la note, étaient conciliables avec la souveraineté de l'Etat voisin. L'acceptation volontaire d'un tel résultat d'enquête — ce n'était même pas une sentence arbitrale — ne pouvait nuire en rien au prestige de l'Autriche.

En même temps qu'elle élevait ses objections contre la conférence, l'Allemagne proposait des négociations directes entre l'Autriche et la Russie. C'était, selon elle, le meilleur moyen d'empêcher que le conflit austro-serbe ne donnât lieu à un conflit européen (3). Cette proposition rencontra l'assentiment de l'Angleterre, de la Russie et de la France. Grey se déclara prêt à ajourner son idée de la conférence à quatre jusqu'à ce que les négociations entre Vienne et Pétersbourg

(1) *Livre bleu,* n° 67.
(2) *Livre blanc,* page 9.
(3) *Livre bleu,* n° 43, *Livre blanc,* page 9.

aient conduit à un résultat quelconque (1). Si le résultat était positif, la conférence serait superflue; s'il était négatif, celle-ci pourrait toujours chercher à atteindre ce que la conversation directe s'était vainement proposé.

Donc, une nouvelle lueur d'espoir! Mais on avait compté sans l'Autriche. On a peine à croire ce que les documents prouvent irréfutablement : *l'Autriche refusa la proposition de son alliée, l'Allemagne, de causer avec la Russie.* Le comte Berchtold déclara formellement à l'ambassadeur russe Schébéko, qui lui avait amicalement proposé un libre entretien à Pétersbourg, *que l'Autriche ne reculerait pas et qu'elle ne pouvait pas entrer en discussion sur la note serbe* (2).

Il y a donc ici une opposition entre Vienne et Berlin ou une partie arrangée. Comme aucun indice ne permet de supposer l'opposition, il ne reste que la dernière hypothèse : *la partie arrangée.* Le soupçon est d'autant plus justifiable que la correspondance entre Vienne et Berlin n'a pas encore été publiée; elle doit donc contenir des choses qu'on tient à cacher. M. de Bethmann Hollweg qui, pour se justifier, publie journellement tous les écrits possibles, — documents tirés des archives de Bruxelles, lettres interceptées, etc., — aurait depuis longtemps édité sa correspondance avec Vienne, si elle avait pu confirmer la véracité de ses assertions — sans cesse répétées sans l'ombre d'une preuve — à savoir qu'il avait sérieusement conseillé la modération à l'Autriche et « que dans ce sens, il avait été jusqu'à l'extrême limite du possible ».

(1) *Livre bleu,* nº 45.
(2) *Livre bleu,* nºs 61, 64, 75, 93, 81, 78. *Livre blanc,* page 9.

Quoi qu'il en soit, l'Autriche repoussa la proposition allemande. Le 28 juillet, jour où l'entretien décisif entre Schébéko et Berchtold eut lieu, elle déclara la guerre à la Serbie et commença le bombardement de Belgrade.

Cette déclaration de guerre rendit presque désespérée la situation européenne. La volonté de l'Autriche d'écraser à tout prix l'état voisin incommode, sans se soucier de la conflagration européenne qui devait résulter de son action, était devenue effective. Toutes les tentatives qu'on eût pu faire pour éteindre l'incendie ou empêcher sa propagation paraissaient sans espoir. L'Autriche avait mobilisé, non seulement contre la Serbie, mais encore contre la Russie. Les avis diffèrent sur l'ampleur de sa mobilisation au nord et au nord-est. Les rapports russes certifient que plus de la moitié de l'armée autrichienne fut mobilisée (1), tandis que M. von Bethmann Hollweg, dans son discours du 4 août, déclare que *deux corps d'armée seulement avaient été mobilisés contre le nord* (2). En tout cas, il est acquis que le 28 juillet l'Autriche était la seule grande puissance qui eût mobilisé.

L'Autriche ayant fait systématiquement échouer toutes les tentatives de conciliation et pris des mesures militaires, la Russie dut répondre par des mesures semblables. Le 29 juillet, elle annonçait aux gouvernements étrangers qu'elle avait ordonné la mobilisation dans les arrondissements d'Odessa, de Kiew, de Moscou et de Kazan. *Ces mesures n'étaient qu'une réponse aux préparatifs autrichiens et n'impliquaient aucune intention belliqueuse contre l'Autriche ou l'Allemagne.*

---

(1) *Livre orange*, nº 49.
(2) *Livre blanc*, p. 10, *Livre orange*, nº 51, *Livre bleu*, nº 78.

Cependant l'Angleterre et la Russie continuaient leurs efforts en vue de trouver une forme transactionnelle qui pût permettre de régler le conflit d'intérêts russo-autrichien. La guerre avait éclaté. Il n'était plus question de faire reculer l'Autriche, mais d'obtenir un arrêt des opérations militaires. On aurait laissé comme gage à l'Autriche la portion de territoire serbe qu'elle occupait et, sur cette base, on se serait efforcé de parvenir à satisfaire autant que possible les exigences de la monarchie.

Grey et Sazonow, fortement appuyés par Viviani, travaillèrent infatigablement dans ce sens. La première formule de transaction fut, le 29 juillet, remise par Grey à l'ambassadeur allemand Lichnowsky.

Elle demandait à l'Autriche de *se contenter de l'occupation de Belgrade et du territoire serbe avoisinant comme gage d'un règlement satisfaisant de ses exigences* et de laisser aux puissances le temps d'intervenir entre elle et la Russie (1).

Le roi George parle de la proposition de Grey dans un télégramme au prince Henri de Prusse, daté du 30 juillet. Il la recommande au kaiser et il exprime l'espoir :

« que Wilhelm emploiera sa grande influence pour décider l'Autriche à accepter la proposition. En le faisant, il prouverait que l'Allemagne et l'Angleterre travaillent ensemble pour empêcher ce qui serait une catastrophe internationale. Je t'en prie, assure à Wilhelm que je fais tout et que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir la paix européenne. »

---

(1) *Livre bleu* nos 76, 88, 90, 98, *Livre blanc,* p. 11.

Avec le même zèle que le roi, Grey s'efforçait de faire accepter aux puissances sa proposition qui, à vrai dire, satisfaisait tout le monde et permettait de trouver une issue au conflit.

Cependant, le ministre russe Sazonow avait dicté à l'ambassadeur allemand, comte de Pourtalès, la formule transactionnelle suivante :

> Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte au principe de souveraineté de la Serbie, *la Russie s'engage à arrêter ses préparatifs militaires* (1).

Sazonow formula cette proposition le 30 juillet, donc deux jours après la déclaration de guerre, alors que le bombardement de Belgrade avait commencé et que les troupes autrichiennes avançaient sur le territoire serbe. La proposition n'impliquait pas pour l'Autriche l'obligation de reculer dans son action militaire; on lui demandait seulement de ne pas attenter aux droits de souveraineté de la Serbie, obligation à laquelle l'Autriche pouvait fort bien se soumettre, si elle entendait maintenir les déclarations qu'elle avait faites au début de la crise.

Mais que se passa-t-il? Le ministre russe à Berlin, Swerbéew, transmit au secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, von Jagow, la proposition de Sazonow, tandis qu'elle était télégraphiée à ce dernier par le

(1) *Livre orange,* No 60.

comte Pourtalès. *Jagow la repoussa sans autre,* en déclarant « qu'elle était inacceptable pour l'Autriche » (1).

Cette réponse fut faite sans que l'Autriche eût été consultée; M. de Jagow se considérait manifestement comme le tuteur ou le chargé d'affaires du gouvernement autrichien, qui, depuis la déclaration de guerre à la Serbie et le refus de toute discussion n'était plus en relations directes avec Pétersbourg.

De nouveau un insuccès! Mais il n'empêcha pas l'Angleterre et la Russie de faire de nouvelles tentatives de conciliation. Deux formules avaient été proposées, celle de Grey, du 29 juillet, et celle de Sazonow, du 30. La dernière avait été repoussée par Jagow sans motif indiqué, la première attendait toujours une réponse. L'ambassadeur anglais à Berlin insistait sans répit pour en obtenir une, mais, toujours, on le renvoyait avec des locutions vagues. L'Autriche s'étant refusée à toute discussion directe, les relations diplomatiques étaient extraordinairement compliquées : toutes les demandes devaient passer par Berlin et Berlin ne pouvait jamais donner de réponse positive, parce que, soi-disant, elle n'en avait pas reçu de Vienne. Il est difficile de dire avec précision si le courtier était honnête. En tout cas, on incline à croire fortement le contraire. Nous y reviendrons plus loin. Une fois, Jagow n'a point encore obtenu de réponse, une autre fois Bethmann-Hollweg affirme qu'il « a pressé trop fort sur le bouton à Vienne », qu'il est peut-être allé trop loin et qu'il a produit un effet contraire. Une troisième fois, que Goschen insistait pour obtenir une

(1) *Livre orange*, nº 63.

réponse et recommandait d'appuyer encore plus fortement sur le bouton, Bethmann lui répondit que le lendemain matin, le comte Berchtold exposerait la situa- à l'empereur François-Joseph (1).

Trois jours se passèrent, du 29 au 31 juillet, *sans que l'Autriche donnât une réponse quelconque à la proposition de Grey,* jours pendant lesquels l'Europe, dans l'attente et l'angoisse, voyait venir les plus terribles événements. Les diplomates allemands et autrichiens n'étaient pas pressés. Ils savaient ce qu'ils voulaient. En toute tranquillité d'esprit, ils préparaient le drame dans les coulisses.

Grey, Sazonow et Viviani s'efforcèrent, malgré leur insuccès, d'empêcher l'incendie d'éclater. Par douzaines, les dépêches furent échangées entre Londres, Paris et Pétersbourg. Dans les chancelleries de la Triple-Entente, on travailla nuit et jour à maintenir la paix. La proposition de Grey ayant été repoussée et celle de Sazonow étant restée sans réponse, on chercha une troisième formule qui tînt le milieu entre les deux précédentes. Cette formule, résultat d'un actif travail de négociation de Viviani, (2) faisait des concessions encore plus larges aux exigences autrichiennes que la proposition de Sazonow et elle parut avoir toutes les chances de succès. Sazonow la transmit le 31 juillet aux puissances sous la forme suivante :

> Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses troupes sur le territoire serbe et si, reconnaissant

(1) *Livre bleu,* nos 98, 103, 107, 112.
(2) *Livre jaune,* no 112.

que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les grandes puissances examinent les satisfactions que la Serbie pourrait accorder au gouvernement austro-hongrois, sans porter atteinte à ses droits souverains et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante (1).

A cette formule qui représentait le maximum de satisfaction qu'on pouvait accorder à l'Autriche et qui témoignait de la volonté pacifique de la Russie, *l'Autriche ou l'Allemagne n'ont jamais répondu.* Tandis que Sazonow, dans une dépêche adressée à Londres, exprime l'espoir d'avoir trouvé un moyen de dénouer pacifiquement la situation compliquée (2), tandis que Grey recommande instamment à Berlin d'accepter la seconde formule de Sazonow, (3) l'Autriche et l'Allemagne restent muettes. A la question serbe qui *menaçait* d'être résolue à l'amiable, on substitua une autre question qui devait inévitablement conduire à la guerre : celle de la mobilisation russe. L'Allemagne ne se contenta plus de jouer le rôle de « chargé d'affaires », elle prit de son propre chef position dans l'affaire, le comparse devint protagoniste. Le livre de comptes autrichien fut clos, et un nouveau livre de comptes ouvert pour l'Allemagne.

La mobilisation générale russe a certainement eu lieu le 31 juillet. Les publications diplomatiques s'accordent à ce sujet (4). *Mais elle a été provoquée par la mo-*

(1) *Livre orange*, n° 67.
(2) *Livre orange*, nos 69, 71.
(3) *Livre bleu*, nos 120, 121, 131, 132.
(4) *Livre blanc*, p. 13.

Il ajoutait qu'il serait *très important* (very important) que l'Autriche arrêtât *provisoirement* ses opérations militaires pendant les négociations (stop provisionally to her military action on Serbian territory) (1). Remarquons bien : Sazonow dit qu'il serait *très important,* mais il ne fait pas de l'arrêt des opérations une *condition sine qua non.* C'était encore une concession de plus faite à l'Autriche : les autres propositions *exigeant* la cessation des opérations.

Toutes ces propositions de la dernière heure restèrent sans succès. Elles devaient rester sans succès, parce que la sérieuse bonne volonté de l'Autriche n'était que feinte. Pourquoi cet Etat, durant la période critique du 23 au 31 juillet, a-t-il refusé toute discussion sur le conflit serbe? Pourquoi, avec un entêtement obstiné, n'a-t-il voulu dire que ce qu'il n'avait *pas* l'intention de faire contre la Serbie, mais jamais *ce* qu'il avait le désir de faire? Que voulait-il au fond? Nous ne le savons pas encore aujourd'hui. Même le kaiser ne le savait pas le 29 juillet lorsqu'il télégraphiait au tsar :

> « *A mon avis,* la conduite de l'Autriche-Hongrie doit être considérée comme une tentative d'obtenir toute garantie que les promesses de la Serbie soient aussi exécutées en fait. »

M. de Schœn, ambassadeur allemand à Paris, savait aussi peu que son impérial maître ce que l'Autriche

(1) *Livre bleu,* no 133. *Livre orange,* no 69.

voulait et, à ce sujet, il ne put donner aucune explication à M. Viviani (1).

Ces garanties dont faisait mention le kaiser et dont le *Livre blanc* parle constamment, en quoi consistaient-elles? Etaient-elles contenues dans la note autrichienne ou non? Si oui, elles avaient toutes été données, à part les articles 5 et 6, sur lesquels la Serbie était prête à discuter, sinon, elles s'ajoutaient aux exigences autrichiennes qui allaient déjà fort loin. En tout cas, elles devaient être précisées, ce qui n'a pas été fait.

Comment s'explique donc ce brusque revirement de l'Autriche? Je ne trouve pas d'autre explication que la suivante : son bon vouloir qui, auparavant, eût certainement conduit à une heureuse issue, était, au moment où il fut exprimé, sans aucun *danger :* une solution pacifique n'était plus à *craindre.* Le Cabinet de Berlin, par sa propre attitude, avait *complètement assuré la guerre.*

A ce propos, on peut de nouveau se demander si entre Vienne et Berlin, il y avait opposition ou partie arrangée. Les voies des deux cabinets vont, apparemment le 31 juillet, dans des directions opposées : l'Autriche qui se déclare prête à négocier semble vouloir la paix, l'Allemagne avec son état de danger de guerre, avec ses allocutions du kaiser et du chancelier au peuple berlinois, avec ses ultimatums à la France et à la Russie veut la guerre. Il est impossible de croire à une opposition des deux cabinets. Si vraiment il en avait existé une, elle se serait révélée avant le 31 juillet. Cette conversion de l'Autriche à un

(1) *Livre orange,* nº 55.

moment où elle ne pouvait être d'aucun effet, confirme, par sa soudaineté déconcertante, le soupçon que les deux gouvernements avaient à l'avance monté le coup, afin de rejeter la responsabilité de la guerre sur la Russie.

La guerre devait éclater. La suite de notre exposé le prouvera à tous ceux qui en doutent encore. La victoire diplomatique ne suffisait pas, il fallait la victoire militaire pour assurer la suprématie de l'Autriche dans les Balkans et pour permettre à l'Allemagne d'accomplir la mission qu'elle croyait fixée par le destin.

Je résume comme suit l'accusation contre l'Autriche :

1. Après avoir, en août 1913, projeté d'attaquer la Serbie, l'Autriche remettait, en juillet 1914, à cet Etat une note avec des exigences si exorbitantes, qu'il fallait s'attendre à une guerre austro-serbe, et ensuite à un conflit européen.

2. Elle a refusé le délai de quarante-huit heures demandé par les puissances.

3. Elle a rappelé son ambassadeur de Belgrade et déclaré la guerre à la Serbie, bien que le gouvernement serbe eût, dans une forme respectueuse, satisfait à presque toutes les exigences autrichiennes et consenti à discuter les quelques autres ou à se soumettre à la décision d'une cour d'arbitrage.

4. Elle a repoussé toute conversation avec la Russie et les autres puissances sur le fond de la note serbe et ne s'est déclaré prête à négocier que lorsqu'il fut trop tard, le 31 juillet.

5. Elle a repoussé la proposition de Grey tendant à ce que les quatre puissances non intéressées inter-

vinssent ou, du moins, donnassent des conseils, alors que la Russie l'avait acceptée.

6. Elle n'a pas répondu, malgré les pressantes sollicitations de l'Angleterre, à la formule transactionnelle proposée par Grey.

7. Elle a fait repousser par M. de Jagow la première formule de transaction due à M. Sazonow.

8. Elle n'a pas répondu à la seconde formule de transaction proposée par Sazonow.

9. Elle n'a pas daigné répondre aux dernières propositions conciliantes faites par Grey et Sazonow.

10. Dans les éclaircissements qu'elle a donnés, elle s'était toujours bornée à dire ce qu'elle ne voulait *pas,* mais jamais *ce* qu'elle voulait.

11. Elle a, la première, commencé la mobilisation et les opérations militaires; elle a précédé les autres puissances d'abord par sa mobilisation partielle, ensuite par sa mobilisation générale.

Ces chefs d'accusation sont prouvés et justifient la sentence : “ **L'Autriche est coupable d'avoir, seule ou avec d'autres, suscité la guerre européenne.** „

Nous allons voir quels sont ces autres.

B.

Allemagne.

La culpabilité de l'Allemagne est encore plus facile à prouver que celle de l'Autriche : l'Allemagne ayant écrit elle-même son acte d'accusation. Le *Livre blanc,* lu d'une façon intelligente, contient presque toutes les accusations qu'on peut formuler contre l'Allemagne. Je me fais fort de le montrer. Naturellement, ces aveux ne sont pas volontaires : celui qui parle, croit se justifier et il s'accuse; il croit se défendre et il livre involontairement à son accusateur un précieux matériel.

Examinons le *Livre blanc* dès son début. Il expose la situation du Gouvernement autrichien vis-à-vis de l'agitation serbe et l'impossibilité où se trouvait l'Autriche de rester spectatrice inactive de ces menées et il continue en ces termes :

> « Du fond du cœur, nous avons pu dire à notre allié que nous étions d'accord avec lui sur la manière d'envisager la situation et lui assurer que toute action qu'il considérerait comme nécessaire pour mettre un terme au mouvement dirigé en Serbie contre l'existence de la monarchie aurait notre approbation. *En agissant ainsi, nous avions parfaitement conscience qu'une action belliqueuse de l'Autriche contre la Serbie provoquerait l'intervention de la Russie et, conformément à nos devoirs d'alliés, nous entraînerait nous-mêmes dans une guerre.* Etant donnés les

intérêts vitaux de l'Autriche qui étaient en jeu, nous ne pouvions ni conseiller à notre allié une déférence inconciliable avec sa dignité, ni lui refuser notre aide dans ces circonstances difficiles... *Nous avons donc laissé à l'Autriche les mains entièrement libres pour agir contre la Serbie.* Mais nous n'avons pris aucune part à la manière dont cette action a été organisée. »

Cela signifie en d'autres termes :

1. Que l'Allemagne laissa à l'Autriche les mains libres pour entreprendre contre la Serbie tout ce qu'elle jugerait bon, soit par des voies diplomatiques, soit par des moyens militaires.

2. Que l'Allemagne ne prit, à dessein, pas part à la préparation de l'une ou de l'autre des actions, donc qu'elle était prête à suivre aveuglément l'Autriche, en vertu des obligations de l'alliance.

3. Que l'Allemagne avait pleinement conscience qu'une action militaire de l'Autriche contre la Serbie ferait descendre la Russie dans l'arène et qu'elle l'engagerait elle-même dans une guerre qui, par le jeu des alliances, prendrait le caractère d'une guerre européenne.

Le gouvernement allemand reconnaît implicitement qu'il a approuvé l'idée d'une guerre.

Il reconnaît en outre que les efforts qu'il avait faits dès le début pour localiser le conflit entre l'Autriche et la Serbie étaient parfaitement vains. Ainsi, il repoussa les propositions qui promettaient de réussir et il proposa, à leur place, la localisation, qu'il savait ne pas pouvoir aboutir. En d'autres termes, il voulait *se donner l'air* d'empêcher le conflit.

Jamais l'Allemagne n'a cru à la possibilité de pouvoir localiser le conflit s'il prenait une tournure belliqueuse. Les étroites relations qui, comme nous l'avons montré, existaient entre la Serbie et la Russie n'étaient un secret pour personne. Le lien unissant les deux pays était un ancien facteur historique que la diplomatie européenne avait toujours pris en considération. Mon petit frère irrite un homme fort. Celui-ci est en train de l'assommer. Je m'avance pour protéger le petit contre le grand. Un troisième individu, qui est encore plus grand, me barre le chemin en me disant que le conflit entre les deux antagonistes doit rester localisé. Me laisserais-je retenir et ne protégerais-je pas mon frère? Tel est le cas de la Russie.

Certes, il eût été *bon* que le conflit restât localisé. C'eût été possible, s'il était resté sur le terrain diplomatique où le grand avait déjà obtenu une victoire complète sur le petit. Mais il était impossible de laisser écraser le petit après qu'il eût demandé pardon et promis humblement qu'il se conduirait mieux à l'avenir. On ne pouvait pas exiger cela de la Russie et en l'exigeant on savait qu'on n'obtiendrait pas satisfaction.

Ainsi tombe le seul titre de gloire que l'Allemagne revendique dans cette tragi-comédie diplomatique. *Personne, l'Allemagne moins que n'importe qui, ne croyait possible la localisation du conflit.*

Après l'échec inévitable de sa proposition, l'Allemagne persista dans une attitude passive durant la période critique. Lorsqu'elle en sortit, ce fut pour faire échouer toute tentative de conciliation. Plus le gouvernement allemand assure qu'il participe activement avec l'Angleterre à une médiation, moins les faits répondent à cette

affirmation. L'historien impartial s'aperçoit qu'il travaille dans une direction opposée à celle prise par le cabinet anglais.

Pourquoi le gouvernement allemand a-t-il laissé envoyer la note autrichienne sans la connaître, sans examiner, auparavant, son contenu? Les chancelleries européennes avaient conçu le soupçon que l'Allemagne avait connu la note avant son envoi. Le gouvernement italien, en particulier, fondait sa déclaration de neutralité sur le fait qu'il n'avait pas eu connaissance des intentions et de la note autrichiennes, tandis que le troisième allié, l'Allemagne, avait été tenu au courant. A Berlin, on s'empressa de démentir. On assura, au contraire, qu'on n'avait pas connu la note avant sa remise et on répéta cette assertion dans le Livre blanc (1); on peut la croire ou non. Si elle dit vrai, elle révèle une légèreté inouïe : le gouvernement allemand n'aurait pas demandé communication d'une note, — ressemblant à une déclaration de guerre et devant, sans aucun doute, susciter un conflit avec la Serbie et partant, une guerre européenne, — pour l'examiner et en adoucir la rudesse exagérée? Par contre, si M. de Bethmann en a eu connaissance, et si, néanmoins, il l'a laissé remettre, sans rien y changer, cela prouve qu'il a envisagé l'idée d'une guerre et que, à dessein, il n'a rien fait pour l'empêcher.

Donc, ou légèreté, légèreté irresponsable, ou forfait. Telle est l'alternative qu'on doit laisser à M. de Bethmann.

Pourquoi le gouvernement allemand n'a-t-il pas appuyé l'Angleterre et la Russie dans leur demande d'une pro-

(1) *Livre blanc*, p. 6.

longation de délai? Pourquoi M. de Jagow s'est-il contenté, comme dans beaucoup d'autres cas, de déclarer qu'il transmettait cette demande à Vienne, mais sans pouvoir l'appuyer? Pourquoi a-t-il tout de suite douté que l'Autriche céderait à ce désir (1)? N'était-il pas parfaitement justifié que les puissances animées d'intentions pacifiques, qui n'avaient eu connaissance de la note autrichienne que le 24 juillet, demandassent un plus long délai pour pouvoir exercer une influence modératrice sur la Serbie? N'était-il pas juste qu'elles voulussent d'abord étudier le dossier judiciaire de l'Autriche, qui n'était pas joint à la note et que l'Angleterre ne reçut que le 7 août, donc longtemps après le commencement des hostilités (2)? Qu'est-ce que l'Allemagne pouvait objecter contre cette prolongation de délai qui ne pouvait qu'être utile à la cause de la paix, si, comme les autres, elle tenait à la maintenir?

Si la réponse serbe avait été, comme on le craignait, négative, l'Allemagne n'aurait-elle pas dû se reprocher d'avoir, en refusant d'appuyer la demande d'autres puissances, eu une part de la culpabilité? Lorsque la réponse serbe fut connue, tout le monde respira, soulagé. Personne ne s'était attendu à une telle soumission de la Serbie. Le livre bleu anglais dit, en parlant de la note autrichienne, que « no independent nation had ever been called on to accept a greater humiliation (3), » tandis qu'il rend, à la Serbie, le témoignage suivant : « the reply went far beyond anything which any

(1) *Livre bleu*, nº 18.
(2) *Livre bleu*, p. 4.
(3) *Livre bleu*, p. 5.

power (1). » La Russie et la France furent également satisfaites de la conduite de la Serbie. Sazonow, dans une circulaire du 27 juillet, caractérise ainsi la réponse serbe :

> « Elle dépasse toutes nos prévisions par sa modération et son désir de donner la plus complète satisfaction à l'Autriche. Nous ne voyons pas quelles pourraient être encore les demandes de l'Autriche, *à moins que le cabinet de Vienne ne cherche un prétexte pour une guerre avec la Serbie* (2). »

L'Allemagne fut la seule des grandes puissances qui ne partagea pas cette opinion. Elle trouva les exigences autrichiennes modérées et justifiées et la réponse serbe insuffisante, « car, disait-elle, elle laisse nettement reconnaître les efforts faits pour éluder les justes demandes de la monarchie, en traînant les choses en longueur et en demandant de nouvelles négociations (3). » Le gouvernement allemand voulut bien *transmettre* (passon) à Vienne la prière que Grey lui avait faite d'appuyer une acceptation favorable de la note, mais sans vouloir s'associer lui-même à cette prière (4).

Pourquoi ne voulut-il pas s'associer à la demande de Grey? Pourquoi n'usa-t-il pas de toute son influence à Vienne pour amener l'Autriche au moins à accepter des négociations sur la base de la réponse serbe? Les quelques réserves que la Serbie faisait dans une forme

(1) *Livre bleu*, p. 6.
(2) *Livre orange*, p. 33.
(3) *Livre blanc*, p. 7.
(4) *Livre bleu*, p. VI et no 34.

conciliante étaient-elles donc de nature à provoquer le rejet de la note, la rupture des relations diplomatiques et à expliquer la déclaration d'une guerre dont l'Allemagne voyait très bien les conséquences? La réponse serbe avait-elle l'air de chercher des subterfuges ou de traîner les choses en longueur? N'est-elle pas pleine de promesses positives dont il convenait au moins d'attendre la non-réalisation avant de rejeter la note comme insuffisante? *Qu'est-ce que la Serbie pouvait faire d'autre, en quarante-huit heures,* que de promettre d'exécuter — presque tout — ce qu'on exigeait d'elle. Ce n'est que plus tard, si elle tardait à mettre à exécution ses promesses, qu'on aurait pu lui reprocher de chercher à se dérober.

Pourquoi donc l'Allemagne a-t-elle toléré que l'Autriche rappelât son ambassadeur et déclarât la guerre?

On m'objecte : Elle ne pouvait pas l'empêcher. Je réplique : Elle pouvait, mais elle ne voulait pas. Les faits précédents — et ceux qui suivront — prouvent qu'elle ne le voulait pas, qu'elle ne voulait, du reste, rien qui pût servir à maintenir la paix. Mais il est ridicule de dire que l'Allemagne ne pouvait pas exercer une influence décisive sur les actions de l'Autriche. *L'Allemagne pouvait, en Autriche, ce qu'elle voulait.* L'Autriche était un zéro dans le concert européen, où son alliée jouait le premier violon. Elle ne pouvait risquer un conflit avec la Russie — qui devait résulter nécessairement du conflit serbe — qu'à la condition que l'Allemagne fût derrière elle. Il eût suffi d'un signe ce cette dernière pour que l'Autriche laissât son ambassadeur à Belgrade et discutât la note serbe. Un froncement de sourcils de Bethmann — il n'avait

même pas besoin de dire un mot — suffisait à retenir Vienne : aucun homme d'Etat autrichien n'eût osé déclarer la guerre sans avoir, au préalable, l'assentiment de l'Allemagne.

La presse allemande — voir aussi le discours du 2 décembre du chancelier — s'efforce constamment de montrer ce que l'Angleterre aurait pu empêcher en déclarant à temps à Paris et à Pétersbourg qu'elle garderait sa neutralité. Mais jamais elle ne s'est demandée ce que l'Allemagne aurait pu empêcher en agissant à temps auprès de l'Autriche en adoucissant la note, en exigeant des négociations sur la base de la réponse serbe et en conjurant ainsi la guerre serbo-autrichienne. C'est là le point essentiel de tout, c'est là que réside le germe de tout le malheur. Ce que l'Allemagne voulait, l'Autriche le faisait aveuglément, sans sourciller. Toutes les déclarations douceâtres de Bethmann et de Jagow, qui ne pouvaient supposer que l'Autriche ferait ceci ou cela, qui craignaient d'avoir appuyé trop fort sur le bouton, etc., toutes leurs déclarations sont *purement mensongères et trompeuses.*

La conduite de l'Allemagne, du 28 juillet au 1er août, est en harmonie avec celle des jours précédents. Nous avons vu qu'elle avait repoussé la proposition anglaise d'une conférence à quatre sans demander l'avis de l'Autriche (1). Celle-ci avait, de son côté, refusé d'entrer en négociations directes avec la Russie, comme l'Allemagne le lui avait proposé. Elle ajoutait « qu'après l'ouverture des hostilités par la Serbie et la déclaration de guerre, elle devait consi-

(1) *Livre blanc*, p. 9.

dérer ces négociations comme trop tardives (1). » De nouveau une expression charmante! La Serbie et non l'Autriche a commencé les hostilités! La déclaration de guerre à la Serbie, que l'Autriche a volontairement faite, empêche cette même Autriche de discuter avec la Russie dans l'intérêt de la paix européenne! L'Allemagne tolère tout cela, et lorsqu'elle sort de sa réserve, c'est pour faire échouer les efforts pacifiques. Elle se contente en général d'exercer le rôle de facteur qui transmet à Vienne les propositions anglaises, sans s'intéresser au sort de celle-ci. « Nous avons transmis à Vienne une nouvelle proposition de Sir Edward Grey (2). » « Nous avons encore transmis à Vienne une proposition anglaise (3). » Telles sont les phrases que l'on trouve dans tout le *Livre blanc*. On *prétend,* en général, avoir appuyé les propositions, mais on ne le prouve pas. *La correspondance entre Vienne et Berlin manque.* Les remarques tièdes que Bethmann ou Jagow font chaque fois que sir Goschen leur soumet de nouvelles propositions n'indiquent pas qu'ils aient jamais montré un bien grand intérêt pour elles. L'insuccès de celles-ci à Vienne démontre irréfutablement qu'ils ne les ont non seulement point appuyées, mais qu'ils les ont très probablement fait échouer, car s'ils les avaient recommandées sérieusement, elles auraient *dû* y être adoptées.

Le fait suivant caractérise fort bien la mauvaise volonté du cabinet berlinois. Le 27 juillet, sir Goschen soumit à Jagow la proposition de Grey au sujet d'une conférence à quatre. Jagow repoussa sans autre cette

(1) *Livre blanc*, pp. 9 et 41 (annexe 16).
(2) *Livre blanc*, p. 9.
(3) *Livre blanc*, p. 11.

« court of arbitration » et persista dans son refus lorsque Goschen lui eut expliqué qu'il ne s'agissait pas d' « arbitration », mais seulement « to discuss and suggest means for avoiding a dangerous situation (1) »; Grey ne se découragea pas. Il conclut de la réponse de Jagow et d'une déclaration de Lichnowsky que l'Allemagne acceptait « en principe » son projet, mais qu'elle soulevait des objections contre la *forme* de la conférence. Il chargea son ambassadeur à Berlin de prier M. de Jagow d'indiquer lui-même quelle forme agréable à l'Allemagne pourrait revêtir l'action diplomatique (2). Viviani s'exprima dans ce sens au baron de Schœn, et Sazonow au comte de Pourtalès. Les trois gouvernements se déclarèrent prêts à accepter toute forme de médiation que l'Allemagne proposerait. Grey et Viviani ajoutèrent que la situation européenne était vraiment trop sérieuse pour qu'on fît échouer les propositions pacifiques par des formalités ou des querelles de mots (3).

Aujourd'hui encore, l'Europe attend vainement la réponse de Jagow. Grey insista. Deux ou trois fois il fit demander à Jagow de lui indiquer la forme qu'il préférait et que, par avance, toutes les puissances acceptaient. Tout fut vain. Aucune réponse ne parvint de la Wilhelmstrasse. Le *Livre blanc* confirme qu'on acceptait l'idée de la proposition de Grey (4). Mais il tait que cette idée eût pu être exprimée dans toutes les formes que l'Allemagne eût voulu, si celle-ci avait

(1) *Livre bleu*, no 43.
(2) *Livre bleu*, nos 46, 60, 68, *Livre jaune*, No 81, *Livre orange*, No 54.
(3) *Livre bleu*, no 78, *Livre orange*, no 55.
(4) *Livre blanc*, p. 9.

fait des propositions dans ce sens. *Elle ne les a jamais faites. N'est-ce pas une preuve accablante?* Les diplomates allemands ne voulaient pas se réunir à Londres avec leurs collègues étrangers. Ils savaient que la résolution du conflit serbe ne serait qu'un jeu d'enfant en comparaison des problèmes que la Conférence de Londres avait résolus en 1912 et 1913. Ils *craignaient* qu'on aboutit à une issue pacifique. C'est pourquoi la conférence devait être évitée à tous prix.

Nous avons déjà fait ressortir l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis des différentes propositions de Grey et de Sazonow dont nous avons parlé précédemment. Remarquons que le *Livre blanc* ne mentionne que celle de Grey et d'une manière si rapide et si peu claire que, sans la dépêche de George V au prince Henri, on ne saurait pas de quelle proposition importante et incisive il s'agit. Dans ce cas aussi l'Allemagne se borna à transmettre la dépêche à Vienne. Le *Livre blanc* ne contient à son sujet ni un mot de recommandation, ni une critique (1). On n'y trouve que cette remarque : « Nous devons supposer que la Russie acceptera cette base (2). » A un autre endroit, il y est parlé « d'une proposition de médiation dont le principe et la tendance doivent avoir été connus à Pétersbourg ». C'est tout. *On ne rapporte rien sur le sort de la proposition.* Ce n'est que le *Livre bleu* qui nous apprend que la proposition de Grey, comme tant d'autres qui devaient être utiles à la cause de la paix, a été simplement enterrée en silence. L'Allemagne pré-

---

(1) *Livre blanc*, p. 11.
(2) *Livre blanc*, p. 12.

texta cette fois qu'elle n'avait reçu aucune réponse de Vienne. « Till now received no reply. » « They had not had time to send an answer yet. » « No answer had yet been returned (1) ». Telles furent les réponses que Jagow fit à Goschen dans les jours critiques où le destin de l'Europe dépendait d'une question d'heures et même de minutes. Les remarques du *Livre blanc* qui donnent l'adhésion de la Russie à la proposition de Grey pour une vague supposition et veulent suggérer que le sort de celle-ci dépend encore de la volonté d'un intéressé, sont dues à la mauvaise foi. Le gouvernement allemand savait très bien que, à part Grey, Sazonow s'était également efforcé de trouver des formules transactionnelles, qu'une de celles-ci avait été dictée le 30 juillet au comte de Pourtalès (2), que l'Allemagne l'avait repoussée comme inacceptable pour l'Autriche (3) et que Sazonow avait, sur les instances de Grey, fait remettre à Berlin une autre note plus conciliante. Tout cela, le gouvernement allemand le savait et le sait (4). Mais il le cache au public allemand. Il tait à dessein tous les efforts de la Russie et de la France pour arriver à une solution pacifique, parce que, en les révélant, il ruinerait tout l'édifice péniblement construit de l'attaque franco-russe. La seconde rédaction de Sazonow eut le même sort que la proposition de Grey. *Elle est restée sans réponse.* Les derniers efforts désespérés que la Russie et l'Angleterre firent le 31 juillet et le 1er août n'eurent pas plus de succès (5).

---

(1) *Livre bleu*, nos 98, 107, 112.
(2) *Livre orange*, no 60.
(3) *Livre orange*, no 36.
(4) *Livre orange*, no 67.
(5) *Livre bleu*, nos 111, 120, 121, 131, 132, 135, 137, 138, 139. *Livre orange*, nos 69, 71, 73.

L'Allemagne était lasse des paroles, elle voulait des faits. Sa résolution d'agir, elle l'avait déjà prise le 29 juillet, trois jours après le retour du kaiser de son voyage dans le Nord. Il me semble hors de doute, d'après les télégrammes échangés entre Guillaume II et Nicolas II, que — l'impartialité oblige à le reconnaître — le kaiser, au moment de son retour, ne voulait pas encore la guerre. Ses premiers télégrammes au tsar datés des 28 et 29 juillet (1), particulièrement celui du 28, révèlent des sentiments d'amitié et une volonté pacifique qui ne permettent pas de douter de leur sincérité. *En principe,* le kaiser était gagné aux idées du parti de la guerre. Mais il y a loin de l'idée à l'acte. Il n'est donc pas étonnant que des jours de luttes intérieures et extérieures se soient passés avant qu'il eût pris la résolution d'agir. Ces luttes intérieures se reflètent dans les télégrammes qu'il a adressés, du 28 juillet au 1er août, à George V et à Nicolas II (2).

Le kaiser reconnaît en commençant les difficultés que le tsar et son gouvernement doivent rencontrer à « résister aux manifestations de l'opinion publique ». D'autre part, il se fait le défenseur de la conduite de l'Autriche et il se promet de travailler de toutes ses forces à rétablir l'entente entre Pétersbourg et Vienne. A mesure que les télégrammes se succèdent nous voyons que le premier thème de négociations — l'opposition entre la Russie et l'Autriche — disparaît peu à peu et que la question de la menace des armements le remplace. Dans la dépêche du kaiser du 29 juillet on trouve

(1) *Livre blanc,* pp. 42, 43.
(2) *Livre blanc,* pp. 12, 14, 43, 44. Cf. Le livre *Der Kriegsausbruch* 1914 (Carl Heymann, Berlin).

déjà une allusion à la question des armements (1). Ce ton s'enfle de plus en plus jusqu'à ce qu'on ne parle plus que de ceux-ci. Le 30 juillet, toute discussion impartiale a déjà complètement cessé et il n'est question que de savoir lequel des trois empereurs a été contraint par les autres à mobiliser. Le kaiser soutient que l'Autriche « n'a mobilisé que contre la Serbie. » (Le chancelier, au contraire, avoue qu'une partie de la mobilisation a été effectuée contre la Russie.) D'autre part, Nicolas II affirme que la mobilisation partielle qui a été proclamée le 29 juillet n'a eu lieu qu'à titre « de défense contre les préparatifs autrichiens ». Il promet « d'envoyer aujourd'hui Tatisheff à Berlin avec des instructions (2) ». Dans son télégramme du 31 juillet, le tsar déclare qu'il est « techniquement impossible »

---

(1) On sera surpris de ne pas trouver dans le *Livre blanc* la réponse du tsar à cette dépêche. Dans le volume, la dépêche du kaiser du 30 juillet (annexe 23) suit immédiatement celle du 29 juillet (annexe 22). Cette lacune a été comblée par une publication officielle du gouvernement russe. Le tsar a répondu ce qui suit au télégramme impérial du 29 juillet : « Je te remercie de tes nouvelles amicales et conciliantes. Comme la réponse communiquée à mon ministre par ton ambassadeur était rédigée sur un ton bien différent, je te prie d'expliquer cette contradiction. *Il serait bon de soumettre le conflit austro-serbe à la cour d'arbitrage de La Haye*. J'ai confiance en ta sagesse et en ton amitié. » La dépêche a été supprimée par le gouvernement allemand, sans doute parce qu'elle contenait la proposition la plus simple et la plus naturelle du monde — que la Serbie avait déjà indiquée dans sa note — celle de soumettre le différend au Tribunal de La Haye. L'excuse de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* que cette dépêche avait été laissée de côté parce qu'elle était *insignifiante*, s'explique par le niveau intellectuel des lecteurs de journaux allemands.

On l'a négligée parce qu'elle était d'une importance décisive pour juger l'attitude du tsar. Si le *projet avait été accepté, il aurait certainement conduit à la paix*. C'est pourquoi on le repoussa. Comme on ne pouvait pas motiver ce refus, on engagea le kaiser à ignorer simplement la proposition du tsar et à substituer la question des armements au conflit austro-serbe. La mauvaise foi poussa le gouvernement allemand à ne pas publier dans le *Livre blanc* la dépêche du tsar du 29 juillet. Celle-ci et sa confiscation prouvent une fois de plus que la Russie voulait la paix et que l'Allemagne voulait la guerre.

(2) Qu'est-il advenu de cet envoi de Tatisheff? Est-il arrivé à Berlin? Quel message a-t-il apporté? Pourquoi n'a-t-on pas, à Berlin, attendu l'arrivée du messager spécial du tsar, qui devait au plus tard avoir lieu le 1er août, avant d'envoyer l'ultimatum?

de suspendre les préparatifs militaires « nécessités par la mobilisation autrichienne », mais il donne sa parole d'honneur que ses troupes ne se livreront à aucun acte de provocation aussi longtemps que dureront les pourparlers. Le kaiser réclame l'arrêt absolu des mesures militaires de la Russie. A quoi le tsar répond qu'il admet que l'Allemagne prenne des mesures analogues, *sans que doivent en résulter la guerre*. Mais le kaiser mobilise et déclare la guerre.

Le rapide développement des choses ne s'explique que par le revirement qui s'était produit dans les sphères dirigeantes de Berlin : après avoir hésité les premiers jours, elles étaient maintenant fermement résolues à la guerre. Ce revirement s'est très probablement effectué le soir du 29 juillet, lors de l'entrevue qui eut lieu à Postdam, entre le kaiser et le chancelier. Quelles sont les influences qui ont agi sur le kaiser? On en est réduit à des suppositions. On raconte que les chefs militaires, appuyés par le kronprinz et ses acolytes, avaient menacé le kaiser de donner en bloc leur démission s'il ne se décidait pas à faire la guerre (1).

Le soir même, à son retour à Berlin, le chancelier fit appeler l'ambassadeur anglais et lui *offrit une forte enchère pour s'assurer la neutralité de la Grande-Bretagne, au cas d'un conflit européen* (2). Les conditions de M. de Bethmann étaient les suivantes :

---

(1) Une remarque faite par Pourtalès à Sazonow aidera à comprendre les événements qui se déroulaient à Berlin. Les mesures de mobilisation, dit-il, sont aujourd'hui très dangereuses, car, dans ce cas ce sont *les raisons militaires de l'état-major qui ont force de loi*. Lorsqu'en Allemagne on a pressé sur le bouton, la chose est irréparable. Le gouvernement allemand s'est bien gardé de publier cet aveu spontané dans le *Livre blanc*. Le gouvernement autrichien, par contre, relève la remarque de Pourtalès dans le *Livre rouge* (nº 28).

(2) *Livre bleu*, nº 85.

1. Le gouvernement impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'ensuivît et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne. (Le chancelier ne put pas s'engager d'une manière semblable au sujet des colonies françaises.)

2. L'Allemagne respecterait la neutralité de la Hollande, aussi longtemps que ses adversaires en tiendraient compte.

3. Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France; après la guerre, l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne.

Cette tentative, faite pour s'assurer la neutralité de l'Angleterre le 29 juillet au soir, est hautement surprenante et significative.

Que s'était-il donc passé jusqu'à ce moment pour que M. de Bethmann pût craindre une guerre européenne. L'Autriche avait ouvert les hostilités contre la Serbie et mobilisé partiellement contre la Russie qui, de son côté, avait répondu en mobilisant dans quatre arrondissements. Il n'était encore nullement question d'une mobilisation contre l'Allemagne. (Le *Livre blanc* lui-même reconnaît qu'elle n'eût lieu que le 31). Toute la diplomatie européenne — excepté sans doute celles de l'Allemagne et de l'Autriche — travaillait à aplanir le différend austro-russe. Le projet de la conférence à quatre n'était pas écarté définitivement. Grey venait de soumettre sa formule transactionnelle à Lichnowsky. La Russie était toujours disposée à causer avec l'Autriche et elle attendait le bon vouloir de celle-ci. La

France appuyait vivement les efforts de Grey et de Sazonow. Tous, en un mot, s'efforçaient vers le maintien de la paix. Il ne manquait plus que l'action énergique de l'Allemagne pour décider l'Autriche à se montrer conciliante et la paix était assurée. Et dans un moment où tout dépendait de la volonté pacifique de l'Allemagne, *le chancelier ne pense qu'à s'assurer les derrières si la guerre éclatait.* Le chancelier croyait donc que la paix était menacée? Il devait le croire, car il savait ce que les autres gouvernements ne connaissaient pas encore, il savait *que la guerre était chose décidée à Berlin.* Elle devait éclater, car l'Allemagne la voulait. Et puisqu'elle devait avoir lieu, M. de Bethmann n'avait qu'une chose à cœur : mettre toutes les chances de son côté et, d'abord, détacher l'Angleterre des ennemis de l'Allemagne, afin de pouvoir l'attaquer plus tard à loisir.

L'Angleterre repoussa comme auparavant la proposition allemande. On reconnut vite à Londres la signification symptomatique des ouvertures de Bethmann. On ne voulut pas, pour le prix d'une future convention générale de neutralité entre l'Allemagne et l'Angleterre, s'éliminer soi-même de la politique européenne, assister, indifférent, à l'écrasement de la France et à la violation de la Belgique. Un tel marché, disait Grey, romprait les bonnes relations existant entre la France et l'Angleterre, porterait atteinte à l'obligation que nous avons contractée, par le traité de 1839, de défendre la neutralité belge. Il mettrait en jeu non seulement les intérêts du pays, mais aussi sa bonne renommée. Grey chargea Goschen d'ajouter très sérieusement, en refusant la proposition allemande, que pour que les bonnes

relations entre l'Angleterre et l'Allemagne fussent maintenues, les deux Etats devaient continuer à coopérer au maintien de la paix. Si ce résultat était obtenu, les relations mutuelles des deux pays seraient améliorées et renforcées *ipso facto*. Le gouvernement anglais travaillera dans ce sens avec un bon vouloir et une sincérité entière. Grey termine son exposé par ces mots qui sont d'une grande importance pour juger l'attitude de l'Angleterre :

> « Si l'on peut conserver la paix de l'Europe et traverser sans accident la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiative d'un arrangement *auquel l'Allemagne puisse souscrire* et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique hostile ou agressive ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément. J'ai désiré ceci et travaillé dans ce sens autant que j'ai pu durant la dernière crise balkanique, et comme l'Allemagne avait un but semblable, nos relations se sont sensiblement améliorées. Cette idée a été jusqu'à présent trop utopique pour faire l'objet de propositions définies, mais si la crise actuelle, beaucoup plus aiguë que toutes celles par lesquelles l'Europe a passé depuis plusieurs générations, est traversée sans accident, j'ai l'espoir que le soulagement et la réaction qui suivront rendront possible un *rapprochement plus étroit* entre les puissances qu'il n'a été possible jusqu'à aujourd'hui » (1).

(1) *Livre bleu*, n° 101.

La signification de cette déclaration est évidente : elle contient un appel pressant pour un travail commun en faveur de la paix, pour le bien du monde et le profit des deux Etats qui, en poursuivant un but commun, se seraient rapprochés d'eux-mêmes et auraient rendu leurs relations plus étroites. Les assurances que le ministre anglais donnait dépassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'à maintenant : un traité conclu avec la participation de l'Allemagne eût garanti à celle-ci que la politique des pays de l'Entente à son égard ou envers l'Autriche ne serait ni belliqueuse, ni hostile. En d'autres termes, *ce traité eût assuré l'état de paix en Europe;* il eût rapproché la Triplice et la Triple-Entente, et eût remplacé le système de l'équilibre par une ligue pacifique générale.

Quel accueil le chancelier fit-il à cette proposition? Il en entendit la lecture sans faire de commentaires (without comment) et exprima le désir de posséder le texte, afin de pouvoir le méditer à loisir. L'écrit lui fut remis : *jamais Bethmann n'a donné de réponse* (1).

Quelle serait actuellement la « physionomie » de l'Europe si le chancelier avait accepté la proposition de Grey? Il est superflu et trop pénible de se le figurer. Tout ce que l'Allemagne dit vouloir par cette guerre : la sécurité de son existence, la liberté de son développement, l'essor non troublé de sa culture et de son bien-être, tout lui était offert généreusement. En réalité, rien de tout cela n'était en danger, mais le projet de Grey faisait disparaître toute possibilité de *croire* à un danger et d'y faire croire les autres.

(1) *Livre bleu,* n° 109.

L'alliance pacifique proposée par Grey était un premier pas qui eût remplacé l'animosité, la méfiance et la tension par l'amitié, la confiance et la détente. D'autres pas auraient sans doute suivi le premier.

La confiance revenue et renforcée aurait rendu possible une diminution graduelle des armements coûteux qui étaient la cause de la méfiance réciproque. En un mot, *le chemin d'une Europe nouvelle et meilleure eût été ouvert,* si l'Allemagne avait saisi la main que lui tendait l'Angleterre.

Mais M. de Bethmann pensait différemment. Il mit le memorandum dans l'armoire aux documents et se moqua, en silence, des stupides Anglais qui, avec leur étroitesse insulaire, croyaient encore aux desseins pacifiques de Berlin. Le jeu de 1912 se renouvelle : l'Angleterre veut la *paix de l'Europe,* l'Allemagne veut la *neutralité de l'Angleterre,* pour pouvoir troubler à sa guise cette paix. Et le chancelier, qui connaît ce fait et d'innombrables autres inspirés par cet esprit, ose dire que le gouvernement anglais « supporte la responsabilité interne de la guerre européenne »! Nous verrons plus loin qu'il est en désaccord non seulement avec les faits, mais aussi avec ses propres écrits. Pour l'instant, il nous suffit d'établir que Berlin s'est, le 29 juillet, décidé à faire la guerre. Ceci explique la démarche de Bethmann et son indifférence à l'endroit de l'idée de Grey.

Le jour où Bethmann entendait la lecture de la proposition tendant à établir un état de paix durable, « le danger de guerre menaçant » était proclamé en Allemagne et ses ambassadeurs à Paris et à Pétersbourg étaient chargés de remettre des ultimatums aux

gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités. La Russie était sommée de « suspendre dans l'espace de 12 heures tous ses préparatifs contre nous et contre l'Autriche et de donner une déclaration à ce sujet. » A la France, on accordait 18 heures pour dire « si elle resterait neutre en cas d'une guerre russo-allemande. » L'ultimatum fut remis à minuit à Pétersbourg, et à 7 heures du soir à Paris.

Lorsque la nouvelle de l'envoi des ultimatums fut connue en Allemagne et à l'étranger, personne ne voulut y croire, car aucun motif ne légitimait ce brutal procédé dans ce moment. Les diplomates furent encore plus étonnés que le public. Qu'est-ce qui avait poussé l'Allemagne à cette mesure extrême qui, sans conteste, conduisait à la guerre? Les pourparlers diplomatiques se trouvaient dans une phase en apparence « favorable »; tout le monde reprenait espoir et prévoyait, dans peu de temps, une issue pacifique. Le 30 juillet, le comte Berchtold avait déclaré sur un ton amical, à l'ambassadeur russe, qu'il autorisait son ministre à Pétersbourg à reprendre les négociations interrompues (1). Celles-ci, reprises le 31 juillet par Sazonow et Szapary, promettaient d'avoir du succès, l'Autriche s'étant déclarée prête à discuter le contenu de sa note à la Serbie. Sazonow lui-même télégraphiait à Londres qu'il espérait que le conflit se résoudrait pacifiquement. Le revirement de l'Autriche causa une agréable surprise à Paris et à Londres. Grey, dans une dépêche à Goschen, exprime nettement la joie sincère qu'il en a éprouvé. Il redouble aussitôt d'efforts pour en tirer

(1) *Livre jaune*, nº 104; *Livre bleu*, nº 96.

rapidement parti : L'Autriche obtiendra « *full* satisfaction of her demands on Serbia »; toutes les puissances devront suspendre leurs préparatifs militaires; l'Allemagne et son alliée n'auront qu'à faire « *any reasonable proposal* » et il la soutiendra. Si la France et la Russie sont assez déraisonnables pour repousser une proposition acceptable, la Grande-Bretagne se désintéressera des conséquences. Sazonow rédige rapidement une formule transactionnelle qui tient encore plus largement compte des exigences autrichiennes que les précédentes (1). Il propose une discussion à Londres à laquelle participeraient les grandes puissances, et il déclare que durant celle-ci, il serait « very important » que l'Autriche arrêtât ses opérations (2). Tous travaillent, s'empressent et espèrent. Tout à coup, la nouvelle de l'envoi des ultimatums allemands éclate comme une bombe et détruit d'un coup toutes les espérances. *Qu'est-ce qui a poussé l'Allemagne à cet envoi?* Soi-disant, la mobilisation russe. J'ai déjà prouvé que celle-ci était la conséquence de deux choses : 1° de la mobilisation autrichienne qui l'avait précédée; 2° de l'attitude plus qu'équivoque de l'Allemagne et de l'Autriche pendant la crise. Je crois avoir prouvé que ces deux raisons sont solides. La mobilisation russe ne s'est pas effectuée en secret, mais tout à fait ouvertement; la mobilisation partielle dans les quatre arrondissements du sud, le 29 juillet, la mobilisation générale, le 31 juillet, au matin (3). La mobilisation partielle de l'Autriche a eu lieu, avant la déclaration

(1) *Livre orange*, n° 67; *Livre bleu*, n° 120; *Livre jaune*, nos 113, 120.
(2) *Livre jaune*, n° 120; *Livre bleu*, n° 123.
(3) *Livre blanc*, nos 10, 13.

de guerre à la Serbie, donc avant le 28 juillet, et sa mobilisation générale a été ordonnée *au plus tard le 31 juillet à 1 heure du matin* (1). La communication officielle de la mobilisation partielle russe a été faite à Berlin le 29 juillet et la mobilisation générale a été proclamée publiquement à Pétersbourg le 31.

L'histoire des Russes qui auraient failli à leur parole d'honneur est mensongère. D'après le *Livre blanc,* le ministre de la guerre russe et le chef d'état-major ont manqué à leur parole d'honneur. Le tsar, « le très sincère et très dévoué cousin et ami », s'est également rendu coupable de la même faute à l'égard du kaiser. Ces insinuations et d'autres choses encore permettent de distinguer agréablement le *Livre blanc* des autres publications.

Si ces affirmations étaient au moins vraies! Mais ce n'est pas le cas. Le ministre de la guerre russe déclare, le 27 juillet, à l'attaché militaire allemand, qu'aucun ordre de mobilisation n'avait été *encore* publié et que seules des mesures préparatoires avaient été prises. Si l'Autriche franchissait la frontière serbe, quatorze corps d'armées (4 arrondissements) destinés à opérer éventuellement contre la monarchie, seraient mobilisés, mais non ceux qui se seraient trouvés sur le front allemand, car on souhaiterait ardemment la paix avec l'Allemagne (2). Cette déclaration correspond parfaitement à la vérité. La prétendue « proclamation de l'état de guerre à Kowno » (3) ne s'identifie pas avec la

(1) *Livre jaune,* n° 115; *Livre orange,* nos 47, 49.
(2) *Livre blanc,* p. 8, annexe 11.
(3) *Livre blanc,* annexe 8.

mobilisation. On devrait le savoir en Allemagne, où l'on distingue entre ces deux dénominations.

La mobilisation qui aurait eu lieu déjà le 26 juillet à Kiew et à Odessa n'est rapportée, par l'attaché militaire, que dans une forme très imprécise, et elle ne peut pas être considérée comme certaine. Il dit « tenir la mobilisation pour *sûre* dans deux arrondissements. » Mais cette information peut être fausse ou reposer sur des renseignements erronés, ce qui est fort possible, eu égard à l'éloignement de ces arrondissements de Pétersbourg. Il est possible que la Russie ait, le 26 juillet — après la rupture entre la Serbie et l'Autriche, — fait des *préparatifs* pour la mobilisation. Le ministre de la guerre l'a reconnu. Il est donc aussi risqué qu'injuste, en se basant sur de telles preuves, de reprocher au ministre de Russie d'avoir manqué à sa parole.

Le second coupable est le chef d'état-major, et l'accusateur est de nouveau l'attaché militaire. Le premier aurait déclaré, le 30 juillet, dans un entretien, que « tout était resté comme le ministre l'avait indiqué il y a deux jours, que, nulle part, une mobilisation n'avait eu lieu. » Il donna solennellement sa parole d'honneur, mais il ne put pas s'engager pour l'avenir (1).

Jamais le chef d'état-major n'a fait cette déclaration; il ne pouvait pas la faire, *car le même jour, le gouvernement russe informait officiellement Berlin qu'il avait mobilisé dans quatre arrondissements*. On voit avec quel amour de la vérité le *Livre blanc* est rédigé.

(1) *Livre blanc*, annexe 7.

Au haut de la page 10, on mentionne la communication de la mobilisation et, au bas, le démenti officiel. Quel but pourrait avoir poursuivi le chef d'état-major en niant ce que l'ambassadeur allemand annonçait au même moment à Berlin? Que doit-on penser d'un gouvernement qui, dans une affaire d'importance capitale, rassemble avec une telle légèreté, des documents officiels (1).

Le chef d'état-major a, en réalité, confirmé la mobilisation contre l'Autriche et nié celle contre l'Allemagne. Cela concorde avec la déclaration officielle donnée à Berlin et aussi avec le rapport du 30 juin de l'ambassadeur français Paléologue. L'attaché militaire a ou mal compris son interlocuteur, ou caché à dessein la vérité.

Malgré une étude fouillée des documents, je n'ai pas pu découvrir en quoi le tsar a menti. Dans sa dépêche du 30 juillet, il reconnaît que « les décisions militaires prises à titre de défense contre les mesures de l'Autriche sont entrées en vigueur ». Le 31 juillet, il déclare que ces mesures, pour des raisons techniques, ne peuvent être suspendues (2). Dans sa dernière dépêche, il ne nie nullement sa mobilisation à la frontière allemande et il admet que le kaiser ait pris des mesures analogues, mais il aimerait avoir de celui-ci la même garantie qu'il lui a lui-même donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre

(1) *Livre jaune*, nº 102 : « Il lui a donné sa parole d'honneur que la mobilisation ordonnée ce matin vise exclusivement l'Autriche. »

(2) Il est étonnant que le kaiser se soit servi des mêmes termes dans la dépêche qu'il a adressée, le 1er août, au roi d'Angleterre : « Pour des raisons techniques, ma mobilisation, qui a été, cet après-midi, ordonnée sur les deux fronts est et ouest doit s'accomplir selon les préparatifs commencés. »

et qu'ils poursuivraient leurs négociations dans l'intérêt de la paix.

Je ne trouve rien dans ces dépêches qui puisse mettre en suspicion l'honnêteté du tsar. Au contraire, je vois que dans toutes — en particulier dans celle du 29 juillet qui a été détournée — le tsar montre un loyal amour de la paix, qui contraste nettement avec la politique allemande.

Le résultat de mon enquête est le suivant : *la mobilisation russe était justifiée,* car elle a été provoquée par la mobilisation autrichienne. Elle n'a pas été tenue secrète, mais elle a été notifiée aux puissances et proclamée dans l'empire. Rien ne prouve qu'elle ait eu un caractère agressif. On pourrait, au contraire, en attribuer un à la mobilisation autrichienne et à la mobilisation allemande, qui se cachent sous le nom d' « état de guerre ». D'ailleurs, l'attitude de ces deux puissances avant et après la mobilisation, donne à ces mesures militaires leur vrai caractère. A ce point de vue, les mobilisations austro-allemandes ont été beaucoup plus agressives que la mesure analogue de la Russie, car les premières étaient au service d'une politique hostile, cependant que la seconde appuyait une politique de défense.

Quelques faits particuliers confirment ce caractère agressif qu'on a reconnu à l'action de l'Allemagne. Ils se sont passés à la frontière française avant l'envoi des deux ultimatums. Déjà le 30 juillet, des concentrations de troupes avaient lieu près de Thionville et de Metz, des troupes de garnison furent transportées à la frontière et renforcées par des contingents de Trèves et de Cologne. Des points stratégiques furent

fortifiés. Les gares avaient déjà été occupées militairement le 25 juillet; les classes de réservistes (1903-1911) rappelées par des avis personnels; les routes barricadées à la frontière et fermées aux automobiles. Le 29 juillet, des patrouilles allemandes avaient pénétré sur sol français. La France avait officiellement déclaré que, pour éviter des escarmouches, elle laissait une zone de dix kilomètres entre la frontière et ses troupes. L'Allemagne n'a pas fait une déclaration semblable; les postes allemands ont, au contraire, serré sur la frontière. Nous examinerons plus loin d'autres incidents plus graves qui se sont produits durant la période du 1er au 3 août.

Des faits politiques et militaires qui se sont passés jusqu'à l'envoi des ultimatums, on peut conclure justement que les préparatifs français et russes ne révèlent aucun dessein agressif de ces Etats.

De quel droit l'Allemagne somma-t-elle la Russie de démobiliser? Cette exigence, injustifiée et contraire à l'usage international fut encore aggravée par les conditions que Berlin y ajouta. La Russie devait suspendre ses mesures militaires :

1° Dans l'espace de douze heures;

2° Non seulement contre l'Allemagne, mais aussi contre l'Autriche.

Il était *techniquement impossible* de satisfaire à la première condition : un grand Etat, d'une étendue énorme, ne peut pas arrêter en douze heures sa mobilisation commencée.

La deuxième exigence est *si inouïe qu'on doit presque douter du bon sens des gens qui osèrent la formuler.* Comment, la Russie devait démobiliser contre

l'Autriche, alors que celle-ci avait, depuis huit jours, levé une partie de ses forces et depuis l'aube du 31 juillet (peut-être même du 28) mis toute son armée sur pied de guerre contre la Serbie et la Russie? Celle-ci devait donc déposer les armes devant son adversaire? Cette exigence était d'autant plus surprenante que Vienne elle-même ne pensait pas à la formuler à Pétersbourg, et que, au contraire, le jour où les deux Etats avaient mobilisé, elle engageait des pourparlers avec la Russie.

L'Allemagne était donc « plus autrichienne que les Autrichiens ». *De quel droit, du reste, formulait-elle des exigences pour l'Autriche?* Etait-elle son tuteur, ou avait-elle pleins pouvoirs ou quelque autre titre? Quoi qu'il en soit, la situation qui résulta de cette « tutelle » fut le comble du non-sens. L'Autriche ne voyait aucun inconvénient à traiter avec la Russie, en gardant l'arme au pied. Ce n'était pas la première fois que ces Etats discutaient dans ces conditions. Pendant la guerre des Balkans, l'un et l'autre avaient mobilisé durant des mois, et néanmoins ils avaient engagé des pourparlers qui aboutirent. L'Allemagne, qui n'avait aucun intérêt réel en jeu, et qui ne participait au conflit qu'en qualité d'alliée, crut devoir protéger l'Autriche plus que celle-ci ne le trouvait nécessaire. Elle exigea une démobilisation à laquelle la monarchie n'attachait aucun prix.

Le ridicule non-sens de la situation se révèle dans cette hypothèse : Si la Russie — ce qui théoriquement est possible — avait accepté de démobiliser contre l'Allemagne, mais refusé de le faire contre l'Autriche, elle eût ainsi en partie accepté et en partie repoussé l'ultimatum. *L'Allemagne aurait déclaré la guerre à la Russie parce qu'elle se refusait à démobiliser contre son*

alliée. Mais, que diable! l'Autriche ne le demandait pas!

On voit quels sont les individus qui gouvernent notre pays. Le peuple admettra-t-il encore longtemps un tel état de choses.

Mais continuons. La mobilisation est-elle en soi un acte dangereux ou hostile qu'un Etat a le droit d'arrêter par un ultimatum? Nullement. La mobilisation consiste seulement à tenir prêtes les forces militaires d'un pays au cas où une guerre se produirait. C'est une mesure de sécurité et de prudence à laquelle seule la politique de l'Etat peut conférer un caractère menaçant. *Peut-on attribuer ce caractère à la politique russe et peut-on soupçonner sa mobilisation d'être agressive?* Nullement. L'initiative de tout le conflit est dû à l'Autriche, approuvée et soutenue par l'Allemagne. La Russie a eu une politique défensive en élevant la voix pour ses intérêts balkaniques légitimes. Elle l'appuya par des mesures de précaution, lorsque l'agresseur se fut armé.

Nous avons vu, d'autre part, que de concert avec la France et l'Angleterre, elle a tout fait pour maintenir la paix, tandis que l'Allemagne et l'Autriche faisaient tout pour la troubler. Les événements prouvent encore que sa mobilisation ne constituait pas une menace à l'égard de l'Allemagne. En outre, elle n'avait aucun *intérêt* à attaquer soit celle-ci, soit l'Autriche. Elle ne visait qu'à faire respecter ses droits dans les Balkans.

Un Autrichien, le comte Forgach, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères, déclara lui-même, le 31 juillet, à l'ambassadeur anglais « que la mobilisation ne devait pas être considérée comme un acte hostile de part et d'autre (1) ».

(1) *Livre bleu*, n° 118.

Mais il convenait à l'Allemagne de faire passer la mobilisation russe pour une menace, dirigée en même temps contre l'Allemagne et l'Autriche. De quoi menaçait-on la Russie, si elle repoussait l'ultimatum ? De la mobilisation en Allemagne. On lit dans la dépêche adressée le 31 juillet par le chancelier au comte de Pourtalès : « Les mesures russes nous obligent à proclamer, pour la sécurité de l'Europe, l'état de danger de guerre qui n'est pas encore la mobilisation. Mais celle-ci suivra, au cas où, etc. (1). » Jusqu'ici la chose est encore logique, si l'on admet que l'envoi de l'ultimatum était justifié ou fondé. (Ce qui n'est pas le cas.)

Mais plus loin, c'est différent. L'Allemagne dit à la Russie : Si tu ne démobilises pas, je mobiliserai à mon tour. C'est ce que le tsar conseille au kaiser : mobilisation réciproque, mais sans guerre, sans dessein agressif, et continuation des négociations en vue d'arriver à une entente. Cela était possible et cela s'est passé d'innombrables fois. Pourquoi donc cela ne devait-il pas aboutir cette fois, d'autant plus que des intérêts plus considérables étaient en jeu et que, partant, les intéressés devaient garder une grande tranquillité et une grande prudence? Si l'Allemagne s'était contentée de proclamer l'état de danger de guerre et avait laissé Vienne et Saint-Pétersbourg continuer les pourparlers qui promettaient d'avoir une heureuse issue, si elle avait attendu un ou deux jours — mobilisée comme les autres — il est certain que la plus terrible des catastrophes eût été épargnée à l'Europe. « A few days delay might in all probability have saved Europe from

(1) *Livre blanc*, annexe 24.

one the greatest calamities in history » écrivait l'ambassadeur de Bunsen au gouvernement anglais.

La mobilisation allemande avait même donné une nouvelle impulsion aux négociations, car chacun nous redoutait. Personne ne nous avait vu sous les armes et personne n'eût osé se mesurer avec l'Allemagne *prête au combat.*

La possibilité de négocier en étant mobilisé est encore prouvée par les événements du commencement d'août de cette année. L'Allemagne et la France avaient mobilisé le 1er août, au matin, cependant le kaiser et le chancelier, dans leurs télégrammes adressés à Londres, le 1er août, déclarent « que la frontière de la France ne sera pas franchie avant le 3 août, à sept heures du soir ». Les deux pays ont été pendant trois jours en armes, sans se trouver en état de guerre.

Un exemple de cette nature, beaucoup plus frappant et presque comique, nous est fourni par les relations austro-russes. Les deux principaux intéressés avaient mobilisé le 31 juillet et la guerre n'a éclaté, par la déclaration de l'Autriche, que *le 6 août seulement.* Longtemps après le début de la guerre russo-allemande, les ambassadeurs russes et autrichiens sont restés dans les capitales ennemies et y ont peut-être discuté. En tous cas, l'état mobile de leurs armées respectives ne les a pas gênés. Si l'Autriche et la Russie étaient tombés d'accord pendant la période du 1er au 6 août — ce que toute l'Europe espérait et ce qui eût été possible sans l'intervention provocante de Berlin — qu'est-ce que l'Allemagne aurait fait de sa guerre avec la Russie? Ç'eût été une sorte de guerre à la Don Quichotte, une guerre sans motif valable... Je me contenterai de nou-

veau de poser cette question : *Combien de temps le peuple tolérera-t-il encore un tel gouvernement?*

Une réponse à l'ultimatum ne semble pas avoir été donnée par le cabinet russe, mais bien par le tsar personnellement. Dans son télégramme reçu à Berlin le 1er août à deux heures, il reconnaît la légitimité de la mobilisation allemande, mais il exprime le désir et l'espoir que la guerre ne s'ensuivra pas et « que notre longue amitié éprouvée réussira, avec l'aide de Dieu, à empêcher ces effusions de sang ».

Trois heures plus tard, le comte de Pourtalès remettait à Pétersbourg la déclaration de guerre.

Jamais un plus grand forfait n'a été commis dans l'histoire du monde, jamais un forfait commis n'a été nié avec plus de sang-froid et d'hypocrisie.

« Par sa mobilisation compromettante pour la sécurité de l'empire, le gouvernement russe a réduit à néant le laborieux travail de médiation des chancelleries européennes, qui était à la veille de réussir. Les mesures de mobilisation dont on a fait voir, dès le début, le sérieux au gouvernement russe, jointes au fait qu'il les a constamment niées, montrent clairement que la Russie voulait la guerre. » (Voir le *Livre blanc,* p. 13.)

Rien de tout cela n'est vrai.

Le gouvernement russe n'a *pas*, par sa mobilisation, compromis la sécurité de l'empire.

Il n'a *pas* réduit à néant le travail de médiation des chancelleries.

Il n'a *pas* nié ses mesures de mobilisation.

Il n'a *pas* voulu la guerre.

Tout ce que l'Allemagne reproche au gouvernement russe, elle l'a accompli elle-même.

L'Allemagne a voulu la guerre et l'a suscitée par son ultimatum et sa déclaration de guerre.

Ce document ne mériterait pas un examen spécial, s'il ne fallait pas faire ressortir un point, encore totalement inconnu en Allemagne. Le passage essentiel de la déclaration a été, fait incroyable, rédigé dans *deux formes différentes,* comme si l'Allemagne voulait laisser le choix à la Russie et avouer implicitement qu'elle ne savait pas, au fond, pourquoi elle lui déclarait la guerre. Dans le *Livre blanc* on trouve la forme suivante : « La Russie, ayant refusé de faire droit à cette demande et ayant manifesté par ce refus, etc. » Le texte de l'ultimatum est libellé ainsi : « La Russie ayant refusé de faire droit à (n'ayant pas cru devoir répondre à) cette demande et ayant manifesté par ce refus (cette attitude) que son action, etc. » On voit de quelle façon, dans les jours de grandes chaleurs, on transpire à la Wilhelmstrasse pour rédiger une déclaration de guerre dans une forme harmonieuse! Comme on ne savait pas si l'on devait reprocher à la Russie d'avoir repoussé l'ultimatum ou de ne pas en avoir tenu compte, on lui laissa le choix du motif.

Pourquoi déclara-t-on la guerre à la Russie? D'après le texte de la déclaration, parce qu'elle a « ignoré » ou repoussé les exigences de l'ultimatum. Mais, d'après le *Livre blanc, parce qu'elle a commencé les hostilités contre nous* (1). Cette dernière affirmation est à retenir. On s'en est servi pour enflammer l'enthou-

---

(1) *Livre blanc;* p. 14.

siasme du peuple. « Messieurs, s'est écrié le chancelier, le 4 août, nous sommes dans la nécessité de nous défendre, et nécessité ne connaît pas de loi. » En invoquant « la nécessité », il ne justifie pas seulement la guerre contre nos adversaires, mais aussi la violation de la neutralité belge. « Quand on est aussi menacé que nous et qu'on combat pour un bien suprême, on s'arrange comme on peut (1). »

De quelle manière la Russie a-t-elle ouvert les hostilités? Un seul fait est mentionné dans l'écrit : « des troupes russes ont franchi la frontière déjà pendant la matinée du 1er août » et ont pénétré « sur le territoire allemand ». Notez bien : déjà pendant la matinée du 1er août! N'avions-nous pas, ce même jour, à cinq heures du matin, remis la déclaration de guerre à Pétersbourg? *L'état de guerre* entre le Russie et l'Allemagne n'existait-il donc pas *depuis cinq heures du matin?* Les troupes russes n'avaient-elles pas, par conséquent, le droit de passer la frontière *après* cette heure? Si M. le chancelier voulait « fabriquer » une agression contraire au droit des peuples, il aurait dû au moins avoir la prudence d'ajouter aux mots : « le matin du 1er août », ceux-ci : *avant cinq heures*. Dans ce cas, il y aurait eu attaque et, partant, l'Allemagne se serait trouvée en état de légitime défense. Mais si cet acte a eu lieu *après* la déclaration de guerre, on ne peut pas le considérer comme une agression, mais comme une conséquence naturelle et légitime de l'état de guerre proclamé par nous.

On peut de nouveau combattre le chancelier avec ses

(1) Cf. le livre *Der Kriegsausbruch 1914*, p. 11.

propres écrits. Même si ce qu'il raconte était vrai (ce qui n'est pas prouvé), il n'aurait pas le droit de conclure ainsi qu'il l'a fait; le château de cartes de « l'état de défense » s'effondre pitoyablement.

Je ne discute pas la question de savoir si l'on peut conclure de tels conflits de frontière à une agression préméditée de l'Etat voisin. Lorsque deux armées se trouvent face à face, ou même lorsqu'une tension se produit en temps de paix entre deux Etats, des violations de frontière, des escarmouches d'avant-gardes, sont choses communes et inévitables. Personne n'en rend responsables les Etats en question, ni les chefs militaires. Ces incidents sont toujours provoqués par des soldats qui agissent sans — et souvent contre — l'ordre de leurs supérieurs. C'est bien la première fois que d'un incident semblable on a déduit que l'Etat voisin avait projeté une agression et qu'on a fait croire au peuple qu'il se trouvait en état de défense.

D'ailleurs, comme nous l'avons fait remarquer, il ne s'agissait pas même d'un acte illégal, celui-ci ayant été commis le 1er août après cinq heures du matin.

Les accusations formulées pour rendre *la France responsable de l'agression* sont aussi peu solides.

La déclaration de guerre a été remise à Paris le 3 août à 6 h. 45 du soir. Le factum de M. de Schœn indique comme motif « un certain nombre d'actes d'hostilité caractéristique commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique, survolant le territoire de ce pays; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un

autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg ». (*Livre jaune,* N° 147.)

Les coupables seraient donc des aviateurs français qui auraient « manifestement » survolé la Belgique. L'Allemagne ne pouvait pas accuser la mobilisation française de constituer une menace pour elle, car celle-ci a été proclamée à la même heure que la sienne. Elle dut donc se borner à rendre la France coupable « d'une agression manifeste ». Celle-ci, d'après la note de M. de Schœn, a été commise par des aviateurs qui, par dessus le marché, avaient survolé la Belgique. Seuls les « messieurs » de la Wilhelmstrasse pourraient nous dire comment on peut se rendre compte qu'un aviateur qui jette des bombes à Nuremberg et à Karlsruhe ou à Wesel, a survolé le territoire belge! Mais ce qu'il y a encore de plus curieux, c'est le fait que les « avions » de M. de Schœn se sont transformés en « dirigeables » dans le cerveau de M. de Below-Saleske (voyez sa note remise le 3 août au ministre belge des affaires étrangères), et qu'ils sont devenus dans le discours du chancelier, du 4 août, « des patrouilles de cavalerie qui ont fait irruption sur le sol de l'Empire! »

Que s'est-il passé en réalité? Les Français ont-ils envoyé des avions, comme l'assure M. de Schœn, ou des dirigeables, comme M. de Below-Saleske le prétend, ou des patrouilles de cavalerie, comme M. de Bethmann l'affirme? Un proverbe anglais dit : « Celui qui ment doit avoir une bonne mémoire. » Les diplomates allemands mentent, mais ils ont malheureusement une mauvaise mémoire. Déjà les contradictions de ces trois messieurs prouvent que ces « agressions » françaises sont de pures inventions. En réalité, ce sont les *Alle-*

mands qui ont été les agresseurs, non seulement en déclarant la guerre, mais encore *en violant le sol français longtemps avant la déclaration de guerre.* Ceci n'est pas seulement prouvé par les rapports français, dont on pourrait contester la validité, mais par des aveux allemands, involontaires bien entendu. Le 30 juillet et le 2 août, le gouvernement français a protesté à Berlin contre des faits précis de cette nature (1) : à Delle, près de Belfort, des soldats allemands ont tiré à deux reprises sur un poste de douaniers français ; au nord de cette ville, deux patrouilles de chasseurs à cheval ont passé la frontière et se sont avancées jusqu'aux villages de Joncherey et de Baron ; l'officier qui commandait la première a brûlé la cervelle à un soldat français et ses hommes ont emmené des chevaux. Le 2 août également, des troupes allemandes ont violé le territoire français et ont marché sur le fort de Longwy.

Le chancelier reconnaît lui-même qu'il y a quelque chose de vrai dans ces accusations. M. de Bethmann déclare, dans son discours du 4 août, que d'après le rapport de l'état-major, une patrouille a franchi la frontière et livré un combat. On peut soupçonner avec raison que d'autres violations de territoire ont eu lieu, « contre l'ordre formel », comme dit M. de Bethmann (2). Ce soupçon devient une certitude quand on lit la dernière phrase de la dépêche que le kaiser a adressé, le 1er août, au roi George (3) : « J'espère que la France ne montrera aucune nervosité. Les troupes sur ma

(1) *Livre jaune,* nos 106, 136, 139.
(2) Cf. le livre *Der Kriegsausbruch,* p. 11.
(3) Cf. le livre *Der Kriegsausbruch,* p. 59.

frontière sont en ce moment arrêtées, par ordres télégraphiques et téléphoniques, dans leur marche en avant au-delà de la frontière française. » Cette dépêche prouve deux choses :

1° Que la France, le 1er août, n'avait encore montré aucune nervosité.

2° Que les troupes allemandes auraient franchi la frontière le 1er août, *donc deux jours avant la déclaration de guerre,* si elles n'avaient pas été arrêtées par des ordres téléphoniques et télégraphiques.

Cette détermination a été provoquée par les négociations de la dernière heure avec l'Angleterre. *Sans celles-ci, les troupes allemandes auraient pénétré en France 48 heures avant la rupture des relations entre les deux pays.*

Que reste-t-il maintenant de l'affirmation du chancelier suivant laquelle la France aurait rompu la paix et commencé l'attaque? On ne peut y croire, parce que les faits qui la motivent se contredisent trois fois et ne sont pas prouvés, tandis que l'accusation de la France d'après laquelle nous aurions été les agresseurs ne renferme pas de contradiction en soi et est spécifiée exactement quant au temps, à l'endroit et aux circonstances, parce que l'état-major reconnaît qu'une des violations de territoire a été commise, et parce que le télégramme du kaiser laisse entrevoir qu'une semblable violation se serait effectuée « en masse ».

Le gouvernement français, par contre, a toujours énergiquement repoussé les accusations formulées contre lui et, en laissant une sorte de zone neutre de dix kilomètres, il a prouvé sa ferme volonté d'éviter une violation de frontière.

A mon avis, l'examen objectif ne peut conduire qu'à un acquittement de la France et à une condamnation de l'Allemagne, surtout si l'on fait entrer en considération les pourparlers diplomatiques et l'attitude des deux parties. Ne semble-t-il pas que l'Allemagne se soit inspirée du principe de Bernhardi : brouiller les cartes et provoquer les adversaires de telle sorte que ceux-ci se voient contraints de déclarer la guerre? En agissant ainsi, elle espérait en rejeter la faute sur ses ennemis et provoquer le *casus fœderis* qui eût obligé l'Italie à marcher.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : l'affirmation que nous avons été attaqués par la France et que nous sommes dans la nécessité de nous défendre est une *invention,* du même calibre que celle se rapportant à l'agression russe. Personne ne nous a attaqués, personne ne nous a mis en état de légitime défense. *Cette guerre n'est qu'une pseudo-guerre de libération.*

La violation de la neutralité belge et la partipation de l'Angleterre à la guerre.

Le 4 août, l'Allemagne a violé la neutralité belge, après avoir, le 2 août, exigé, par un ultimatum, le libre passage de ses troupes à travers le pays et reçu une réponse négative.

La neutralité de la Belgique a été établie par le traité de Londres de 1839 et garantie à perpétuité par l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie. L'article 7 du traité indique que la Belgique est un Etat indépendant et perpétuellement neutre, qui doit faire respecter sa neutralité par les autres Etats. Le

premier devoir naturel d'un Etat neutre est de refuser aux belligérants le passage à travers son territoire. Ce principe de droit international a été formulé à nouveau par le Congrès de la Paix de La Haye de 1907, et reconnu par toutes les puissances. L'article 5 de la convention de La Haye, concernant les droits et les devoirs des Etats neutres, prescrit : « Un Etat neutre ne doit permettre sur son sol aucun des actes prévus par les articles 2 à 4. » L'article 2 dit : « Il est interdit aux belligérants de faire passer sur le territoire d'une puissance neutre des troupes et des convois de munitions ou d'approvisionnements. » Et l'article 10 : « Ne saurait être considéré *comme un acte d'hostilité* le fait, par une puissance neutre, de repousser, même par la force, les atteintes portées à sa neutralité. »

Tels sont les principes du droit international. M. de Bethmann cherche à en éviter les conséquences, en avançant de nouveau l'argument de la nécessité.

Je crois avoir prouvé que le cas de nécessité n'existait pas vis-à-vis de la Russie et de la France. Si c'est exact, il n'existe pas non plus vis-à-vis de la Belgique : On ne reproche du moins pas à ce pays de nous avoir assailli avec des avions, de l'infanterie et de la cavalerie.

Même si l'Allemagne s'était trouvée dans la nécessité de se défendre contre la France et la Russie, le tort qu'elle a fait à la Belgique ne serait pas diminué. L'obligation de se défendre contre des ennemis justifie une défense en général, mais non une défense qui porterait atteinte à un tiers ou qui impliquerait la violation d'une neutralité.

Le Code pénal définit ainsi la défense légitime : « Cette défense, qui est indispensable pour détourner

de soi ou d'un autre une attaque illégale. » Celui qui sort du cadre assigné à la légitime défense ne sera pas puni, à condition qu'il n'en sorte que par « consternation, crainte ou frayeur ». Cette définition étant la seule que nous possédions dans nos lois, et comme du reste elle répond aux exigences de la logique, il nous sera donc permis de juger d'après elle les actions dont le chancelier allemand porte la responsabilité. Supposons que l'Allemagne se soit trouvée en état de légitime défense, elle n'avait le droit de prendre que les mesures qui étaient absolument *indispensables* à sa défense, mais non celles qui lui semblaient être seulement commodes ou utiles. Il n'était dans aucune circonstance indispensable que l'Allemagne traversât la Belgique, car son armée avait à sa disposition toute la frontière française, de Verdun à Belfort. Il lui était naturellement plus commode et plus profitable de tourner cette puissante ligne fortifiée et de pénétrer en France par le nord. Mais l'utilité et la commodité n'entrent pas en ligne de compte dans la fixation des limites de la légitime défense, seule la *nécessité* y a part. On ne peut pas objecter que nous avons dépassé ces limites par consternation, crainte ou frayeur. N'est-il pas vrai que nous, Allemands, nous ne craignons que Dieu, mais nullement les Français ?

Un autre motif, déjà cité, servira également à nous condamner : *la légitime défense n'excuse pas la violation du droit d'un tiers.*

De quelque façon que nous envisagions notre conduite, nous voyons qu'elle est fautive. Au point de vue politique la chose est encore plus défavorable pour nous. Quel est le but de la neutralisation d'un petit

Etat, que la Providence place entre deux grandes puissances et fait servir de champ de bataille à leurs guerres? C'est de protéger cet Etat *en temps* de guerre, non en temps de paix, où il n'a pas besoin de cette protection. Si chacun des pays voisins, sous couleur d'être en état de légitime défense, envahissait le petit Etat, la déclaration de neutralité n'aurait aucun but et ne serait, en fait, qu'un « scrap of paper » (un chiffon de papier) comme M. de Bethmann le disait à sir Goschen. *La phrase « nécessité ne connaît pas de loi » peut servir à excuser chaque crime.* Une déclaration de neutralité est précisément faite pour soumettre la nécessité à une loi. Elle a pour but de faire valoir, à la place de cette phrase : « La force prime le droit, » celle-ci : « Le droit prime la force ».

On a essayé de justifier la violation de la neutralité par deux motifs. On objectait :

1° Que la France aurait pénétré en Belgique si nous ne l'avions devancée.

2° Que depuis longtemps la Belgique avait conclu avec la France et l'Angleterre des accords militaires dirigés contre l'Allemagne.

Ces deux objections ne tiennent pas debout. Il n'est nullement prouvé que la France projetait d'entrer en Belgique.

Le 31 juillet, sir Grey avait, en termes identiques, télégraphié à Berlin et à Paris pour demander à l'Allemagne et à la France si elles respecteraient la neutralité belge, aussi longtemps qu'une autre puissance ne la violerait pas (1).

(1) *Livre bleu*, p. 114.

La réponse de la France fut prompte et nettement affirmative. Par contre, la réponse de M. de Jagow fut un de ces nombreux et vains subterfuges auxquels cet homme de malheur dut par ordre supérieur recourir durant toute la crise : il devait consulter le kaiser et le chancelier avant de pouvoir se prononcer; du reste, il doutait de pouvoir donner une réponse, car elle pourrait dévoiler une partie de leur plan de campagne en cas de guerre! M. de Jagow ne manqua pas déjà à cette occasion de rendre attentif à un soi-disant acte hostile de la Belgique qui aurait mis l'embargo sur un chargement de blé destiné à l'Allemagne — une mesure que le gouvernement belge, dans son *Livre gris,* qualifie de parfaitement correcte.

L'allusion prématurée de Jagow à des hostilités belges était le prélude de la campagne qui, plus tard, allait être systématiquement conduite et qui atteignit son point culminant par l'affirmation suivante du chancelier : une violation d'une neutralité n'existe pas parce que la Belgique, par ses traités militaires avec la France et l'Angleterre, *avait déjà violé sa propre neutralité avant l'entrée des troupes allemandes sur son sol.*

Sur quoi se base ce reproche? Il est d'abord surprenant que le chancelier, lors de son discours du 4 août, n'ait rien su de cet infâme marché de la Belgique. Il motive, ce jour, la violation de la neutralité par l'invasion projetée des Français et il n'élève pas l'ombre d'un reproche contre la Belgique. Au contraire, il déclare que l'Allemagne cherchera à réparer *l'illégalité* qu'elle commet à l'égard de sa voisine. Si les faits allégués étaient vrais, n'est-il pas surprenant qu'ils aient totalement échappé à nos ambassadeurs à Bruxelles? Ceux-ci

auraient dû, au moins, avoir un soupçon et en faire part à Berlin. Si cela avait été le cas, le chancelier n'aurait pas manqué d'apporter ce précieux argument pour justifier la violation de la neutralité belge : il est certes assez prodigue d'affirmations gratuites.

On peut donc dire que rien de ces conventions traîtresses n'était connu à Berlin. Il fallut fouiller les archives après la prise de Bruxelles pour découvrir la perfidie des Belges. Ainsi, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* put publier quelques documents tirés des archives de l'état-major qui, à l'avis du gouvernement allemand, devaient prouver l'existence d'un plan de campagne dirigé contre l'Allemagne conclu entre la Belgique et l'Angleterre. Si ces écrits sont authentiques et complets — ce qu'il faudrait d'abord démontrer — il en résulte qu'effectivement quelques conversations ont eu lieu entre des officiers belges et les attachés militaires anglais, mais ils prouvent aussi irréfutablement que cette coopération ne se devait produire *qu'au cas où l'Allemagne violerait la neutralité belge*. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ne publie pas — ce qui prête à soupçon — le texte complet des documents, mais seulement des extraits. Mais même ceux-ci révèlent que le débarquement en Belgique de troupes anglaises n'aurait lieu *qu'après la violation de la neutralité par l'Allemagne*.

Le Gouvernement belge a publié, le 9 décembre 1914, une note officielle qui fixa définitivement ce point d'histoire (1) :

(1) Cette note, que la presse allemande a passé sous silence, fut reproduite partont dans la presse étrangère. L'écrit, soi-disant si suspect, du 10 avril 1906, publié par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, concorde parfaitement avec le

Pourquoi la Belgique n'a-t-elle pas eu de conversations analogues avec l'Allemagne pour le cas d'une attaque française? Simplement parce qu'elle était certaine de ne pas avoir à craindre une agression de la part de la France. L'expérience a prouvé qu'elle ne s'était pas trompée et qu'elle avait estimé l'Allemagne et la France à leur juste valeur,

Le ministère anglais des affaires étrangères a publié une lettre de sir Edward Grey, datée du 7 avril 1913, et adressée à son ambassadeur à Bruxelles, dans laquelle Grey se défend de vouloir violer le premier la neutralité belge. Aucun ministère anglais ne le ferait et jamais l'opinion publique en Angleterre ne l'approuverait. La violation de cette neutralité par l'Angleterre ne serait pas seulement une illégalité, mais une grande folie, car elle donnerait à l'Allemagne l'initiative d'une action analogue et le moyen de se justifier. Aussi longtemps que la neutralité de la Belgique ou celle d'un autre état neutre sera respectée, l'Angleterre n'enverra jamais de troupes dans ces pays. Cette lettre date de quinze mois avant la guerre. Elle n'a donc pas été écrite pour jeter une lumière favorable sur l'attitude de l'Angleterre dans la controverse actuelle. C'est pourquoi elle est digne de créance. D'ailleurs les événements du dernier mois la confirment (1).

---

contenu de cette note. Il contient, entre autres, cette remarque importante : *L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne.* Elle réfute tous les reproches que l'on faisait à la Belgique pour avoir tramé avec l'Angleterre un complot offensif contre l'Allemagne.

(1) Voir pour les événements concernant la Belgique le livre détaillé et écrit avec une objectivité scientifique, d'Emile WAXWEILER, membre de l'Académie royale belge, intitulé la *Belgique Neutre et Loyale.* (Lausanne, Payot 1915.)

Le 2 août, à 7 heures du soir, l'ultimatum allemand fut remis au ministère belge des affaires étrangères. Le 3 août, au matin, le Gouvernement français, par l'entremise de son attaché militaire, offrit au Gouvernement belge l'appui de cinq corps d'armée. *La Belgique refusa cependant cet appui* (1), bien qu'elle eût repoussé les exigences de l'ultimatum et qu'elle s'attendît d'un moment à l'autre à l'irruption des troupes allemandes sur son territoire. La réponse belge à l'Allemagne contient un passage intéressant. Le Gouvernement allemand avait motivé sa demande de libre passage en prétextant que la France avait le dessein de marcher contre l'Allemagne à travers la Belgique. Le Gouvernement belge repoussa énergiquement cette supposition et ajouta cette remarque :

« Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites, le 1er août, au nom du Gouvernement de la République.

» D'ailleurs, si contrairement à notre attente, une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée opposerait à l'envahisseur la plus vigoureuse résistance. » *(Livre gris,* p. 22).

La Belgique déclare donc *qu'elle résisterait à la France comme à l'Allemagne, si celle-là essayait de porter atteinte à sa neutralité,* mais après les décla-

(1) *Livre bleu,* no 151. *Livre jaune,* no 142.

rations formelles de la France, elle exclut l'idée d'une attaque française. Cela s'accorde-t-il avec une soi-disant entente secrète? En outre, le roi Albert adresse le 3 août un télégramme au roi Georges, où il lui demande son intervention *diplomatique* (pas militaire) (1). Cela s'accorde-t-il avec une prétendue convention militaire? Enfin, le 4 août, l'ambassadeur anglais remet au ministre belge Davignon une note par laquelle l'Angleterre se déclare prête, *au cas d'une attaque allemande,* « si la Belgique le désire » à venir en aide à celle-ci conjointement avec la France et la Russie.

Si la Belgique le désire! En faisant cette restriction, l'Angleterre ne tenait pas complètement compte de ses droits et de ses devoirs internationaux. En effet, d'après le droit international (Bluntschli, *Völkerrecht,* p. VI, nos 432 et 440), elle pouvait, sans attendre la demande de la Belgique, intervenir par la force armée pour protéger la neutralité violée. En faisant dépendre son intervention du désir de la Belgique, elle fit preuve d'une circonspection à laquelle rien ne l'obligeait et elle prouva irréfutablement qu'il n'existait pas de convention militaire entre elle et la Belgique.

Ce ne fut que le 5 août que le Gouvernement belge adressa un appel formel aux grandes puissances qui détermina celles-ci à intervenir.

La fragilité du reproche allemand est donc démontrée. Mais même si ce reproche était fondé, il ne constituerait pas une excuse pour l'Allemagne. La manière dont celle-ci cherche à se défendre me fait

(1) *Livre gris belge,* no 25.

penser à celle d'un brigand qui tenterait d'atténuer son crime en alléguant que sa victime était une canaille qui avait dérobé le bien qu'il lui a lui-même volé. S'il connaît avant le meurtre la méchanceté de celui qu'il a tué, on pourrait peut-être lui accorder les circonstances atténuantes. Mais s'il l'apprend ensuite, son acte reste moralement le même, que sa victime ait été un ange ou un vaurien. L'Allemagne a envahi un pays neutre. *Plus tard,* elle veut avoir appris que ce pays n'était plus parfaitement neutre : des circonstances atténuantes ne peuvent pas lui être reconnues.

Tel est le côté moral de la chose. Occupons-nous maintenant du côté pratique.

Supposons que la Belgique n'ait pris aucune mesure défensive contre ses voisins. *N'aurions-nous cependant pas pénétré dans ce pays?* N'aurions-nous pas utilisé les plans de notre état-major qui étaient achevés depuis des années et aurions-nous mis le siège devant l'invincible ligne fortifiée Belfort-Verdun? Personne n'osera le prétendre. Toutes les déclarations et proclamations sur les méfaits de la Belgique ne sont que du gaspillage de papier et d'encre. Nous étions résolus à traverser ce pays, par la douceur ou par la violence, qu'il se fût bien ou mal conduit envers nous. C'est le point essentiel. Rien ne nous lavera de ce reproche et plus nous noircirons après coup notre victime, plus le jugement du monde sera accablant pour nous.

Il semble qu'on ne se fait pas encore en Allemagne une idée exacte de l'effet que notre conduite à l'égard de la Belgique a exercé sur l'opinion publique du monde entier. Il faut vivre à l'étranger pour voir et comprendre cet effet. Il est encore plus violent dans

les pays neutres que chez nos ennemis. Spécialement les petits Etats qui avoisinent les grands pays, comme la Suisse, la Hollande, le Danemark, sentent qu'ils auraient pu avoir le même sort que la malheureuse Belgique, ou qu'ils pourraient l'avoir à l'avenir. Les grands Etats neutres sont, dans toutes les couches de leur population, saisi d'une pitié profonde en lisant les dévastations qui ont atteint ce petit pays florissant, ses vieilles villes d'art, ses laborieux centres d'industrie, en voyant dans les journaux illustrés les terrifiantes images d'incendies, de destruction et de misères, de villes et de villages fumants, de familles errant dans les rues, qui, affamées et miséreuses, implorent les soldats allemands. *L'innocent pays est une victime des barbares.* C'est ainsi que le monde voit les choses, et il devient encore plus irrité lorsque les auteurs de toutes ces horreurs veulent excuser leurs actions en disant qu'une fois un officier belge a eu des pourparlers avec un attaché militaire anglais au sujet d'une défense éventuelle du pays, si *une invasion allemande s'y produisait.*

Et à la pitié s'ajoute l'admiration, l'admiration pour cet héroïque petit peuple qui a, les armes à la main, courageusement défendu son honneur et son indépendance contre l'envahisseur plus nombreux. La Belgique — est-il dit dans la réponse à l'ultimatum allemand — a toujours été fidèle à ses obligations internationales; elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité; elle n'a négligé aucun effort pour maintenir ou faire respecter sa neutralité.

« L'atteinte à son indépendance, dont la menace le Gouvernement allemand, constituerait une flagrante

violation du droit des gens. *Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation de ce droit.*

» Le Gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont faites, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

» Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de quatre-vingts ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité.

» Si cet espoir est déçu, le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit » (1).

Telles sont les fières paroles par lesquelles un peuple libre a défendu son honneur et son indépendance.

En Allemagne, on comprit un héroïsme semblable quand il se manifesta « dans l'autre sens ». Lorsque le Gouvernement suisse, le jour où les Allemands pénétraient en Belgique, communiquait aux chancelleries des pays belligérants sa résolution de défendre, par tous les moyens, sa neutralité et l'inviolabilité de son territoire, le Gouvernement allemand, dans son accusé de réception, exprima sa complète satisfaction et l'espoir que la Confédération « grâce à sa forte armée et à l'inébranlable volonté de tout le peuple suisse repousserait toute atteinte faite à sa neutralité » (2). La résolution de la Belgique constituait un

(1) Cf. Le *Livre gris*, p. 22.
(2) Cf. Waxweiler, op. cité, p. 52.

forfait méritant la mort — parce qu'il était dirigé contre l'Allemagne. La résolution de la Suisse était, par contre, hautement méritoire, car, pratiquement, elle ne pouvait être dirigée que contre la France!

Les fières paroles par lesquelles le Gouvernement belge repoussa les exigences allemandes sont en harmonie avec la conduite de l'armée et du peuple belges.

Avec un courage indomptable, au prix d'énormes sacrifices, les Belges ont défendu leur pays et leurs forteresses. Aujourd'hui encore, à l'extrémité des Flandres, ils offrent une résistance désespérée sous la direction d'un roi de sang allemand — et marié avec une princesse allemande — qui s'expose à tous les dangers du combat. Il n'est donc pas étonnant qu'un tel héroïsme ait enflammé l'enthousiasme admiratif du monde entier. C'est là la *vraie* lutte pour la liberté et l'indépendance et non pas la lutte falsifiée à laquelle on s'efforce de faire croire le peuple allemand qu'on trompe sciemment.

Qu'est-il donc devenu ce peuple allemand qui, avant la dépravation *(Verderbnis)* actuelle, savait apprécier les actions nobles et héroïques? L'acte libérateur de Guillaume-Tell n'a-t-il pas inspiré à notre plus grand poète un des plus beaux drames? N'avons-nous pas été élevés dans l'admiration du courage des petits contre les grands, des Spartiates contre les Perses, des Hollandais contre les Espagnols, de ces mêmes Hollandais dont Schiller a décrit la révolte avec une si profonde sympathie et que Goethe a immortalisés dans *Egmont?* Et que faisons-nous maintenant, nous Allemands de 1914, qui voyons et vivons cette

même lutte héroïque de ce même peuple contre nous les oppresseurs? Nous n'avons ni un mot de pitié, ni un mot d'admiration, ni même un mot d'intelligence pour eux. Au contraire, nous les calomnions et les injurions dans le vain espoir de nous justifier de notre forfait. Qu'on lise seulement l'appel de tous les célèbres Allemands au monde civilisé! A côté des mensonges sur le prétendu complot existant entre la Belgique, la France et l'Angleterre, on n'y trouve que des citations gratuites d'exploits de francs-tireurs, de mutilations de blessés, d'assassinats de médecins, etc.

Pour ces messieurs qui, il y a peu d'années, s'enthousiasmaient avec raison pour l'héroïque lutte du petit peuple boer contre la grande Angleterre, les défenseurs de la patrie belge, lorsque, par hasard, ils ne portent pas d'uniformes, sont de vulgaires malfaiteurs qu'on peut tuer comme des chiens enragés (1). Ne vous souvenez-vous pas, ô vous coryphées de l'esprit allemand, de nos héros de 1813 que vous avez fêtés dernièrement dans des discours vibrants et dans des banquets? Ne formaient-ils pas le *peuple* en armes, exactement comme les Belges aujourd'hui, qui, avec ou sans uniforme, s'opposait à l'envahisseur étranger? Qui fera comprendre à un homme du peuple la différence entre soldat et défenseur de la patrie, entre militaire et civil, lorsque l'ennemi est dans son pays et saccage fermes et moissons, emmène bestiaux et

(1) Le cardinal Mercier, archevêque de Malines, établit dans sa lettre pastorale au peuple belge à l'occasion de Noël, sur la base d'une enquête sérieuse, que dans son diocèse *13 prêtres* ont été fusillés, et dans ceux de Namur, Tournai et Liége *30*, dont il indique le nom et le lieu de résidence. A Aerschot, d'après Mercier, 91 personnes, à Louvain et environs, 176 ont été fusillées ou brûlées : des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards.

provisions et laisse femmes et enfants privés de toit? L'homme du peuple voit l'ennemi, le cambrioleur, et quand il saisit son fusil, il ne regarde pas, que diable! s'il a revêtu un habit à boutons brillants ou s'il porte la blouse bleue du paysan. On doit comprendre cela et nous l'*avons* compris autrefois lorsque nous étions capables de nous enthousiasmer dans un bon sens et que cet enthousiasme ne dégénérait pas en orgueil national.

On doit d'autant mieux le comprendre chez le peuple belge qui n'avait jamais pensé à la guerre, ne s'était jamais cru menacé par une guerre et qui depuis cent ans n'avait pas vu une guerre à l'intérieur de ses frontières.

Les soldats allemands doivent certainement se protéger contre des attaques perfides, mais ils ne doivent point oublier que les assaillants défendent ce qu'ils ont de plus précieux au monde : leur foyer et leur patrie. Ils doivent instituer leurs mesures répressives en tenant compte de ce fait et non d'après le soi-disant « droit de guerre » qu'ils ont décrété eux-mêmes mais qui ne se trouve codifié et qui n'est reconnu nulle part. Lorsque dans un village de quelques milliers d'habitants et de quelques centaines de maisons des coups de feu sont tirés des fenêtres — souvent par des soldats dissimulés et non par des civils — qui nous donne le droit de brûler le village tout entier et de fusiller un nombre respectable d'hommes coupables et innocents?

Brûlez si vous croyez que c'est nécessaire à votre protection — je ne puis reconnaître ici un droit de punir — brûlez séparément les maisons, punissez séparément les civils dont vous aurez établi la culpabilité,

mais épargnez le village et les innocents. C'est le moins que la justice exige, si l'on peut parler de justice en faveur de l'assaillant et aux dépens du défenseur. Ce que l'on vous oppose, c'est la *vraie* défense, la défense légitime du bourgeois français et belge contre l'envahisseur allemand, de la Belgique et de la France contre l'Allemagne. A ce propos on pourrait dire avec raison : « Nécessité ne connaît pas de loi, celui qui combat pour un bien suprême ne pense qu'à s'arranger comme il peut. »

Nous avons vu qu'en Allemagne les esprits étaient tous égarés. On peut se figurer l'effet de cet égarement à l'étranger. Il est juste le contraire de celui sur lequel on avait compté. Durant les six premiers mois de guerre, le professeur allemand est devenu une figure comique, ou plutôt une figure tragi-comique, comme étaient autrefois le junker et le lieutenant prussiens. Toutes les sympathies que nous rencontrions au début ont été étouffées par le ridicule et le dégoût que nous inspirons; elles vont aujourd'hui à nos adversaires, avant tout aux malheureux Belges. « Les envahisseurs de la Belgique, écrit Karl Spitteler, qui n'est certainement pas germanophobe, ont reconnu eux-mêmes au premier abord franchement qu'ils avaient fait du tort à ce pays. Après coup, pour se blanchir, Caïn a noirci Abel. Fouiller les poches de la victime pour extorquer des documents me paraît une erreur de sens psychologie. Egorger la victime était bien suffisant. La calomnier, ensuite, c'est trop » (1). Tous les neutres, sans exception, pensent et écrivent de même que le suisse Spitteler. Les artistes,

(1) *Notrè point de vue suisse,* conférence de Karl SPITTELER.

les écrivains et les politiques belges sont accueillis avec enthousiasme en Italie, en Suisse et en Amérique et acclamés dans des assemblées immenses, exactement comme l'ont été chez nous en 1902 l'oncle Krüger et sa suite de Boers. *La Belgique est aujourd'hui l'atout du monde.* Et malheur à nous, si nous faisons le moindre mal aux Belges après la guerre! Nos adversaires, à l'aide de cet atout, nous battraient moralement, même si nous avions remporté la victoire militaire.

Nous expliquons une partie des ruines que nous avons accumulées dans ce pays, par la nécessité où nous étions de nous défendre. Toujours la défense légitime! Défense légitime, lorsque nous avons pénétré en Belgique, défense légitime, lorsque nous incendions des villes d'art. J'admets que, à Louvain, on ait tiré depuis les maisons sur des soldats allemands. Cela nous justifie-t-il d'avoir détruit par le feu des parties entières de la ville, d'avoir exposé aux flammes l'hôtel de ville et la cathédrale et pour le moins de leur avoir causé d'importants dégâts? Quand et où le droit de répondre à des coups de fusil par des incendies a-t-il été reconnu et codifié? C'est un droit créé par les Prussiens, rien de plus. Lorsque les Cosaques agissent de cette façon en Prusse orientale, nous parlons des sauvages hordes moscovites, mais celles-ci peuvent du moins s'excuser en disant que Stallüpönen et Neidenburg ne sont pas des centres d'art et de culture. Mais qu'est-ce que le monde dira de nos actions dans le vieux pays belge, où chaque bourgade contient des bijoux artistiques et des dômes gothiques et des hôtels de ville et des places du marché entourées de superbes maisons patriciennes aux magnifiques façades Renaissances, ornées d'or.

Toutes ces fleurs de la création humaine dont ont joui et profité d'innombrables générations et qui devaient être des joyaux et des modèles pour les races futures, ont été ruinées, détruites et brûlées, parce que l'Allemagne, dans la nécessité de se défendre, a envahi la Belgique, et a toujours, pour la même nécessité, mis la torche incendiaire aux maisons.

Mais admettons que cela a dû être ainsi. Est-ce aussi par légitime défense, que nous avons imposé *des contributions* (500 millions et plus) à l'Etat, aux villes et aux provinces belges? Comment voulons-nous excuser cet acte de violence? Comment voulons-nous justifier les énormes amendes dont nous avons frappé récemment des citoyens belges parce que — usant de leur droit de liberté de domicile — ils ont préféré séjourner à l'étranger qu'habiter en Belgique durant l'occupation allemande? Qu'est-ce qui nous autorise à exiger de ce pays, appauvri et affamé, d'exorbitants sacrifices en argent. Quel forfait la Belgique a-t-elle encore commis pour mériter cette punition? Celui de se défendre contre nous, ou même, si on le veut bien, d'avoir préparé sa défense avec d'autres. En tout cas, il ne s'agit que de défense et pas d'attaque; d'ailleurs, même chez nous, personne n'a encore prétendu que la Belgique voulait nous attaquer.

Je le demande encore une fois, comment expliquez-vous et justifiez-vous les contributions, dont vous taisez, honteux, le chiffre qui doit dépasser largement un demi milliard? L'excuse, tirée de la nécessité de vous défendre, n'a plus d'effet dans ce cas. L'accusé qui invoque l'état de légitime défense, mais qui est trouvé en possession de la bourse de sa victime, plaidera vainement pour l'acquittement.

On m'objectera — et on a déjà objecté : pourquoi la Belgique ne nous a-t-elle pas accordé le libre passage; elle aurait évité toutes les horreurs de la guerre? Une superbe réponse, qui fait honneur à la psychologie des peuples nouvellement créée en Allemagne! Pourquoi n'as-tu pas supporté les injures, demande l'offenseur à l'offensé? Tu vas maintenant recevoir des coups. Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle point toléré la domination napoléonienne? Si elle l'avait acceptée sans murmurer, elle se serait épargnée des effusions de sang et des souffrances. Pourquoi Léonidas et ses Spartiates n'ont-ils pas laissé passer les Perses à travers les Thermophyles? S'ils l'avaient fait, ils n'auraient pas perdu la vie dans cette affaire... La Belgique s'est défendue simplement parce que son honneur, son indépendance et ses obligations internationales l'y forçaient. Celles-ci avaient non seulement une base morale, mais elles étaient dictées aussi par de solides raisons pratiques. Dès le moment où la Belgique en favorisant l'Allemagne se plaçait de son côté, elle perdait sa situation d'Etat neutre et elle ne se serait plus trouvée en état de la récupérer. Jamais les grandes puissances n'auraient pu, à l'avenir, avoir confiance dans la neutralité de la Belgique si celle-ci, d'un cœur léger, avait foulé aux pieds les devoirs que lui imposait cette neutralité. Elle serait sûrement tombée sous la dépendance de l'Allemagne, qui, il est vrai, lui promettait l'indépendance, mais dont les garanties avaient moins de valeur que celles de toutes les grandes puissances. Les visées de l'Allemagne sur son petit voisin n'étaient un secret pour personne. Notre littérature politique et militaire avait renseigné largement à ce sujet. Bernhardi déclarait que « la con-

ception d'une neutralité durable ne répondait pas au caractère de l'Etat (1) » et était d'avis que la Belgique avait elle-même violé sa neutralité en annexant le grand Etat du Congo à son petit territoire. Il ne laissait donc pas d'être dangereux pour la Belgique de se fier à son voisin avide, de se remettre à sa grâce et d'écarter tous ses autres protecteurs.

Les mêmes motifs qui avaient dicté à la Belgique son refus à l'ultimatum lui auraient certainement fait repousser toute demande de la France ou de l'Angleterre, tendant à s'unir à elles pour une action commune contre l'Allemagne. Personne, en Allemagne, ne se donne la peine de penser aux raisons qui auraient poussé la Belgique à abandonner sa neutralité en faveur de la Triple-Entente.

Quel profit en aurait-elle retiré? Avait-elle des visées agressives sur le Rheinland? Voulait-elle s'emparer de Trèves ou d'Aix-la-Chapelle? Qu'est-ce qu'une action hostile contre l'Allemagne lui eût rapporté? Rien. Au contraire, en prenant parti pour les Etats de l'Entente, elle aurait mis en danger sa situation en Europe. Aussi longtemps que la Belgique restait neutre, et remplissait les devoirs de sa neutralité, elle demeurait indépendante et pouvait, en toute tranquillité, attendre la victoire de la France ou de l'Allemagne. Mais du moment où elle s'enchaînait à un des partis, elle faisait dépendre son sort du succès de son allié et était perdue si celui-ci succombait. *Pourquoi la Belgique aurait-elle couru ce risque?* Pourquoi se serait-elle exposée à la vengeance de son puissant voisin allemand, et à payer

(1) Bernhardi, *Deutschland und der nächste Krieg*, p. 123.

le premier de tous les pots cassés. Personne ne pouvait douter que si son alliée la France était vaincue elle aurait été sans autre annexée à l'Allemagne — un sort dont on la menace déjà maintenant, sous couleur qu'elle a conclu une alliance. Je le demande encore une fois : Pour quel motif raisonnable, la Belgique se serait-elle inutilement exposée au danger au lieu d'attendre d'une conscience tranquille, et protégée par sa neutralité, le cours des événements? Personne ne me donnera une réponse plausible à cette question. Ainsi, par la simple logique, on peut montrer l'inanité des accusations allemandes contre le pays voisin.

Vis-à-vis de l'Allemagne, la Belgique a usé de son droit, rempli ses devoirs et protégé ses intérêts, comme elle l'eût fait à l'égard de toute puissance qui aurait exigé qu'elle violât sa neutralité. L'Allemagne, par contre, a agi illégalement, contrairement à ses devoirs et à ses vrais intérêts.

Les impondérables, dont Bismarck faisait si grand cas, ne comptent plus pour ceux qui dirigent aujourd'hui mon pays. Ils ont toujours accordé de l'attention aux manifestations les plus déplaisantes de la vie de l'Allemagne, mais ils n'ont jamais senti le moindre souffle de son esprit. Le respect des impondérables, dans le cas de la Belgique, consistait à ne pas violer le droit des autres et à prendre en considération le jugement du monde. La négligence de ces impondérables nous coûtera cher. Elle a déjà exercé une influence sur le rôle de l'Angleterre dans la guerre, et augmenté ainsi à nos dépens la coalition de nos ennemis.

* * *

Après avoir terminé ce chapitre, j'ai eu connaissance d'un écrit de M. de Bethmann, daté du 24 décembre, qui, en réponse à un discours de Viviani, cherche par toutes les altérations et les falsifications possibles à rejeter la responsabilité de la guerre sur les adversaires de l'Allemagne. Ce serait faire trop d'honneur à cet écrit que de lui consacrer une mention spéciale. Tout ce qu'il contient est réfuté par les livres diplomatiques et même par le *Livre blanc,* et par les discours précédents du chancelier. Ce tour de passe-passe au moyen duquel M. de Bethmann cherche à se justifier consiste à modifier les dates des événements, à taire tout ce qui ne lui convient pas, à émettre des affirmations que les faits prouvés réfutent et à prêter aux puissances de l'Entente des mobiles qui sont contredits par leurs actions.

Quelques exemples suffiront à mettre en lumière l'amour de la vérité de M. de Bethmann — et aussi sa courte mémoire. Il affirme maintenant que *l'Autriche n'avait, au début, mobilisé que contre la Serbie,* tandis qu'il reconnaissait, le 4 août, qu'une mobilisation partielle, précédant la mobilisation russe, avait eu lieu contre la Russie. Sa tactique consiste à omettre des faits : ainsi, il déclare que l'Allemagne n'a fait des objections que contre la *forme* d'une conférence, mais il tait la chose la plus importante, à savoir que, malgré les sollicitations des puissances de l'Entente, elle n'a jamais consenti à indiquer la forme qu'elle eût voulu donner à la conférence; il passe également sous silence le fait que l'Autriche n'a voulu entrer en pourparlers avec Pétersbourg que le 31 juillet, alors que, par suite de l'ultimatum allemand, il était trop tard. M. de Bethmann ne fait, dans son écrit, que fausser et cacher la vérité.

J'aimerais rendre attentif à une seule allégation, qu'il avance pour la première fois. Il accuse l'Angleterre d'avoir mobilisé la première! Jusqu'à maintenant cette accusation était dirigée contre la Russie. Sur quoi se base ce terrible reproche qui, même s'il était vrai, ne ferait pas oublier les efforts ininterrompus de Grey pour maintenir la paix? Sur le fait que la flotte anglaise, après avoir terminé, le 27 juillet, ses manœuvres habituelles près de Portland, n'a pas été dispersée. En réalité il ne s'agissait nullement d'une « mobilisation », d'une « concentration » de la flotte près de Portland, « d'une mesure militaire de grand style », comme le prétend le chancelier, mais simplement d'un *arrêt de démobilisation de la flotte,* occasionné par la situation européenne tendue, par le rappel de Belgrade de l'ambassadeur autrichien et par le refus de l'Autriche et de l'Allemagne de discuter l'affaire serbe avec les autres puissances (1). Grey indiqua ouvertement ces raisons à l'ambassadeur autrichien en ajoutant qu'il ne fallait pas considérer la non-dispersion de la flotte comme une menace, mais comme une mesure de précaution en vue d'un conflit européen qui pourrait être provoqué par le fait que l'Autriche ne voulait tenir compte, à aucun prix, du désir de conciliation de la Serbie. L'Angleterre n'a pris aucune autre mesure terrestre ou maritime. Cela n'empêche pas M. de Bethmann de parler d'une mobilisation « de grand style », qui a eu pour but « une humiliation des deux Etats de la Triplice », et qui a rendu belliqueuse l'opinion en France et en Russie.

Qui trompe-t-on ici? Personne, Monsieur de Bethmann.

---

(1) *Livre bleu,* p. VIII, no 48. *Livre jaune,* no 66.

Ouvrez le *Livre jaune* ou le *Livre bleu* (1); vous y lirez que le matin du 26 juillet, immédiatement après l'envoi de l'ultimatum autrichien, l'Allemagne a préparé sa mobilisation : les garnisons de l'Alsace ont été complétées, les fortifications de la frontière mises en état de défense, les transports de troupes préparés, les réservistes rappelés par convocations individuelles ; les navires ont reçu l'ordre de quitter les eaux norvégiennes, les officiers en congé ont été convoqués, les automobiles privées, dans le grand duché de Bade, réservées pour des buts militaires. Vous y lirez également que l'Allemagne en Alsace-Lorraine, à Strasbourg et à Metz, et l'Autriche en Hongrie et en Galicie procédaient, déjà le 26 juillet, secrètement à leur mobilisation.

Vous y lirez enfin que le 30 juillet, donc *avant* la proclamation de l'état de guerre, les provinces avoisinant la frontière se trouvaient dans le dernier stade précédant la mobilisation, que le jour auparavant des patrouilles allemandes avaient déjà pénétré en France et que tout le XVIme corps de Metz, renforcé par une partie du XIIme venu de Trèves et de Cologne avait occupé la frontière de Metz au Luxembourg.

Tout cela s'est passé déjà le 30 juillet, bien que la France eût volontairement pris et tenu l'obligation, qui portait atteinte à ses intérêts stratégiques, de retenir ses troupes à 10 kilomètres de la frontière. Comparez ces mesures militaires allemandes avec les assurances pacifiques que ce malheureux M. de Schœn devait donner chaque jour au quai d'Orsay. Lisez et comparez tout cela et osez encore conclure de l'arrêt de démobi-

(1) *Livre jaune*, nos 58, 59, 60, 88, 90, 91, 106, 118. *Livre bleu*, no 105 (III).

lisation de la flotte anglaise, fait unique et ouvertement avoué, que l'Angleterre avait *projeté de rompre la paix!* Non, M. de Bethmann, vous feriez mieux de vous taire : *si tacuisses philosophus mansisses.* Vous serviriez mieux votre renom de philosophe en supportant patiemment le sort que vous avez fait à votre pays, au lieu de chercher à saisir des brins de paille qui ne vous empêcheront pas de sombrer dans les profondeurs de la malédiction générale! Taisez-vous pour l'amour de Dieu, et contentez-vous du témoignage que le professeur Lasson vous a rendu, à savoir que vous êtes « le plus éminent des hommes vivants, qui ne connaît pas d'autre motif que la vérité, la fidélité et le droit ».

*
* *

Je résume ainsi les chefs d'accusation contre l'Allemagne :

1. L'Allemagne a laissé à l'Autriche les mains libres contre la Serbie, bien qu'elle sût qu'un conflit européen résulterait du conflit serbe.

2. Elle a toléré que l'Autriche envoyât à la Serbie un ultimatum avec des exigences exorbitantes et malgré l'acceptation presque complète de celles-ci, rappelât son ambassadeur et déclarât la guerre.

3. Elle a, en proposant la localisation du conflit, fait croire à une tentative de conciliation de sa part, dont elle devait parfaitement savoir l'inutilité, par l'histoire diplomatique et la crise des Balkans, inutilité qu'elle-même, dans le *Livre blanc,* avoue avoir reconnue.

4. Elle a repoussé la proposition d'une conférence à quatre.

5. Elle a, de son côté, proposé des pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg, mais toléré en même temps que l'Autriche les refusât et déclarât la guerre à la Serbie.

6. Elle n'a jamais répondu à la prière des autres puissances, qui lui demandaient de proposer une autre voie de médiation à la place de la proposition qu'elle avait repoussée.

7. Elle n'a jamais discuté les formules de transaction de Grey et ne leur a jamais fait de réponse.

8. Elle a repoussé une partie des formules transactionnelles de Sazonow et n'a pas répondu aux autres.

9. Elle n'a, malgré toutes les demandes, jamais dit ce que l'Autriche voulait, mais s'est toujours bornée à dire ce que l'Autriche ne voulait *pas*.

10. Elle a cherché à obtenir de l'Angleterre la promesse qu'elle resterait neutre, et partant elle a proclamé sa volonté belliqueuse, cela en un temps où les puissances de l'Entente travaillaient activement au maintien de la paix.

11. Elle a, par son ultimatum à la Russie, interrompu les pourparlers qui venaient de s'engager et qui promettaient d'aboutir et rendu la guerre inévitable entre Pétersbourg et Vienne.

12. Elle a, au lieu de se contenter de la mobilisation qu'elle annonçait, déclaré immédiatement et sans motif la guerre à la Russie et ensuite à la France.

13. Elle a, après coup, motivé cette déclaration de guerre en disant que les puissances ennemies avaient commencé les hostilités, tandis qu'elle avait, au contraire, commis les premiers actes belliqueux.

14. Elle a violé la neutralité de la Belgique et provoqué par là la guerre avec l'Angleterre.

Ces chefs d'accusation sont prouvés et motivent la sentence : **l'Allemagne est coupable d'avoir, conjointement avec l'Autriche, suscité la guerre européenne.**

C.

Angleterre.

L'attitude de l'Angleterre jusqu'au moment où la question de la neutralité belge a surgi est suffisamment caractérisée par mon exposé précédent, pour ne pas avoir besoin d'être rappelée. Le ministre anglais des affaires étrangères, *Sir Edward Grey,* a, dès le début du conflit, dirigé l'action pacifique et fait l'impossible pour empêcher la guerre :

1. Il a conseillé — avec succès — la modération au gouvernement serbe (1).

2. Il a essayé — sans succès, cette fois — d'obtenir du gouvernement autrichien une prolongation de délai (2).

3. Il a formulé la proposition de la conférence à quatre, qui a été acceptée par la France, l'Italie et la Russie, mais repoussée par l'Allemagne et l'Autriche (3).

4. Il a, à plusieurs reprises, invité le gouvernement allemand à proposer à la place de la conférence qu'il refusait, une autre forme de coopération des quatre puissances non intéressées. Son invitation est restée sans réponse (4).

5. Il a appuyé la proposition de pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg faite par l'Allemagne et repoussée par l'Autriche (5).

---

(1) *Livre bleu,* nos 12, 15, 16, 22, 27.
(2) *Livre bleu,* nos 13, 26.
(3) *Livre bleu,* nos 17, 35, 36, 37, 42, 43, 51, 53, 111.
(4) *Livre bleu,* nos 60, 68, 80, 84, 88.
(5) *Livre bleu,* nos 45, 74, 75, 78, 93, 106.

6. Il a proposé une formule transactionnelle d'après laquelle l'Autriche occuperait une partie du territoire serbe, avec Belgrade, et dicterait ses conditions. Celles-ci seraient soumises aux puissances et, pour autant qu'elles ne léseraient pas l'intégrité et la souveraineté de la Serbie, recommandées à l'acceptation du gouvernement serbe. L'Allemagne et l'Autriche n'ont pas fait de réponse à cette proposition (1).

7. Il a appuyé la formule de transaction, proposée par Sazonow, et comme l'Allemagne la déclarait inacceptable, il a obtenu de Sazonow une formule, qui tenait encore plus largement compte des exigences autrichiennes. Cette proposition est restée sans réponse (2).

8. Il a appuyé vivement les pourparlers austro-russes, commencés le 31 juillet, et, par de nouvelles propositions qui accordaient pleine satisfaction à l'Autriche, il a cherché à les faire aboutir. Toutes ces propositions renfermaient la clause suivante : les préparatifs militaires doivent être suspendus par tous (3).

9. Il s'est enfin déclaré prêt à appuyer auprès de la France et de la Russie toutes les propositions acceptables de l'Allemagne et de l'Autriche qui pussent être utiles à la paix, et à se désintéresser des conséquences qui résulteraient pour ces Etats, s'ils ne les acceptaient pas. Aucune proposition ne lui a été faite, l'Allemagne ayant, entre temps, envoyé ses ultimatums et repoussé toute négociation (4).

10. Il a encore, le 1er août — jour de la déclaration

---

(1) *Livre bleu*, nos 88, 98, 103.
(2) *Livre bleu*, nos 97, 103, 120, 131, 132, 139. *Livre orange*, nos 60, 63, 67.
(3) *Livre bleu*, nos 110, 111, 131, 133, 135, 137.
(4) *Livre bleu*, nos 111, 112, 121.

de guerre à la Russie — envoyé à toutes les chancelleries des propositions, des idées et des avertissements, afin de parvenir, à la dernière heure, avant l'ouverture des hostilités, à une entente entre les puissances (1). Le Livre bleu anglais ne contient pas moins de dix-sept dépêches qui ont été échangées le 1er août entre Londres et les diverses capitales; seize ont été transmises le 31 juillet et trente-trois le 29 et le 30.

Sir Edward Grey, plus qu'aucun autre, a mérité le nom de « Peacer maker of Europe ». *Ses efforts ont été vains, mais son mérite d'avoir, avec un zèle infatigable, avec prudence et énergie, travaillé au maintien de la paix, restera éternellement dans l'histoire.*

M. de Bethmann (je pense à celui du 4 août et non à celui du 2 décembre) ne contredira pas ce jugement.

Que dit-il le 4 août? Ecoutons le *Livre blanc :*

« Le 26, sir Edward Grey a fait la proposition de soumettre les points en litige entre la Serbie et l'Autriche à une conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, qui siègerait à Londres sous sa présidence. » (Page 9.)

« Nous avons été disposés, après avoir repoussé l'idée d'une conférence, à transmettre à Vienne une nouvelle proposition de sir Grey, dans laquelle il presse l'Autriche de se décider ou à considérer la réponse serbe comme suffisante, ou à la faire servir de base pour de nouveaux pourparlers. » (Page 9.)

« Côte à côte avec l'Angleterre, nous avons incessamment travaillé à l'action médiatrice, etc. » (Page 11.)

« Le 30, nous avons encore transmis une proposition

(1) *Livre bleu,* nos 126, 130, 131, 133, 134, 135, 137, 138, 139, 141.

anglaise à Vienne. Elle pose ceci, comme base de négociations : « Après l'entrée des troupes en Serbie, l'Autriche dictera ses conditions. » (Page 11.)

« Tandis que du 29 au 31 juillet, nos efforts et notre médiation, soutenus par la diplomatie anglaise, étaient poursuivis, etc. » (Page 11.)

« Avant même que la réponse de Vienne à la dernière proposition médiatrice de l'Angleterre pût parvenir, etc. » (Page 12.)

« En attendant, l'Angleterre cherche à s'interposer entre Vienne et Pétersbourg, etc. » (Discours du chancelier du 4 août.)

Avec ces citations tirées du *Livre blanc* s'accordent les télégrammes échangés entre le roi Georges, le prince Henri et le kaiser. Il est très intéressant de constater que même la solennelle déclaration de guerre à la Russie contient *un témoignage non moins solennel des efforts que l'Angleterre a faits en faveur de la paix* (1).

> « Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, *d'accord avec l'Angleterre,* s'était appliqué à accomplir un rôle médiateur auprès des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg. »

Telles sont les paroles et les pensées de M. de Bethmann Hollweg, le 4 août.

Comment parla-t-il et pensa-t-il — ou plutôt feignit-il de penser — le 2 décembre?

« Nous savons clairement qui porte la responsabilité de la plus grande de toutes les guerres. La responsa-

(1) *Livre blanc,* annexe 26.

bilité *externe* est endossée par les hommes de la Russie qui ont provoqué et accompli la mobilisation totale de l'armée. La responsabilité *interne* retombe sur le gouvernement britannique. Celui-ci aurait pu prévenir la guerre en déclarant nettement à Pétersbourg que l'Angleterre ne laisserait pas le conflit prendre les proportions d'une guerre européenne... L'Angleterre ne l'a pas fait... Elle a vu les événements se préparer, elle n'a rien tenté pour les arrêter. Malgré toutes ses assurances pacifiques, l'Angleterre donna à entendre à Pétersbourg qu'elle était aux côtés de la France et de la Russie. »

Autant de mots, autant de mensonges!

D'abord le chancelier est réfuté par lui-même. Dans le procès Bethmann contre Bethmann, le chancelier du 4 août l'emporte sur le chancelier du 2 décembre. Tous les événements qui précédèrent la guerre se sont passés avant le 4 août, donc avant le jour où M. de Bethmann soumit son dossier au Reichstag. Si l'Angleterre avait réellement joué le rôle que le Bethmann du 2 décembre lui attribue, le Bethmann du 4 août l'aurait su, et il n'aurait pas tenu ses propos louangeurs sur les mérites que la Grande-Bretagne s'était acquis en travaillant pour la paix.

Il *savait* qu'elle méritait ces louanges, parce que, en qualité de directeur de la politique étrangère, il avait participé à tous les événements. Son exposé du 4 août est conforme à la vérité. Si on peut lui faire un reproche, c'est de ne pas avoir exposé la vérité dans toute son ampleur et de s'être exprimé trop modestement sur les mérites de l'Angleterre.

Est-il possible que l'homme qui, pour les motifs les plus futiles, repoussa toutes les propositions de l'Angle-

terre, ou les laissa sans réponse, ou ne les transmit même pas à Vienne, qui, le jour où une entente était à la veille de se faire entre l'Autriche et la Russie, obtint pour ainsi dire la guerre par force à l'aide des ultimatums, qui déjà le 29 juillet s'était résolu à la guerre et avait révélé ses desseins en demandant à l'Angleterre de rester neutre, est-il possible, que cet homme ait l'audace de renier son propre témoignage écrit, de rendre l'Angleterre responsable de la catastrophe, dont *il* porte seul l'écrasante responsabilité? C'est possible, puisque cela est arrivé. Mais le monde sait ce qu'il faut en penser, et le mensonge retombe sur son auteur.

Même le *Livre bleu,* déclarait le chancelier, révélerait la culpabilité du gouvernement anglais. Il prouverait que l'Angleterre a appuyé le parti de la guerre de Pétersbourg et déclaré, dès le début, « qu'elle se placerait aux côtés de la France et de la Russie ».

En réalité, le *Livre bleu* prouve exactement le contraire.

Ce qui seul est vrai, c'est que la France et la Russie, s'apercevant des intentions agressives de l'Allemagne, cherchèrent à déterminer sir Grey à prendre, au cas où le conflit s'aggraverait, une attitude nettement favorable aux deux puissances de l'Entente. On espérait, à Paris et à Pétersbourg, que l'Angleterre, en prenant position, détournerait l'Allemagne de ses desseins belliqueux.

L'Angleterre aurait donc dû agir, non pour *favoriser* la guerre mais pour l'*empêcher*. Sir Grey repoussa la suggestion, et déclara toujours à chaque nouvelle tentative que l'Angleterre était libre d'obligations et qu'elle voulait le rester. Il alla même plus loin, il avertit les deux puissances de l'Entente de ne pas s'abandonner

à l'espérance que l'Angleterre se déclarerait solidaire d'elles.

Déjà le 24 juillet, Sazonow avait — conjointement avec l'ambassadeur français à Pétersbourg — représenté à l'ambassadeur anglais, sir Buchanan (1), que, en présence de l'attitude provocante de l'Autriche, qui ne pouvait s'expliquer que par l'appui de l'Allemagne, le seul et le meilleur moyen d'empêcher un conflit européen, était que l'Angleterre, la France et la Russie fissent une *déclaration de solidarité.* Le ton de la note autrichienne, les exigences exorbitantes, le court délai, tout indiquait que l'Autriche voulait la guerre avec la Serbie, et risquait de susciter un conflit européen que seule une action commune des Etats de l'Entente pourrait conjurer. L'ambassadeur anglais répondit tout de suite, à titre personnel et en réservant la déclaration officielle de son gouvernement, qu'il ne voyait aucun motif qui pût décider l'Angleterre à se solidariser : des intérêts britanniques n'étaient pas en jeu dans la question serbe, et une guerre à propos de celle-ci n'aurait jamais la sanction de l'opinion publique anglaise. La seule promesse que Buchanan fit, consistait à vouloir demander à l'Autriche une prolongation de délai.

Sir Grey, dans son télégramme-réponse du 25 juillet approuva complètement les paroles de Buchanan. « I entirely approve what you said as reported in your telegram of yesterday and I cannot promise more on behalf of the government (2). » Au lieu de faire la déclaration de solidarité demandée, Grey proposa

(1) *Livre bleu,* no 6.
(2) *Livre bleu,* no 24.

une action diamétralement opposée, à savoir une médiation des quatre puissances non-intéressées, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie. Le 27 juillet, Buchanan exposa le point de vue anglais à Sazonow comme suit (1) : « C'est une erreur de croire, dit-il, que la cause de la paix pourrait être améliorée, si nous disions à l'Allemagne qu'elle aurait affaire à nous en même temps qu'à la France et à la Russie. En présence d'une telle attitude, elle ne deviendrait que plus opiniâtre (would merely be stiffened by such a menace). Ce n'est qu'en qualité d'*amis* soucieux de la paix que nous pouvons nous rapprocher de l'Allemagne, et l'amener à exercer une influence modératrice à Vienne.

Le 27 juillet, Grey déclarait au prince Lichnowsky — toujours à propos du projet de la conférence à quatre — qu'aussi longtemps que l'Allemagne travaillerait au maintien de la paix, il se tiendrait en contact étroit avec elle (2).

Le 29 juillet, il eut une longue discussion avec Paul Cambon (3). Il lui fit ressortir, en termes clairs, la différence entre la question du Maroc et l'affaire actuelle. Dans la question du Maroc, la France était la principale intéressée et la querelle portait sur des points qui avaient été réglés par des traités entre la France et l'Angleterre. Il n'en était rien dans le cas actuel. Même s'il devait en résulter un conflit austro-russe *l'Angleterre ne se sentirait pas appelée à s'en mêler* (whe should not feel called upon to take a hand in it). La question de savoir si l'hégémonie dans les Balkans

(1) *Livre bleu*, nº 44.
(2) *Livre bleu*, nº 46.
(3) *Livre bleu*, nº 87.

devait revenir aux Slaves ou aux Teutons avait toujours eu si peu d'intérêt pour l'Angleterre, qu'elle ne se laisserait pas engager dans une guerre à ce sujet. Grey alla encore plus loin dans son refus de se solidariser : même si l'Allemagne et la France étaient impliquées dans le conflit, disait-il, il n'en resterait pas moins que celle-ci y aurait été entraînée non par ses intérêts propres, mais par les obligations de son alliance. Dans ce cas aussi, l'Angleterre serait libre d'engagements et ne se laisserait dicter ses résolutions que par ses intérêts vitaux.

Comme la situation européenne devenait toujours plus tendue, malgré les efforts des puissances de l'Entente, le président Poincaré, dans un entretien qu'il eut le 30 juillet avec l'ambassadeur anglais Bertie, revint sur la proposition (1). En déclarant qu'elle viendrait en aide à la France dans le cas d'un conflit avec l'Allemagne, l'Angleterre écarterait le danger d'une guerre. La France, ajoutait Poincaré, est pacifique et ne désire pas la guerre. Seule, l'Angleterre, en se prononçant ouvertement, détournera l'Allemagne de ses desseins agressifs (2). Même le ministre italien di San Giuliano partageait l'opinion de Poincaré, et suggéra au gouvernement anglais d'intervenir en faveur des puissances de l'Entente (3).

---

(1) *Livre bleu*, nº 99.

(2) Poincaré exposa les mêmes motifs pour une déclaration de solidarité de l'Angleterre, dans une lettre adressée directement le 31 juillet au roi George et qui n'a été publiée qu'en février 1915. Cette démarche de Poincaré resta aussi sans succès. Le roi évita, dans sa lettre 3, de donner une réponse précise au passage essentiel de l'écrit français et fit dépendre du cours des choses l'attitude de l'Angleterre, qui travaillait sans relâche pour la paix. Il appert des deux écrits *la plus ferme volonté pacifique* des deux puissances, bien qu'elles ne fussent peut-être pas d'accord sur les chemins à suivre pour parvenir au but.

(3) *Livre bleu*, nº 106.

De nouveau, Grey repoussa résolument toute obligation d'intercéder pour la France et la Russie. Etant donnée l'importance des explications de Grey pour juger la conduite de l'Angleterre, je reproduis ici quelques phrases, tirées d'une dépêche qu'il adressa, le 31 juillet, à sir Bertie :

« Nobody here feels that in this dispute, so far as it has yet gone, British treaties or obligations are involved. Feeling is quite different from what it was during the Morocco question. That crisis involved a dispute directly involving France, whereas in thise case France is being drawn into a dispute which is not hers... *We cannot undertake a definite pledge to intervene in a war.* I have so told the French Ambassador, who has urged His Majesty's Government to reconsider this decision (1). »

« M. Cambon referred to-day to a telegram thad had been shown to Sir Arthur Nicolson this morning from the French Ambassador in Berlin, saying that it was the uncertainty with regard to whether we would intervene, which was the encouraging element in Berlin, and that, if we would only declare definitely on the side of Russia and France, it would decide the German attitude in favour of peace... I said that we had come to the conclusion, in the Cabinet to-day, *that we could not give any pledge an the present*

(1) « Personne ici ne ressent que dans ce conflit, au point où il en est, les traités ou les obligations de la Grande-Bretagne soient engagés. Le sentiment est tout à fait différent de celui existant pendant la question du Maroc. Cette crise impliquait un conflit entraînant directement la France, alors que, dans le cas actuel, la France est entraîné dans un conflit qui n'est pas le sien. *Nous ne pouvons pas donner un gage défini d'intervention dans une guerre.* C'est ce que j'ai dit à l'Ambassadeur de France, qui a prié le Gouvernement de sa Majesté de considérer à nouveau cette décision. » (*Livre bleu,* no 116.)

time... Up to the present moment, we did not feel, and public opinion did not feel, that any treaties or obligations of this country were involved... M. Cambon repeated his question whether we would help France if Germany made and attack on her. I said that I could only adhere tot he answer that, as far as things had gone at present, *we could not take any engagement* » (1).

Le même jour, Grey renouvela au prince Lichnowsky la pressante invitation qu'il lui avait déjà faite si souvent les jours précédents : L'Allemagne et l'Autriche, disait-il, n'ont qu'à faire une proposition acceptable, je l'appuyerai à Paris et à Pétersbourg, et si la France et la Russie la repoussent, je me désintéresse des conséquences (2).

Tel est l'exposé authentique du *Livre bleu* qui, d'après M. de Bethmann, doit prouver « d'une façon claire et irréfutable » que l'Angleterre a fait comprendre « qu'elle était aux côtés de la France et de la Russie ». *L'affirmation du chancelier est tout à fait contraire à la vérité.* On ne peut qu'admirer le courage d'un homme qui, à la face du monde, soutient des faits dont la fausseté crève les yeux et qui se réfère à des

---

(1) « M. Cambon s'est référé aujourd'hui à un télégramme provenant de l'ambassadeur de France à Berlin, qui avait été montré ce matin à sir Arthur Nicolson. Il dit que l'incertitude à l'endroit de notre intervention est l'élément encourageant à Berlin et que si nous voulions nous déclarer définitivement pour la France et la Russie, cela déciderait l'Allemagne à modifier son attitude en faveur de la paix... J'ai dit que dans la séance de cabinet d'aujourd'hui nous étions arrivés à la conclusion *que nous ne pouvions donner aucun gage en ce moment...* Jusqu'à présent, ni nous, ni l'opinion publique ne ressentions qu'un traité ou une obligation de ce pays était engagé... M. Cambon a renouvelé la question pour savoir si nous seconderions la France au cas où l'Allemagne l'attaquerait. J'ai dit que je pouvais seulement m'en tenir à la réponse et que, au point où les choses en étaient, nous ne pouvions prendre aucun engagement. » (*Livre bleu,* nº 119.)

(2) *Livre bleu,* nº 111.

documents qui prouvent juste le contraire de ses affirmations.

Tout ce que le *Livre bleu* contient sur le rôle de l'Angleterre pendant les pourparlers diplomatiques est confirmé pleinement par les publications française et russe.

L'attitude de Grey vis-à-vis de l'Allemagne fut la même que celle qu'il adopta envers la France et la Russie. L'étude de cette double action, qui témoigne d'autant de prudence et de loyauté que de vrai amour de la paix, est fort intéressante. Grey cherche à réconcilier indirectement les adversaires en se refusant à prendre tout engagement avec eux. Il dit aux Français et aux Russes : Faites des concessions, ne comptez pas sur mon aide! Et il dit aux Allemands et aux Autrichiens : Soyez moins intransigeants, ne comptez pas sur ma neutralité!

Comme les premiers lui réclamaient son aide — non *pour* la guerre, mais contre la guerre — les derniers cherchaient à obtenir sa neutralité, demande qui, naturellement, ne pouvait être faite qu'en prévision d'une guerre.

Lorsque je lis l'attachante série de ces documents, je me rappelle le vieux juge F. qui, il y a trente ans, tenait séance à Berlin, dans la Jüdenstrasse. Comme il n'aimait pas procéder aux enquêtes, il cherchait à réconcilier ses clients. Lorsqu'il ne réussissait pas à les amener à faire des concessions en les faisant attendre longtemps auprès d'un fourneau surchauffé, il usaït du stratagème suivant : il faisait sortir l'accusé et montrait au plaignant la faiblesse de sa plainte; puis il représentait à l'accusé que ses objections n'avaient pas de

poids et qu'il serait vraisemblablement condamné. Lorsque les deux parties étaient « traitables », il les faisait comparaître et... elles finissaient par s'arranger. C'est un peu le système que Grey employa.

Il ne se lassa pas de faire perdre au gouvernement allemand l'illusion qu'il resterait neutre *dans toutes les circonstances*. Il avertit le prince Lichnowsky, il fit avertir Bethmann et Jagow par son ambassadeur Goschen. Le *Livre bleu* est plein de témoignages à ce sujet (1). Les avertissements se multiplient pendant les jours critiques du 27 au 31 juillet et ils atteignent leur point culminant par ce très bel écrit du 30 juillet, qui restera à jamais un titre de gloire pour la diplomatie anglaise et une honte pour la diplomatie allemande : Pas de neutralité qui augmenterait vos *désirs* belliqueux parce qu'elle vous faciliterait *le succès!* Au lieu de cela, un travail commun pour la paix qui doit épargner à l'Europe, cette fois et à l'avenir, toute catastrophe.

Pas de garanties telles que vous nous les offrez. Même si elles étaient plus solides qu'elles le sont en réalité, l'Angleterre les repousserait. *Elle veut la paix pour tous, et si vous la troublez, ne vous attendez pas à ce qu'elle reste à l'écart.*

Le 31 juillet encore, immédiatememt avant le commencement de la guerre, Grey invita les deux partis à faire des propositions acceptables et les menaça de les abandonner, si l'un d'eux repoussait les propositions de l'autre.

Nous savons que tous ses efforts ont été rendus

(1) *Livre bleu,* nos 87, 89, 101, 102, 111, 116, 119, 123.

vains, non par la Russie et la France, mais par l'Allemagne et l'Autriche. La catastrophe fut déchaînée par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie.

Au lieu de confirmer les dires du chancelier, ainsi que celui-ci le prétend, le *Livre bleu* les réfute nettement. M. de Bethmann apporte encore une autre preuve : *la fameuse lettre que le chargé d'affaires belge à Pétersbourg a adressée le 31 juillet au ministre Davignon* et qui a été interceptée à Berlin. Elle établirait irréfutablement la culpabilité de l'Angleterre. Qu'en est-il en réalité ?

L'histoire de cette lettre et de sa découverte est si extraordinaire, si « genre Sherlock-Holmes », qu'on est en droit de douter de son authenticité. Quelle chance surprenante a le gouvernement de Berlin ! Toujours au moment précis, il lui tombe entre les mains des papiers qui sont compromettants pour les autres. Le chargé d'affaires belge écrit à son ministre sous une autre adresse. Il n'expédie pas la lettre de Pétersbourg, mais par l'entremise de quelqu'un, il la fait remettre à la poste à Berlin. Etrange, étrange ! Il manque une confirmation officielle de l'authenticité de la lettre. La signature de celui qui l'a écrite n'est ni reconnue, ni authentifiée. En matière de procédure civile, un tel document n'aurait aucune valeur probante.

Mais supposons que la lettre soit vraie. Elle contient les remarques du chargé d'affaires d'un petit Etat sur des événements auxquels il n'a pas pris part et qu'il ne connaît que par *ouï-dire*. Le fait qu'il ne les relate pas *de auditu* enlève à son témoignage cette valeur comme preuve qu'ont les documents officiels qui exposent les événements *de facto*.

Il en résulte que les faits prouvés par les livres diplomatiques de l'Angleterre, de la France, de la Russie et aussi de l'Allemagne, ne sont pas éliminés par le témoignage du chargé d'affaires de la Belgique. Au cas où une contradiction existerait entre les publications officielles et le rapport belge, on doit donner raison aux premières. Existe-t-il d'ailleurs des contradictions importantes au point que tout l'édifice bâti à l'aide des livres diplomatiques puisse être renversé? Pas le moins du monde. Le chargé d'affaires belge dit son fait à chaque Etat intéressé, à la façon d'une commère qui dénigrerait tout le monde. Il s'excuse lui-même en disant au début que les nouvelles les plus contradictoires étaient répandues sans qu'il fût possible de discerner le vrai du faux en ce qui concernait les intentions du « gouvernement impérial ».

Il loue l'Allemagne, qui s'est efforcée, aussi bien à Pétersbourg qu'à Vienne, de trouver le moyen d'éviter ùn conflit général. Il blâme l'Autriche, qui a montré « la ferme résolution de ne faire aucun pas en arrière »; il relève ensuite la déclaration de Sazonow disant que la mobilisation russe n'était pas dirigée contre l'Allemagne; il mentionne le rappel des réservistes — seulement dans des gouvernements déterminés — et affirme « tranquillement » que son impression personnelle était que partout on mobilisait. « L'Angleterre et la Russie, dit-il, ont proposé une sentence arbitrale, mais l'Autriche a repoussé les deux propositions; à la proposition d'une conférence, l'Allemagne a répondu par la contre-proposition tendant à une entente directe entre les cabinets. En présence de toutes ces démarches opposées, on aimerait vraiment se demander si tout le

monde ne désire pas la guerre et ne cherche pas qu'à retarder un peu la déclaration de guerre pour gagner du temps. Au début, l'Angleterre avait déclaré ouvertement qu'elle ne prendrait pas part au conflit, mais, aujourd'hui, on est persuadé à Pétersbourg et on y a même reçu l'assurance qu'elle appuierait la France. » Cet appui a un poids extraordinaire et n'a pas peu contribué à aider le parti de la guerre à prendre le dessus. L'armée russe se sent forte, mais la marine n'a pas grande valeur. C'est pourquoi l'assurance que l'Angleterre soutiendrait la Russie a une signification considérable.

Cet écrit, auquel le Gouvernement allemand attache une importance plus grande qu'à son *Livre blanc,* a été publié par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung,* qui, au moyen de caractères gras, en a mis en relief quelques passages.

Suivant les endroits sur lesquels on insiste, le recueil des potins que l'auteur a récolté dans les couloirs des ambassades — il était lui-même en dehors de toute négociation — change de physionomie et peut être utilisé contre l'une ou l'autre des grandes puissances. Si on imprime en caractères gras que le cabinet viennois a *montré la ferme résolution de ne pas reculer d'un pas,* que *l'Autriche et l'Allemagne ont repoussé toutes les propositions de conférences, de sentences arbitrales,* etc., que, apparemment, tout le monde désirait la guerre et ne cherchait qu'à gagner du temps pour s'y préparer, toute la culpabilité retombe sur l'Autriche et l'Allemagne. Si, au contraire, on met en évidence la remarque que l'Angleterre a promis son aide à la France et a, par là, *renforcé le parti de*

la guerre à Pétersbourg, la responsabilité, du moins en partie, incombe à l'Angleterre. Ainsi, l'écrit prouve aussi peu contre les uns que contre les autres, avec cette différence cependant que les remarques touchant l'Allemagne sont confirmées par toutes les publications diplomatiques, sans en excepter le *Livre blanc,* tandis que les remarques visant l'Angleterre sont réfutées par les mêmes publications des chancelleries européennes, et, en particulier, par le *Livre blanc.*

D'ailleurs, si l'Angleterre et la France s'étaient comportées vis-à-vis de la Russie comme le Belge le prétend dans sa lettre du 30 juillet, l'Allemagne, en qualité d'intéressé principal, aurait dû le savoir le 2 août et elle n'aurait pas soutenu le contraire dans son *Livre blanc.* Bethmann se serait empressé de se servir, le 4 août, de ces accusations contre l'Angleterre. Puisqu'il ne l'a pas fait, cela prouve qu'il n'y avait rien à reprocher au Gouvernement anglais.

Les événements qui se sont déroulés entre le 1er et le 4 août demandent un exposé particulier. Il ne s'agit plus de savoir qui a provoqué la guerre européenne, car celle-ci *avait* déjà éclaté par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, qui devait forcément, par le jeu des alliances, amener une guerre de l'Allemagne avec la France et de la Russie avec l'Autriche.

J'ai déjà mentionné l'attitude de l'Italie. Cette puissance n'étant liée que dans le cas d'une guerre *défensive,* refusa sa participation, en se basant sur le fait que cette guerre était une guerre *agressive* de l'Allemagne et de l'Autriche. — Cette déclaration de la part d'un allié a un grand poids, et c'est précisément pour

cela que M. de Bethmann l'a prise à la légère : il la passe complètement sous silence dans ses discours et ses écrits.

Le seul pays qui n'était pas forcé, par une alliance, de participer à la guerre, était l'Angleterre. J'ai déjà exposé que ce pays avait conclu avec la France et la Russie des traités particuliers sur des questions d'intérêts précises, mais qu'il n'avait aucun traité *général* d'alliance ni avec l'une ni avec l'autre des puissances précitées, et, par conséquent, qu'il ne faisait pas partie de l'alliance franco-russe.

L'Angleterre était donc libre. Elle avait à décider, d'après son propre point de vue, si elle participerait ou non à la guerre. Sa participation était liée étroitement à la question de la *responsabilité* de la guerre. A cet égard, comme à tant d'autres, le peuple allemand, et surtout ses dirigeants, ont perdu toute logique. Ils ne veulent ou ne peuvent pas comprendre que ce que l'Angleterre fit *après* le commencement de la guerre n'a aucun rapport avec ce qu'elle fit *auparavant*.

Je prouverai que l'Angleterre, qui avait tout fait pour empêcher une conflagration, n'a rien fait, après le début de la guerre, pour l'étendre par sa participation, et *que plutôt elle a été contrainte d'y prendre part par les actions de l'Allemagne*. Même si l'on n'admettait pas cette dernière affirmation, il ne serait pas davantage prouvé que l'Angleterre fût coupable d'avoir occasionné la guerre. Il est théoriquement possible qu'elle l'ait suscitée et qu'elle soit ensuite restée neutre, et, d'autre part, il est aussi possible qu'elle ne l'ait pas suscitée et qu'elle y ait pris part. Il n'y a

aucun rapport logique entre le fait d'avoir provoqué la guerre et celui d'y avoir participé.

Ce petit raisonnement s'adresse tout spécialement à M. de Bethmann, qui, dans son discours du 2 décembre, en prend à son aise avec la logique. Les assurances que l'Angleterre a données, le 2 août, à la France, la raison de la déclaration de guerre du 4 août, ces événements *subséquents* sont pour lui autant de preuves que l'Angleterre a prémédité et voulu la guerre. Ces preuves sont caduques déjà parce qu'elles pèchent contre la simple logique. Les actes qui servent à établir la culpabilité ne peuvent jamais s'être produits *après* l'événement décisif, mais ils doivent le précéder, ou, au moins, se passer en même temps que lui.

On ne saisit pas quel but ont ces longues discussions, éternellement répétées en Allemagne, sur les motifs qui ont poussé l'Angleterre à prendre part à la guerre. *Ces motifs regardent exclusivement l'Angleterre.* Ils peuvent être plus ou moins plausibles, plus ou moins hypocrites, ils n'enlèveront rien à la culpabilité et à la responsabilité qui incombent à l'Allemagne pour avoir déchaîné la guerre mondiale. Ce n'est qu'après que celle-ci eut éclaté que s'est posée la question de la neutralité anglaise. Celui qui est responsable de la guerre l'est également de ses conséquences, donc de la participation de l'Angleterre, même s'il n'a pas provoqué directement celle-ci.

Je me résume :

1. L'Allemagne et l'Autriche sont responsables de la guerre mondiale. Leur culpabilité a été prouvée.

2. Leur culpabilité ne peut pas être diminuée par les

actes de l'Angleterre qui se sont produits *après* le commencement de la guerre.

3. Leur culpabilité est augmentée si elles ont elles-mêmes provoqué ces actes.

Examinons les faits en nous guidant d'après ces principes :

L'Angleterre a déclaré la guerre à l'Allemagne le soir du 4 août, parce que cet Etat avait repoussé sa sommation de ne pas pousser plus avant la violation du territoire belge. Le 4 août au matin, des troupes allemandes avaient pénétré en Belgique, après que celle-ci eut refusé d'accorder le libre passage à l'Allemagne (1). L'Angleterre, en qualité de puissance garante du traité de Londres de 1839, avait le droit et le devoir de répondre à l'appel du roi Albert du 3 août et d'intervenir en faveur de la neutralité belge qu'elle avait garantie avec la Prusse et d'autres puissances (2). Pour celui qui connaissait un tant soit peu l'histoire, l'intervention de l'Angleterre n'avait rien de surprenant. Mais M. de Bethmann avait été mis à tel point hors de lui par la conduite de l'Angleterre, que dans la dernière visite de l'ambassadeur Goschen, le soir du 4 août, il ne put pas maîtriser son agitation et parla d'une manière méprisante du mot « neutralité », dont on n'avait si souvent tenu aucun compte et du chiffon de papier à cause duquel l'Angleterre voulait faire la guerre.

M. de Bethmann paraît mal renseigné sur l'histoire de son propre pays. Ne savait-il pas que la neutralité

(1) *Livre jaune,* nº 22.
(2) *Livre jaune,* nº 25.

belge avait été, en 1870, l'objet d'une des plus fines manœuvres diplomatiques de Bismarck? Ne savait-il pas que l'Angleterre, au début de la guerre de 1870, s'était déjà donnée comme le protecteur de cette neutralité? Elle avait agi exactement comme aujourd'hui, seulement Bismarck réussit à la mettre de son côté. Il fit plus que promettre de respecter la neutralité belge, il dénonça encore l'intention qu'avait la France de la violer. Il publia, peu de temps après l'ouverture des hostilités, un projet de traité écrit par l'ambassadeur français Benedetti, par lequel la France, contre des concessions faites à la Prusse dans le nord de l'Allemagne, revendiquait l'annexion de la Belgique. Ce coup génial de Bismarck eut pour résultat la neutralité de l'Angleterre et la conclusion d'un traité identique entre l'Angleterre d'un côté, la France et l'Allemagne de l'autre, traité dans lequel l'Angleterre déclarait expressément que si un des belligérants violait la neutralité belge, elle se placerait aux côtés de l'autre pour la protéger. Le traité fut si rigoureusement tenu et respecté que l'Allemagne, après la bataille de Sedan, dut renoncer à faire passer par la Belgique des transports de blessés.

M. de Bethmann ne sait-il rien de tous ces événements? ou s'il en sait quelque chose, croit-il pouvoir, lui, le nain, faire fi des égards que son grand prédécesseur, le géant Bismarck, avait volontairement et avec profit, montrés à l'endroit de la neutralité belge? Ne devait-il pas se dire, lorsqu'il autorisa l'état-major à faire entrer dans ses plans le passage à travers la Belgique, que de cet avantage stratégique naîtraient des désavantages politiques et militaires incompara-

blement plus grands pour l'Allemagne? Ne savait-il pas — ce que Bismarck savait très bien — qu'un des principes de la politique anglaise avait été, de tout temps, de maintenir et de protéger l'inviolabilité des petits Etats? Personne n'aurait-il pu lui rappeler les paroles enflammées que Granville et Gladstone — des ministres libéraux, comme ceux d'aujourd'hui — avaient, en août 1870, prononcées à l'endroit de l'inviolabilité de la Belgique? Une attaque contre ce pays, disaient-ils, serait « the direst crime that ever stained the pages of history » (1).

De tout cela, il semble que M. de Bethmann ne savait rien lorsque, le 2 décembre, il déclarait au Reichstag que la violation de la Belgique n'avait pas été la cause mais *le prétexte* de la déclaration de guerre de l'Angleterre. Elle en était, au contraire, si bien la cause que l'Angleterre, il y a quarante-quatre ans, nous eût également déclaré la guerre si nous y avions porté atteinte. Ce qui n'était pas permis à un Bismarck, n'est certes pas permis à un Bethmann, sinon il faudrait renverser la phrase et dire : *Quod licet bovi, non licet Jovi.*

A quoi sert-il de rechercher — comme les professeurs allemands se plaisent aujourd'hui à le faire — si la protection de la Belgique était, pour l'Angleterre, *une question de morale ou d'intérêt?* Vraisemblablement, ça été les deux en même temps : en tenant sa parole, l'Angleterre sauvegardait aussi ses intérêts. Ceux-ci, cela n'a jamais été le secret de personne, ont toujours consisté à ce que les côtes de la mer du

(1) « Le plus grand crime qu'ait jamais enregistré l'histoire. »

Nord restassent en possession de petits Etats neutres. Celui qui agit honnêtement n'a pas à rendre compte jusqu'à quel point ses agissements répondent à ses intérêts. *Qui jure suo utitur, neminem laedit.* On ne peut voir dans l'âme des hommes et encore moins dans celle des peuples qui, du reste, comme « ensemble », n'en possèdent point.

En tous cas, aussi bien après les expériences historiques qu'après les avertissements sérieux et répétés qui furent donnés au Gouvernement allemand, il ne pouvait pas exister le moindre doute qu'une violation de la neutralité belge affecterait si fortement le sentiment populaire et les intérêts anglais, que l'Angleterre ne pourrait pas se tenir silencieusement à l'écart. A plusieurs reprises, Grey avait rendu attentif le prince Lichnowsky aux conséquences d'une violation de la même neutralité, que l'on pouvait prévoir par la réponse évasive de Jagow à la demande anglaise. Grey fit remarquer que « the neutrality of Belgium affected feeling in this country » (1). Le Gouvernement allemand chercha à rassurer le cabinet de Londres en déclarant que « sous aucun prétexte il n'avait l'intention d'annexer le territoire belge » (2). L'Angleterre ne put naturellement pas se contenter de cette promesse : la « non-annexion » n'étant pas identique avec la « neutralité ». Un pays neutre est celui qui, à tous égards, est respecté par la guerre et qu'on ne peut même pas utiliser pour y faire passer des troupes. Considérer une marche à travers un territoire neutre

(1) *Livre bleu*, nos 101, 123, p. VIII.
(2) *Livre bleu*, no 157.

comme un acte innocent est plus que naïf. Cette marche aurait autorisé la France à pénétrer dans le pays et la Belgique se serait trouvée dans la fâcheuse position que l'on peut imaginer : si elle s'était soumise à l'ultimatum allemand, son territoire eût sans doute servi de champ de bataille aux belligérants, sans qu'elle pût faire la moindre chose pour le défendre. Elle aurait été broyée entre les deux armées et perdue quel que soit celui qui eût remporté la victoire.

Il n'est donc pas étonnant que l'Angleterre n'ait pas accepté les assurances allemandes et qu'elle ait exigé que l'Allemagne respectât strictement la neutralité belge. L'Allemagne ne pouvait faire une telle déclaration, car les plans de son état-major, depuis longtemps préparés, rendaient indispensable le passage par la Belgique.

Le 4 août encore, alors que les troupes allemandes avaient déjà franchi la frontière belge, sir Goschen, par ordre de son gouvernement, demanda à M. de Jagow s'il n'était pas possible de renoncer, *encore maintenant,* à la violation de la Belgique et de faire reculer les troupes. M. de Jagow ayant répondu négativement, sir Goschen le pria de réfléchir encore une fois à la chose et de lui donner avant minuit une réponse satisfaisante. M. de Jagow répliqua « que sa réponse ne changerait pas même si on lui accordait vingt heures et plus pour réfléchir ». Là-dessus, Goschen demanda ses passeports (1).

L'incompréhensible attitude générale de la diplomatie allemande dans cette question de la neutralité belge ne

(1) *Livre bleu,* n° 160.

peut s'expliquer que par le fait que *la diplomatie avait complètement abdiqué en faveur du « militaire »*. La situation stratégique fut certainement améliorée par la marche à travers la Belgique; par contre la situation diplomatique, — et partant de nouveau la situation militaire, — empira beaucoup par le danger de l'entrée en scène d'une troisième puissance, la plus dangereuse, aux côtés de nos ennemis. Tout compte fait, les désavantages étaient plus grands que les avantages. C'eût été le devoir de l'homme d'Etat qui est à la tête de l'Empire de calculer ces profits et ces pertes. Si le calcul avait conduit à un résultat défavorable, il aurait mieux fait de démissionner que d'exposer son pays à un danger plus grand encore.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'hommes en Allemagne qui soient capables de prendre de telles résolutions. Le chancelier a manqué ou de caractère ou de perspicacité, ou bien il n'a pas vu les conséquences qui résulteraient de la violation de la neutralité belge, ou bien il n'a pas eu l'énergie de faire prévaloir le point de vue politique sur le point de vue militaire, même au prix de son poste. Maintenant que le mal est fait, il cherche, appuyé par ses fidèles, à s'excuser par des si et des mais. « Si *nous* n'avions pas violé la neutralité, la France l'aurait fait. » Nous avons déjà vu qu'aucun indice ne le faisait prévoir. Mais même si la France avait projeté de pénétrer en Belgique, l'Allemagne n'avait rien de mieux à faire qu'à attendre les fatales conséquences qui en auraient résulté pour la France. Il est incontestable que l'Angleterre se serait opposée à l'invasion française comme elle s'est opposée à l'invasion allemande. On peut l'affirmer avec certitude, eu égard

au traité de 1870 et à la demande analogue du 31 juillet 1914. La situation de la France vis-à-vis de l'Angleterre aurait été, même moralement, encore plus défavorable, car la France avait le 31 juillet fait une promesse précise tandis que l'Allemagne avait refusé de la faire. Si, peu de jours plus tard, la France avait manqué à sa parole, l'Angleterre aurait, sinon pris parti pour l'Allemagne, du moins conservé sa neutralité.

On dit, à la décharge de notre diplomatie, que l'Angleterre aurait marché contre l'Allemagne, *même si celle-ci n'avait pas violé le sol belge*. Cette affirmation est aussi gratuite que sans consistance et il ne vaut pas la peine de la réfuter. Ce que l'Angleterre a fait pour le maintien de la paix est un fait historique. Ce qu'elle aurait fait si ceci ou cela était ou n'était pas arrivé est une supposition qu'on ne peut pas discuter sérieusement. Dans le dessein de prouver que l'Angleterre n'a pas pris part au conflit à cause de la violation de la neutralité belge, mais pour soutenir à tout prix la France, le chancelier, dans son discours du 2 décembre, cite une entrevue qui s'est déroulée le 2 août à Londres, entre sir Grey et Paul Cambon (1). D'après M. de Bethmann, elle prouve que l'Angleterre a toujours été la perfide Albion et que sous le masque d'une conduite morale, elle a toujours poursuivi ses purs intérêts. Ceux-ci auraient consisté à « détruire le nerf de la vie de sa principale concurrente économique ».

Jamais un homme d'Etat n'a, dans un moment aussi décisif, péché autant contre la logique et défiguré la réalité. On se prend la tête et on cherche vainement à

(1) *Livre bleu*, n° 148.

suivre les errements de cet esprit. Comment? L'Angleterre est responsable de la guerre, parce que, après le commencement de celle-ci, qu'elle n'a pas suscitée mais qu'elle a cherché à empêcher, elle s'est jointe à l'un des belligérants. Même si elle s'y était jointe sans aucun motif, il ne s'ensuivrait pas qu'elle fût responsable de la catastrophe. Pour faire comprendre l'antithèse aux têtes les plus dures, je la formule en six mots latins :

Culpa — ante bellum
Participatio — post bellum.

Comme le chancelier le dit avec raison, « aucun devoir fraternel, aucune contrainte, aucune menace contre elle-même n'existait pour l'Angleterre ». Aucun devoir fraternel! Donc celui-ci justifie une intervention armée. Alors pourquoi, M. de Bethmann, avez-vous dénié à la Russie le droit d'intervenir pour la Serbie? Pourquoi, par votre proposition tendant à localiser le conflit, avez-vous contrecarré la Russie qui voulait remplir le devoir fraternel dont vous parlez? Maintenant que vous reconnaissez qu'un tel devoir oblige à intervenir par les armes, voulez-vous encore nous faire croire que votre tentative était sérieuse d'empêcher le grand frère de protéger son cadet?

Rien n'a contraint l'Angleterre à entrer en lutte. Sans doute, aucune contrainte matérielle, mais bien une contrainte morale. Une obligation solennelle résultant d'un traité et qui avait d'autant plus de poids qu'elle concernait la protection d'un petit Etat contre les grands, qu'elle avait été acceptée par toutes les puissances — y compris l'agresseur — et que plus tard elle avait même été ratifiée par un nouveau traité. Un traité n'est

qu'un chiffon de papier, dit M. de Bethmann. Mais qu'est-ce qui nous a déterminé à intervenir en faveur de l'Autriche dans un conflit qui était aussi étranger à nos intérêts que le royaume d'Albanie? Ce n'est qu'un traité, un chiffon de papier, qui nous imposait des obligations. Il ne faut pas avoir deux poids et deux mesures : si un chiffon de papier nous a suffi pour allumer l'incendie, pourquoi ne devait-il pas suffire à l'Angleterre pour propager le feu?

Si on me jette à la face les arguments du *Livre blanc* : « Nos intérêts étaient en jeu, la race germanique dans l'Europe centrale... Il ne fallait pas que l'Autriche fut affaiblie », je répliquerai : *L'Angleterre avait également des intérêts à protéger.* Le traité de 1839 ne constituait pas seulement un lien moral, mais une garantie pour ses intérêts, qui avaient une bien plus grande importance pour elle que toutes les questions balkaniques, prises ensemble, n'en avaient pour nous.

Nous pouvions aussi rester neutres dans une guerre austro-russe. Si nous le restions, la guerre était *vraiment* localisée entre l'Autriche et la Russie, et ni la France, ni l'Angleterre n'auraient été entraînées dans la conflagration.

Nous ne pouvions ni ne voulions rester neutres, parce que nous étions liés par un traité d'alliance, et que l'accomplissement de nos obligations répondait en même temps à nos intérêts.

L'Angleterre se trouvait dans le même cas : elle ne voulait ni ne pouvait rester neutre dans le cas de la violation de la neutralité belge, parce qu'elle s'était engagée solennellement à protéger la Belgique, et que cette protection répondait en même temps à ses inté-

rêts. Les rôles sont également partagés. *L'Allemagne et l'Angleterre, à deux points de vue différents, et pour des motifs analogues, ont agi de la même façon.* La différence fondamentale consiste en ceci, que l'Angleterre est intervenue pour un petit Etat innocent, tandis que l'Allemagne a pris sous sa protection un grand Etat coupable, c'est-à-dire que l'Allemagne a déchaîné la guerre mondiale, alors que l'Angleterre a cherché à l'empêcher par tous les moyens.

Essayons de suivre la logique de Bethmann et examinons le *fait* qui doit prouver que la neutralité belge n'a été qu'un masque. Le 2 août, sir Grey, se basant sur une résolution du cabinet, donna à Paul Cambon l'assurance suivante :

> « If the German fleet comes into the Channel or through the North Sea to undertake hostile operations against French coasts or shipping, the British fleet will give all the protection in its power.
>
> » This assurance is of course subject to the policy of His Majesty's Government receiving the support of Parliament, and must not be taken as binding His Majesty's Government to take any action *until the above contingency of action by the German fleet takes place.* » (1)

En commentant cette déclaration, Grey fit nettement

(1) « Si la flotte allemande pénètre dans le Pas-de-Calais ou dans la Mer du Nord pour entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, la flotte anglaise donnera toute la protection en son pouvoir.

» Cette assurance est naturellement soumise à l'approbation du Parlement et ne doit pas être considérée comme engageant le Gouvernement de Sa Majesté *jusqu'à ce qu'une telle action se produise de la part de la flotte allemande.* » (*Livre bleu*, nº 148.)

ressortir que même si une guerre franco-allemande venait à éclater, l'Angleterre ne pourrait pas s'engager à déclarer la guerre à l'Allemagne. Ce n'était qu'au cas où la flotte allemande pénétrerait dans la Manche ou la mer du Nord pour entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, que la flotte anglaise viendrait à l'aide de la France, — bien entendu sous réserve de l'approbation du Parlement.

M. de Bethmann se sert de cela pour accuser les ministres anglais.

Il ajoute particulièrement d'importance au fait que Grey a fait cette déclaration avant la remise de l'ultimatum à la Belgique, d'où il conclut qu'avant la violation de la neutralité belge, l'Angleterre s'était rangée parmi les belligérants, de sorte que cette violation n'a pas été le motif déterminant qui a poussé l'Angleterre à participer à la guerre. A quoi je réplique : Et s'il en avait été ainsi?

Mais même si toute cette déduction était juste, elle serait tout à fait superflue. Ce qui s'est passé le 2 août n'a rien à faire avec la question de savoir à qui incombe la responsabilité. Le 2 août, la guerre existait, par la faute de l'Allemagne et de l'Autriche et malgré la volonté de l'Angleterre. On ne pouvait plus l'empêcher. Inévitablement la France allait s'y trouver engagée, et bien que la déclaration de guerre ne fut remise à Paris que le jour suivant, des actes d'hostilité avaient déjà été commis sur le sol français. Le délai accordé à la France par l'ultimatum expirait le 1er août, à une heure, et le cabinet de Paris n'avait pas répondu aux demandes allemandes. La déclaration de guerre entre l'Autriche et la Russie n'était qu'une formalité qui pou-

vait avoir lieu d'un moment à l'autre, mais qui, comme pour rendre toute l'affaire plus insensée, se fit attendre jusqu'au 6 août. Bref, la guerre des quatre puissances existait et l'Angleterre était libre de faire ce qui répondait à ses intérêts. Répondait-il à ses intérêts d'appuyer la France d'une façon générale ou seulement dans certains cas, elle pouvait agir conformément à ceux-ci. Répondait-il à ses intérêts de ne participer à la guerre que si la neutralité belge était violée, elle pouvait aussi le faire. Dans l'un ou dans l'autre cas, elle est à l'abri de tout reproche. Puisque nous soutenions l'Autriche, l'Angleterre pouvait soutenir la France.

Le fait qu'il n'existait pas entre ces deux puissances d'alliance formelle, n'empêchait pas l'Angleterre, eu égard à ses relations amicales et surtout à ses propres intérêts, de promettre son appui à la France. Nous aussi, nous agîmes seulement d'après nos intérêts que, suivant les besoins et l'exemple de l'Autriche, nous qualifiâmes de questions vitales. Ainsi, l'envahissement de la Belgique était pour nous une « question vitale » que nous appelâmes modestement une question d'intérêt militaire (1). La neutralité de l'Angleterre était sinon une question vitale, du moins une question d'une importance si considérable que, avant et après le commencement de la guerre, nous cherchâmes par tous les moyens à l'obtenir. *Nous avons désiré la paix avec l'Angleterre d'une façon aussi sérieuse et persévérante que nous avons voulu la guerre avec la Russie et la France.* D'abord nous voulions être les maîtres sur le continent et... le reste aurait suivi de lui-même.

---

(1) Cf. La dépêche de Jagow à Lichnowsky, du 4 août. (*Livre bleu,* n° 157.)

Pourquoi donc toutes ces discussions superflues sur les motifs qui ont entraîné l'Angleterre dans la guerre? L'Europe est-elle un tribunal de morale qui doit juger les hypocrites et les pharisiens? Malheur à nous, si un tel tribunal existait! quelle figure ferions-nous devant lui? Comme nous serions démasqués, nous les conquérants sous le masque des libérateurs, nous les assaillants sous le masque des agrédis, nous les loups revêtus de la peau du mouton!

Si nous étions assez loyaux pour avouer notre indicible forfait! Si, à l'exemple des grands dominateurs, d'Alexandre, des Romains, de Napoléon Ier, nous proclamions ouvertement notre droit de posséder et de gouverner le monde parce que nous sommes meilleurs, plus forts et plus habiles que les « autres »! Cela aurait encore quelque chose de fascinant, de grandiose, quelque chose qui commanderait le respect, malgré l'aversion que cela inspirerait. Un Rinaldo Rinaldini, un Richard III, un César Borgia sont des monstres, mais ils sont grands dans leur genre, ils éveillent l'admiration comme chaque type d'homme complet. *Mais nous, comme nous sommes petits!* Chez nous, dans des écrits et des discours, nous prêchons la *Weltmachtpolitik,* la conquête et l'hégémonie mondiale — naturellement entre initiés! — et aux yeux du peuple aveugle et de l'étranger, nous sommes ceux qui ont été attaqués et surpris, les victimes de perfides ennemis.

Il ne nous sied donc pas de reprocher au gouvernement anglais sa mauvaise foi et son hypocrisie. Nous cherchons de nouveau la paille dans l'œil de l'autre et nous ne voyons pas la poutre dans le nôtre.

Ce qui montre à quel point l'Allemagne a poussé

l'art de l'hypocrisie, ce sont — à part les événements de 1914 — les déclarations faites en 1911 et 1913 par des diplomates allemands au sujet de la *neutralité de la Belgique*. Déjà en 1911, lors de la discussion du projet hollandais concernant les fortifications de Flessingue, certains journaux belges avaient à plusieurs reprises exprimé la crainte qu'au cas d'une guerre franco-allemande, l'Allemagne violât la neutralité de leur pays. Le ministère belge, dans l'intérêt des relations amicales des deux pays, suggéra à Berlin l'idée qu'une déclaration faite au Parlement allemand détruirait ces craintes. M. de Bethmann Hollweg, par l'entremise de son ambassadeur von Flotow, fit répondre qu'il avait été très sensible aux sentiments amicaux du gouvernement belge, mais qu'il ne pouvait pas faire la déclaration demandée, pour ne pas affaiblir la situation militaire de l'Allemagne vis-à-vis de la France; cette puissance, rassurée du côté du nord, pourrait concentrer toutes ses forces à la frontière de l'est (1). On comprend aujourd'hui la réponse évasive de Bethmann. A cette époque déjà, les plans de l'irruption en Belgique étaient sans doute prêts, et le chancelier avait des scrupules de déclarer ouvertement en plein Reichstag son intention de respecter une neutralité dont la violation était décidée.

M. de Jagow fut moins réservé. Dans la séance du 29 avril 1913 de la commission du budget du Reichstag, il ne craignit pas de donner la fausse déclaration suivante : « La neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions internationales et l'Allemagne est

(1) *Livre gris*, n° 12.

décidée à respecter ces conventions. » (1) Mais celui qui montra le moins de scrupules fut encore M. de Below-Saleske qui, le 2 août, quelques heures avant la remise de l'ultimatum allemand, donnait au ministre belge des affaires étrangères les assurances les plus propres à le rassurer sur les intentions du cabinet berlinois. Lorsque M. Davignon exprima sa satisfaction à ce sujet, mais cependant déclara qu'il serait heureux de recevoir une déclaration *officielle* du gouvernement allemand — comme la France en avait donné une le 31 juillet — afin de tranquilliser son pays, M. de Below se contenta de dire qu'il n'avait pas encore reçu des instructions dans ce sens (2). Le même soir, à 7 heures, il remettait l'ultimatum. Certes, un modèle insurpassable de *fair play!* On le voit :

A ce chapitre appartient un fait, encore inconnu en Allemagne. Au cours de l'été 1913, la famille royale de Belgique fit, à l'occasion d'une festivité, une visite officielle à Liége. L'empereur Guillaume —

— profita de cette circonstance pour envoyer un ambassadeur spécial à Liége, avec la mission de transmettre à la famille royale l'assurance de sa sincère amitié. L'ambassadeur n'était pas, comme de coutume, un général de la cour, c'était le général Emmich, *le futur conquérant de Liége.*

(1) *Livre gris*, n° 12.
(2) *Livre gris*, n° 19.

Mais revenons aux reproches adressés à l'Angleterre. Cette puissance serait, par sa déclaration du 2 août, sortie de sa neutralité et aurait pris place aux côtés de la France. La violation de la neutralité belge n'aurait pas influé sur sa résolution. Qu'est-ce que l'Angleterre a, en réalité, assuré au gouvernement français? *De lui prêter,* comme nous l'avons vu, *un appui limité et conditionné.* Et cet appui ne résultait pas de la libre volonté du gouvernement anglais, mais d'une obligation qu'il avait, par un traité, contractée envers la France. D'après une convention existant depuis longtemps entre les deux pays, la France devait concentrer presque toute sa flotte dans la Méditerrannée pour la protection des intérêts franco-anglais, et l'Angleterre, en retour, devait se charger de la défense des mêmes intérêts dans les eaux du Nord. Cette convention ne comportait aucun dessein agressif contre l'une ou l'autre des puissances, surtout pas contre l'Allemagne. Si ç'avait été le cas, les deux flottes n'auraient sans doute pas été séparées, et la plus grande partie des forces navales eût été concentrée dans les mers du Nord. L'accord franco-anglais avait donc simplement pour but la protection mutuelle des intérêts commerciaux.

La flotte française se trouvait, effectivement, en grande partie dans la Méditerrannée, et les côtes françaises du nord et de l'ouest restaient sans protection. Dans ces conditions, c'était *le devoir* de l'Angleterre, dans la guerre franco-allemande qui allait éclater et qui, le

2 août, était devenue inévitable, de se charger de la défense de ces côtes, que la France, dont la flotte devait rester dans la Méditerrannée, ne pouvait pas assumer. Tel est le sens et le motif de la promesse de Grey, du 2 août.

En agissant de la sorte, l'Angleterre ne se départait nullement de sa neutralité, car il ne dépendait que de la *libre volonté* de l'Allemagne de ne pas attaquer les côtes et les navires français et d'éviter toute cause qui pût provoquer une intervention de l'Angleterre. Le gouvernement allemand pouvait rendre inefficace la promesse du cabinet de Londres, et le prince Lichnowsky négociait même à Londres, le 3 août, sur la question de savoir si l'Angleterre resterait neutre au cas où l'Allemagne n'attaquerait pas les côtes et les navires français (1). Si cela avait été la seule question intéressant l'Angleterre, il est possible que ces négociations eussent abouti, mais cette puissance avait d'autres intérêts plus importants à défendre, auxquels l'Allemagne ne pouvait ou ne voulait pas accorder satisfaction. Ils étaient de deux sortes :

I. Le maintien de la France en qualité de grande puissance et de puissance coloniale.

II. Le respect de la neutralité belge.

Personne, à part l'Angleterre, n'a le droit de porter un jugement sur la légitimité de ces intérêts anglais. Nous nous étions fait un devoir de veiller à l'existence de l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre pouvait donc considérer que le maintien de la France et de ses colonies serait profitable à ses intérêts. Chaque Etat a le droit

(1) Discours de Grey, du 3 août.

de décider lui-même de ce qui lui est utile ou non et de repousser toute tutelle. Les intérêts des Etats ne sont pas stables, ils changent suivant les temps et les circonstances. Ce qui, aujourd'hui, leur paraît avantageux, peut leur être demain désavantageux ou indifférent. Le maintien de la puissance coloniale de la France avant le traité de 1904, importait peu aux Anglais. Mais après ce traité, il était devenu un élément de la politique britannique et il formait la base de la convention franco-anglaise. C'est pourquoi Goschen demanda au chancelier, lorsque celui-ci, le 29 juillet, déclara qu'il garantissait maintenir l'intégrité du territoire français si l'Angleterre restait neutre, si cette garantie s'étendait aussi aux colonies françaises. La réponse négative de Bethmann laissait conclure que l'Allemagne projetait d'agrandir son domaine colonial aux dépens de la France (1). Même si cela ne se fut pas produit, l'Angleterre pouvait craindre qu'un écrasement militaire de la France n'ébranlât profondément sa propre situation de grande puissance, son bien-être et son indépendance.

Si dans ce cas les intérêts anglais étaient en jeu, ils l'étaient bien davantage dans la question de la neutralité belge. Depuis le début des pourparlers, l'Angleterre avait nettement fait comprendre que la violation de la Belgique constituerait pour elle un *casus belli*. C'était la seule question qui devait immédiatement la conduire à une guerre avec l'Allemagne. L'opinion publique anglaise jouait dans cette question un rôle décisif, ce qui n'était pas le cas dans la question française. *Si l'Allemagne avait respecté la neutralité belge et renoncé en*

(1) *Livre bleu*, nº 85.

même temps à attaquer les côtes et la flotte françaises, la paix eût été maintenue entre elle et l'Angleterre. Mais l'Allemagne ne voulut ni ne put se soumettre à ces conditions, car pour les remplir elle aurait dû abandonner l'idée d'une guerre navale avec la France et elle se serait heurtée sur terre à des difficultés insurmontables.

La guerre devint *inévitable* lorsque les troupes allemandes franchirent la frontière belge et que le gouvernement allemand repoussa la sommation adressée par l'Angleterre de les faire reculer. C'était le soir du 4 août.

Mais la guerre pouvait *encore* être évitée, lorsque le 2 août le cabinet de Londres remit à Paris la déclaration que l'on sait. *Il est donc faux que l'Angleterre, comme le chancelier le prétend, se soit départie de sa neutralité le 2 août.* Les décisions de l'Angleterre étaient encore en suspens et dépendaient de circonstances qui étaient imminentes, mais qui ne s'étaient pas encore produites. La situation, au 2 août, montre combien le gouvernement allemand, contrairement au gouvernement anglais, était imprudent et imprévoyant. Si l'Angleterre n'avait pas jusqu'au dernier moment espéré rester en dehors du conflit, elle aurait déjà pu se décider le 2 août car, à cette date, il n'était plus possible de douter de l'envahissement de la Belgique par les armées allemandes. Le chancelier attache particulièrement d'importance au fait que la déclaration anglaise a été donnée pendant *l'après-midi* du 2 août, tandis que l'ultimatum à la Belgique n'a été remis à Bruxelles que le soir à 7 heures. En prenant toujours faussement la garantie donnée par l'Angleterre à la France pour un acte de participation à la guerre, le chancelier con-

clut naïvement que celle-ci a été décidée alors qu'à Londres on ne savait rien et qu'on ne pouvait rien savoir en raison de la violation projetée du sol belge. A la vérité, on ne peut être plus naïf! La réponse évasive de Jagow à la demande anglaise, les tentatives faites par Bethmann pour obtenir la neutralité de l'Angleterre, les tortueuses déclarations des diplomates allemands à Londres et à Berlin auraient depuis le 31 juillet révélé à un aveugle les desseins de l'Allemagne. Ajoutez que la marche à travers le Luxembourg, qui eut lieu le 2 août à l'aube, ne permettait plus de croire que la Belgique serait respectée.

Le gouvernement anglais, au moment où il remettait sa déclaration à la France, ne pouvait plus ne pas douter que l'Allemagne porterait atteinte à la neutralité belge, — ce qui eut lieu quelques heures plus tard par la remise de l'ultimatum. Si l'Allemagne regardait la mobilisation russe comme un *casus belli,* combien, à plus forte raison, l'Angleterre devait-elle considérer les faits qui s'étaient produits jusqu'au 2 août comme une menace pour la Belgique. Si elle avait, ce jour-là, remis un ultimatum à l'Allemagne, elle n'aurait pas agi autrement que l'Allemagne avait agi le 31 juillet à l'égard de la Russie. Au lieu de la phrase de Bethmann : « Il n'était nullement question de la neutralité belge », il faut dire, pour être conforme à la vérité : « La neutralité belge était déjà menacée mortellement. » Il s'ensuit que si le gouvernement anglais avait promis de prêter son appui *entier* sur terre et sur mer, il aurait été pleinement dans son droit. A plus forte raison l'était-il en ne promettant que son appui conditionné sur mer.

Résumons-nous :

1. Il n'est pas vrai que l'Angleterre se soit, le 2 août, départie de sa neutralité. *La promesse qu'elle a faite ce jour n'équivaut pas à une déclaration de guerre à l'Allemagne.*
2. Il est vrai par contre que le 4 août, après la violation effective de la neutralité belge, l'Angleterre est sortie de sa neutralité.
3. Même si la promesse du 2 août eût signifié l'abandon de la neutralité anglaise, cet abandon eût été fondé par la certitude que l'Allemagne violerait la neutralité belge.

Ainsi, lorsque l'Angleterre affirme que la violation de la dite neutralité a été le motif qui l'a poussé à la guerre, elle dit la vérité.

Cette vérité est encore confirmée par le fait que l'ambassadeur Goschen n'a exigé, le 4 août, que le *retrait* des troupes allemandes qui avaient pénétré en Belgique et que c'est seulement lorsque l'Allemagne l'eut refusé, qu'il déclara que l'Angleterre devait agir conformément aux obligations imposées par le traité de 1839. L'Allemagne avait donc, le soir du **4 août, encore,** la possibilité d'éviter la guerre avec l'Angleterre. Cela prouve que l'état de guerre ne pouvait pas exister, le 2 août, entre les deux puissances.

Toutes les conclusions que le chancelier croit devoir tirer de l'événement du 4 août sont ainsi réfutées. Par contre, on peut en tirer une autre, et moi, je me permets de le faire; la promesse *conditionnée* et *limitée* d'un appui éventuel de la *flotte* prouve irréfutablement que, jusqu'au 2 août, l'Angleterre n'avait pas fait à la

France d'autre promesse concernant un appui militaire. C'est pourquoi la déclaration anglaise fut accueillie à Paris avec une grande joie comme un « *premier* concours dont la valeur nous est précieuse » (1). Cela démontre bien que l'allégation du chancelier n'est qu'un mensonge, suivant laquelle l'Angleterre, avant le commencement de la guerre, aurait promis à la France son appui.

En terminant, j'insiste de nouveau sur le fait que toutes les discussions sur la participation de l'Angleterre à la guerre et sur les causes de cette participation ne touchent pas à la question essentielle qui est celle-ci : *Qui est responsable de la guerre européenne?* Ces discussions ont précisément pour but de détourner l'attention de cette question. La participation de l'Angleterre est une *conséquence* de la guerre qui a des motifs particuliers. Elle ne se serait pas produite, si celle-ci n'avait pas éclaté. Celui qui a déchaîné la catastrophe est aussi responsable de ses conséquences. Tout ce qui importe, c'est donc ceci : Qui a déchaîné la guerre? Et à cette question, il n'y a qu'une réponse : L'Allemagne et l'Autriche.

Contre l'Angleterre, je ne puis pas établir des chefs d'accusation, car il n'en existe pas; je puis seulement résumer sa défense par les phrases que j'ai écrites au début de ce chapitre. Les générations futures approuveront sans doute les paroles qu'Asquith a prononcées, le 6 août, au Parlement anglais, à l'éloge de son collègue *sir Edward Grey*. « Je suis sûr que cette maison et ce pays, — et je puis ajouter la postérité et l'histoire,

(1) *Livre jaune*, n° 138.

— lui reconnaîtront ce qui, après tout, est le meilleur tribut qu'on puisse payer à un homme d'Etat, que, sans sacrifier rien de l'honneur et des intérêts du pays, il a combattu, comme peu d'hommes l'ont fait, pour la protection et le maintien du plus grand des biens de tous les peuples : de la paix générale. »

D.

Russie.

L'attitude de la Russie dans le conflit européen a été suffisamment mise en lumière par l'exposé précédent pour permettre de porter un jugement sur la culpabilité ou l'innocence de ce pays.

Qu'est-ce que l'Allemagne reproche à la Russie :

I. De s'être immiscée sans motif ni raison dans le conflit austro-serbe et, ce faisant, d'avoir provoqué la guerre européenne. J'ai déjà longuement expliqué que la Russie avait le droit de le faire; je n'y reviens pas.

II. En outre, on prétend que le parti de la guerre russe a voulu, dès le début, la guerre et y a poussé. S'il existe vraiment un tel parti en Russie, ce qu'il faudrait encore prouver, il a rencontré une résistance plus effective auprès du ministre russe des affaires étrangères que le parti de la guerre allemand n'en a rencontré auprès de M. de Bethmann. *Depuis le début de la crise, Sazonow a, de la manière la plus assidue, travaillé pour la paix :*

1. Il a conseillé à la Serbie d'être modérée et ses conseils ont eu plein succès (1).

2. Il a tâché, sans succès cette fois, d'obtenir, conjointement avec la France et l'Angleterre, une prolongation du délai assigné par l'ultimatum autrichien (2).

3. Lorsque la situation par le rappel de l'ambassa-

(1) *Livre orange*, nos 4, 25, 33, 40, 42. *Livre bleu*, no 55.
(2) *Livre orange*, nos 4, 5, 11, 12.

deur autrichien, commença à s'aggraver, il a réclamé l'aide de l'Italie qui devait en refusant son appui à l'Autriche lui faire abandonner son attitude intransigeante (1).

4. Malgré la rupture des relations austro-serbes, il est entré en pourparlers amicaux avec le gouvernement de Vienne; il a montré en détail au comte Szapary quels étaient les points de la note autrichienne qui étaient acceptables pour la Serbie, mais il a aussi fait ressortir ceux qui, du moins sous la forme exigée, ne pouvaient être acceptées par aucun Etat indépendant (2).

5. Il a exprimé le vif désir de diminuer par des pourparlers directs la tension existant entre l'Autriche et la Russie et il a prié Vienne de donner pleins pouvoirs à l'ambassadeur autrichien à Pétersbourg (3).

6. Après l'échec de cette tentative, Sazonow a appuyé par tous les moyens la proposition de la conférence à quatre, suggérée par Grey (4).

7. Il s'est déclaré prêt à rester à l'écart et à se soumettre aux propositions des puissances (5).

8. Il a engagé le tsar Nicolas à envoyer la dépêche au prince Alexandre de Serbie, dans laquelle le tsar lui recommande chaudement toute solution propre à éviter les horreurs d'une guerre (6).

9. Après la déclaration de guerre de l'Autriche, il a instamment prié le gouvernement anglais d'agir auprès

(1) *Livre orange*, nº 23.

(2) *Livre orange*, nº 25.

(3) *Livre orange*, nºs 38, 45, 50, 54, 77. Berchtold déclara le 28 juillet, à l'ambassadeur russe qu'il ne pouvait « ni reculer ni entrer en discussion sur aucun des termes de la note austro-hongroise. »

(4) *Livre orange*, nºs 32, 49, 55, 77.

(5) *Livre bleu*, nºs 55, 78. *Livre orange*, nº 32.

(6) *Livre orange*, nº 40.

du cabinet de Berlin afin qu'il engage l'Autriche à reprendre au moins les pourparlers (1).

10. Il a, à plusieurs reprises et d'une façon toujours plus pressante, sollicité la médiation de l'Angleterre sous la forme d'une conférence à quatre et s'est en même temps déclaré prêt à causer directement avec l'Autriche. Le refus des deux propositions à Vienne et à Berlin ne l'a pas empêché de les répéter constamment (2). Sazonow insista particulièrement le 29 juillet (3) auprès du comte de Pourtalès pour obtenir l'appui de l'Allemagne pour l'une ou l'autre des propositions. Il fit ressortir l'utilité d'une action parallèle, c'est-à-dire d'une conférence des quatre puissances intéressées à Londres et en même temps de négociations directes entre l'Autriche et la Russie. Il rappela le succès qu'avait obtenu une action analogue lors de la dernière crise des Balkans et il ajouta qu'après les concessions faites par la Serbie, le règlement des points encore en litige n'offrait aucune difficulté particulière si l'Autriche faisait preuve de la *moindre bonne volonté* et si toutes les puissances exerçaient leur influence en faveur d'une entente. Au vibrant appel de Sazonow, Pourtalès sut seulement répondre que l'Allemagne avait exercé une influence modératrice à Vienne et qu'elle continuerait à l'exercer. Ni à Paris, ni à Londres, ni à Pétersbourg on ne put obtenir davantage de l'Allemagne qui, soi-disant, conseillait la modération à Vienne, mais qui, au fond, ne montrait aucun aquiescement

(1) *Livre orange*, no 43.
(2) *Livre orange*, nos 25, 32, 34, 38, 39, 43, 45, 48 (que l'Angleterre entreprenne d'urgence une action médiatrice).
(3) *Livre orange*, no 49.

positif aux propositions de paix des puissances de l'Entente.

11. Sazonow, conjointement avec la France et l'Angleterre, a invité plusieurs fois le gouvernement allemand qui n'élevait apparemment des objections que contre la forme de la conférence, à proposer lui-même la forme qui lui serait agréable. Il déclarait qu'il accepterait par avance toute proposition de ce genre (1).

12. Il a, le 29 juillet, engagé le tsar à proposer, par dépêche, au kaiser, de soumettre le conflit austro-serbe au Tribunal de La Haye.

13. Il a, le 30 juillet, dicté à Pourtalès une formule transactionnelle qui ne poursuivait que la protection des droits souverains de la Serbie et *qui obligeait la la Russie à suspendre ses préparatifs militaires* (2).

14. Après que l'Allemagne eut repoussé cette formule, il déféra au désir de Grey et rédigea une formule encore plus conciliante. *Il admettait que les troupes autrichiennes restent en Serbie durant les pourparlers ultérieurs* et il s'engageait à garder une attitude expectante (3).

15. Lorsque l'Autriche s'est déclarée prête, le 31 juillet, à entrer en discussion sur la question serbe, Sazonow a immédiatement engagé les pourparlers à Pétersbourg et exprimé dans une dépêche, adressée à Londres, l'espérance qu'il parviendrait à résoudre pacifiquement le conflit (4).

16. Le 1er août encore, le jour où l'Allemagne dé-

(1) *Livre orange,* nos 53, 55, 64.
(2) *Livre orange,* no 60.
(3) *Livre orange,* no 67.
(4) *Livre orange,* nos 69, 73. *Livre bleu,* nos 110, 111.

clarait la guerre, il s'est déclaré prêt à conclure, dans le sens d'une seconde formule, un arrangement avec Vienne, pourvu que les troupes allemandes ne franchissent pas la frontière russe. *La Russie,* ajouta-t-il, *ne commencera dans aucun cas les hostilités* (1).

17. A la dernière heure encore, Sazonow engagea le tsar à donner au kaiser sa parole d'honneur que les troupes russes n'entreprendraient *pas d'actions provocatrices* tant que les pourparlers avec l'Autriche — repris le 31 juillet — dureraient encore (2).

18. Le jour où fut déclarée la guerre, il engagea de nouveau son souverain à assurer que la *mobilisation ne signifiait pas la guerre* et que les négociations devaient continuer pour le bien des deux pays et pour la paix générale (3).

Telle fut l'activité du chef de la politique russe. Chaque observateur impartial jugera si elle s'efforçait vers la paix ou vers la guerre. Puisque ces efforts infatigables en faveur de la paix avaient leur origine à Pétersbourg, cela prouve que le soi-disant parti de la guerre russe n'avait aucun pouvoir vis-à-vis du ministre responsable. Tous les Etats belligérants se jettent leur parti de la guerre à la tête; chacun nie le sien et accuse les autres. Les menées du parti de la guerre russe — s'il en existe un — restèrent stériles et n'influencèrent en rien la politique pacifique du tsar.

III. Le gouvernement allemand reproche en outre à la Russie d'avoir, par ses mesures militaires, fait échouer les pourparlers. Ce reproche, pour deux raisons, est injustifié :

---

(1) *Livre bleu,* nº 139.
(2) *Livre blanc,* p. 12.
(3) *Livre blanc,* p. 13.

1. Parce que la Russie, à côté de ses mesures militaires de sécurité, *n'a pas cessé de travailler diplomatiquement pour la paix* (1).

2. Parce que ces raisons étaient précisément des mesures de sécurité, qui, d'après les déclarations solennelles du tsar et de son gouvernement, n'avaient aucun caractère agressif. Elles n'en pouvaient pas avoir un, car, comme je l'ai déjà exposé, elles ne faisaient que soutenir une politique défensive, et d'autre part, la Russie n'avait aucune *raison* d'attaquer. Sa mobilisation partielle du 29, ainsi que la levée générale du 30, étaient la réponse *aux mobilisations autrichiennes qui les avaient précédées* et dont j'ai déjà fixé la date (2). La Russie a été obligée de prendre des mesures militaires non seulement à cause des préparatifs autrichiens, mais aussi à cause de l'attitude diplomatique de l'Allemagne et de l'Autriche. Le fait que l'Autriche se montrait intransigeante et que l'Allemagne faisait échouer toutes les négociations, devait éveiller le pressant soupçon — qui s'est du reste confirmé — que les deux pays voulaient la guerre à tout prix. La Russie était donc en droit de se protéger et le reproche au sujet de sa mobilisation est réduit à néant.

J'ai déjà qualifié, comme elle le méritait, l'histoire des manquements aux paroles données et des violations de frontière.

Il ne reste ainsi rien à la charge de la Russie, et je ne puis terminer ce chapitre qu'en regrettant — regret fort compréhensible de la part d'un Allemand — que

---

(1) *Livre orange*, nos 77, 78.
(2) *Livre orange*, nos 47, 49, 58, 77, 78.

la Russie soit *complètement innocente* de la guerre européenne et que la responsabilité en incombe exclusivement à l'Allemagne et à l'Autriche.

E.

France.

Les déclarations allemandes — écrites ou parlées — concernant la responsabilité de la France dans la guerre, son étonnamment retenues et elles ne s'appuient que sur un matériel très restreint. Le *Livre blanc* ne reproche à la France que « des préparatifs militaires », tandis que les pourparlers diplomatiques duraient encore, et il affirme, à la fin de son exposé, que cette puissance avait, le 2 août, soit avant le commencement de la guerre, ouvert les hostilités.

Le chancelier, dans son discours du 4 août, précise ce dernier reproche en déclarant que des soldats français ont pénétré sur le sol allemand. Dans son discours du 2 décembre, il enfourche « la vieille idée de revanche », mais il n'apporte aucune preuve contre la France.

J'ai déjà examiné la valeur de ces allégations, et démontré leur inanité. J'ai, entre autres, prouvé que les plus graves violations de frontière avaient été commises — et avaient même eu des suites sanglantes — *avant* la déclaration de guerre, par des troupes *allemandes*. Les accusations de l'Allemagne contre la France sont non seulement invraisemblables, mais encore contradictoires, et elles ne méritent pas créance.

Le chancelier a émis, dans son écrit du 24 décembre, une nouvelle accusation contre la France. Il critique *la participation de la France aux pourparlers diplomatiques*. On ne peut qu'être reconnaissant à M. de Beth-

mann de formuler enfin une imputation contre laquelle on puisse se défendre. Il se base sur les affirmations suivantes :

1. La France ne s'est pas fiée aux assurances de l'Allemagne et toutes les démarches faites par l'ambassadeur allemand ont été accueillies avec méfiance.

2. Elle n'a pas exercé une influence modératrice à Pétersbourg comme le désirait l'Allemagne.

3. Le gouvernement français n'a fait aucune action positive en faveur de la paix.

Qu'en est-il de ces accusations?

Il est certain que l'on a accueilli à Paris les démarches de *M. de Schœn* avec une certaine méfiance. Mais celle-ci n'était que trop justifiée. L'ambassadeur devait jouer à Paris le même triste rôle que M. de Jagow à Berlin. Il devait contrecarrer toutes les tentatives faites par la Triple-Entente pour parvenir à un règlement pacifique du conflit et défendre, par des raisons ridicules, l'attitude équivoque du gouvernement allemand. Il n'eut pas la permission de se joindre à la France lorsque celle-ci s'efforçait d'obtenir une prolongation du délai assigné à l'ultimatum. Par contre, il dut aveuglément se faire le défenseur de la note autrichienne et de toutes les actions de l'Autriche qui l'ont suivie (1). Il dut repousser la proposition de Grey d'une conférence à quatre, que la France avait immédiatement acceptée, et préconiser à sa place l'impossible proposition allemande tendant à localiser le conflit (2). Il dut déclarer insuffisante la note serbe, qui avait fait droit

(1) *Livre jaune,* nos 28, 36.
(2) *Livre jaune,* nos 56, 57, 61.

à toutes les exigences essentielles de l'Autriche, et fondé le rappel de l'ambassadeur autrichien. Il dut même, conformément aux instructions de Bethmann, demander au gouvernement français d'exercer avec l'Allemagne une *pression sur le cabinet de Saint-Pétersbourg,* tandis qu'il repoussait toute idée d'une pression sur Vienne. Il dut écouter, sans rien trouver de plausible à lui répondre, M. Bienvenu-Martin, le ministre des affaires étrangères par intérim, qui lui représentait sans cesse combien cette proposition était illogique : l'Autriche n'avait-elle pas, presque sur tous les points, obtenu raison, et malgré cela commencé une action militaire contre la Serbie? C'était donc à l'Autriche et non à la Russie qu'il fallait demander de s'arrêter; c'était sur *Vienne,* mais non sur *Pétersbourg* qu'il fallait exercer une pression (1). La Russie était disposée à négocier, soit directement avec l'Autriche, soit par l'entremise des quatre puissances non intéressées. Quelle pression pouvait-on exercer sur elle? L'Autriche, par contre, n'était ni disposée à causer, ni à accepter la proposition des quatre puissances. Si donc il y avait quelque part une action à entreprendre, c'était à Vienne et ce n'est que Berlin qui était en état de le faire. Un ambassadeur qui devait soutenir le contraire est plus à plaindre qu'à condamner (2).

Mais il dut se découvrir encore plus complètement. Lorsqu'il proposa à la place de la médiation, des pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg, il dut répondre (29 juillet) au ministre français qui lui deman-

(1) *Livre jaune,* nos 61, 62, 77, 78.
(2) *Livre jaune,* no 85.

dait quel était à vrai dire le but des opérations autrichiennes en Serbie, *que le gouvernement allemand ne le savait pas, mais qu'il espérait l'apprendre de l'Autriche* (1). Cette réponse n'est pas imputable au pauvre ambassadeur, mais à son gouvernement qui, jusqu'à maintenant, n'a pas encore renseigné le monde sur ce que l'Autriche voulait de la Serbie. Entre temps, les Serbes ont fourni la réponse que l'on avait vainement demandée à l'Autriche : ils ont chassé les Autrichiens de leur pays et, vraisemblablement, c'était ce que ceux-ci voulaient.

M. de Schœn fut, maintes fois, prié d'indiquer la forme de la conférence agréable à son gouvernement, qui en avait accepté l'idée : il dut ne pas répondre, n'ayant reçu aucune instruction de Berlin (2). Il dut garder une attitude passive durant toutes les tentatives faites par la France et l'Angleterre pour trouver une formule transactionnelle, qui satisfît à la fois la Russie et l'Autriche, car son gouvernement ne considérait pas ces tentatives comme dignes d'une discussion (3).

Après l'expiration des délais fixés par les ultimatums, il dut s'entendre exposer par M. Viviani la criminelle folie de la conduite de l'Allemagne, qui, peu avant la solution du conflit, entraînait, sans motif, l'Europe dans la plus terrible de toutes les guerres. Ce fut le moment où M. de Schœn fit la plus piètre figure. Il dut se contenter de répondre qu'il n'avait reçu aucune communication officielle sur la marche favorable des pourparlers, mais qu'il allait s'informer (4). Deux jours plus

(1) *Livre jaune,* nos 94, 97.
(2) *Livre orange,* no 55.
(3) *Livre jaune,* nos 101, 114.
(4) *Livre jaune,* no 125.

tard, il dut remettre à M. Viviani une déclaration de guerre basée sur le fait que *la France avait commencé les hostilités* et violé la neutralité belge (1) ! Mieux que personne, il connaissait la fausseté de ces allégations : il avait été témoin des sincères efforts de la France en faveur de la paix. Pauvre ambassadeur ! La méfiance qu'on lui témoignait en France a été certainement dépassée par la méfiance qu'il éprouvait à l'endroit de ses propres actions.

Nous avons dit que Bethmann blâme en outre la France de ne pas avoir, suivant le désir de Berlin, exercé d'influence modératrice sur Pétersbourg. Ce reproche est réduit à néant par l'exposé précédent. L'Allemagne se refusait d'agir sur l'Autriche, dont l'arrogance était sans bornes et qui, avec un mépris insolent, mettait en danger la paix. Elle exigeait, d'autre part, une pression française sur la Russie, qui, par ses bons conseils à la Serbie, avait déjà donné des preuves de ses intentions extrêmement conciliantes et qui se déclarait prête à faire de nouvelles concessions (2).

Les exigences de l'Allemagne étaient donc un peu fortes. Néanmoins, la France en tint compte dans une certaine mesure. Les *Livres jaune* et *bleu* en témoignent. Dans une dépêche du 29 juillet (3), Bienvenu-Martin déclare qu'il paraît essentiel que le cabinet de Pétersbourg, dont le désir de dénouer pacifiquement la crise est manifeste, adhère immédiatement à la proposition anglaise de la conférence à quatre. L'initiative de la France eut tout de suite du succès. L'ambassadeur

(1) *Livre jaune*, nº 147.
(2) *Livre jaune*, nºs 77, 78.
(3) *Livre jaune*, nº 85.

français à Pétersbourg télégraphiait le même jour à Paris que Sazonow acceptait la proposition de la conférence, sans attacher aucune importance au titre officiel de cette délibération, et *qu'il se prêterait à toutes les tentatives anglaises en faveur de la paix* (1).

L'exemple suivant montre d'une façon plus éclatante encore l'action de la France à Pétersbourg dans le sens de la modération. Lorsque, le 30 juillet, la mobilisation partielle russe contre l'Autriche eut été proclamée et que l'Allemagne eut menacé d'y répondre, Viviani invita très vivement la Russie à se montrer prudente : « Il serait opportum, dit-il, que dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces (2). » Ici aussi, le succès ne se fit pas attendre : la Russie retarda sa mobilisation (3) jusqu'au moment où la mobilisation générale autrichienne l'obligea à la décréter.

Un autre exemple de l'action féconde exercée par la France à Pétersbourg est fourni par le fait qui se passa le 31 juillet, tandis que les puissances s'efforçaient de trouver une formule intermédiaire entre celle de Grey et celle de Sazonow, afin d'obtenir, à la dernière heure encore, l'adhésion de l'Autriche. Avec une sagacité remarquable et un vif souci de la paix (4), Viviani proposa une formule qui devait être acceptable et pour la Russie et pour l'Autriche :

---

(1) *Livre jaune*, nos 86, 91.
(2) *Livre jaune*, no 101.
(3) *Livre jaune*, no 102.
(4) *Livre jaune*, no 112.

« Je vous prie, écrivait-il à son ambassadeur à Pétersbourg, de faire connaître d'urgence à M. Sazonow que la suggestion de sir Edward Grey me paraît fournir une base utile de conversation entre les puissances désireuses de travailler à un règlement honorable du conflit austro-serbe et d'écarter ainsi les dangers qui menacent la paix générale. »

Viviani explique la modification des propositions de Grey et de Sazonow et ajoute :

« Je vous prie de vous inspirer des considérations qui précèdent pour engager très instamment M. Sazonow à donner sans retard son adhésion à la proposition de sir Edward Grey. »

Le même jour, M. Paléologue pouvait télégraphier que Sazonow avait accepté la proposition de Viviani et modifié sa formule comme le demandait Grey (1).

Bien que la nuit et le jour précédents, l'Autriche eût bombardé Belgrade et que toute la Russie fût irritée au plus haut point par l'attitude provocatrice de Vienne, la France témoigna encore de son travail pour la paix et la Russie de ses dispositions conciliantes.

Même après la remise de l'ultimatum allemand à Paris, le 31 juillet, Viviani pria instamment le gouvernement impérial russe *d'éviter pour sa part, dans l'intérêt supérieur de la paix, tout ce qui pourrait rendre inévitable ou précipiter la crise* (2).

Beaucoup d'exemples semblables pourraient être tirés des livres diplomatiques. Mais M. de Bethmann dit que la France n'a pas agi à Pétersbourg et qu'elle n'a, en

(1) *Livre jaune,* n° 113.
(2) *Livre jaune,* n° 117.

général, rien fait dans l'intérêt de la paix — et Bethmann est un homme honorable.

Si nous embrassons d'un coup d'œil l'activité de la diplomatie française durant les jours critiques et la comparons avec celle des chancelleries des autres pays, nous devons dire que ces manifestations — telles qu'elles sont exposées dans le *Livre jaune* — surpassent par la forme élégante et la force de l'exposition plastique toutes celles des autres diplomaties. Ce fut la diplomatie anglaise qui dirigea le travail et elle s'acquitta de sa tâche avec le calme, la sobriété et la clarté qui caractérisent les Anglais dans toutes les situations. La diplomatie russe suivit son exemple. Le matin du 1er août seulement, Sazonow, quittant son ton modéré, déchargea son cœur en présence de ses collègues de France et d'Angleterre. Il leur fit voir sous son vrai jour la politique de l'Autriche, provocante et sans moralité et la politique allemande équivoque, à double face, et particulièrement malheureuse dans le choix de ses représentants à Vienne et à Pétersbourg : le premier, un russophobe enragé, qui versait continuellement de l'huile dans les flammes, le second, un ignorant, qui laissa croire à Berlin que la Russie ne ferait jamais la guerre, même si on lui marchait trop fort sur les pieds (1).

Par opposition aux diplomates anglais et russes qui, sauf dans quelques cas, ne montrèrent que des qualités d'objectivité et de sobriété, le génie des Français, leur grâce dans la forme, leur mobilité dans les idées, leur facilité à trouver toujours de nouvelles issues à des situations compliquées apparaissent d'autant plus étin-

(1) *Livre bleu*, no 139.

celants. La lecture du *Livre jaune* est une vraie jouissance pour le connaisseur. Quels types brillants, les frères Cambon! Quel homme fascinant et intelligent, le ministre Viviani! Et même Bienvenu-Martin, qui a joué un rôle plus effacé! Combien tranchant dans ses antithèses, combien net dans sa réfutation des sophismes allemands, combien perspicace dans le jugement des tendances autrichiennes et allemandes!

Et la diplomatie allemande? Nous aimerions mieux ne pas en parler. M. de Schœn, à Paris, M. de Tschirschky, à Vienne, le russophobe, le comte de Pourtalès, à Pétersbourg, M. de Flotow, à Rome, quel piteux rôle ont-ils tous joué? M. de Flotow connaissait si peu l'opinion publique italienne et les intentions du gouvernement italien qu'il estimait possible une participation de l'Italie à une guerre agressive de l'Autriche contre la Serbie — et à toutes ses conséquences — une idée dont le dernier voyageur de commerce allemand en Italie eût souri. Le comte de Pourtalès considérait quelques troubles parmi les ouvriers en Russie comme suffisants pour que la Russie laissât à l'Autriche les mains libres dans les Balkans. Il avait, en outre, l'ingrate tâche de soutenir, à Pétersbourg, l'ingénieuse théorie de M. de Bethmann suivant laquelle la conférence des quatre puissances « exigeait de l'Autriche ce qu'on n'aurait pas voulu exiger de la Serbie, c'est-à-dire de céder à la pression militaire ». Cette théorie plaît tellement à M. de Bethmann qu'il l'a reprise dans un de ses récents écrits. Seulement il oublie deux choses : 1° que la Serbie avait déjà cédé *auparavant,* donc que la pression militaire était un acte insolent et inexcusable; 2° que la conférence des quatre puissances n'avait pas en vue

ni une pression, ni des mesures militaires, mais qu'elle ne se proposait que de donner des conseils amicaux, cela la tête la plus dure doit arriver à le comprendre.

M. de Tschirschky-Bögendorf avait également un rôle fort ingrat à jouer à Vienne. Il devait, *en apparence* et « extérieurement », conseiller la modération au Ballplatz, tandis que, « intérieurement », dans le cabinet de travail du comte Berchtold, il suivait les instructions secrètes de M. de Bethmann qui répondaient en même temps à ses penchants personnels, et poussait à la guerre. Sir Maurice de Bunsen ne se trompa pas en dévoilant le double jeu de notre ambassadeur et en concluant de toutes les actions et de toutes les omissions de M. de Tschirschky — en particulier de ses refus prémédités et répétés de joindre ses efforts à ceux que les ambassadeurs des puissances de l'Entente faisaient pour maintenir la paix — que, dès le début, il avait travaillé en faveur de la guerre (1).

Quant au prince Lichnowsky, c'est, disons-le à son honneur, le seul de nos ambassadeurs qui ait voulu sincèrement la paix; il a été une victime innocente de ses chefs. Il dut recourir à mille subterfuges pour dissimuler les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Belgique, afin que l'Angleterre conservât sa neutralité. Il dut discuter avec sir Grey *l'hypothèse* de notre respect de la neutralité belge (2), quoiqu'il sût que nos troupes se trouvaient presque à la frontière belge et qu'il était impossible que nous ne la franchissions pas.

Le 3 août, au matin, alors que l'ultimatum avait été

(1) *Livre bleu*, nos 141, 161.
(2) *Livre bleu*, no 123.

remis à la Belgique, il dut venir trouver Sir Grey, au moment où celui-ci partait pour le Conseil, et le prier instamment de bien vouloir rester neutre, même si nous violions la neutralité belge (1). Au dernier moment encore, il chercha à exercer une pression sur l'opinion publique anglaise par un article où il disait que si l'Angleterre restait neutre, l'Allemagne ne se servirait pas des côtes belges comme appui (2). Toutes ces tentatives de la dernière heure prouvent la bonne volonté de notre ambassadeur à Londres, mais ses meilleures intentions ne peuvent empêcher que le représentant d'une mauvaise politique doive apparaître sous un fâcheux jour.

Et le chef de tous, M. de Jagow? — Je laisse le chancelier de côté, il a déjà été suffisamment caractérisé. — Quelle triste figure appelant la pitié! Quel piteux contraste forme-t-il avec ses deux adversaires principaux, le Français Cambon et l'Anglais Goschen! Leur supériorité le terrasse incessamment; il est serré de près, comme une souris qui, acculée, chercherait une issue. Disons, à la décharge des diplomates allemands, qu'ils avaient à défendre une mauvaise cause et qu'ils devaient user d'équivoques, tandis que leurs collègues en soutenaient une bonne et pouvaient agir loyalement. Mais plus une cause est mauvaise, plus celui qui combat pour elle doit être habile, sinon il la fait paraître plus détestable qu'elle n'est et il s'expose lui-même au mépris. Notre mauvaise cause exigeait des diplomates excellents, non pour la faire triompher, mais, du moins,

(1) Discours de Grey du 3 août. *Livre bleu*, p. 92. *Livre jaune*, nº 144.
(2) *Livre jaune*, nº 144.

pour en cacher toute la laideur aux yeux du monde.

Quelques exemples, tirés des livres diplomatiques, justifieront mon jugement. Prenons un des entretiens entre M. Cambon et M. de Jagow. Le 27 juillet, Cambon appuie auprès de Jagow la proposition de Grey concernant la conférence à quatre (1). Jagow répond qu'il ne peut pas citer l'Autriche devant un tribunal des puissances. Cambon réplique que la chose est trop sérieuse pour qu'on la fasse échouer à cause d'une question de forme, qu'il s'agit d'une œuvre de paix pouvant se borner à *des démarches communes des quatre puissances à Vienne et à Péterbourg*. Il ajoute que M. de Jagow lui avait souvent exprimé son regret de voir les deux groupes des puissances opposés l'un à l'autre et que l'occasion se présentait de prouver qu'il existait un esprit européen, en montrant quatre puissances appartenant aux deux groupes agissant d'un commun accord pour éviter un conflit européen. Ne trouvant rien à répondre à cette lumineuse explication, M. de Jagow se dérobe en disant que l'Allemagne avait des engagements avec l'Autriche. Cambon lui objecte promptement que les rapports de l'Allemagne avec l'Autriche ne sont pas plus étroits que ceux de la France avec la Russie. Jagow essaie de s'échapper à nouveau; il déclare qu'il ne se refuse pas d'agir pour empêcher le conflit austro-russe, mais qu'il ne peut pas intervenir dans le conflit serbe. « L'un est la conséquence de l'autre, réplique Cambon, et il importe d'empêcher qu'il survienne un état de fait nouveau, de nature à amener une intervention de la Russie. »

(1) *Livre jaune*, no 74.

Comme Jagow persistait à parler de ses engagements avec l'Autriche, Cambon lui demanda s'ils consistaient à la suivre partout aveuglément, et s'il avait pris connaissance de la réponse serbe. « Je n'en ai pas encore eu le temps, répond Jagow. » (Notons que la note avait été remise le 25 à l'ambassadeur autrichien à Belgrade.) « Je le regrette, reprit Cambon. Vous verriez que sauf sur des points de détails, la Serbie se soumet entièrement. Il me semble donc que, puisque l'Autriche a obtenu les satisfactions que votre appui lui a procurées, vous pouvez aujourd'hui lui conseiller de s'en contenter ou d'examiner avec la Serbie les termes de la réponse de celle-ci. » Jagow, de plus en plus acculé, ne sait pas que répondre. Alors Cambon lui demanda ouvertement si *l'Allemagne voulait la guerre.* Et comme il proteste vivement, l'ambassadeur ajoute : « Il faut donc agir en conséquence. Quand vous lirez la réponse serbe, pesez-en les termes avec votre conscience, *je vous en prie, au nom de l'humanité,* et n'assumez pas personnellement une part de responsabilité dans la catastrophe que vous laissez préparer. » Finalement, de Jagow revient sur le vrai motif de l'entretien et déclare qu'il faut trouver à l'intervention suggérée par Grey une *forme* qu'il puisse accepter. Mais il augure davantage de bien des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg, que Cambon lui recommande d'accélérer en agissant auprès du cabinet autrichien.

On sait que l'Autriche a refusé de traiter directement avec la Russie. Comme je l'ai exposé plus haut, il est très peu probable que Berlin ait exercé une pression sur Vienne. Ce moyen de parvenir à une entente n'ayant pas donné de résultat, il ne restait que celui de la

conférence. Cambon l'appuya le 28 juillet (1), soutenu par ses collègues anglais et italien, mais Jagow, malgré l'insistance de son collègue italien, repoussa la proposition, bien qu'il eût été renseigné exactement par Goschen, comme Lichnowsky par Grey, sur le but et la signification de la conférence.

La passivité de Jagow inquiéta Cambon qui lui demanda de nouveau *si peut-être il voulait la guerre.* Jagow protesta, mais ne dévia pas de la ligne de conduite qu'il semblait s'être tracée. Afin de le faire sortir de sa réserve, Cambon se proposa de « le mettre au pied du mur en lui demandant de *formuler lui-même* comment pourrait se produire l'action diplomatique des puissances pour éviter la guerre ». Cette idée fut acceptée par Grey, soutenue fortement par les Etats de l'Entente et l'Italie, mais elle échoua, *car Jagow, malgré toutes les pressions,* ne fit *aucune suggestion à ce sujet.*

Il est intéressant d'observer comment M. de Jagow chercha, par tous les biais, à échapper à l'obligation de formuler une proposition. Le plus souvent, il objecte que l'Autriche n'a pas encore répondu à ses questions (2). C'est un thème sur lequel il brode mille variations. Surtout, il ne sait que répondre lorsqu'on lui demande ce que, après la déclaration de guerre, l'Autriche exige de la Serbie, et avant qu'on le sache, dit-il, il ne peut pas être question d'une « médiation » quelconque (3). Lorsqu'il est vivement pressé, il se cache derrière le paravent de l'Autriche, ou pour mieux dire, il se retire de tranchée en tranchée jusqu'à ce qu'il disparaisse à

(1) *Livre jaune,* n° 81.
(2) *Livre jaune,* nos 92, 109.
(3) *Livre jaune,* nos 94, 109; *Livre bleu,* nos 98, 107, 112.

jamais derrière la forteresse de la « mobilisation russe ». Ce fut la *quintessence de la tactique berlinoise :* traîner en longueur tous les pourparlers en faveur de la paix jusqu'à ce qu'on puisse agiter l'épouvantail de la mobilisation russe et s'épargner par là la peine de répondre aux propositions pacifiques.

L'entretien de Cambon et de Jagow du 30 juillet (1) illustre cette tactique. Cambon demande de nouveau ce qu'il en est de la formule transactionnelle que l'Allemagne voulait proposer. Jagow explique que, « pour gagner du temps », il avait agi directement et demandé à l'Autriche sur quel terrain on pourrait causer avec elle. Autrement dit : sous le prétexte de vouloir gagner du temps, il met à l'écart les puissances pacifiques et charge l'un des meneurs du mouvement belliqueux, M. de Tschirschky, de s'enquérir auprès du cabinet viennois des conditions dans lesquelles on pourrait causer avec lui. *Est-il croyable que le secrétaire d'Etat allemand ne sût pas encore le 30 juillet ce que l'Autriche voulait? N'est-ce pas honteux de voir le représentant diplomatique de l'empire allemand dans un tel rôle,* et dans une affaire où la vie de l'Europe cultivée et le sort de l'humanité étaient en jeu?

Dans le même entretien, Jagow vient à parler de la mobilisation de la Russie qui doit entraîner celle de l'Allemagne. Cambon objectant que les Russes n'avaient mobilisé que contre l'Autriche, Jagow reconnut que c'était vrai, mais que les *chefs de l'armée insistaient,* car tout retard était une perte de forces pour l'Allemagne. Cette dernière remarque est caractéristique, mais de la

(1) *Livre jaune*, nº 109.

part du ministre des affaires étrangères, elle paraît au moins assez imprudente. Elle prouve — ce qui appert aussi d'autres faits — que la mobilisation qui, en Allemagne, équivaut à la guerre, a été résolue le 29 juillet dans le conseil des ministres qui s'est tenu à Potsdam sous la présidence du kaiser et auquel ont participé des généraux (1). L'état-major était pressé. C'est ce qui explique la préparation de l'édition spéciale du *Lokal-Anzeiger,* qui, le 30 juillet déjà, annonçait la mobilisation. Le journal fut, il est vrai, saisi parce qu'on ne considérait pas comme opportum de la faire connaître ce jour (2). *Hinc illæ lacrimæ!* De là, les détours et les « retraites » de M. de Jagow, qui, en second Curtius, se jetait dans la fosse que lui avait creusé le parti militaire.

Je dois encore mentionner un épisode antérieur parce qu'il met en lumière les qualités morales et intellectuelles des diplomates dont nous nous occupons. Le 29 juillet (3), Cambon se permit de demander modestement où en était la question des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg desquels Jagow se promettait le succès. Celui-ci put à sa joie, déclarer que « les dispositions sur ce point étaient bonnes à *Pétersbourg* », mais « qu'il attendait toujours une réponse de Vienne ». Entre temps, il avait enfin lu la note serbe et il y voyait une « base de négociation possible ». « Je repris, dit Cambon, que c'est justement pour cela que je trouvais inexplicable la rupture de l'Autriche. »

(1) *Livre jaune,* nº 105. Cf. la déclaration précitée du comte Pourtalès à Sazonow (*Livre rouge* autrichien, nº 28).
(2) *Livre jaune,* nº 105, *Livre orange,* nº 62.
(3) *Livre jaune,* nº 92.

Jagow fit remarquer « qu'avec les peuples d'Orient, on n'avait jamais assez de sûretés et que l'Autriche voulait *contrôler* l'exécution des promesses faites par la Serbie ». Il s'agissait du seul point encore litigieux, à savoir de la participation d'Autrichiens aux enquêtes judiciaires. Tout de suite, Cambon suggéra adroitement l'institution d'une *Commission internationale* — comme il en existait dans les Balkans — qui eût pour but de contrôler l'enquête de la police serbe. A cet égard aussi, ajoute Cambon, la réponse serbe peut ouvrir la porte à des conversations. Jagow ne sut pas que répondre à cette proposition aussi sensée que réalisable. S'il l'avait acceptée et réalisée — la Russie et la Serbie y auraient incontestablement adhéré — nous n'aurions pas aujourd'hui une guerre européenne. Le même jour, une scène analogue se déroulait entre Bethmann-Hollweg et Goschen (1). Le chancelier tint les mêmes propos que Jagow : assurances pacifiques à profusion, mais refus de la conférence, refus d'explications sur les intentions de l'Autriche, tentatives pour engager Vienne à causer avec Pétersbourg; — remarquons bien, toujours *tentatives* (avec des moyens insuffisants; M. de Bethmann « poussait autant qu'il pouvait »), — avant tout, allusions plus menaçantes à la mobilisation russe.

Dans la nuit du 31 juillet au 1er août (2), sir Goschen adressa encore un pressant appel aux sentiments d'humanité de M. de Jagow. Celui-ci répondit froidement que la question était trop engagée et que tout dépendait de la réponse de la Russie à l'ultimatum allemand.

---

(1) *Livre bleu,* no 75. *Livre jaune,* no 92.
(2) *Livre bleu,* no 121; *Livre jaune,* no 121.

Goschen, étonné, demanda pourquoi on avait rendu l'ultimatum inacceptable en exigeant que la Russie démobilise aussi dans le sud. Jagow fit alors cette mémorable réponse : « Afin que la Russie ne puisse pas dire qu'elle n'a mobilisé que contre l'Autriche. » Ainsi, pour ôter à la Russie un prétexte impossible, — impossible, car la mobilisation générale avait été publiquement proclamée et déclarée par le tsar dans ses télégrammes, — on exigeait, ce à quoi elle ne pouvait consentir, à savoir *à une démobilisation vis-à-vis d'un Etat qui, lui-même, avait mobilisé.*

Le 1er août, Goschen eut un long et énergique entretien avec Jagow (1). Il le rendit attentif au fait inconcevable que l'Allemagne, qui n'était pas du tout intéressée directement dans le conflit, avait rendu la guerre inévitable par la remise de son ultimatum, *bien que l'Autriche et la Russie, les deux intéressées principales, vinssent d'entrer en pourparlers.* Tout aurait pu s'arranger, répliqua Jagow, mais la Russie ayant mobilisé, la guerre devra éclater si elle ne consent pas aux exigences de l'ultimatum.

C'est donc la *mobilisation en soi* qui est le motif de la guerre! Nous avons vu ce qui en est en réalité de cette mobilisation et par quoi elle fut provoquée et justifiée. En France et en Russie, on était d'un autre avis sur la signification de la mobilisation. Ces deux pays n'auraient jamais déclaré la guerre à l'Allemagne à cause de sa mobilisation; ils ne l'avaient pas fait non plus dans le cas de l'Autriche. *La mobilisation n'est pas la guerre*, lit-on dans un écrit de Viviani à Paul

(1) *Livre bleu,* no 138; *Livre jaune,* no 121.

Cambon (*Livre jaune,* n° 127). « En l'état actuel, c'est pour la France le meilleur moyen de sauvegarder la paix et le Gouvernement de la République multipliera ses efforts pour faire aboutir les négociations... Nous ne devons pas cesser de travailler avec l'Angleterre au succès de ces pourparlers. » Telles sont les phrases qu'on trouve dans l'écrit de Viviani du 1er août, écrit rédigé *après* les ultimatums et *après* la mobilisation française (1).

Nous n'avons donné qu'un faible aperçu des efforts faits par la France pour maintenir la paix. Tous les livres diplomatiques en parlent abondamment. Mais M. de Bethmann ne le sait pas. Il a, pour se servir de ses propres termes, « trouvé le courage, en qualité d'homme d'Etat responsable », de reprocher au gouvernement français de n'avoir rien fait pour la paix. L'historien impartial et nous, nous rejetterons ce reproche sur l'Allemagne, sur les épaules du politique qui, soit de son propre chef, soit par contrainte — la faute reste la même — n'a pas travaillé pour la paix et a tout fait pour rendre la guerre inévitable. Tandis que les autres accouraient avec des pompes et des seaux d'eau pour éteindre le commencement d'incendie, il versait de l'huile dans le feu, apportait du combustible afin que des braises surgît un énorme feu. Et maintenant que l'incendie est allumé, l'auteur du méfait suit avec terreur les conséquences de son acte horrible. Actuellement, il écrit autant qu'il parle pour accuser les autres. C'est comme le cambrioleur qui s'enfuit en criant : Arrêtez le voleur!

---

(1) *Livre jaune,* nos 125, 127. J'ai montré ailleurs que le cabinet de Vienne ne considérait pas la mobilisation comme équivalente à la guerre (*Livre bleu,* n° 118).

Heureusement, personne ne le croit. Plus il s'excuse, plus il s'accuse. Par tous ses sophismes et ses mensonges, il n'effacera par les faits qui sont étalés devant tous les yeux. Le peuple allemand, qui est maintenant encore trompé et aveuglé, et qui supporte patiemment les indicibles horreurs de cette catastrophe, le peuple allemand finira par ouvrir les yeux. Par dessus les tranchées et les frontières, il tendra la main au peuple voisin, dont le Président a dit justement : « *L'empire d'Allemagne supportera devant l'histoire l'écrasante responsabilité de la guerre.* »

F.

Annexe.

Livre rouge autrichien.

Au commencement de février, a paru un *Livre rouge* autrichien, comprenant une introduction et soixante-neuf numéros. Il ne fait que *confirmer* les conclusions que nous avons tirées des autres livres diplomatiques, et il révèle la conduite de l'Autriche, que l'on ne connaissait que par les publications étrangères, avec une clarté effrayante.

Les faits positifs qu'il relate montrent irréfutablement la culpabilité des Empires alliés dans la guerre, ceux qu'il *tait* prouvent que le cabinet de Vienne est pleinement conscient de sa culpabilité, et qu'il cherche, vainement, à la dissimuler aux yeux du monde.

Le *Livre rouge* ne contient aucune preuve indiquant que le gouvernement allemand, comme il le mentionne sans cesse dans son *Livre blanc,* ait exercé une influence modératrice sur Vienne. Durant la période du 28 au 30 juillet, alors que les relations étaient rompues entre l'Autriche et la Russie, le cabinet berlinois a bien transmis à Vienne quelques propositions des puissances de l'Entente, il est même allé jusqu'à recommander de les « peser », mais il ne les a jamais appuyées. Il a ou bien repoussé d'autres propositions au nom de l'Autriche, sans s'enquérir de l'avis de celle-ci, ou bien n'en a jamais fait part à Vienne, et ne les a pas jugées dignes d'une réponse.

L'Autriche *a repoussé jusqu'à ce qu'il fût trop tard* toutes les propositions qui lui ont été faites et, partant, elle a fait échouer les efforts de l'Entente en vue de maintenir la paix.

I

Ce que **contient** *le Livre rouge.*

1. Le *Livre rouge* lui-même prouve que l'Autriche voulait la guerre *à tout prix*. L'ambassadeur von Giesl, à Belgrade, dans son rapport du 21 juillet, soit avant la remise de la note autrichienne, exprime la conviction que :

> « l'on ne pourra *se soustraire à la longue* à un règlement de compte avec la Serbie, à une *guerre* pour la situation et l'existence de la monarchie. Si nous négligeons d'apporter de la clarté dans notre attitude à l'égard de la Serbie, nous aurons notre part de responsabilités dans les difficultés et le désavantage des conditions d'une guerre future qui, tôt ou tard, doit éclater. Des moyens insuffisants, des exigences posées, de longs pourparlers, et finalement un lâche compromis, seraient le coup le plus dur qui pût atteindre le prestige de l'Autriche en Serbie et sa situation en Europe. »

Tel est le programme d'après lequel tous les événements allaient se dérouler.

2. Le 23 juillet déjà, en même temps que la remise de l'ultimatum à la Serbie, le comte Berchtold, dans

une note à son ambassadeur à Londres, déclarait que le court délai assigné par l'ultimatum était nécessaire pour empêcher la Serbie de traîner les choses en longueur, et que les exigences autrichiennes *ne pourraient pas faire l'objet de compromis et de pourparlers* (1).

Les puissances — qui n'eurent connaissance que le 24 de la note de l'Autriche, et sans le dossier nécessaire, — représentèrent qu'une prolongation du délai était nécessaire pour pouvoir étudier ce dossier et agir sur le gouvernement serbe. Berchtold repoussa leur demande en déclarant que l'examen des preuves était superflu, que la communication autrichienne aux puissances avait seulement *le caractère d'une information* que l'on considère comme « un devoir de politesse internationale » et que l'action de Vienne était une affaire n'intéressant que la Serbie et l'Autriche, sur laquelle les puissances *n'avaient pas à faire connaître leur opinion.* Durant les jours critiques, du 23 au 25 juillet, le comte Berchtold disparut de la capitale (2) et ce fut d'Ischl et de Lambach qu'il fit ses déclarations négatives.

3. Dans une note du 25 juillet au comte Szapary, ambassadeur à Pétersbourg, Berchtold compte déjà que la Serbie repoussera les exigences autrichiennes et qu'un conflit armé s'ensuivra (3). Dans une autre note du même jour, il discute l'article 5 de l'ultimatum et explique que la participation de fonctionnaires autrichiens à la répression des menées subversives serbes doit avoir lieu avec la « collaboration d'un bureau de sûreté » à Belgrade. Il néglige, par contre, de donner des expli-

(1) *Livre rouge,* no 9.
(2) *Livre rouge,* nos 20, 21.
(3) *Livre rouge,* no 26.

cations sur l'article 6, qui est plus important. Elles ne furent fournies que dans la déclaration du gouvernement autrichien, publiée le 27, soit après le rappel de l'ambassadeur à Belgrade. Il y est dit que les fonctionnaires autrichiens ne devaient pas prendre part à l'enquête judiciaires, mais aux *recherches policières* qui la précéderaient.

On se demande pourquoi ces explications, dont Pétersbourg eut déjà connaissance le 25, et qui furent rendues publiques le 27, n'étaient pas contenues dans l'ultimatum, ou, du moins, pourquoi elles ne furent pas communiquées à la Serbie après que celle-ci eut remis sa réponse. Etant donnée la soumission de Belgrade, il était très probable que le gouvernement serbe, se basant sur ces explications, eût tenu plus largement compte des exigences de l'Autriche. Mais celle-ci ne le fit pas, parce qu'elle considérait la guerre avec la Serbie comme nécessaire, et qu'elle était résolue à envisager le danger d'un conflit européen. L'Autriche agissait à la façon d'un homme qui, pour se débarrasser des punaises, met le feu à sa maison.

4. La réponse serbe causa une grande déception à Vienne. On ne s'était pas attendu à ce que l'influence des puissances de l'Entente fût si forte à Belgrade. Jamais un Etat indépendant n'avait fait de telles concessions. Il fallait vraiment posséder une grande habileté (et ce n'était pas le cas des politiciens autrichiens) ou une extraordinaire mauvaise volonté (qu'ils possédaient par contre certainement) pour tirer de l'attitude du petit Etat un motif pour faire la guerre.

Sazonow, lui-même, dans l'entretien qu'il eut le 27 juillet avec le comte Szapary, déclara que les

points 4, 5 et 6 de la note autrichienne étaient inacceptables pour la Serbie. Il fut sans aucun doute agréablement surpris lorsqu'il sut que la Serbie avait cédé sur ce point 4 (renvoi d'officiers et de fonctionnaires) et qu'elle était prête à soumettre les points 5 et 6 à une Cour d'arbitrage (1).

5. J'ai déjà caractérisé l'acte du cabinet viennois qui, au moyen de finasseries de procureur, transforma la note pleine de soumission de la Serbie en une note de refus. Berchtold, dans un rapport destiné à renseigner Londres, représente la réponse serbe comme sans valeur et calculée en vue d'une tromperie. « La Serbie accepte une série de nos exigences pour faire impression sur l'opinion publique européenne et en faisant toutes sortes de réserves, *comptant qu'elle ne sera pas en état de tenir ses promesses* (2).

Cela doit justifier la conduite de l'Autriche. J'ai déjà posé la question : qu'est-ce que la Serbie pouvait faire d'autre, en quarante-huit heures, que donner des promesses? Et le gouvernement autrichien ne réclamait de Belgrade que *l'obligation* de satisfaire à certaines demandes. Il devait donc attendre de voir la Serbie à l'œuvre. Il n'exigeait des garanties immédiates que dans les articles 5 et 6. S'il avait voulu discuter ces seuls points en litige, il est presque certain que ces garanties lui eussent été accordées sous une forme ou sous une autre, par exemple, comme l'indiquait Cambon, sous la forme d'une commission internationale d'enquête et de contrôle (3), et il est probable qu'ainsi elles eussent

(1) *Livre rouge*, nº 31.
(2) *Livre rouge*, nº 39.
(3) *Livre jaune*, nº 92.

été plus efficaces et mieux réalisables. Du reste, cette idée d'une collaboration des fonctionnaires autrichiens dans des questions serbes ne pouvait germer que dans les cerveaux des diplomates de Vienne. Cela devait rétablir la paix entre l'Autriche et la Serbie! Etant donnée la situation tendue entre les deux pays, elle n'eût été qu'une source de conflits incessants entre les fonctionnaires serbes et autrichiens; elle eût donné lieu à des incidents fâcheux et peut-être sanglants, bref, à un état qui eût amené la guerre. (C'était aussi l'avis de Sazonow. *Livre rouge,* n° 14.)

Mais n'importe; on devait insister sur la soi-disant méfiance qu'on disait devoir éprouver pour la Serbie, afin d'enlever toute sa valeur à la réponse serbe. Et cette méfiance était — d'après l'opinion de l'Autriche — justifiée par le fait que la Serbie avait ordonné la mobilisation générale le 25 juillet déjà, à trois heures de l'après-midi, soit trois heures avant la remise de la note à l'ambassadeur autrichien (1). Nous retrouvons ici le même procédé dont l'Allemagne s'est servi avec succès : le jeu de la mobilisation. L'Autriche formule des exigences inacceptables, et ce faisant, exprime sa volonté belliqueuse. La Serbie admet la plus grande partie de celles-là, mais, craignant avec raison que les quelques réserves qu'elle fait, ne fournisse à son ennemie un prétexte pour faire la guerre, elle se protège contre cette éventualité en mobilisant, ce que l'Autriche avait déjà fait. Vienne considère cette mobilisation défensive comme une sournoiserie et une action agressive, par laquelle la Serbie révèle son « animosité

(1) *Livre rouge,* n° 39.

déclarée » et son « refus de régler pacifiquement l'affaire », et elle « fabrique » ainsi le mobile de la guerre (1).

6. Mais l'Autriche ne se contente pas de cela. Elle reproche en outre à la Serbie — d'après le modèle connu — d'avoir *ouvert les hostilités* le 27 juillet, soit avant la déclaration de guerre (2). Cette affirmation n'est naturellement appuyée d'aucun fait et d'aucune preuve. Pourquoi la petite et faible Serbie aurait-elle, à dessein, suscité la guerre avec l'Autriche? L'ambassadeur Giesl rapporte que les fonds de la Banque nationale ont été mis en lieu sûr, que les archives ont été enlevées du ministère, que les troupes ont quitté Belgrade. Qu'est-ce que prouvent ces faits? Que la Serbie ne projetait rien moins qu'une attaque contre l'Autriche, mais qu'elle eût été heureuse si son puissant voisin l'avait laissée en paix (3). Il semble que c'est devenu une règle dans cette guerre que l'assaillant accuse l'assailli d'avoir voulu l'attaquer.

Tous ces prétextes servirent au gouvernement autrichien à justifier son attitude négative à l'endroit des propositions pacifiques des puissances. Les motifs de cette attitude peuvent se résumer ainsi :

a) Notre conflit avec la Serbie ne regarde personne et doit être localisé.

b) En donnant une réponse insuffisante, en mobilisant et en ouvrant les hostilités, la Serbie a d'elle-même suscité la guerre.

(1) *Livre rouge :* Introduction, p. 3 et n° 29.
(2) *Livre rouge,* nos 39, 40.
(3) *Livre rouge,* no 22.

7. J'ai déjà traité précédemment la question de la *localisation*. Elle est reprise dans le *Livre rouge* avec une telle précision et une telle naïveté qu'elle exige encore une courte discussion. L'Autriche part du principe que le comte Mensdorff expliquait le 29 juillet à sir Grey, à savoir que la *Serbie était comprise dans la sphère des intérêts autrichiens (Livre bleu,* n° 91*)*, et elle ne veut pas admettre que la Russie soit, par des liens ethniques et historiques, liée plus étroitement à la Serbie que n'importe quel allié avec l'autre, que par exemple l'Allemagne avec l'Autriche. Elle veut bien discuter avec la Russie des questions austro-russes, mais elle prétend régler à son gré le différend austro-serbe. Cette distinction ressemblerait à celle d'un homme qui, en procès avec un autre, lui dirait : je veux bien m'entendre avec toi et je n'ai pas de mauvais desseins à ton égard, mais nous ne devons point discuter l'objet de notre procès. *La question serbe était précisément depuis des années la seule cause de la tension* entre la Russie et l'Autriche. La Russie identifiait ses intérêts à ceux de la Serbie et déclarait ne pas pouvoir tolérer, eu égard à ce pays et à son propre prestige, que l'Etat frère, après sa défaite diplomatique pût encore être écrasé militairement par l'Autriche et abaissé au rôle d'Etat vassal (1). La querelle était cette fois plus vive que jamais, et elle ne menaçait pas seulement de brouiller Vienne et Pétersbourg, mais encore de mettre en feu toute l'Europe. Si donc on voulait traiter, on devait le faire sur la question serbe, la seule qui existât. Si on ne le voulait pas, il était vain et superflu de proposer d'autre sujets de discussions.

(1) *Livre rouge,* n° 47. *Livre bleu,* n°s 48, 91.

Grey et Sazonow s'efforcèrent vainement d'ouvrir les yeux au cabinet de Vienne sur ses propres sophismes qui pouvaient avoir les conséquences les plus graves. L'ambassadeur autrichien à Pétersbourg, lui-même, ne put s'empêcher de remarquer que les instructions de Berchtold se mouvaient dans un cercle vicieux (1). Toutes les représentations furent vaines. L'Autriche, soutenue par l'Allemagne, persista dans son refus jusqu'au moment où la guerre fût inévitable.

8. Partant du point de vue que personne n'avait rien à dire dans le conflit austro-serbe, l'Autriche refusa d'abord de *discuter le contenu de son ultimatum* et la réponse serbe. Le 27 juillet, un entretien sur un ton amical eut lieu entre Sazonow et Szapary. Le premier exprima le désir de discuter la note autrichienne avec l'ambassadeur. Szapary se déclara prêt à entendre les remarques de Sazonow, mais déclara qu'il n'était pas autorisé de son côté à discuter ou à interpréter le texte de cette note (2). Le 28 juillet, l'ambassadeur russe Schébéko demanda à Berchtold de munir Szapary d'instructions afin qu'il puisse continuer un échange de vues avec Sazonow et parvenir si possible à une entente directe avec le gouvernement russe : celui-ci y étant tout disposé. *Le comte Berchtold repoussa strictement la proposition de Schébéko.* Personne en Autriche, dit-il, ne comprendrait une discussion sur la réponse serbe insuffisante et du reste la guerre a été déclarée aujourd'hui (3).

Tous les ponts entre l'Autriche et la Russie étaient

(1) *Livre rouge*, n° 47.
(2) *Livre rouge*, n° 31.
(3) *Livre rouge*, n° 40. *Livre orange*, n° 45.

coupés et les propositions d'entente ne pouvaient arriver à Vienne que par l'entremise des puissances de l'Entente et de l'Allemagne.

9. Le jour où Berchtold déclina la demande de Sazonow, il repoussa aussi la proposition de Grey d'une *conférence à quatre*. On sait que l'Allemagne l'avait déjà repoussée sans demander l'avis de Vienne, en prétextant qu'on ne pouvait pas citer son allié devant un « tribunal européen ». L'Autriche, elle, refusa la proposition pour d'autres motifs, parce qu'elle venait *trop tard* et que la déclaration de guerre l'avait devancée (1). Voilà une chose extraordinaire! L'Allemagne, en qualité de tuteur de l'Autriche, considère la proposition, pour ainsi dire, comme messéante. Mais l'Autriche, la principale intéressée, n'éprouve pas cette impression : elle n'objecte que le retard; autrement dit, elle eût peut-être été disposée à discuter, si la demande en avait été faite plus tôt. De nouveau un signe de la confusion régnant dans les têtes politiques des allemands et autrichiens et dans les chancelleries! Naturellement, les deux motifs donnés par Berlin et par Vienne étaient faux. Mais il eût été plus prudent de s'entendre auparavant sur les raisons au moyen desquelles on fit échouer toutes les tentatives des puissances de l'Entente en faveur de la paix. Le jeu eût été moins vite découvert et la culpabilité moins facile à prouver.

10. J'ai déjà dit que l'Allemagne avait répondu au premier projet de Grey en proposant des pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg. Ceux-ci furent repoussés par Vienne. Ce refus, qui constituerait à lui-

(1) *Livre rouge*, nº 38 et 41.

même une preuve décisive contre les Empires alliés, le *Livre blanc* cherche à le tenir secret. Mais le *Livre rouge* contient l'aveu formel de l'Autriche sous la forme la plus frappante et avec une circonstance aggravante : Le cabinet viennois n'a pas seulement le 28 juillet repoussé la proposition allemande, il a déjà, avec toute la netteté désirable, exprimé ce refus le *23 juillet (Livre rouge,* n° 9). *Cela, le gouvernement allemand devait le savoir, et il le savait.* Il a donc repoussé une tentative de Londres qui avait les plus grandes chances d'aboutir, et proposé à sa place une autre tentative dont il savait pertinemment, d'après la déclaration autrichienne du 23 juillet, qu'elle ne donnerait aucun résultat. Autrefois on ne pouvait que constater l'insuccès de l'Allemagne et *conclure* à un double jeu criminel des deux alliés... Maintenant, grâce au *Livre rouge,* ce double jeu est démontré et les coupables sont démasqués. *Si parmi toutes les preuves, il n'existait que celle-ci, elle suffirait à faire retomber la responsabilité de la guerre sur l'Allemagne et l'Autriche seules.*

11. Le 30 juillet, Berchtold se résolut, en présence de l'aggravation du conflit, à entrer en discussion avec Sazonow sur quelques points de l'ultimatum. Il adressa, le 30 juillet, deux instructions dans ce sens à son ambassadeur à Pétersbourg (*Livre rouge,* n°s 49 et 50) et, le 31 juillet, les pourparlers commencèrent pour la première fois d'une manière *officielle* sur le contenu de la note autrichienne (1).

Mais même dans cet instant critique, Berchtold parla de la note *devancée* par la déclaration de guerre; il

(1) *Livre rouge,* n° 55.

déclara que les conversations, auxquelles il avait fini par consentir, n'étaient que des « éclaircissements supplémentaires » et il fit comprendre qu'il n'était pas dans les intentions de l'Autriche « de rien enlever aux articles de la note. »

La phrase de « la note devancée par la déclaration de guerre », qui n'est pas mentionnée dans le *Livre rouge*, mérite une remarque spéciale. A offense B. B fait humblement des excuses; cependant A lève le poignard pour égorger B. Un troisième, C, proche parent de B, intervient pour retenir le coup mortel et fait valoir en faveur de B les excuses qu'il a faites. B repousse cette immixtion en déclarant que la discussion de l'offense est *devancée par les événements* et que l'état de guerre, suscité au moment où il a levé son couteau, doit suivre son cours.

Tel est le point de vue du gouvernement autrichien, auquel on a peine à croire. Même s'il était logique et raisonnable, il ne conduirait pas aux conséquences déduites par Vienne, à savoir que toutes les tentatives d'arrangement faites par un tiers, non pas dans l'intérêt de la Serbie, mais de la paix européenne, seraient vaines du fait de l'Autriche. Celle-ci avait suscité *seule* l'état de guerre qui, tôt ou tard, devait prendre fin. Les puissances de l'Entente préféraient ne pas le faire durer afin d'éviter une conflagration générale. Comment donc pouvait-on s'opposer à leurs efforts en faveur de la paix en prétextant que la guerre avait déjà éclaté? C'est précisément *parce* qu'elle avait éclaté qu'on travaillait pour la paix : on rougit presque de devoir s'étendre longuement sur ces choses, mais lorsqu'on voit répété dans toutes les notes du *Livre*

rouge (depuis le 28 juillet) que la guerre, provoquée sans motif et criminellement par l'Autriche, a devancé tous les efforts des puissances pour maintenir la paix, — ce que le *Livre blanc* allemand répète aussi, — on ne peut s'empêcher de caractériser ce manque de bon sens comme il le mérite, *comme un jeu criminel avec les plus hauts intérêts des malheureux peuples dont la garde est confiée à de tels hommes.*

Ce qu'il y a de pire, c'est que l'affirmation du gouvernement autrichien *n'est pas même vraie.* Les propositions de Grey et de Sazonow ont été faites à Vienne avant le commencement de la guerre. Le 24 juillet déjà, Sazonow exprimait le désir de voir le délai fixé par l'ultimatum prolongé, pour les raisons que l'on sait. Ce désir a été incessamment répété par le ministre russe au comte Szapary, en dernier lieu, le 27 juillet (1). La guerre ayant été déclarée le 28, l'affirmation autrichienne n'est qu'un *mensonge.*

Grey de son côté avait, *le 24 juillet,* recommandé la conférence à quatre (2). Le 26, la proposition fut soumise à Berlin et repoussée on sait pour quel motif (3). Le 27, Mensdorff faisait son rapport détaillé sur ce projet que Grey avait appuyé auprès de lui (4). Comment donc se fait-il que cette proposition, datée du 24, ait été devancée par la déclaration de guerre du 28 juillet? Cette affirmation est un mensonge voulu, destiné à masquer l'inébranlable volonté belliqueuse de l'Autriche.

---

(1) *Livre rouge,* n° 31.
(2) *Livre bleu,* n°s 10, 11, 24, 25, 36, 42, 43, etc.
(3) *Livre blanc,* n° 9.
(4) *Livre rouge,* n° 38. *Livre bleu,* n° 48.

Je me résume :

a) même si l'affirmation de l'Autriche, que les propositions lui fussent parvenues *après* la déclaration de guerre était vraie, cela n'eût pas été un motif pour rejeter ces propositions;

b) mais il est prouvé que ces propositions sont parvenues *avant* la déclaration de guerre : le gouvernement autrichien n'a donc pas de prémisses pour pouvoir tirer ses conclusions.

12. Sazonow s'était avec raison, le 29 juillet, plaint à Szapary de ce que l'Autriche repoussât tout nouvel échange de vue. Cela n'empêche pas Berchtold de parler, le 30 juillet, à Schébéko d'une « erreur » de Sazonow, puisque lui et Schébéko « avaient encore discuté deux jours auparavant les questions actuelles » et Schébéko l'avait fait savoir à Pétersbourg. (*Livre rouge*, nº 50.) La conversation dont parle Berchtold consistait en ceci : Schébéko avait, au nom de Sazonow, exprimé le désir que les pourparlers fussent continués et Berchtold *avait catégoriquement repoussé cette demande.* C'est ce que Berchtold appelle « discuter les questions actuelles » !

13. La question de la mobilisation fut naturellement soulevée dans l'entretien du 30 juillet. Berchtold se plaignit de la mobilisation des quatre arrondissements russes du sud, qui avait eu lieu le jour précédent, et répéta la fausse affirmation que l'Autriche n'avait mobilisé que huit corps d'armée contre la Serbie, mais « pas un homme » (kein Mann) contre la Russie. A quoi Schébéko aurait pu répondre : « peut-être *kein Mann,* mais un Beth-mann ». Car Bethmann, dans

sa simplicité, révéla le 4 août, au Reichstag, que *l'Autriche avait aussi mobilisé deux corps d'armée contre la Russie,* avant qu'il fût question de la mobilisation russe.

Remarquons que Berchtold déclarait, dans le même entretien, que l'Autriche devait « compléter sa mobilisation ». Cet aveu confirme ce que les ambassadeurs des puissances de l'Entente avaient rapporté au sujet de la mobilisation générale autrichienne, qui eut lieu dans la nuit du 30 au 31 juillet (1).

La Russie et l'Autriche étaient d'accord pour considérer que *la mobilisation ne signifiait nullement la guerre.* Le 31 juillet, Berchtold télégraphie à ses ambassadeurs : « Les pourparlers entre les cabinets de Vienne et de Pétersbourg, et répondant à la situation, *continuent.* » Effectivement, ils continuaient, ou plutôt ils *commencèrent* après que les deux mobilisations eurent eu lieu, et ils ne furent rompus que par la déclaration de guerre de l'Allemagne (2). Dans une autre dépêche au comte Mensdorff, datée du 24 juillet, Berchtold relève le fait que l'Autriche avait déjà mobilisé deux fois (en 1908 et 1912) à cause de la Serbie (3). La Russie avait également mobilisé dans les deux cas, et cependant, par des pourparlers, la paix a été maintenue. Cet aveu ne peut qu'accabler l'Allemagne. Malgré la mobilisation, la paix eût pu être maintenue si Berlin avait *voulu* la maintenir.

14. Je m'en voudrais de cacher au lecteur un charmant épisode, qui se rattache à la question de la

(1) Voir aussi la dépêche de Berchtold (*Livre rouge,* no 53).
(2) *Livre rouge,* nos 55, 56.
(3) *Livre rouge,* no 17.

mobilisation, et qui jette un peu de gaie lumière dans cette sombre tragédie : *c'est l'histoire de la violation de parole de Sazonow.* Jusqu'à présent, nous savions que le ministre de la guerre russe, le chef d'état-major russe et le tsar, étaient des parjures (voir le *Livre blanc).* Cela ne contentait pas ces « messieurs » de Vienne; ils devaient avoir un quatrième parjure : M. Sazonow. Le comte Szogyény qui passe sous silence ou comprend mal tous les événements importants, relate le 27, de Berlin, que Sazonow avait donné à l'ambassadeur la garantie que la mobilisation n'avait pas encore été effectuée, et que seuls quelques préparatifs militaires avaient été faits *(Livre rouge,* nº 33). J'ai déjà montré que cette déclaration qui n'a pas été faite *par Sazonow,* mais par le ministre de la guerre Suchomlinow, correspondait à la vérité. *(Livre blanc,* p. 8). Il est amusant de voir comment Berchtold fait de cette déclaration, faussement prêtée à Sazonow, une *violation de la parole donnée* et reconnaît, le 29, que celui-ci ne « nie plus », — il n'avait, en effet, jamais nié. *(Livre rouge*, nos 47 et 48).

15. La dépêche de Berchtold, du 31 juillet, à ses ambassadeurs à Londres et à Pétersbourg *(Livre rouge,* nº 51) mérite un examen particulier. Elle laisse entrevoir que l'Autriche se montrerait disposée à accepter la médiation proposée par Grey. L'observateur superficiel qui ne connaissait pas les attaches secrètes entre Vienne et Berlin — et c'était, à cette époque, le cas des puissances de l'Entente — pouvait croire que l'Autriche, par crainte d'une guerre européenne, accomplissait un revirement et cherchait à maintenir la paix au moyen des deux propositions citées : pourparlers

directs entre Vienne et Pétersbourg, et en même temps médiation des puissances.

Mais, en réalité, il en est autrement. L'Autriche devait savoir et savait que la tension entre Berlin et Pétersbourg, causée par l'Allemagne, qui avait intentionnellement mis en avant la question de la mobilisation, était, entre temps, devenue plus grande que celle entre Vienne et Pétersbourg, et qu'une apparente bonne volonté de l'Autriche ne pouvait plus empêcher la guerre.

Le revirement n'était pas dangereux : c'est une des raisons qui ont poussé l'Autriche à s'y décider.

Une autre raison — indiquée par le *Livre rouge* — c'est que les déclarations de Vienne n'auraient pas pu conduire à une issue pacifique, tant elles étaient limitées et conditionnées, même si Berlin n'avait pas procédé à coup d'ultimatums. J'ai déjà indiqué les réserves que fit le cabinet autrichien quand les conversations furent reprises à Pétersbourg. Lorsqu'une des parties déclare, par avance, qu'elle ne veut donner que des « éclaircissements supplémentaires » et qu'elle « ne cédera en rien », les pourparlers sont superflus et vains.

Le cabinet de Vienne formula les mêmes réserves à l'endroit de la proposition de médiation. Cette proposition fut reprise par Grey à la suite de la prière de Sazonow, faite le 29 juillet, après que l'Autriche se fut refusée à causer (1). Dans une note de Vienne du 31 juillet, on trouve cette phrase surprenante : « Sazonow a fait savoir au Gouvernement anglais que,

(1) *Livre orange*, nº 50, *Livre bleu*, nº 84.

après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, *il n'était plus en état de traiter directement avec l'Autriche.* » Cela veut-il signifier que Sazonow, de son côté, a repoussé tous pourparlers? Ce serait une grossière falsification de la vérité, qui serait réfutée par le *Livre rouge* lui-même et par toutes les autres publications diplomatiques. Sazonow n'était, en effet, plus en état de traiter avec l'Autriche, non par *sa* faute, mais parce que Vienne avait, depuis le 28 juillet, refusé toute discussion.

Grey fit immédiatement part au prince Lichnowsky de la demande de Sazonow et proposa de nouveau une conversation à quatre à Londres. Il laissait au Gouvernement allemand le soin de choisir la forme sous laquelle elle pourrait avoir lieu. Pour qu'une médiation quelconque pût se produire, il fallait, bien entendu, que *les hostilités contre la Serbie fussent provisoirement suspendues.* Notez bien qu'on n'exigeait pas un retrait des troupes autrichiennes, mais seulement l'arrêt de leur marche en avant.

Comment Berchtold se comporta-t-il en présence de cette proposition? Il se déclara — le 31 juillet — prêt à accepter la médiation de Grey entre l'Autriche et la Serbie, mais sous les conditions suivantes :

a) L'action militaire contre la Serbie devait *suivre* son cours.

b) La mobilisation russe devait être *suspendue* et, en retour, l'Autriche rapporterait les mesures militaires qu'elle avait prises en Galicie.

Etait-ce une acceptation ou un refus? C'était *un*

refus sous forme d'acceptation. Pouvait-on exiger du Gouvernement russe la démobilisation, alors que l'Autriche ne consentait qu'à rapporter ses mesures militaires en Galicie et à condition que la Russie prenne les devants? Pouvait-on exiger du cabinet de Pétersbourg de laisser, pendant la conférence de Londres dont le début et la durée n'étaient pas fixés, avancer les troupes autrichiennes en Serbie et écraser le petit Etat? Du reste, l'Autriche n'avait accepté qu'en principe la proposition de Grey. Il pouvait donc se produire ce qui était arrivé quelques jours auparavant à Berlin : le cabinet viennois pouvait élever des objections contre la forme et négliger, comme Berlin, de présenter une forme qui lui serait agréable. En un mot, la réponse autrichienne à la proposition de Grey — que Tschirschky avait « communiquée conformément aux ordres reçus », mais sans l'appuyer — était si vague et si conditionnée qu'elle équivalait à un refus de la proposition.

Les deux gouvernements alliés étaient donc sûrs que la guerre qu'ils désiraient ne leur échapperait pas. On pouvait aussi peu s'attendre à une heureuse issue des pourparlers avec la Russie qu'au succès de la médiation anglaise, par suite des réserves et des conditions que Vienne avait faites. Mais si une issue pacifique se fût néanmoins présentée, Berlin eût tôt fait, par sa politique à coups d'ultimatums, de rendre la guerre inévitable. Les cartes étaient si habilement brouillées que les deux empires ne pouvaient plus perdre la partie.

* * *

Nous nous sommes bornés à discuter ce que le

Livre rouge contenait et nous avons vu que les chefs d'accusation formulés contre l'Autriche étaient prouvés encore une fois.

L'Autriche a criminellement suscité la guerre austro-serbe et, conséquemment, la guerre européenne :

En formulant des exigences inacceptables pour la Serbie;

En repoussant une réponse presque parfaitement satisfaisante;

En rappelant son ambassadeur et en déclarant la guerre à la Serbie;

En dissimulant ses desseins belliqueux;

En refusant toute discussion et toute activité médiatrice jusqu'à ce qu'il fut trop tard;

En limitant son bon vouloir de telle sorte que le succès était, par avance, compromis.

II

Ce que le Livre rouge **ne contient pas.**

Des accusations beaucoup plus graves que celles ci-dessus peuvent être tirées des faits que le *Livre rouge* ne mentionne pas. Il ne contient pas un mot

a) De la prétendue pression que Berlin aurait exercée sur Vienne en faveur de la paix;

b) De toutes les propositions qui, à part celle de la conférence à quatre, ont été faites par les puissances de l'Entente.

1. Le *Livre rouge* et le *Livre blanc* sont — comme

je l'ai déjà fait ressortir — pleins d'assurances emphatiques du Gouvernement allemand, qui se serait efforcé d'exercer une influence modératrice à Vienne. « Fidèle à notre principe qu'une action médiatrice ne pouvait se rapporter qu'à la situation entre l'Autriche et la Russie et non au conflit austro-serbe, qui n'est qu'une affaire autrichienne (notons la fameuse différenciation que nous avons déjà signalée), nous avons poursuivi nos efforts pour amener une entente entre les deux puissances. Mais nous avons été aussi prêts à transmettre à Vienne, après le refus de l'idée d'une conférence, une nouvelle proposition de sir Grey... » « Cependant, nous avons continué jusqu'au bout nos tentatives en vue d'une médiation et nous avons conseillé à Vienne de faire toutes les concessions conciliables avec la dignité de la monarchie... » « Côte à côte avec l'Angleterre, nous avons continuellement travaillé avec elle et appuyé chaque proposition à Vienne », etc., etc. Dans son discours du 4 août, le chancelier assure avoir été « aussi loin que nos obligations résultant de l'alliance le permettaient. »

Des assurances analogues ont été incessamment données aux diplomates anglais, à Londres et à Berlin. Le chancelier affirme qu'il a pressé aussi fort que possible sur le bouton, qu'il a prêché pour la paix et la modération avec beaucoup de décision et qu'il craint même d'être allé trop loin (1). M. de Jagow exprime la crainte que la forte pression qui a été exercée à Vienne en faveur d'une discussion de la note serbe ait produit un effet opposé à celui qu'on attendait,

(1) *Livre bleu,* nos 107, 108.

c'est-à-dire ait suscité la déclaration de guerre de l'Autriche (1). Bref, MM. de Bethmann et de Jagow se répandent en assurances pacifiques et posent aux yeux du peuple allemand pour des anges de paix qui, les palmes à la main, voleraient sans cesse entre Vienne et Berlin.

Déjà à la lecture du *Livre blanc,* on est surpris que ces efforts pour la paix n'aient pas eu de succès. Partout on lit : Vienne a refusé pour tel ou tel motif. Ou bien l'Autriche ne voulait pas traiter, ou bien il était trop tard, ou bien la mobilisation russe s'était effectuée, etc. Le résultat est nul.

J'ai déjà dit que cela éveille le soupçon. Si Berlin voulait, Vienne *devait* céder sans objection, car Vienne ne comptait pas en Europe. Il y a un point obscur dans les relations des deux alliés de la Triplice qu'il faudrait éclaircir. L'insuccès des soi-disant efforts de Berlin est si surprenant qu'on se prend à douter de leur réalité.

La chose paraît encore plus sujette à caution du fait de notre ambassadeur à Vienne. M. de Tschirschky avait la réputation d'un ennemi déclaré des Serbes et des Russes qui, au lieu de conseiller la modération au Ballplatz, poussait à la guerre. Sir Maurice de Bunsen déclarait que M. de Tschirschky avait dès le début désiré la guerre, que son sentiment personnel avait influencé son action, et qu'il avait toujours discuté en secret avec le cabinet et jamais conjointement avec les ambassadeurs des puissances de l'Entente. Sazonow fit également ressortir la russophobie de Tschirschky

(1) *Livre bleu,* n° 76.

qu'il soupçonnait d'avoir connu la note autrichienne avant sa remise. Tschirschky déclarait à qui voulait l'entendre qu'il en approuvait chaque mot et qu'il tenait la réponse serbe pour une supercherie (1). Puisque c'est un ambassadeur de cette trempe qui était chargé de transmettre à Vienne les propositions anglaises, sans qu'il fût autorisé à les appuyer énergiquement ou même à les recommander, on peut se figurer ce qu'il advenait à Vienne des vigoureux efforts (!) faits par le Gouvernement allemand en faveur de la paix et comment l'action médiatrice s'exerçait « qui allait jusqu'aux plus extrêmes limites que nous puissions atteindre sans enfreindre les obligations de notre alliance! »

Tous ces symptômes, et surtout l'insuccès de l'œuvre de Berlin, permettent de douter de la véracité des dires du cabinet de Bethmann. *La certitude que toutes ces assurances sont fausses,* le *Livre rouge* nous la fournira. Il ne contient pas un mot de ce que MM. le chancelier et von Jagow prétendent avoir fait d'une façon si généreuse; il ne contient que quelques communications de Tschirschky à Berchtold qui eurent lieu « conformément aux prescriptions »; une seule fois, il indique qu'une proposition du Gouvernement anglais a été « soumise à l'examen du cabinet autrichien » (2). Il s'agissait de l'importante et pressante proposition de Grey du 27 juillet *(Livre bleu,* nº 46). Grey demandait qu'on admît au moins la réponse serbe si conciliante comme *base d'une discussion.*

---

(1) *Livre bleu,* nos 32, 95, 139, 141 et p. 83.
(2) *Livre rouge,* nos 43, 44, 51.

Qu'on lise la prière instante et bien motivée de Grey à Lichnowsky, son chaleureux appel à l'amour de la paix de l'Allemagne. Il exprime son désir de travailler avec elle; il trouve que c'est maintenant le tour de l'Autriche de se montrer un peu conciliante et que seul le cabinet berlinois peut et doit agir dans ce sens à Vienne. Qu'on compare ensuite cela à la manière glacée dont Tschirschky soumet « à l'examen » du Gouvernement autrichien la proposition anglaise. On ne s'étonnera plus que Vienne l'ait repoussée froidement, comme trop tardive, arrivant après « l'ouverture des hostilités par la Serbie *(sic)* », et la déclaration de guerre.

Tel est l'aspect sous lequel se présentent les efforts en faveur de la paix accomplis par Berlin à Vienne. Jusqu'à présent, aucune instruction, aucune note, aucun télégramme n'a été imprimé qui apporte la preuve des soi-disant efforts de l'Allemagne pour maintenir la paix. On comptait sur le *Livre rouge,* mais on a été déçu. Où sont les preuves, a-t-on le droit de vous demander, M. de Bethmann, des conseils pacifiques que vous avez donnés à Vienne? Les livres diplomatiques allemand et autrichien n'en apportent aucune et même ils contredisent vos affirmations. Une communication n'équivaut pas à une recommandation, ni une soumission à l'examen à un appui. En quoi a consisté la pression que vous prétendez avoir exercée sur Vienne? Apportez vos preuves; en attendant, nous considérerons vos déclarations comme des *altérations de la vérité* que vous avez faites, conscient de votre faute, pour masquer votre culpabilité.

2. J'en arrive à une circonstance encore plus aggra-

vante. *Où sont restées* les propositions de Grey et de Sazonow qui, parties de Londres, devaient arriver à Vienne par l'entremise de Berlin, mais auxquelles le Gouvernement autrichien n'a jamais fait de réponse.

Récapitulons brièvement les faits. Le 29 juillet, après la déclaration de guerre de l'Autriche et la rupture des relations entre Vienne et Pétersbourg, Grey avait proposé au prince Lichnowsky, avec mission de la transmettre à Berlin et à Vienne, une formule transactionnelle suivant laquelle l'Autriche occuperait Belgrade et le territoire avoisinant comme gage d'un règlement satisfaisant de ses exigences et indiquerait aux puissances non intéressées les conditions sur lesquelles elle serait disposée à une entente (1). Cette proposition a été communiquée à Berlin par Lichnowsky et soi-disant transmise à Vienne (2). *Jamais l'Autriche et l'Allemagne n'y ont fait de réponse.* Plusieurs fois, Grey et Goschen pressèrent le cabinet berlinois d'en donner une (3); toujours on répartit qu'elle n'était pas encore arrivée de Vienne. Elle n'arriva jamais et la proposition *n'est même pas mentionnée dans le Livre rouge.*

Le 29 juillet, *deux* entretiens ont eu lieu entre Grey et Lichnowsky, le premier, le matin (indiqué dans le *Livre rouge)* et le second *l'après-midi du même jour (Livre bleu,* n° 88). *Le Livre rouge ne le mentionne pas, comme du reste tous les événements ultérieurs.* Tous les faits d'une importance décisive qui se passèrent du 29 juillet au 1er août, soit pendant les

(1) *Livre bleu,* no 88. Dépêche du roi Georges du 30 juillet.
(2) *Livre blanc,* p. 11.
(3) *Livre bleu,* nos 98, 103, 107, 108, 112.

quatre jours critiques du conflit, n'existent pas pour le Gouvernement autrichien — à l'exception des deux conversations (31 juillet, 1er août) de Sazonow et de Szapary. Au Ballplatz, on ne sait, ou on ne veut rien savoir des efforts infatigables de Grey, Sazonow et Viviani, pour trouver des formules plus acceptables pour l'Autriche, en vue de maintenir au dernier moment la paix européenne. Ces messieurs de Vienne dorment ou du moins font semblant de dormir et leur sommeil est si contagieux qu'il gagne leurs représentants à l'étranger. Ainsi, le comte Szögény annonce, le 2 août, la nouveauté que voici : « La Russie n'a pas répondu à la demande de l'Allemagne; des troupes russes ont franchi la frontière allemande. La Russie a, *partant,* attaqué l'Allemagne qui, *par conséquent,* se considère en état de guerre avec la Russie! » (1) Cette communication, dont la logique et le style sont à remarquer, Szögény la transmet *le 2 août* à Vienne comme nouvelle sensationnelle, alors que vingt-quatre heures auparavant la déclaration de guerre avait été remise à Pétersbourg, non parce que la Russie avait attaqué, mais parce qu'elle n'avait pas répondu à l'ultimatum. C'est le seul signe de vie que Berlin ait donné à Vienne depuis le 29 juillet, c'est la seule pièce qui témoigne des efforts surhumains faits par le chancelier pour amener l'Autriche à faire des concessions, de la pression qui allait jusqu'à la limite extrême, mais qui malheureusement n'a pas suffi à tirer l'ambassadeur autrichien à Berlin de son sommeil du juste.

3. Donc la formule transactionnelle de Grey est

(1) *Livre rouge,* no 57.

tombée à l'eau. *Qu'en est-il advenu des formules de Sazonow?* Ont-elles été enterrées à Berlin ou communiquées à Vienne? Dans ce dernier cas, comment Vienne les a-t-elle accueillies? Les a-t-elle ignorées ou amendées ou repoussées? Ni le *Livre rouge,* ni le *Livre blanc* ne contiennent un mot à ce sujet.

Nous savons au moins, d'après le *Livre blanc,* que la proposition de Grey a été « transmise à Vienne ». Mais on ne nous renseigne pas sur ce que l'Autriche a fait. Seules les publications des Etats de l'Entente nous informent que, jusqu'au dernier moment, on affirmait à Berlin que Vienne n'avait pas donné de réponse.

Mais le Livre blanc et le Livre rouge ne soufflent mot des propositions de Sazonow. La première qu'il ait faite *(Livre orange,* n° 60) fut dictée le 30 juillet au comte Pourtalès, communiquée à Berlin par lui et l'ambassadeur de Russie, appuyée par l'Angleterre et la France, mais repoussée par Jagow qui, sans demander l'avis de Vienne, la déclara *inacceptable pour l'Autriche.* Le cabinet viennois a-t-il eu connaissance de la formule de transaction de Sazonow qui satisfaisait à tous ses désirs? Si oui, pourquoi ne l'a-t-il pas acceptée, puisque d'un côté Sazonow ne demandait que ce que Vienne avait déjà promis, c'est-à-dire le respect des droits de souveraineté de la Serbie et que, d'un autre, il consentait à tout ce que l'Autriche pouvait exiger de la Russie, à savoir la cessation des préparatifs militaires? Si non, *comment le Gouvernement allemand justifiera-t-il cette omission?* De quel droit Jagow garde-t-il pour lui une proposition qui eût maintenu la paix et la repousse-t-il, au nom de l'Au-

triche, sans donner de motifs? Quelles raisons l'ont poussé à cela, quelles raisons secrètes du moins? Le *Livre blanc* et le *Livre rouge* se taisent, mais la conscience publique parle et oblige les coupables à rendre compte.

4. La deuxième proposition de Sazonow n'eut pas un meilleur sort que la première. Nous avons vu, qu'après des efforts infinis et un échange incessant de dépêches, les Etats de l'Entente étaient parvenus à fondre ensemble les deux formules de Grey et de Sazonow. Le résultat de ce travail fut une deuxième formule élaborée le 31 juillet par Sazonow qui « conformément à la proposition anglaise », autorisait les Autrichiens à laisser leurs troupes sur sol serbe et ne voulait qu'arrêter leur marche en avant. En retour, la Russie s'engageait à conserver son attitude expectante et les grandes puissances examineraient ce que la Serbie pourrait accorder à l'Autriche sans porter atteinte à son indépendance et à sa souveraineté (1). Cette formule a été télégraphiée immédiatement à Vienne et appuyée vigoureusement par Grey et Viviani.

J'ai déjà exposé que cette proposition d'entente sauvegardait de toute façon le prestige militaire de l'Autriche en permettant à celle-ci de laisser ses troupes en Serbie pendant toute la durée des pourparlers avec les puissances, donc de conserver les terrains conquis comme gage de satisfaction de ses exigences. Le Gouvernement autrichien demandait aux Etats de garder une *attitude expectante.* Cette condition est précisément fixée par la proposition et elle formait *la*

(1) *Livre orange,* nº 67. *Livre bleu,* nºs 120, 132.

base essentielle de toutes les forumles transactionnelles.

Entre la seconde rédaction de Sazonow et la déclaration où Vienne affirmait sa bonne volonté (31 juillet) il n'y avait qu'une seule différence : L'Autriche voulait continuer son action militaire en Serbie, Sazonow voulait la faire suspendre -- plus tard il adoucit cette condition et déclara qu'il serait « très important » que l'Autriche arrêtât provisoirement son action militaire (1). L'opposition entre les deux points de vue était, grâce au bon vouloir de la Russie, si minime qu'une entente aurait facilement pu se faire si on y avait apporté la moindre bonne volonté. Mais l'Allemagne et l'Autriche ne l'apportèrent pas. Nous ne savons rien du sort de la proposition russe à Berlin et à Vienne. Sans aucun doute, elle a été connue dans ces deux villes, mais nulle part on n'y a fait de réponse. Pour ce silence, il n'y a qu'une explication : il était impossible d'accepter ou de discuter la proposition sans amener la paix qu'on ne voulait pas, mais il était aussi impossible de la repousser, car elle était trop conciliante pour qu'on pût justifier un refus. On se résolut donc à l'ignorer, alors et aujourd'hui, — alors parce que on ne voulait pas la paix et aujourd'hui parce qu'on ne veut pas qu'on reconnaisse comment on l'a criminellement écartée.

* * *

Tels sont les faits qui ressortent du volume autrichien, les actions positives et les omissions qui sont à la charge des empires alliés.

(1) *Livre bleu,* nos 133, 139.

Le *Livre rouge* et le *Livre blanc* forment le plus violent acte d'accusation qui put être écrit contre l'Allemagne et contre l'Autriche : ils renforcent encore la sentence, rendue d'après les autres publications, à savoir **que l'Allemagne et l'Autriche sont coupables d'avoir, le sachant et le voulant, suscité la guerre européenne.**

*
* *

En présence de cet état de choses, il sied mal au Gouvernement autrichien de parler avec une indignation pudibonde de « l'égoïsme de l'Angleterre », du « désir de revanche » de la France, du « manque de scrupules » de la Russie et de reprocher aux Etats de l'Entente d'avoir déchaîné la guerre » en prenant parti pour le royaume chargé de fautes ».

Il n'est pas vrai que la Triple Entente ait pris parti exclusivement pour la Serbie. Toutes les publications, y compris le *Livre rouge,* démontrent le contraire. Dès le début, les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie ne cachèrent pas leurs sympathies pour les justes revendications de l'Autriche et l'expression de leur horreur pour le meurtre de Serajevo; mais en même temps, ils ne purent, ni ne durent négliger d'inviter, après la soumission inouïe de la Serbie, le cabinet autrichien à la modération et de le rendre attentif aux conséquences d'une attitude intransigeante. C'est grâce à l'influence modératrice des puissances de l'Entente que la note serbe fut si conciliante; elles étaient en outre prêtes *à accorder pleine satisfaction aux désirs de l'Autriche.* Bunsen et Grey, Sazonow et Schébéko assurèrent plus d'une fois à

Vienne qu'ils étaient disposés à faire rendre justice par la conférence aux exigences légitimes de l'Autriche (1). Où est donc l'égoïsme des Etats de l'Entente? Où est le parti pris pour la Serbie? Où sont les efforts pour humilier la monarchie?

La préhistoire et l'histoire du conflit européen révèlent clairement de quel côté se trouve l'égoïsme politique qui, à cause de ses propres intérêts, mit en jeu le bien-être de tous les peuples cultivés. N'est-ce pas l'Autriche qui, contrairement aux obligations solennelles qu'elle avait prises par le traité de Berlin, annexa la Bosnie et l'Herzégovine et attisa ainsi le mouvement panserbe? N'est-ce pas l'Autriche qui, poursuivant des intérêts égoïstes, rendit si aiguë les questions de Scutari, du port serbe sur l'Adriatique, d'Albanie, que la guerre européenne menaça d'éclater deux ou trois fois au cours des dernières années? N'est-ce pas l'Autriche qui, en août 1913, aurait déchaîné une guerre avec la Serbie, sans se soucier des graves conséquences, si l'Italie ne lui avait pas refusé son appui? Rien ne permet à l'Autriche, la complice et l'instrument de l'Allemagne dans la guerre actuelle, de reprocher aux puissances de l'Entente d'avoir attenté « à la morale publique et à l'humanité ». L'accusation qu'elle porte contre les Etats de la Triple-Entente *(elles doivent être rendues responsables devant l'histoire de la catastrophe qui atteint l'humanité),* retombe sur elle et sur l'Allemagne. Susciter une guerre européenne pour se débarrasser d'un voisin

(1) *Livre bleu,* nos 5, 12. *Livre orange,* nos 4, 40, 42, 43. *Livre jaune,* nos 26, 27, 30. *Livre rouge,* nos 41, 47, 50.

gênant, était un crime et une folie en même temps. Une guerre avec la Serbie — de quelque façon qu'elle se terminât — ne pouvait que rendre plus mauvaise la situation de l'Autriche dans les Balkans et non l'améliorer. Mais la guerre européenne que l'Autriche, poussée et soutenue par l'Allemagne, a déchaînée par le conflit serbe, est plus qu'un crime, c'est une faute; elle équivaut à faire chasser le diable par Belzébuth, ou si l'on veut, à se faire couper la tête parce qu'on a mal aux dents.

Le Gouvernement autrichien se jeta sur le drap rouge serbe comme un taureau, les cornes baissées, sans regarder à droite ou à gauche, sans s'inquiéter des conséquences qu'un aveugle pouvait prévoir.

Les conséquences sont là — avant même que la guerre fût terminée. L'aigle à deux têtes git sur le sol, saignant par de nombreuses blessures. La Serbie est libérée. La Galicie et une partie de la Bukovine sont aux mains de l'ennemi. A toutes les frontières de l'empire hétérogène, s'agitent les peuples voisins, pour ramener à eux les frères opprimés, soit par une pression amicale, soit, s'il le faut, par la force armée. La maison pourrie des Habsbourg craque partout et la décomposition commence qui, sans la politique du cabinet de Vienne, aurait peut-être été retardée pendant des générations encore. La lutte qui a commencé au cri de : *Vivat Austria, pereat mundus* finira par celui-ci : *Vivat mundus, pereat Austria.*

IV

Les conséquences de l'acte.

Je suis parvenu à la fin de mon exposé. Ce que les peuples européens avaient depuis longtemps présent à leurs yeux, et ce que, cependant, ils tenaient pour impossible s'est produit. Des villes florissantes, centres de la vieille culture européenne, ont été transformées en monceaux de ruines et de décombres. La terre hivernale et couverte de neige aspire le sang de millions de jeunes êtres. Dans des fosses communes, loin de leurs femmes, de leurs mères et de leurs enfants, des milliers et des milliers d'hommes sont jetés pêle-mêle, sans croix et sans pierre tombale, amis et ennemis confondus. De longs convois de blessés parcourent les routes de l'ouest à l'est et de l'est à l'ouest. Les malheureux qu'ils transportent, gémissant et se lamentant, ont les membres brisés, ou la tête déchirée, ou le visage mutilé. Beaucoup sont défigurés complètement, sans bras, sans jambes, aveugles, à demi-morts. Quelle grande, unique et sanglante blessure au flanc de l'humanité!

Des millions de femmes et d'enfants pleurent, jour et nuit, pour leurs chers disparus, ou pour ceux qu'ils

accueillent, sans ressources et estropiés pour leur vie. D'innombrables ateliers d'hommes pacifiques, d'innombrables villes industrielles et commerçantes, d'innombrables monuments de l'art humain sont détruits et brûlés. Le travail de générations est réduit en cendres et en poussière. Les champs sont défoncés, les moissons détruites, les châteaux et les fermes rasés. Les malheureux habitants, femmes, enfants et vieillards rôdent sur les routes, sans toit et sans patrie, sous la pluie et le vent, la grêle et la neige, à la recherche d'un endroit où ils puissent apaiser leur faim et où ils espèrent trouver un misérable abri à leur misère infinie.

Et la lutte et le meurtre continuent. Comme le flux et le reflux, les immenses armées avancent et reculent, et chaque pas en avant et chaque pas en arrière coûte de nouvelles hécatombes de vies humaines, fait de nouvelles blessures et de nouvelles douleurs, de nouvelles veuves et de nouveaux orphelins.

Et ceux qui sont encore en vie, comment vivent-ils? Enterrés dans des trous, pendant des jours et des nuits, des semaines et des mois, comme les habitants des cavernes, dans des conditions pires que ceux-ci, ayant de l'eau jusqu'aux genoux, parfois sans nourriture durant des jours, baissant la tête par peur des balles ennemies, arrosés de schrapnells et de grenades qui détruisent d'un coup leur habitation souterraine péniblement construite et tuent et blessent. Parfois le signal de l'attaque est donné. Baïonnette au canon, en avant! Ils s'élancent en pleins champs, sous le feu des mitrailleuses qui les fauchent. Puis vient le corps à corps. Ils se jettent les uns sur les autres, se frappent

à coups de sabre et de crosse, s'égorgent. Ces hommes pacifiques deviennent des brutes sous la poussée des chefs,

sous le roulement des tambours et les fanfares des trompettes et sous l'appel encourageant

: « Il est beau de mourir glorieusement pour sa patrie! »

Et ils tombent comme des épis. Des milliers de cadavres emplissent les tranchées et servent de tremplin à ceux qui donnent l'assaut. Et les blessés gisent au milieu des morts. Et la bataille fait rage sur eux; et les cavaliers les piétinent; et les canons les déchiquètent; et personne ne leur vient en aide! Et ces pauvres diables, qui ne peuvent bouger, doivent passer des heures dans la boue, sous le feu des grenades. Combien d'entre eux agonisent là! Combien d'entre eux, légèrement blessés, meurent faute de soins et de secours!...

* * *

Il est impossible de décrire par des mots l'horreur des batailles modernes. Tous les récits sont d'accord sur ce point. Des médecins — qui sont cependant habitués aux affreux spectacles — m'ont dit que l'impression produite par un champ de bataille et par un hôpital en plein air, derrière le front, est terrifiante. On ne peut les comparer qu'à un gigantesque abattoir, mille fois plus immense que les plus grands abattoirs du monde. Il est impossible de donner à chacun des milliers de blessés qui sont amenés en même temps les soins que leur état réclame, impossible à cause de

leur nombre, à cause des obus qui tombent sur les campements sanitaires situés près du théâtre de la lutte. Et les médecins qui reçurent les blessés dans les lazarets d'étape ou dans leur pays, quelles descriptions me firent-ils! Combien d'hommes légèrement blessés succombent ou doivent être amputés, faute d'un pansement immédiat ou d'une désinfection rapide.

On lit, dans un rapport du médecin-général Körte :

Dans les combats sur l'Yser et autour d'Ypres, la plupart des blessures, souvent même celles causées par des balles, sont infectées. Les soldats se trouvent dans des tranchées détrempées et, à cause du violent feu d'artillerie, on ne peut souvent les ramasser qu'après plusieurs jours. *Quelques-uns sont restés cinq à six jours dans des champs de betteraves ou dans des tranchées abandonnées,* avant qu'on ait pu les transporter dans les lazarets de campagne. Les infections graves ne sont pas rares, tétanos, phlégmon. J'ai vu se rétablir des hommes qui étaient restés étendus de six à huit jours dans des conditions déplorables, dans des écuries, dans des granges, sur de la paille; l'un d'eux était resté cinq jours, sans secours, dans un champ de betteraves, et il s'était nourri d'elles... *(Berliner Tageblatt* du 13 décembre.)

Un autre médecin raconte :

Un matin sombre et pluvieux... au fond du lit du canal boueux, les rigoles d'eau et dans la vase et dans l'eau qui clapote, nos braves qui sont morts pour la patrie. Cette image s'était gravée trop fortement en nous pour que nous puissions jamais l'oublier. Je les vois toujours, étendus devant moi, dans leurs uniformes sales, rigides et pâles, comme la mort les avait surpris, dans le lit du canal qui roule une eau argileuse. *(Berliner Tageblatt* du 24 septembre.)

La vie dans les tranchées :

On a continuellement l'oreille au vent jusqu'à ce que finalement on soit arrivé à son propre secteur. A gauche et à droite, devant et derrière nous, les terribles obus éclatent. C'est une chance qu'aucun ne tombe dans la tranchée. Tout près de moi, deux camarades reposent paisiblement à l'abri d'un toit de planches. L'un d'eux reçoit un éclat de schrapnell dans le ventre qui le tue. L'explosion est très défectueuse. L'autre n'a que le visage et les mains brûlés... Il y a quelques jours, nous avons pris d'assaut un village. Alentour gisent beaucoup de mes camarades, non encore ensevelis. Ils se trouvent dans la zône de tir de l'ennemi. Nous ne pouvons pas nous approcher d'eux, ni le jour, ni la nuit. Entre nos camarades tombés, on voit de nombreuses têtes de bétail, boursoufflées. Dans les fermes, des truies dévorent leurs propres petits. *Deux enfants morts sont étendus, un garçon et une fille.* Partout dans le sol s'ouvrent les trous causés par les obus, quelques-uns sont si grands que trente à quarante hommes y trouveraient place. *(Berliner Tageblatt* du 23 décembre.)

Un soldat de la landwehr écrit de la Pologne russe :

Nécessité ne connaît pas de loi, et nos vivres n'arrivaient pas toujours à temps. Les habitants du pays où nous sommes ne perdirent pas seulement, lors de notre marche en avant, leurs subsistances, mais encore le toit qui les protégeait, ainsi que leur bétail.

Comme un torrent, les militaires se précipitèrent dans les misérables maisons, dans les granges, s'installèrent dans les chambres. Bien souvent, la famille qui les habitait rôdait alentour, avec tous les siens, sous une pluie torrentielle... Je ne sais pas ce que la famille a fait cette nuit : je n'oublierai jamais cette impression, car j'ai quelques enfants à la maison et je pense avec effroi qu'ils pourraient se trouver dans une situation semblable si nous ne réussissions pas à protéger nos frontières... Comme par hasard, les mots suivants me reviennent à la mémoire : *La guerre est splendide, la guerre est belle!* Si je me trouve une fois en présence

de l'auteur de ces paroles, je saurai bien lui faire passer sa théorie! (*Vorwärts* du 8 décembre.)

Un premier lieutenant de la réserve décrit ce qui s'est passé dans la belle église de Becelaere, en Belgique :

Le soir du même jour, j'étais étendu dans cette superbe église auprès de centaines d'autres blessés. Une balle anglaise m'avait traversé la poitrine et le poumon, brisé quelques côtes et percé l'os iliaque. Sur les dalles de l'église, il y avait des matelas, de nombreux matelas sur lesquels reposaient des soldats blessés. Les médecins pansaient, examinaient les blessés. Il en arrivait toujours; au crépuscule, l'église en était pleine. *Toute la nuit, des gémissements contenus et des lamentations, des prières et des appels à Dieu,* se firent entendre à chaque endroit... Un blessé venait d'être pansé par un médecin lorsqu'une balle, passant par la porte ouverte, l'atteint au front : sa tête s'incline, il est mort. Deux hommes grièvement blessés reposent côte à côte. Ils ont été frappés au ventre et ils n'en réchapperont pas. Sur leur visage, l'ombre de la mort descend déjà. L'aumônier leur donne le saint-viatique. Le soleil couchant, pénétrant avec un éclat adouci par les vitraux, transfigure les traits des deux mourants. Soudain, un assourdissant craquement. Les parois s'effondrent sur les hommes.
Des éclats d'obus sifflent. Cris et lamentations. Un inextricable fouillis d'hommes, de décombres, de matelas... Ceux qui sont légèrement blessés se tirent du chaos en marchant à quatre. Les autres, les infirmiers les transportent dehors. Quelques morts sont mis à l'abri. L'église de Becelaere reste là, solitaire et abandonnée, comme une image de la dévastation.

Extrait de la lettre d'un officier d'infanterie :

Nous avons perdu beaucoup d'hommes, d'officiers et de sous-officiers. Mon cœur se serre, lorsque je pense à tous mes chers camarades avec lesquels j'étais si uni. *Souvent les cadavres n'ont*

pu être ensevelis qu'après plusieurs jours, dans un cas après douze jours. Vous pouvez vous figurer l'état dans lequel ils se trouvaient. Mais l'adversaire ne nous laissait ni le temps, ni le répit de ramasser nos morts. Le premier lieutenant S... et le lieutenant W... sont tombés. On les a retrouvés, il y a quelques jours, dans une forêt, complètement décomposés. La moisson que la mort a récolté ici, chez nous et chez nos adversaires, rappelle l'affreux temps que Ypres et ses environs a vécu il y a plus de 500 ans, lorsque la peste enleva la dixième partie des 200.000 habitants. *(Berliner Tageblatt* du 14 décembre.)

Un soldat de la landwehr raconte un combat de nuit, près du canal de l'Yser :

Les horribles gémissements des blessés perçaient le silence de la nuit.

Nous attendions le matin, en ayant faim et froid. Un détachement était dans les tranchées; nous, nous étions dans le vestibule. A l'aube, un major belge sortit de la maison avec sa bicyclette. Il venait d'allumer gracieusement une cigarette lorsqu'une balle tirée de la tranchée mit fin à sa vie. Ce fut le signal du combat de rues. Nous étions à quatre mètres de l'ennemi qui voulait nous jeter dans le canal. Nos chefs de file et les autres officiers tombèrent bientôt. Le commandement passa de l'un à l'autre. L'adversaire jeta des bombes pleines de soufre qui éclairèrent tout le canal et empoisonnèrent l'air. Les nôtres tombèrent à la file. Ce fut un corps à corps qui ne voulait pas se terminer. L'ennemi nous serrait de plus en plus près. Ce ne fut plus un combat, mais un égorgement réciproque... A coups de crosse, nous chassions l'ennemi de ses retranchements... les lambeaux de chair volaient. La fureur fut indescriptible, chaque centimètre de terrain a été acheté contre du sang. Les morts et les blessés s'entassaient... Ceux qui pouvaient encore marcher s'efforcèrent de parvenir au lazaret, de l'autre côté du canal. Mais mes pauvres camarades atteints aux jambes eurent un triste sort; ils durent supporter le violent feu de schrapnells de l'ennemi. *(Vorwärts* du 24 décembre.)

Un petit tableau « de genre », extrait de la *Wiener Arbeiterzeitung* :

Un réserviste, natif de Warnsdorf, avait eu les deux pieds gelés dans les Carpathes. Il fut ramené du front et il pria sa femme de l'attendre à la gare de Reichenberg. La femme montait l'escalier qui y conduisait, lorsqu'elle aperçu un vieil homme impotent, à cheveux blancs. Il s'appuyait avec peine sur deux bâtons et se dirigeait vers le perron, un sac au bras. Prise de compassion, elle voulut décharger l'homme de son sac et l'aider à marcher. A ce moment, elle le reconnut : c'était son propre mari. La femme s'effondra sans connaissance.

Un récit de combat, publié le 18 octobre 1914, par le *Jauers'che Tageblatt* fournit une intéressante contribution à l'étude des effets de la guerre. « Développe-t-elle, comme le disait de Moltke, les plus nobles vertus de l'homme », ou « fait-elle plus de méchants êtres que de bons », ainsi que l'affirmait Kant? L'auteur de ce récit est le sous-officier Klemt, de la 1re compagnie du 154me régiment. Sa description a été reconnue exacte par le lieutenant von Niem, commandant de la compagnie. Le titre en est : « Un jour d'honneur pour notre régiment, 24 septembre 1914. » Le récit, en qualité de « document humain » ou mieux de « document bestial », mériterait d'être reproduit en entier. Je regrette de ne pouvoir, faute de place, n'en donner qu'un extrait.

« Les premiers Français viennent d'être découverts. Nos balles les font dégringoler des arbres comme des écureuils. Ils sont chaudement reçus en arrivant sur le sol, par des coups de crosse et de baïonnette. Ils n'auront plus besoin de médecins. Nous ne combattons pas contre des ennemis loyaux, mais contre de perfides

brigands. Nous traversons l'éclaircie en courant. Ici! là! ils sont cachés dans les buissons. Tapons dessus. *On ne fait pas de quartier.* Nous tirons à volonté, debout, tout au plus à genoux; personne ne pense plus à se protéger. Nous arrivons près d'un évasement de terrain. Des Français, morts ou blessés, gisent par masses alentour. *Les blessés sont assommés ou égorgés*, car nous savons que ces gredins nous tirent dans le dos. Un Français est étalé, le visage contre terre; il fait semblant d'être mort. Un coup de pied d'un rude soldat lui apprend que nous sommes là. Il se retourne, demande grâce, mais il est cloué en terre avec ces mots : « Vois-tu, mon salaud, comme ça pique. » A côté de moi, j'entends les craquements désagréables des coups de crosse qu'un vigoureux camarade fait retentir sur le « caillou » d'un Français. Pour ce travail, il utilise sagement un fusil français, afin de ne pas briser le sien. Des soldats qui ont l'humeur tendre donnent aux blessés ennemis le coup de grâce, d'autres frappent et égorgent comme ils peuvent. L'ennemi s'est bravement battu : nous avions devant nous des *troupes d'élite.* Elles nous laissaient approcher jusqu'à 30 ou 10 mètres, mais alors c'était trop tard... Ils étaient étendus à l'entrée de maisonnettes de feuillage, blessés légèrement ou grièvement, ils demandaient grâce. Nos braves troupiers épargnèrent à la patrie l'entretien coûteux de nombreux ennemis. »

A la fin de son récit, l'auteur nous montre les troupes qui se couchent, fatiguées par ce sanglant travail. « Le dieu des rêves peint, pour l'un et pour l'autre, une aimable image. Une prière (Dankgebet) aux lèvres, nous nous endormons. »

Ce qui rend cette description si affreuse, ce ne sont pas seulement les faits qui y sont relatés, mais surtout la naïveté avec laquelle on les représente comme des actes héroïques louables, et le fait qu'ils sont certifiés par des supérieurs et reproduits à la place d'honneur par la feuille officielle du district. Il est possible qu'on ait commis des brutalités dans l'autre camp — lorsque

les mauvaises passions de l'homme sont déchaînées, il ne faut pas s'étonner des actes brutaux qu'il commet — mais j'ai vainement cherché dans la presse étrangère la *publication* de tels exploits « héroïques ». Le fait encore qu'on puisse, après de tels carnages, se coucher calme, raconter glorieusement, d'une façon colorée, à ses amis, sa femme et ses enfants, de telles horreurs, rend la chose encore plus triste qu'elle est en réalité. Naturellement, comme il convient à un récit de bataille allemand, les actions de grâce n'y manquent pas. Le prince Oscar de Prusse est également cité par Klemt comme un admirateur des actions mentionnées. « Avec le 154me, s'écria le prince, on pourrait prendre d'assaut l'enfer », et il ajouta que les deux régiments s'étaient montrés dignes de leur titre de « brigade royale ».

La description réunit en soi — comme le tableau que l'on voit dans les écoles de vétérinaires représentant un cheval atteint de toutes les maladies — toutes les nobles vertus que la guerre produit et doit produire : la brutalité, la jactance, la fausse pitié, etc. Les gens plus intelligents que moi diront si « le monde dégénérerait et se perdrait dans le matérialisme » si ces qualités resteraient à l'état embryonnaire.

Le poète russe, Valerij Brjussow, narre les impressions qu'il a remportées du champ de bataille de Lowitz :

« Les tranchées sont vides, mais à côté de moi, ici et là, des cadavres sont étendus sur le dos, sur le ventre, sur le flanc, les bras étendus ou croisés sur la poitrine. La plupart sont revêtus de leurs uniformes gris foncé, quelques-uns sont enveloppés de manteaux qui leur ont servi à se protéger contre le froid. Parmi les

morts, je vois des adolescents avec de tendres visages presque imberbes; je vois aussi d'autres hommes plus âgés. Ils peuvent avoir plus de quarante ans. Ils s'étaient, sans doute, depuis longtemps créé une position, et ils n'avaient certainement pas pensé qu'ils devraient laisser leur vie sur un champ couvert de neige, dans la lointaine et étrangère Russie... Nos soldats, qui nous accompagnent dans notre trajet le long des tranchées, considèrent, repliés en eux, la figure des tués. A la guerre, on s'habitue au visage de la mort. On la voit si souvent devant soi, qu'elle n'éveille plus un sentiment d'horreur. *(Vorwärts* du 16 décembre.)

Un fantassin décrit les sanglants combats auxquels il a pris part dans les Flandres :

« Les soldats, dans leurs positions protégées, avaient de l'eau jusqu'aux genoux, lorsqu'ils reçurent l'ordre d'attaquer. Par vingt bouches à feu, l'ennemi nous envoyait ses obus meurtriers. Beaucoup des nôtres furent littéralement mis en pièces... Notre fureur devint terrible. Un nuage de foudre d'un noir sombre,... nous pensions étouffer. On ne voyait plus rien autour de soi. C'étaient les canons de marine anglais qui entraient en danse... Un signal de trompettes. Le son tremblait comme s'il ressentait aussi la douleur. Baïonnette au canon ! L'acier étincela au bout du canon crachant le feu. Un obus tomba près du troisième homme à ma droite; il fut tué, mon voisin du même côté fut projeté au dehors et grièvement blessé; celui de gauche également. Le tambour battit. Debout, en avant, en avant, hurrah!... Nous nous jetâmes à la baïonnette sur l'ennemi. Je ne veux pas te décrire le combat, *ce fut une boucherie.* Deux fois nous dûmes reculer, la troisième nous fûmes victorieux. Lorsque vous apprendrez la victoire : Dixmude est pris!... en Allemagne, crierez-vous hurrah? Nous pensons aux nombreuses, nombreuses victimes qui sont restées sur le carreau et qui saignent... » *(Vorwärts* du 11 décembre.)

Qu'il est beau de mourir pour la patrie !

Tel est l'aspect de la guerre. Je cherche vainement

dans toutes les lettres et les récits de combats qui remplissent les journaux l'expression du sentiment : *qu'il est beau de mourir pour la patrie.* Je trouve partout la description des horreurs indicibles et de la barbarie du combat entre hommes, qui n'entretiennent aucun sentiment haineux réciproque, qui tous ont laissé une mère à la maison, beaucoup une femme et des enfants, qui tous ne sont animés que d'une pensée : Oh! si la paix se rétablissait! Oh! si tu étais à la maison, près de ceux que tu aimes, entouré et caressé par tes enfants, dans les bras de ta femme et de ta mère, délivré de cet horrible travail meurtrier!

Les « Grands », qui se trouvent derrière le front, pensent, cela va sans dire, différemment. Leurs os ne sont pas brisés. Leurs maisons ne brûlent pas. Leurs femmes et leurs enfants ne sont pas chassés de leurs foyers et de leur patrie. Leurs biens sont intacts. Ils ne souffrent ni de la faim, ni de la soif. Ils dorment dans leurs lits et non dans des tranchées comme des animaux sauvages. Lorsqu'ils souffrent du cœur ou du foie, ils peuvent retourner dans leur pays et se soigner dans des villes d'eaux : leurs familles peuvent accourir vers eux, les embrasser tendrement et les soigner jusqu'à ce que, après des semaines ou des mois, ils puissent rejoindre leurs postes sans danger, derrière la ligne de combat.

Tandis que devant l'ennemi la mort et la dévastation détruisent la fleur de la jeunesse et le bien-être de plusieurs générations, les Grands

En avant, en avant! crie-t-on   Et ceux qui sont sur le front répondent par des gémissements et des lamentations, par des plaintes et des cris de souffrances, par des pensées vers la paix et la patrie qui éclairent encore leurs regards mourants. Hue, hue! hurle le charretier et il fouette le pauvre cheval qui s'efforce de tirer le lourd chariot sur la route argileuse. Ils enfoncent dans la boue, mais l'homme n'a pas de pitié. En avant, en avant! Tenir! Pas de faiblesse! Et il tuerait la malheureuse bête s'il n'existait pas une société pour la protection des animaux, qui défend ceux-ci contre leurs bourreaux. Il est certes grand temps de fonder une *société pour la protection des humains*.

Prestige.

Qu'est-ce qu'une guerre pour les Grands? Une nouvelle émotion ajoutée à tant d'autres. Une prouesse dans un cas sérieux, une question d'orgueil et d'ambition décorée du non de *prestige*. Un « grand événement de leur vie (1), » comme la victoire de leurs couleurs

(1) Cf. la dépêche de la kronprinzessin Cécile au bourgmestre de Dantzig, après la bataille de Longwy : « Prière de faire part à tous nos chers Dantzigois et Prussiens de l'Ouest *de la victoire de mon mari* au nord de Metz, sachant quelle part ces provinces qui nous touchent de si près prendront à ce *grand événement de sa vie*. Que Dieu vous protège tous. »

aux « courses du Hoppegarten ou de leurs yachts à voile aux régates de Kiel. » « La gloire du souverain consiste en ceci : que, sans s'exposer lui-même au danger, il a plusieurs milliers d'hommes à sa disposition qu'il peut sacrifier pour une cause qui ne les concerne pas; et la différence entre les sauvages américains et européens consiste en ceci que les premiers ont dévoré plus d'une horde ennemie, au lieu que les seconds ne mangent pas les survivants, mais savent mieux les utiliser en s'en servant pour augmenter le nombre de leurs sujets et partant de la *foule des instruments pour des guerres encore plus considérables* (1). »

Sacrifier des milliers d'êtres pour une cause qui ne les intéresse en rien! C'est la vraie raison de cette guerre et de beaucoup d'autres. Que comprennent au prestige les millions de pauvres diables qui doivent laisser leur vie sur les champs de bataille de l'Europe? Ils ne connaissent pas même le mot et encore moins l'idée. *Le prestige est un article de luxe pour tous ceux qui ont du superflu dans les autres domaines de la vie.* C'est l'entêtement de ne pas vouloir céder, même si l'on sent qu'on a tort, parce qu'on est assez fort pour ne pas avoir *besoin* de céder. Pour le bourgeois, le paysan et l'ouvrier, le prestige c'est le pain quotidien qu'ils doivent gagner à la sueur de leurs fronts, c'est la santé qui leur facilite le travail, c'est leur famille qui leur rend agréables les heures de loisir. Pour tous ces biens, ils combattront avec enthousiasme dès qu'ils se trouveront menacés.

C'est pourquoi on tâche de les persuader *qu'ils sont*

(1) KANT : *Zum ewigen Frieden*, p. 18.

en danger. « Pour mettre fin à cette sophistique et pour faire avouer aux perfides représentants des Puissances de la terre que ce n'est pas pour le droit, mais pour la puissance qu'ils plaident, il sera bon de mettre en lumière l'œuvre par laquelle on s'abuse soi-même et on trompe les autres. » (Kant, op. cit., pages 44, 55, 56.)

Ne semble-t-il pas que cela a été écrit aujourd'hui? Chaque mot ne se rapporte-t-il pas à la situation actuelle et à nos chefs? Si vraiment « l'héritage de Kant » est aussi sacré à ceux qui ont signé le « manifeste aux nations civilisées » que « leur foyer et leur sol », ils doivent lire l'excellent petit écrit intitulé : « Essai sur la paix perpétuelle ». Kant qui l'écrivit pendant la tourmente de la Révolution française, alors que son pays était gouverné par une autocratie militaire, osa y dire des vérités qui seraient aujourd'hui condamnées par le commandant de la Marche de Brandebourg comme dangereuses pour l'Etat et qui vaudraient une sanglante punition à celui qui les proclamerait.

C'est pour le fantôme du prestige de la puissance mondiale que des millions d'hommes saignent, souffrent de la faim, et voient leurs biens détruits. Et ce fantôme on le décore du nom de « libérateur du pays ». *La gesta Dei per Francos* est devenue *la gesta Dei per Teutones.* Le peuple allemand « digne d'être adoré », comme l'écrit un privat-docent (qu'écrira-t-il quand il sera professeur!) doit être adoré en qualité de *surpeuple* par tous les autres. Et cette hallucination, cette folie des grandeurs, on l'appelle « la défense contre une oppression perfide » afin de l'accommoder au bon sens du peuple.

Prolétaires du monde,
massacrez-vous!

L'attitude de la *Sozialdemokratie* allemande pendant la session du 4 août, lors du vote du premier crédit militaire de cinq milliards a été très critiquée à l'étranger, en particulier par les partis de même nuance. Il faut cependant relever que dans la séance où le parti se résolut à voter ce crédit, une minorité s'y opposa, qui se distingua non par le nombre, mais par l'*importance* de ses membres. L'attitude de la majorité s'explique par les mêmes motifs qui ont entraîné le peuple allemand dans la guerre, auquel le gouvernement a réussi à faire croire qu'il s'agissait non d'une guerre de conquête, mais d'une guerre de défense. Depuis le 31 juillet, l'Allemagne n'a reçu aucune nouvelle de l'étranger. Personne ne savait ce qui s'était passé du 31 juillet au 4 août dans le monde et particulièrement en Allemagne. Le *Livre blanc,* qui fut présenté aux députés, affirmait que les Russes et les Français nous avaient attaqués et avaient pénétré en Allemagne. Le kaiser et le chancelier répétaient cette affirmation dans leurs discours. Personne ne pouvait en établir la véracité ou la fausseté. Sous l'impression que leur pays devait combattre pour sa sécurité et son indépendance, la majorité de la fraction socialiste vota les crédits et, d'après les statuts du parti, contraignit la minorité à s'associer à ce vote.

Le 2 décembre, le même fait se renouvela : le groupe qui avait voté les premiers crédits obtint de nouveau la majorité. Mais la lutte dans la fraction fut plus violente et la minorité s'accrut. On sait que Liebknecht

seul a eu le courage et la force de caractère de ne pas se soumettre à la discipline du parti et de voter négativement dans la séance du Reichstag.

Son acte a été applaudi par ses camarades du monde entier, à l'exception des membres de son parti du Reichstag qui, le 2 février, lui ont voté un blâme. Ce fait est très regrettable; on ne le considère pas, à l'étranger, comme une mesure disciplinaire contre la violation des règlements du parti, mais comme une condamnation du vote de Liebknecht « en soi », ce qui accentue encore l'appobation donnée par les socialistes aux crédits militaires et à la politique belliqueuse du gouvernement. Il eût été préférable, eu égard à la reconstitution future de l'Internationale de laisser de côté la discipline de parti. On eût ainsi évité de faire croire qu'il était indigne pour un membre de la *Sozialdemokratie allemande* de voter contre des crédits militaires.

Il semble qu'on ne se rend pas compte à Berlin de l'effet produit par une telle résolution sur les camarades étrangers. Il semble surtout qu'on ne sait pas que *toutes leurs sympathies vont à Liebknecht* et non à la majorité nationaliste du parti qui l'a condamné. Par son acte du 2 décembre, Liebknecht est devenu le plus populaire des socialistes allemands, non seulement chez nos ennemis — dont le contentement est compréhensible — mais chez les neutres. C'est l'attitude de Liebknecht qui servira de base à la nouvelle formation de l'Internationale, et non l'attitude des députés qui — une fois dupés — n'ont pas eu la perspicacité ou le courage de reconnaître ou d'avouer leur erreur et qui ont glissé peu à peu, par le chemin de l'opportunisme, dans le camp des nationalistes.

Il faut reconnaître que le gouvernement allemand a manœuvré supérieurement. Il a réussi avec une habileté singulière à transformer l'appel pacifique des ouvriers : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » dans le cri belliqueux : « Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous! ». Il a su magistralement — du moins jusqu'à maintenant — pratiquer la politique du « *divide et impera* ». « Y a-t-il chez un peuple certains chefs privilégiés..., divise-les entre eux, tâche de les brouiller avec le peuple » (Kant, p. 43). Le gouvernement allemand a su diviser les chefs entre eux; mais le peuple sera — espérons-le — uni quand le jour du règlement des comptes sera là, le jour où les coupables seront démasqués et où chaque crime trouvera sa punition.

Morale politique
et politique morale.

Il semble que le gouvernement allemand suive extérieurement les principes de Bernhardi et ait choisi intérieurement comme modèle la description que Kant a faite du *politique comme il ne doit* **pas** *être.* « Où la politique morale cesse, a dit le sage de Kœnigsberg, commence la morale politique, qui, semblable à l'immoralité, est basée sur les « maximes sophistiques » suivantes :

« 1. *Fac et excusa.* Saisis l'occasion favorable pour t'emparer d'un droit sur ton propre peuple ou sur un peuple voisin. La justification se fera plus facilement et plus élégamment et la violence sera plus aisément palliée *après l'acte* que si l'on recherche auparavant des raisons convaincantes et perd du temps à écouter

les objections et arguments contradictoires. Cette hardiesse même peut faire croire qu'on a la conviction intime de la légitimité du fait et le Dieu du succès est, après coup, le meilleur avocat.

» 2. *Sic fecisti, nega.* Ce que tu as fait toi-même, par exemple, pour porter ton peuple au désespoir et ainsi à la révolte, nie que tu l'aies commis par ta faute. Affirme que, dans le cas de l'asservissement d'un peuple voisin, il faut s'en prendre à la nature de l'homme qui, lorsqu'il ne devance pas par la violence un autre homme, peut être sûr que celui-ci le devancera et l'assujettira (1). »

N'est-ce pas là un exposé fidèle de la manière d'agir de Bethmann, qui, du reste, n'a pas seulement été caractérisée, par avance, par le philosophe de la chaire, mais aussi par le philosophe du trône. Frédéric II disait : « Lorsque les princes veulent la guerre, ils la commencent et ils font venir ensuite un juriste studieux qui prouve qu'ils ont bien agi. » On fait donc la guerre et on démontre ensuite que « l'autre » l'a faite ou du moins qu'il l'aurait faite et qu'on a dû le prévenir.

La morale, qui doit régler les actions des Etats comme celle des individus, n'y trouve pas son compte, et le sage de Kœnigsberg ne trouve pas de mots assez tranchants pour caractériser l'influence funeste d'une telle pseudo-politique : « L'idée seule qu'il puisse exister sur terre une *espèce d'êtres aussi pervers* paraît ne pouvoir être justifiée par aucune théodicée... La vraie politique ne peut donc pas faire un pas sans avoir auparavant rendu hommage à la morale. La po-

(1) Kant, p. 42.

litique est en soi un art difficile, mais, unie à la morale, elle n'est plus du tout un art... » Celui qui subordonne la politique morale à la morale politique, c'est-à-dire assujettit les principes au but, met la charrue avant les bœufs et agit contre l'impératif catégorique (1).

Tel est « l'héritage » de Kant, et celui qui le conserve condamne par là même la politique qui a conduit à la plus affreuse des guerres, une politique qui a, certes, agi d'après une « morale politique », mais qui, à coup sûr, n'a pas été une politique morale.

Cependant, le sanglant travail se poursuit : toute la sève de notre peuple est sucée par d'énormes sangsues... « Visiter un champ de bataille est une chose affreuse, écrivait Frédéric III. Il est impossible de décrire les horribles blessures qui s'offrent au regard. La guerre est, malgré tout, quelque chose de terrible et ceux qui la déchaînent au moyen d'un trait de plume ne savent pas ce qu'ils font ». Un médecin disait : « J'aimerais que ceux qui suscitent la guerre en vissent les côtés terrifiants; les *diplomates* qui, d'un cœur léger, la font entrer dans leurs calculs comme le marchand ajoute une chance de gagner quelconque aux siens, devraient eux-mêmes prendre d'assaut un pont sur un canal, sous le feu des obus ennemis (2) ».

Qu'éprouvez-vous, M. de Bethmann, lorsque vous lisez ces choses? Que dites-vous donc dans votre écrit du 24 décembre (3) : L' « idée » d'une conférence ne vous a pas été *sympathique,* la « forme » d'une conférence vous a choqué. Et toutes les terribles consé-

(1) Kant, op. cit. p. 45.
(2) *Berliner Tageblatt* du 24 septembre.
(3) Annexe III.

quences de votre refus, vous sont-elles plus sympatiques? Vous choquent-elles moins? Vous osez encore parler de sympathie et d'antipathie, maintenant que, par votre faute, l'Europe est plongée dans une mer de sang et que vous avez fait de notre célèbre culture européenne un objet de railleries pour les sauvages? L'Europe honteuse peut se voiler la face et elle doit reconnaître à ceux-ci une culture plus élevée que la sienne...

Nous vous sommes redevables de tout cela, M. de Bethmann, *Parturiunt montes, nascetur ridiculus mus.* Il faut cette fois renverser le proverbe et dire que de la petite souris de vos antipathies et de vos objections contre une « forme » sont nées des montagnes de malheurs humains. Allez sur les champs de batailles, visitez les lazarets, voyez les blessés, les morts, les mourants; rendez-vous dans les villes détruites, agenouillez-vous devant les autels bombardés et demandez pardon au Seigneur d'avoir transformé ses paroles : « Paix sur la terre et bienveillance envers les hommes! » en celles-ci : « Meurtre sur la terre et incendie et destructions parmi les hommes! » Ensuite frappez-vous la poitrine et avouez à haute voix, afin que tous l'entendent : *Je suis le coupable, moi seul.* Ce serait le premier pas vers le repentir, et « péché avoué est à moitié pardonné ».

Il est vrai que vous avez agi par ordre de votre maître.

Si le kaiser n'ávait pas trouvé un chancelier qui eût fait cette « guerre d'indé-

pendance », l'Allemagne serait restée « sous le joug » : autrement dit, elle aurait continué à développer son travail, sa culture et son bien-être, sans être menacée par personne. *Mais où sommes-nous maintenant?*

Nous pouvons être encore joyeux de ce que l'ennemi que *nous* nous sommes créé, n'ait pas franchi nos frontières. Nous serions heureux si nous possédions encore, comme il y a six mois, nos colonies, nos milliards et notre jeunesse si éprouvée déjà et qui diminue chaque jour.

Quidquid delirant reges,
plectunctur Achivi.

Mais, précisément à ce moment, il faut des hommes de caractère, non des courtisans, qui s'opposent à la volonté royale et prennent parti pour le peuple contre le roi. « L'impunité est un privilège de la dignité royale, mais elle n'exclut nullement la possibilité de *mériter* des punitions. » Les hommes qui, en qualité de conseillers, sont aux côtés du roi, ont pour devoir de l'empêcher de les mériter. On ne peut pas rendre un plus mauvais service à un prince que de le mettre en demeure de gouverner par lui-même, de dicter les ordres inspirés par sa violence et par son humeur à ses serviteurs qui, s'ils ne sont pas d'accord avec lui, se font néanmoins les instruments de leur exécution (1). Ce qui chez le prince, est

du moins compréhensible, devient chez l'homme d'Etat responsable un forfait inexpiable. Un prince, élevé dans

(1) Brongham, *Statesmen.*

la croyance mystique à la grâce de Dieu, entouré de flatteurs, de courtisans et de parasites qui apparemment sont ses serviteurs, mais qui en réalité sont ses maîtres, qui entendent rarement la vérité et ne *veut* jamais l'entendre, un prince qui tient le silence contraint du peuple pour une union sans exemple, parce que personne ne lui dit ce qui vit et s'agite dans l'âme du peuple, est plus facilement excusable qu'un chancelier quand il

confond son ambition, son désir de conquête, de gloire et d'éclat avec le bien et le bonheur de son peuple.

Mais les conseillers du prince sont là pour le mettre en garde contre les dangers. Ils ne doivent pas être les valets de leur maître, mais les premiers serviteurs de l'Etat. La conduite d'un ministre ne peut pas être excusée ou expliquée par son attachement personnel à son souverain, car celui-ci repose sur des sentiments, tandis que celle-là est déterminée par des devoirs, par l'impératif catégorique. Et le sentiment doit toujours céder le pas au devoir. Il faut plutôt « se démettre » que « se soumettre ».

Ce qu'il y a de pire encore, c'est qu'un ministre non seulement recouvre de son bouclier les actions

de son maître, mais cherche encore à les justifier par des *manœuvres machiavéliques*. Nous sommes devenus plus machiavéliques que Machiavel lui-même et nous avons tout à fait oublié que notre grand aïeul, Frédéric II, a écrit l'*Antimachiavel*. « Donner sa parole était un besoin du passé : y manquer est un besoin du présent ». Cela ne s'applique-t-il pas au cas de la Belgique? « Un prince ne doit pas avoir d'autre pensée et d'autre objet que la guerre, la préparation et la

direction de celle-ci. » Cela n'a-t-il pas été le leitmotiv de la politique royale prussienne? « Que le prince ne se soucie que de *vaincre* et de maintenir sa domination, les moyens seront toujours tenus pour honorables et loués par chacun. » N'est-ce pas là le fil d'Ariane à l'aide duquel nous espérons sortir du labyrinthe de notre situation actuelle, pour ne pas échoir en sacrifice au minotaure de la condamnation générale? *Machiavel a remplacé Kant;* chez nous aussi la fin justifie les moyens.

Rêves de domination mondiale.

Quel est le but de cette guerre? J'ai déjà dit maintes fois que le but de nos dirigeants était un nouveau *dominium mundi.*

L'aigle prussien doit planer sur tous les océans. Une nouvelle époque historique doit commencer, et l'hégémonie germanique va succéder aux hégémonies romaine, espagnole et anglaise (1) Le mot de

(1) Maintenant, chacun nie avoir eu des plans de conquête. Mais le même jour où on déclarait dans les hautes sphères que le dessein de fonder un empire mondial était un « non-sens », le bureau de presse du gouvernement militaire de Lodz publiait, pour l'anniversaire du kaiser, un « journal impérial », où on lit, entre autres :

> « Une guerre victorieuse — et Dieu soit loué! personne dans notre patrie, depuis le plus vieux feld-maréchal au plus jeune conscrit, ne doute qu'elle le soit, nous créera un empire colonial composé des Congo français et belge, et — si le Portugal entrait en lutte avec nous — des colonies portugaises en Afrique — tel que nos pères, qui se moquaient de nos commencements dans ce domaine, n'auraient jamais pu en avoir l'idée.

Virgile est adapté à l'usage germain : *Tu regere imperio populos Germane memento.* Comme Aristote croyait que la campagne d'Alexandre-le-Grand amènerait une transformation du monde oriental et une domination de la culture grecque, nous attendons de cette guerre une transformation du monde occidental et une domination de la culture allemande. Quelle conception enfantine et contraire à l'histoire! Si, autrefois, les guerres faites par des peuples civilisés contre des barbares leur ont parfois apporté la culture, le contraire se produit aujourd'hui entre peuple d'égale culture; la guerre détruit la culture et développe la barbarie atavique. L'avenir de l'humanité ne réside que dans la vie commune et paisible de tous les peuples. Tous les plans de domination mondiale qui, jadis déjà, portaient le germe de leur ruine, doivent échouer aujourd'hui *avant* leur réalisation, grâce au sentiment de la justice qu'ont tous les peuples, à la conscience que tous ont de poursuivre les mêmes buts, touchant au bien-être et la culture, *grâce surtout aux relations étroites qui unissent entre elles les mêmes classes des différentes nations.* Les couches de la société moderne sont sembables aux couches géologiques; et elles ne s'arrêtent pas à la frontière, elles passent d'un pays à l'autre. S'il n'y a

---

Surtout, lors de ce partage de l'Afrique, nous donnerons le coup de grâce aux efforts que font les Anglais pour obtenir l'hégémonie totale, du Cap au Caire, car entre l'Egypte et l'Est Africain, qui sont encore anglais, et le sud de l'Afrique boer-anglais, *s'étendra la chaîne infinie de nos immenses possessions, de l'Océan Indien jusqu'aux grands lacs du centre, et du Congo jusqu'à l'Atlantique.*

Encore anglais ! disons-nous du Nord-Ouest et du Sud de l'Afrique; qui sait ce qu'il en sera encore si cette parole du poète se réalise : *Le monde doit encore être sauvé par l'esprit allemand.* »

Le journal, duquel ces lignes sont extraites, a été édité *officiellement* par le gouvernement militaire, en qualité de cadeau pour l'anniversaire du kaïser. *Sapientisat!*

qu'une seule « Internationale » organisée, il en subsiste des centaines d'autres inorganisées, qui sont unies par des liens aussi forts : les « internationales » du commerce et de l'industrie, de la technique, des sciences, de l'art et de la littérature. Elles constituent entre les nations un lien spirituel indestructible que les guerres peuvent rendre moins solide, mais non point détruire.

Nos rêves d'hégémonie resteront des rêves, même si nous étions en état de soumettre les autres peuples. Les buts qu'un Bismarck se proposait étaient raisonnables et accessibles, parce qu'ils se trouvaient à l'intérieur des frontières du développement historique de notre siècle. La formation d'Etats nationaux devait précéder cette agglomération plus considérable, pour laquelle l'humanité n'était pas encore mûre. Les efforts du peuple allemand pour atteindre l'unité étaient historiquement justifiés, mais les efforts de la nouvelle Allemagne pour parvenir à l'hégémonie représentent une telle « reculade » historique, un tel écartement des buts qui sont fixés aux peuples cultivés, qu'ils sont destinés à échouer nécessairement.

Notre but est inaccessible et les moyens que nous employons pour y arriver sont criminels. Le succès militaire, s'il était probable (ce qui n'est pas) ne nous rapprocherait pas de notre but. Au XX[e] siècle, *il n'y a plus d'hégémonie mondiale* possible, et s'il en existait une, nous serions les derniers que l'on reconnaîtrait comme dominateurs du monde. Une paix qui nous accorderait plus ou moins une telle hégémonie ne serait qu'une suspension d'armes; elle porterait en elle le germe de guerres nouvelles qui conduiraient l'Europe à l'abîme.

Qui paiera les frais de la guerre?

Les frais et les dommages que la guerre a causés pendant les six premiers mois ont été évalués à plus de 80.000 millions de francs. Dans ce chiffre ne sont compris ni les dépenses et les pertes privées, ni la valeur économique des morts et des blessés, ni la perte en travail que représentent pour les Etats, les hommes qui sont sous les drapeaux. Jamais le vaincu ne pourra offrir au vainqueur — à supposer que l'un des belligérants remporte la victoire, ce qui est peu probable — une indemnité équivalente. Outre l'Empire, les Etats composant l'Allemagne ont fait des milliards de dettes. *Qui paiera, qui pourra gagner par son travail ces énormes sommes ou même les intérêts de celles-ci?* Tous les Etats belligérants et neutres seront acculés à la banqueroute. « Des nations en guerre, disait Hume, me rappellent deux individus ivres qui se battraient dans un magasin de vaisselle. » Les individus ivres, ce sont les belligérants, le magasin de vaisselle, le commerce international. Il se passera peu de temps avant qu'il soit en ruines.

Quousque tandem?

Comment cela continuera-t-il? Comment cela finira-t-il?

Chaque victoire est une victoire à la Pyrrhus. Ne se trouve-t-il vraiment personne parmi les 67 millions d'Allemands qui ose braver les foudres de Jupiter et lui crier, comme Thémistocle à Eurybiade : « Frappe,

mais écoute! » Les serviles journalistes continueront-ils à publier leurs scandaleuses correspondances?

— tandis que sur les champs couverts de neige, dans d'humides cabanes de terre, leurs compatriotes dépérissent et que les larmes des veuves et des orphelins ruissellent...

Jusqu'à quand cela durera-t-il? Comment cela se terminera-t-il? Qu'est-ce que cela fera aux peuples, qu'après la guerre, « les cousins sincèrement dévoués » se jettent, émus, dans les bras les uns des autres, s'embrassent et revêtent de nouveau les uniformes qu'ils avaient déposés? Qu'est-ce que cela fera au peuple, que des cortèges solennels passent par la porte de Brandebourg,

décorés de couronnes de lauriers et aux sons des trompettes? **Le peuple veut la paix, la paix, la paix!** Assez de morts, assez de mutilés, assez de misères et de ruines! La conscience du monde s'agite. La parole qui s'élève pour accuser trouvera l'épée, si on ne veut pas entendre le son d'airain de la voix du peuple. *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango :* J'appelle les vivants, je plains les morts, je brave l'éclair. Telles sont les lignes que la conscience du peuple jette aux puissants.

« Sur votre tête
Retombent les larmes des veuves et des orphelins,
Le sang des tués, le chagrin des femmes
Qui ont perdu époux, pères et fiancés,
Engloutis dans cette sauvage querelle (1).

(1) Shakespeare : *Henri V.*

Il a assez souffert le peuple. *Jamais les peuples n'ont été ennemis.* Dans toutes les lettres des combattants, on rechercherait vainement les sentiments de haine et de vengeance. Ce sont les journalistes qui les font éclore dans les salles de rédactions bien chauffées. De tranchée à tranchée, des amitiés sont conclues. On se rend mutuellement des visites, on se fait de petits présents, on se serre fraternellement la main. Puis on retourne dans son camp et l'on se tire dessus, par ordre supérieur! N'est-ce pas indicible, incroyable?

Si nous ne savions pas qu'aucune des nations en lutte n'a désiré la guerre et que quelques centaines, tout au plus quelques milliers d'hommes criminels ont voulu et préparé ce meurtre collectif, la confraternité régnant entre ceux qui sont dans les tranchées prouverait qu'aucune animosité n'existe entre les peuples. Mais précisément *parce* qu'elle le prouve, parce qu'elle diminue l'énergie de la tuerie, et qu'elle pourrait faire voir aux combattants qu'ils ne luttent pour *rien* qui les concerne, qu'ils sont excités les uns contre les autres par des hommes plus puissants qui poursuivent la réalisation de *leurs* intérêts, le haut commandement allemand vient de publier un arrêté sévère interdisant cette fraternisation. Plus de poignées de mains, plus de pauses de tir, pour l'amour de Dieu! *Nulla dies, sine linea,* pas de jour sans meurtre et incendie!

Mais tous les ordres ne serviront de rien. La vérité est en marche. Chaque jour, chaque heure, la lumière s'approche.

La paix *viendra,* bientôt, très prochainement, car elle *doit* venir. Malheur aux généraux qui jetteront encore une fois leur épée dans la balance, malheur aux diri-

geants qui ne veulent pas entendre la voix du peuple que l'on étouffe par la force. Sous les eaux tranquilles du *Burgfrieden* (1), on perçoit de sourdes rumeurs et de menaçants grondements. Malheur à ceux qui ne veulent pas ouïr les sons souterrains et qui continuent à confier leur barque aux eaux traîtresses! Ils seront engloutis par les vagues! — *Discite moniti!* Prenez garde, vous êtes avertis!

(1) « La paix dans le château fort. »

V

L'avenir.

Qu'est-ce que la paix doit nous apporter?

Elle doit nous apporter ce que les esprits éclairés s'efforcent d'obtenir depuis des siècles, non une suspension d'armes, *mais un état de paix durable, reposant sur une base légale assurée.* Le système actuel qui consistait à balancer la paix sur la pointe des baïonnettes a fait faillite, pour toujours. La folie des armements qui, en 1910, a coûté aux Etats européens — sans compter les dépenses non comprises dans les budgets — plus de 10 milliards de francs, somme qui s'est accrue chaque année d'au moins 20 %, n'a pas atteint le *but* à l'aide duquel on cherchait à la justifier. La surenchère des armements n'a pas rendu plus certaine la sécurité, elle a, au contraire, mis en danger la paix. Une méfiance toujours croissante en est résultée. Les pourparlers diplomatiques, par le lointain cliquetis des armes qui les accompagnait, furent un objet d'angoisse et de crainte pour les peuples. Tous étaient dominés par le sentiment accablant que cela ne pou-

vait plus continuer, qu'on devait faire volte-face ou pousser à la catastrophe.

Elle s'est produite, cette catastrophe, depuis longtemps prédite et redoutée. Elle n'a pas seulement entraîné dans ses tourbillons la vie et le bien-être des peuples, elle a signé la condamnation du système au moyen duquel on avait cru donner aux nations une sécurité trompeuse.

Le système de la paix armée.

Le système de la paix armée est jugé. Il a sucé la moelle des peuples et n'a pas pu empêcher la guerre. Le système de *l'équilibre européen* s'est révélé plus funeste encore que le premier, car les Etats se faisaient face, armés jusqu'aux dents. La guerre de 1870 n'était qu'un jeu d'enfant en comparaison de la guerre de 1914. Un système défectueux n'est pas amélioré lorsqu'on l'applique sur une plus grande échelle. Au contraire, ses fautes et ses faiblesses sautent mieux aux yeux. Plus les chiffres du rapport entre les forces de deux Etats augmentaient proportionnellement l'un à l'autre, plus la prétendue garantie de paix fournie par les armements militaires devenait précaire. Ce qui, dans la proportion de 1 à 1 était déjà déraisonnable et nuisible, l'était trois fois plus dans la proportion de 3 à 3. Et si en temps de paix, ce système était funeste, il l'était bien davantage en temps de guerre. Par le jeu des alliances et des ententes, les tableaux terrifiants dépeints par les sociologues perspicaces ont été rendus infiniment plus horribles.

Tout ce que Jean de Bloch prédisait du caractère,

de l'étendue, de la cruauté d'une future guerre européenne s'est réalisé, mais d'une façon plus terrible que le génial politique russe l'avait prédit. Il ne pouvait pas prévoir le développement des navigations aérienne et sous-marine, les énormes canons de siège et toutes les nouvelles conquêtes de la *kultur*. Mais, dans son œuvre monumentale de 1899, il déclarait que les progrès de la technique des armes depuis 1870 se révéleraient, lors d'une guerre, plus considérables que le développement de cette technique depuis l'âge des arbalètes jusqu'à la guerre franco-allemande. Il annonçait que l'effet des nouveaux canons serait si meurtrier qu'il ne pourrait plus être question d'un combat au sens ancien du mot, ni de bravoure personnelle et que la guerre serait une longue guerre de siège et de tranchées. Il décrivait en détail l'horreur de la lutte moderne avec des machines, et il doutait que des hommes cultivés pussent supporter sans devenir fous ces épouvantables impressions. Il n'y aura plus de vainqueur et de vaincu, disait Bloch; il ne sera pas possible de soigner convenablement le nombre immense des blessés si l'on ne met pas sur pied autant de personnel sanitaire que d'hommes. Il ne sera pas possible de les traiter comme il faut dans les pays appauvris où les batailles auront eu lieu. Les Etats belligérants ne pourront pas à longue, trouver l'argent pour l'entretien journalier de leurs troupes. Tout cela, le pacifique Bloch l'avait prédit, non par intuition, mais par l'expérience que de longues années d'études lui avaient procurée.

Nous vivons maintenant ce qu'il avait entrevu. Les gigantesques armées oscillent toujours, sans résultat,

sans qu'une décision intervienne, malgré les appels enflammés des rois et des chefs. En avant! En arrière! Ce sont les mots d'ordre qui changent constamment. Seuls les morts ne peuvent point reculer. Un village, une ferme, une tranchée, une colline exigent des milliers de victimes. Un seul schrapnell bien dirigé peut tuer ou blesser cent hommes. Mais ce qu'il y a de pire, c'est que ce grand meurtre est un *suicide* de tous les peuples qui, peu à peu, s'épuisent et s'étiolent. Il est vrai que c'est en même temps *un suicide du système politique* qui a suscité la guerre.

Le plus enragé militariste concédera qu'un *accroissement* des armements n'est plus possible après la guerre. Auparavant déjà les charges qu'ils faisaient peser sur les Etats européens étaient devenues insupportables. Il y a quarante ans, Emile de Girardin disait avec raison : « Avec la moitié de ce que les frais de guerre coûtent aujourd'hui à l'Europe, on pourrait faire disparaître la misère. »

L'exemple suivant illustrera cette folie des armements. Au début de la société humaine, alors que chacun devait s'inquiéter de sa propre sécurité, deux propriétaires ruraux devinrent méfiants l'un à l'égard de l'autre. Chacun redouta une attaque de son voisin. En réalité aucun des deux n'avait des desseins agressifs. Au lieu de faire cultiver leurs champs et élever leur bétail, ils ordonnèrent à leur femme, à leurs enfants, à leurs paysans et à leurs valets de construire des barricades et des retranchements, de forger des armes, de fabriquer des arbalètes, des flèches et des frondes. Cela dura des jours et des nuits, pendant des années. Peu à peu les provisions s'épuisèrent. Il ne fut plus pos-

sible de s'en procurer chez le voisin. Bref les deux coururent le risque de mourir de faim. Lorsque la misère eut atteint son apogée, chacun d'eux se résolut à demander un entretien à l'autre. Et que se dirent-ils? Aucun n'avait eu le dessein d'attaquer son voisin et tous les deux avaient seulement craint qu'ils fussent attaqués. D'un coup la méfiance disparut. Mais le gaspillage insensé de leur force pesa encore longtemps sur leur vie et durant des années, il les empêcha de retrouver leur bien-être d'autrefois.

Les peuples européens n'ont pas su trouver à temps le bon chemin. Et partant, la tension devenue trop grande ne pouvait cesser que d'une façon, par le remplacement de l'état de guerre latent par l'état de guerre déclaré. Nous avons déjà établi qui était responsable de l'échec de tous les essais pour amener une paix durable et de cette solution brutale. Mais le coupable finira par se rendre compte que tous ses armements, toute sa résistance à l'endroit d'une entente ne lui ont procuré aucun avantage et que la situation, malgré la ruine de tous, ne s'est pas modifiée : la proportion des forces est restée la même.

Le système est donc jugé. Il est impossible qu'il renaisse ou qu'il se renforce. L'Europe, après la ruine de cette anarchie fondée sur la puissance, n'a plus qu'à revenir à la pensée que tous les esprits les plus éminents ont, depuis des siècles, prêché comme le seul remède qui puisse protéger de la débacle notre vieux monde civilisé. Cette pensée c'est celle d'une

alliance pacifique des peuples libres,

fondée sur la reconnaissance mutuelle de leurs droits,

sur la confiance réciproque, un fédéralisme d'Etats libres, comme disait Kant. Une alliance de peuples, ou un Etat de peuples, une alliance qui laissera toute leur souveraineté aux peuples qui y appartiendront et qui ne les empêchera que d'abuser de celle-ci pour faire la guerre à un de leurs alliés. Cette alliance doit être basée non sur la puissance, mais sur la confiance mutuelle, sur le sentiment du devoir, sur l'*Impératif catégorique*. Kant considérait qu'une ligue pour la paix entre les peuples européens, sans organisation interne et sans pouvoir qui fît des lois, était déjà possible au temps où il vivait, parce qu'elle répondait également aux intérêts de tous et qu'elle était dictée à tous par le devoir. Sans doute, l'idée positive, l'unité plus haute et plus forte d'une *république du monde* lui apparaissait déjà comme l'idéal à atteindre. Mais en homme de « raison pratique », il se contenta « de l'équivalent négatif d'une alliance toujours plus étendue, qui repoussât la guerre ». Kant ne douta pas que la réalisation en fut possible et il espérait vivement « qu'un peuple puissant et éclairé » jetterait les bases d'une telle union fédérative et par l'adhésion d'autres peuples, étendrait cette union à toutes les nations civilisées (1).

Cette pensée de Kant en apparence si simple est ce qu'on a dit de plus profond sur la formation juridique de la famille européenne. Elle n'est pas l'élucubration nuageuse d'un idéologue, mais l'idée claire d'un connaisseur d'hommes qui tirait des conclusions des expériences du passé et de l'état de choses existant à son époque. Je ne fais pas des constructions théoriques,

(1) Kant, op. cit. p. 20.

disait-il lui-même, mais je souhaite que le philosophe soit entendu par le roi, « parce que la possession de la puissance corrompt inévitablement le libre jugement de la raison. » Il se contente, il est vrai, du rôle que tous les hommes d'Etat sages, accordent à la philosophie, du rôle de servante, mais il déclare qu'elle ne doit point porter la traîne de sa maîtresse, mais la précéder en tenant un flambeau. Il renonce provisoirement à son grand idéal et se contente de buts accessibles (1).

Il est aujourd'hui à souhaiter plus vivement qu'alors que ces buts soient atteints. (Ils peuvent d'ailleurs l'être beaucoup plus facilement.) L'état résultant du manque de lois et de l'anarchie que Kant déplorait, doit exercer des effets infiniment plus funestes, étant données la grandeur et la puissance des Etats européens. Si des nations de quelques millions d'habitants, comme il en existait à son époque, dont la vie économique était restreinte et dont la production suffisait à la consommation, étaient déjà menacées dans leur existence par les conséquences de la guerre, que dire de la catastrophe qui atteint les pays européens dont la population globale est de 890 millions et qui sont reliés entre eux, comme les organes d'un grand corps, par mille fibres nerveuses et tendons et par mille liens d'ordre intellectuel? Ce que Kant considérait alors comme nécessaire pour préserver les peuples de la ruine progressive, l'est devenu infiniment plus aujourd'hui; car, de son temps, les pays en guerre pouvaient — comme les tronçons d'un lézard — vivre par eux-mêmes et

(1) Kant, op. cit. p. 36.

pour soi, cependant qu'aujourd'hui la guerre mondiale atteint au cœur l'énorme organisme formant l'humanité cultivée, et le fait aller à sa mort.

Si, de ce côté, le monde moderne a augmenté les maux de la guerre, il offre d'autre part davantage de moyens en comparaison du passé pour les combattre. Dans le domaine des relations internationales, on a préparé le terrain à l'idée kantienne. Outre les nombreux traités conclus entre Etats, il existe un nombre incalculable d'organisations cosmopolites dans tous les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la science, — depuis la convention postale internationale jusqu'aux accords ayant trait à la protection des phoques de la mer de Behring — d'innombrables instituts internationaux chargés de surveiller la mise en pratique des traités. Il existe un grand nombre de conventions se rapportant à des cours d'arbitrage, avec ou sans l'obligation d'en appeler à celles-ci; quelques-unes de ces conventions stipulent que même des questions de vie ou d'honneur peuvent être soumises à un arbitrage. Il y a à La Haye une cour d'arbitrage internationale dont la création et la juridiction ont été reconnues par toutes les nations civilisées du monde. Bref, dans tous les domaines possibles, les liens de la communauté internationale se resserrent; *mais dans le domaine le plus important, parce que touchant également aux intérêts vitaux de tous les peuples,* dans la question de guerre et de paix entre les grandes puissances, règnent encore l'anarchie, le manque de lois, la diplomatie, avec ses modes surannées, ses inutilités et ses manigances démodées, avec ses adorateurs vieillis, qui au lieu de poursuivre les intérêts communs à tous, cherche

à faire le profit de ses commettants par tous les moyens de la morale politique. Cette diplomatie est un reste des vieux temps, un anachronisme qui fait dans notre époque la même figure que le sorcier d'une tribu peau-rouge ferait dans un hôpital moderne. Le guérisseur indien, serait, avec ses drogues, impuissant à secourir les malades (bien qu'il se donne l'*air* de pouvoir les aider). Il en est de même des diplomates. Malgré l'habileté de quelques-uns d'entre eux (à l'étranger!), ils sont — ils viennent de le prouver — incapables de soigner les maladies les plus dangereuses des peuples, incapables d'empêcher l'éclosion du mal mortel à cause du *système* de la diplomatie moderne.

Depuis des siècles déjà, l'abbé de Saint-Pierre dans son *Essai sur la paix perpétuelle* (1713), Rousseau et Kant et d'innombrables sociologues ont poursuivi une *organisation de l'Etat moderne* qui rend superflue l'activité de la diplomatie telle qu'on la comprenait. Lorsque l'état de possession des Etats adhérant à l'alliance aura été garanti, leurs sphères d'influence délimitées par des accords amicaux, leurs relations commerciales réglées par des traités, le trafic international réglementé et les querelles quelconques soumises à une juridiction internationale, lorsque la confiance réciproque aura remplacé la méfiance actuelle et que les armements seront arrêtés et peu à peu réduits, — choses que tous doivent souhaiter et atteindre —, on pourra mettre au rancart la vieille diplomatie et en instituer une nouvelle à sa place qui n'aura besoin ni d'artifices secrets, ni d'espions en uniformes, ni d'intrigues pour remplir son utile mission.

Cette alliance pacifique ne sera rien d'autre *qu'une*

sorte d'alliance pour maintenir la paix et pour faire fructifier les intérêts communs, sans que les droits souverains des Etats soient lésés par elle (1).

Les intérêts communs existent déjà. Ils seront réglés par des traités internationaux, et des commissions internationales se chargeront de les protéger. Le cercle des intérêts s'étendra naturellement par le développement de la culture et de la technique, malgré la guerre actuelle et malgré les hâbleurs qui veulent donner à l'Allemagne la première place dans le domaine intellectuel et scientifique, soit en l'élevant à la domination du monde, soit en la faisant reculer au rôle « d'Etat nationaliste » antédiluvien. Les relations entre peuples peuvent être momentanément interrompues par l'imprévoyance criminelle des chefs et des souverains, mais elles reprennent de plus belle quand la tourmente est passée.

Le lien qui existe aujourd'hui entre les nations, et qui sera, après la guerre, resserré tôt ou tard par la force des choses ne doit être consolidé que de la manière suivante : les peuples s'engageront à maintenir la paix et à respecter mutuellement leur indépendance et leur état de possession.

Est-ce une utopie?

Bertha von Suttner disait que tout mouvement intellectuel devait traverser trois phases : dans la première, on se moquait de lui, dans la seconde, on le combat-

(1) Cf. Fried, *Kurze Aufklärungen über Wesen und Ziel des Pazifismus* (Berlin 1914).

tait et dans la troisième, on lui reprochait d'enfoncer des portes ouvertes.

Si, au moyen âge, on avait dit au seigneur allemand qu'un temps viendrait où il n'aurait plus le droit de réaliser ses intérêts, à son gré, les armes à la main, il aurait haussé les épaules, et si on lui avait dit que non seulement lui, le maître du château ou de la ville, mais aussi les maîtres de contrées entières et de royaumes perdraient une fois leur droit de guerre et que seul l'Empire allemand en posséderait un semblable vis-à-vis de l'étranger, il aurait douté du bon sens de son interlocuteur ou — ce qui est plus probable — il lui aurait fait couper la tête pour haute trahison. Comment! il perdrait son droit de guerre, la partie essentielle de sa souveraineté, il devrait renoncer à son jeu favori, mettre ses soldats à l'écart et se soumettre aux ordres d'un chef! Impossible! Il n'y a pas de souveraineté sans droit de guerre.

Et, *néanmoins*, cela s'est produit et le monde n'a pas péri. Et petits et grands existent encore en Allemagne, comme ailleurs, s'ils ne sont pas morts pour d'autres raisons. Ils vivent mieux et ils sont plus heureux qu'au temps où ils devaient employer une grande partie de leurs revenus à leur défense personnelle et où ils étaient constamment menacés par l'insolence de méchants voisins. La communauté pacifique qui les a accueillis leur a procuré plus de sécurité et plus de bien-être. Ce qu'ils ont perdu en souveraineté est largement compensé par ce qu'ils ont gagné. *L'utopie est devenu un lien commun.*

On pourrait citer d'innombrables exemples de développements analogues. L'histoire, au fond, n'est qu'une

série de faits qui prouvent que ce qui, hier, était tenu pour impossible est devenu aujourd'hui possible et réalisable.

Pourquoi donc une alliance pacifique qui répondrait également aux intérêts de tous les peuples serait-elle une impossibilité? Puisque les Etats de l'Allemagne qui fraternisent maintenant se battaient avec acharnement en 1866 et pouvaient conclure quatre ans plus tard une ligue perpétuelle pour la protection du territoire des Etats de la ligue et du droit à « l'intérieur de celle-ci, ainsi que pour le soin du bien-être allemand », pourquoi une alliance de peuples avec des buts plus modestes, sans organisation interne et n'ayant pour dessein que de maintenir la paix serait-elle impossible? N'est-elle pas raisonnable? Ne promet-elle pas de durer plus longtemps que toutes les organisations basées sur la puissance, elle qui sera basée sur le désir unanime de paix que tous auront après cette affreuse guerre? Que perdront les signataires de l'alliance? Le droit de se faire la guerre, c'est tout. D'ailleurs, ils s'en sont assez servi dans le conflit actuel et ils ont pu en connaître les indicibles conséquences. A-t-il apporté le moindre avantage à un chacun ou à tous ensemble? N'a-t-il pas mis vainqueurs et vaincus à deux doigts de la ruine? Ne leur a-t-il pas causé des blessures qui ne seront pas guéries de si tôt? *Qu'abandonnent-ils en renonçant à ce droit?* Ils abandonnent seulement la possibilité de se ruiner eux-mêmes et de ruiner les autres.

Et que reçoivent-ils en échange? D'abord, toutes les parties perdent les mêmes droits. En outre, chacun sera protégé contre une agression. Chaque peuple pourra,

pendant un temps indéterminé, poursuivre ses buts dans le commerce, l'industrie et les sciences, développer librement les qualités qu'il a reçues de la nature; il pourra, à la longue, et conjointement avec d'autres Etats, diminuer les dépenses militaires devenues inutiles pour l'attaque et la défense et employer l'argent gagné pour l'éducation, le bien-être et les œuvres sociales. *Un nouveau monde naîtrait de l'ancien.* Chaque année des milliards, devenus peu à peu disponibles, pourront être consacrés à combattre la pauvreté, à améliorer la situation des ouvriers, à répandre partout le bien-être et le bonheur. En outre le contentement qui résulterait de cet état de choses préserverait la société européenne contre des catastrophes intérieures.

* * *

Il est impossible de décrire tous les bienfaits qu'une telle alliance apporterait aux peuples. Avec le bien-être matériel, avec le sentiment de la sécurité, avec l'assurance qu'une guerre comme celle-ci ne se reproduira plus, avec l'économie de sommes énormes, elle dissiperait le cauchemar qui pèse sur les *esprits* du monde cultivé de l'Europe. Une nouvelle ère spirituelle commencerait dans tous les pays. L'homme ne connaîtrait plus ni haine ni vengeance. Tous les peuples réconciliés, membres d'une communauté intellectuelle européenne devenue *vraiment* réelle pourraient, avec un joyeux courage, les regards levés, attendre l'avenir.

On m'appellera utopiste et fantasque! Si l'on veut : utopiste d'aujourd'hui, mais réaliste de demain. Il n'y a rien d'utopique dans ma proposition. Je ne fais que

reprendre et élargir les idées de Kant. De son temps, elles étaient déjà réalisables. Combien le sont-elles à plus forte raison aujourd'hui!

Mais il faut pour cela que *la paix ne consacre aucune annexion et que la sécurité ne soit pas maintenue par la force.* Cette condition sera facilement remplie, car la guerre n'aboutira pas et ne conduira, au cas le plus favorable, qu'à l'échange des territoires conquis : chacun sera heureux s'il reçoit ce qu'il a possédé auparavant. Louons Dieu qu'il en soit ainsi; car si la victoire de l'un ou de l'autre des adversaires — et surtout de *l'un!* — était possible, le vainqueur annexerait la plus grande étendue de territoire qu'il pourrait en Europe et ailleurs, s'efforcerait d'écraser politiquement, militairement et économiquement son adversaire et de bâtir sur les ruines de l'autre conception de l'Etat une hégémonie imposée. Elle contiendrait le germe de nouvelles guerres et adieu alliance de peuples, adieu garantie de paix!

Mais, pour le bien de l'humanité, cela ne se produira *heureusement* pas. La querelle ne sera pas vidée. Et ce que la raison ne pouvait faire comprendre aux puissants, la force des choses le leur enseignera. Aucun d'entre eux ne pourra dicter les conditions de paix. Ainsi, l'élaboration du traité de paix ne rencontrera aucun obstacle sur son chemin.

Le résultat sera malheureusement négatif. Si rien d'autre n'est atteint que ce que nous venons d'indiquer, la méfiance et les armements renaîtront. Et les peuples épuisés continueront à être saignés. Et les diplomates recommenceront leurs querelles. Et de nouveaux conflits et frottements se produiront, qui provoqueront des explosions plus terribles que la première fois.

Si l'un des belligérants est victorieux, la politique d'oppression suscitera une nouvelle guerre; si la lutte est indécise, la concurrence renaissante des intérêts, la surenchère des armements occasionnera de nouvelles tensions et de nouveaux conflits.

Le résultat sera donc toujours le même si on ne le modifie pas par la renonciation à toute politique brutale, par la création d'une alliance sincère entre les peuples libres et, conséquemment, par *un désarmement progressif et égal* des flottes et des armées, jusqu'à ce qu'on soit arrivé au nombre d'hommes indispensables pour assurer à l'alliance la sécurité contre les peuples qui n'en font pas partie.

Cette alliance, en s'étendant et se consolidant, amènera la transformation des armées permanentes en milices. Comme elle répondra aux intérêts de tous, sans porter atteinte à leur souveraineté et que chacun aura profité gratuitement des avantages qu'elle offre, il est certain qu'elle deviendra plus étroite et plus considérable. Elle finira par englober tout le monde civilisé. Ce que les sages ont pensé, ce que les peuples ont désiré se réalisera, non en une seule fois, mais peu à peu, en suivant le cours du développement historique. Espérons que ce nouvel âge d'or, qui nous semblait le rêve d'un lointain passé, fleurira dans un avenir rapproché.



Le chemin qui conduira au but visé n'est ni nouveau, ni difficile. Comme il a été possible jusqu'à maintenant de conclure une telle alliance entre deux ou trois Etats, il doit également être possible d'en conclure une entre

cinq ou six. Si les alliances antérieures n'ont conduit qu'à mettre sur pied un grand appareil de guerre commun, c'est qu'elles étaient limitées à trop peu de nations et que les groupes rivaux étaient ou hostiles ou du moins, méfiants les uns à l'égard des autres. Du moment où cette opposition tombera et où ces groupes feront partie d'un même ensemble, il n'y aura plus aucune raison pour augmenter les armements, comme d'ailleurs c'était le cas à *l'intérieur* de ces groupes en particulier.

Supposons que l'Allemagne et l'Autriche alliées n'eussent eu en face d'elles ni Triple-Entente, ni groupement quelconque de puissances, l'accroissement des armements des deux Etats eût été, même au point de vue militaire, un non-sens, car aucun des deux alliés n'avait à redouter une attaque. Le même raisonnement s'appliquerait au cas de la Triple-Entente, si l'Autriche et l'Allemagne n'avaient pas existé. Si donc les cinq puissances sont unies entre elles, la concurrence des armements n'ayant plus de raison d'être, cessera d'elle-même. Aussi longtemps que les royaumes et les principautés allemandes ne formaient pas l'empire d'Allemagne, ils devaient s'armer; la création de celui-ci mit fin à ces armements; ils ne servent plus qu'à protéger l'empire et tous ses membres contre une agression. La même évolution s'est accomplie en Italie, en Amérique et en Suisse.

Il importe peu que le traité conclu vise à former un Etat unitaire, une confédération d'Etats ou un Etat fédératif, l'essentiel est que *la guerre soit impossible entre les nations qui le signeront.*

Les autres buts que le traité d'alliance pourrait se

proposer dépendent de nombreux facteurs, qui différeront suivant les organisations, la communauté de langue et de race, de développement historique, de culture. Nous n'avons pas besoin de les discuter. Notre idée exige un *minimum* qui semble pouvoir être atteint, même si ces autres facteurs qui rendraient l'union plus étroite n'existent pas. Pour une entente telle que celle dont je parle, tous les peuples sont mûrs dont le niveau est le même, peu importe si leur genre de culture est différent.

Plus le but et le contenu d'une telle association pacifique seront limités, plus il sera facile de la créer. S'il a été possible de fondre ensemble des nations souveraines, de façon à former des Etats unitaires ou fédératifs, ou des confédérations d'Etats — ce qui a obligé les premières à céder plus ou moins leurs droits — il doit être beaucoup plus aisé d'unir des Etats souverains en une association qui leur est profitable à tous et qui ne leur enlève rien de leurs droits de souveraineté.

* * *

Qu'on ne m'objecte pas : ce sont des utopies! Il ne s'agit pas de paix *perpétuelle,* car la conception de l'éternité ne s'applique pas aux choses terrestres, mais est réservée à Dieu. Même la constitution de l'Empire allemand, qualifiée « d'éternelle » est vouée à la ruine. Il s'agit simplement de créer des institutions humaines qui, dans la mesure du possible, garantissent l'humanité contre certains maux.

L'alliance pacifique des peuples ne peut ni ne doit garantir la paix perpétuelle, elle peut et doit empêcher

la guerre *pour autant qu'il est en son pouvoir de le faire*. Et elle réussira dans sa mission, car le renoncement à la guerre répond aussi bien aux intérêts vitaux des peuples, qu'à leur développement moral.

La cohésion des Etats de l'alliance.

Quelle sera la *force* qui maintiendra unis les Etats de l'alliance? La réponse à cette question est donnée par les lignes précédentes : d'abord le devoir et ensuite l'intérêt. Quelle force maintient l'Empire allemand? Qui pourrait empêcher la Prusse de faire la guerre à la Bavière et de l'asservir? Les autres Etats de la Confédération, unis à la Bavière? Ce qu'ils peuvent faire, nous l'avons vu en 1866, alors que la Prusse, outre ses alliés actuels, avait encore à lutter contre l'Autriche. Si le roi de Prusse respecte le traité d'alliance, ce n'est pas parce qu'une force quelconque l'y contraint, mais parce que son *devoir* et son *intérêt* l'exigent. Pour les mêmes raisons, toutes les conventions nationales ou internationales seront tenues aussi longtemps que le devoir et l'intérêt exigent qu'on les respecte. Bien entendu, le mot intérêt est pris dans son sens le plus haut, dans le sens d'un profit durable, qui ne peut résulter que du respect du droit et de la morale. Qui pourrait empêcher les florissants cantons de la Suisse allemande d'attaquer le Tessin et de l'annexer d'après des conceptions « nationales », parce qu'étant d'une race inférieure et, partant, destinée à être subjuguée? Aucune force physique ne s'y opposerait; mais un fou seul aurait une telle idée, parce que la raison, le devoir et l'intérêt des Suisses leur ordonnent d'être fidèles à

leur pacte d'alliance. Pourquoi des traités de commerce et de navigation sont-ils observés, même s'ils sont contraires aux intérêts des signataires? Pourquoi le contractant le plus fort ne se détache-t-il pas de ses obligations, mais attend qu'elles aient pris fin? Parce que le devoir exige qu'on respecte un traité et qu'un tort passager n'équilibre jamais le grand désavantage qui naîtrait du fait que personne ne voudrait signer un accord avec celui qui a manqué à sa parole.

On pourrait multiplier les exemples. Ainsi le devoir et l'intérêt ordonneront aux membres de l'alliance de respecter leurs promesses. Si, néanmoins, l'un de ceux-ci les violait, on pourrait facilement le rappeler à son devoir, étant donné que les étroites relations des Etats modernes offrent d'innombrables moyens pacifiques à cet effet : rupture des rapports commerciaux, boycott des marchandises, exclusion des organisations internationales existantes, fermeture du trafic par poste, chemin de fer, etc. Mais il ne sera pas nécessaire de recourir à ces moyens : car l'intérêt que chaque nation trouvera en appartenant à l'alliance et à jouir de ses avantages et, d'un autre côté, la crainte de la réprobation publique, qui mettra dans l'impossibilité celui qui a violé sa foi de conclure de nouveaux traités, empêcheront, même l'Etat le plus puissant, d'agir contrairement aux obligations du pacte d'alliance.

L'histoire des jugements rendus par des cours d'arbitrage, prouve la justesse de mon raisonnement. Au cours du XIX[e] siècle, elles ont prononcé 212 sentences, dont toutes ont été suivies, bien qu'aucune contrainte n'obligeât un pays à s'y soumettre, et que souvent elles n'eussent été acceptées qu'à contre-cœur par l'opinion

publique de ce pays (1). Mais, ici aussi, les facteurs en question l'emportèrent : le devoir d'accepter une sentence volontairement demandée et l'intérêt qui ordonnait de se soumettre à un jugement défavorable plutôt que de risquer une guerre et de passer pour parjure.

L'alliance pacifique des peuples libres, qui doit, après les horreurs de cette guerre, assurer non seulement une suspension d'armes, mais une paix durable, reposera inébranlablement sur la *confiance mutuelle des peuples qui en feront partie, sur le respect de la parole donnée et sur l'intérêt commun qui a amené le création de cette alliance.*

Qu'est-ce que la paix nous apportera ?

Est-ce qu'on peut s'attendre à une politique pacifique de cette sorte de la part de l'Allemagne? Est-elle possible, étant donné l'état de choses régnant en Prusse et en Allemagne? A mon avis, non. Aussi longtemps que la Prusse vivra sous une constitution réactionnaire, comme il n'en existe dans aucun pays du monde, aussi longtemps qu'un peuple travailleur, persévérant et intelligent sera gouverné par des junkers, soldats et gens d'église qui ne retirent des avantages que des aventures belliqueuses, mais non d'un développement paisible, il ne faudra pas compter sur une politique sincèrement pacifique de la part de l'Allemagne. Une famille de soldats, comme les Hohenzollern,

dont la fortune est due à l'habileté militaire,

(1) Fried, op. cit. tome I, p. 156.

ne pourra être convaincue que par un fort contre-poids dans le peuple que le temps des conquêtes guerrières est passé et que les nations ne peuvent récolter de lauriers que dans une lutte pacifique. On sait que ce contre-poids n'existe *pas.* L'absolutisme régnant en Prusse, qu'une constitution surannée — qui n'est pas née légalement, mais qui a été octroyée au peuple — ne masque qu'imparfaitement, déteint sur l'Empire allemand, malgré le droit de vote et l'existence d'Etats qui sont régis d'après des principes démocratiques. La prépondérance de la Prusse dans le gouvernement et dans le Conseil d'Empire, le fait que le chancelier impérial est en même temps président du cabinet prussien, l'autorité militaire exclusive du roi de Prusse en sa qualité d'Empereur allemand et surtout son droit de déclarer la guerre et de conclure la paix au nom de l'Empire — même sans l'assentiment du Conseil — tout cela agit à la fois et fait de l'Empire allemand une sorte de *succursale du royaume de Prusse!* (1).

Tous les vices et toutes les faiblesses de la constitution prussienne agissent — comme des maladies contagieuses — sur l'Empire. Les privilèges des classes dirigeantes qui, de tout temps, ont eu en Prusse tous les avantages, se sont étendus à l'Empire allemand. Dans l'administration militaire et civile, règne la

(1) L'article 11 de la constitution de l'Empire devra être modifié. Il faut qu'à l'avenir le sort du peuple allemand ne dépende plus des résolutions d'un seul. L'assentiment des Conseils à la déclaration de guerre ne suffit pas pour préserver un peuple contre le retour de catastrophes comme celle que nous voyons. On ne sait pas si le Conseil a été consulté lorsque la guerre a été déclarée à la France et à la Russie. En se plaçant au point de vue qu'une agression a été commise contre le territoire de l'Empire, l'assentiment du Conseil n'est pas même indispensable. N'importe : *A l'avenir la guerre ne pourra être déclarée que par une loi d'Empire soit par le vote unanime du Conseil et du Reichstag.*

noblesse ou en l'absence de celle-ci les conservateurs. Les agrariens des provinces orientales ont imprimé leur esprit aux lois réglant les impôts et la vie économique et ils les ont fait servir sans scrupules leurs intérêts aux dépens des autres classes de la population. Les conseillers provinciaux (Landräte) qui, depuis 1870, donnent le ton en Prusse, ont passé l'Elbe, la Weser et le Rhin, ils ont pénétré jusque dans les Vosges, et MM. von Köller et von Sallwitz ont été appelés à apporter aux Alsaciens-Lorrains la vraie discipline et le vrai esprit prussiens. Le chancelier montre la même indifférence à l'égard des résolutions du Reichstag que les présidents du Conseil prussien ont témoignée, d'après une vieille tradition, aux résolutions du Parlement, bien que depuis la mort de Bismarck, ils n'aient certes pas eu à se plaindre des résolutions parlementaires prussiennes.

Donc l'absolutisme règne partout. En Allemagne d'une façon discrète, en Prusse insolemment. La seule différence consiste en ceci, que l'absolutisme prussien avec sa majorité accommodante peut faire, à son gré, le mal, tandis que l'absolutisme allemand, dont l'influence sur la majorité est différente, doit se borner à empêcher le bien.

L'égalité des confessions, en Prusse comme en Allemagne, n'existe que sur le papier. Elle est violée chaque jour.

Une loi sur la responsabilité des ministres, promise depuis soixante-quatre ans à l'Etat prussien, n'a pas encore été promulguée. Elle n'a pas même été promise à l'Allemagne.

Le droit de vote prussien n'a pas été modifié malgré

les promesses solennelles contenues dans un discours du trône. Apparemment, il ne le sera pas, si l'on se base sur les déclarations des ministres et des chefs des partis conservateurs. Par contre, le droit de vote de l'Empire a perdu son caractère démocratique par une stupide division des cercles électoraux et on peut craindre qu'il ne finisse par ressembler au droit de vote prussien, afin que sur ce point aussi, la Prusse et l'Allemagne marchent la main dans la main.

Il est impossible et superflu de compter toutes les manifestations de cette Prusse si arriérée. Le monde ne les connaît que trop. Contentons-nous de nous demander si un Etat, qui, au point de vue politique est si en retard, est capable de concevoir les grands buts qui, pour le bien de celle-ci, doivent être fixés à toute l'humanité civilisée et si ses chefs seront prêts à les poursuivre malgré toutes les résistances des classes et des cliques dirigeantes.

Ces buts, on aurait déjà pu les atteindre jadis, sans la politique du poing de fer, sans la folie des armements et sans la catastrophe actuelle, on pouvait les atteindre par une transformation radicale des idées qui ont, jusqu'à maintenant, inspiré la politique prusso-allemande. Le Gouvernement allemand n'avait qu'à saisir la main que l'Angleterre lui a si souvent tendue — depuis le premier congrès de La Haye jusqu'à la fin de juillet 1914. Ce à quoi nous nous efforçons de parvenir aurait été atteint sans une goutte de sang et sans dévastation.

La dernière proposition de Grey était l'embryon duquel l'idée de Kant touchant à l'alliance pacifique serait sortie tout naturellement.

Hélas! il en a été autrement. La démangeaison de l'hégémonie s'était emparée de nos maîtres. Ils ne pouvaient atteindre les buts que leur ambition leur fixait — et qui étaient en même temps les buts de nos classes dirigeantes, parce qu'elles voulaient maintenir leurs privilèges menacés par l'essor de nouvelles forces populaires — qu'au moyen de la violence.

Mais que ceux qui par déraison ou mauvaise volonté, par folie ou par méfait ont empêché l'œuvre pacifique *avant* la guerre, se gardent bien *après* celle-ci de cacher aux peuples avides de repos et de bonheur les clartés d'une paix durable! Celui qui assume la formidable responsabilité d'avoir déchaîné la guerre, celui qui a commis une faute pour laquelle il n'y a aucune punition céleste ou humaine suffisante doit bien se garder d'attirer à nouveau la malédiction sur lui en refusant aux malheureux peuples les bienfaits d'une longue paix, d'une paix qui *ne pourra pas être bâtie sur la force brutale, mais sur la libre volonté des peuples libres*.

Celui qui s'engagera dans cette voie, qui laissera croître dans les champs humides de sang la palme impérissable de la paix, celui-là ne changera pas ce qui est fait et n'obtiendra pas, sans doute, la libération de sa faute, mais plusieurs lui accorderont des circonstances atténuantes, parce qu'il s'est révélé comme « une partie de cette force qui veut toujours le mal et crée toujours le bien. »

S'il en était autrement...

Si les conseillers du kaiser, une fois encore, se

dérobaient, si les espérances du peuple étaient trompées, si la réaction devenait plus forte à l'intérieur, — divers indices le font prévoir, — si la paix devait être appuyée sur les baïonnettes et les canons, alors, la prédiction de Bebel se réalisera : Le grand tapage suivra la marche militaire *et la dernière heure aura sonné pour la monarchie aussi bien que pour le gouvernement.*

Il y a assez longtemps que les peuples ont vu venir « l'effrayant », qu'ils ont averti les puissants qu'une guerre européenne procurerait automatiquement, en guise de punition, la mort aux criminels qui l'ont suscitée. Jamais ces avertissements n'ont été exprimés avec plus de force que dans le *grand manifeste de l'Internationale,* rédigé à Bâle le 25 novembre 1912. On y lit entre autres :

> « La guerre des Balkans qui, jusqu'à maintenant, a suscité tant d'horreurs serait, si elle s'étendait, le danger le plus terrible pour la civilisation et le prolétariat. Elle serait en même temps la plus grande infamie de l'histoire mondiale, *eu égard au contraste aveuglant entre la grandeur de la catastrophe et la futilité des intérêts en jeu.*
>
> » C'est pourquoi le Congrès constate avec contentement l'unanimité complète des partis socialistes et des artisans de tous pays *dans la guerre contre la guerre.* Une guerre entre deux ou trois grands peuples cultivés, à propos de la querelle austro-serbe dont un port fait l'objet, serait une folie criminelle... Les gouvernements ne doivent

pas oublier que, étant donnés l'état de choses existant actuellement en Europe et les sentiments des prolétaires, ils ne peuvent pas déchaîner une guerre sans danger pour eux-mêmes. Ce serait une folie si les gouvernements ne comprenaient pas que toute la *monstruosité d'une guerre mondiale* provoquerait l'indignation et la révolte de la classe ouvrière. Les prolétaires se feraient un crime de se tirer les uns sur les autres, au profit des capitalistes, de l'ambition des dynasties et pour le haut honneur des conventions diplomatiques secrètes.

» Si les puissances dirigeantes excluent la possibilité d'un développement normal et poussent le prolétariat à des actions désespérées, elles auraient elles-mêmes à assumer toute la responsabilité pour les conséquences de la crise qu'elles auraient provoquée. »

Ce manifeste était en harmonie avec les discours que les socialistes de tous pays, Jaurès en tête, tinrent à la foule dans la vénérable cathédrale de Bâle. Non seulement les représentants de la classe ouvrière, mais des ecclésiastiques et des fonctionnaires du gouvernement suisse s'y élevèrent véhémentement contre la folie d'une guerre européenne, contre ce forfait inexpiable envers l'humanité. Aucun traité d'alliance ne pouvait obliger l'Allemagne à sacrifier la vie d'un seul Allemand pour la folle et ambitieuse politique de certaines cliques autrichiennes. Toutes les conséquences retomberaient sur ceux qui auraient amené une tuerie telle que le monde n'en aurait jamais encore vue. Jaurès déclara clairement *que plus la guerre européenne serait*

affreuse, plus la révolution qui la suivrait serait grande et terrible.

Le crépuscule des dieux.

Ce à quoi les représentants de tous les peuples avait adjuré de prendre garde s'est produit. Autrefois, leurs avertissements avaient encore du succès, maintenant ils n'en ont plus, parce qu'on les a bâillonnés, parce qu'on a lié leurs mains et fait obstacle à leurs pas. Ce n'est pas à cause d'une querelle austro-serbe au sujet d'un port que vingt millions d'êtres florissants se déchirent, c'est à cause d'autres questions d'une importance bien plus minime. A cause d'un malentendu, d'une question d'interprétation juridique que des experts auraient résolu en se jouant en un quart d'heure. A l'avis des coupables — car ils cachent leurs desseins belliqueux secrets — les questions de savoir si une enquête judiciaire policière serait faite en Serbie, si les Autrichiens seraient admis à participer aux recherches ou à l'enquête, étaient d'une importance si considérable, si « vitale », qu'à cause d'elles la mort entasse aujourd'hui des montagnes de cadavres. En présence de cet état de choses, le « camarade » le plus tranquille doit vraiment devenir révolutionnaire. Et le bourgeois aussi doit se dire qu'une organisation de l'Etat et de la société qui conduit à de pareils résultats est mûre pour la ruine. Son amour pour les dirigeants doit se changer en haine.

L' « Internationale » de la haine doit surgir, de la haine contre l'impérialisme sanglant, contre la politique de conquête. La voix des peuples est encore paralysée

et oppressée, les braises couvent encore sous la cendre, mais les langues se délieront, les flammes s'élanceront et l'édifice pourri de notre Etat actuel s'écroulera dans le feu, comme tant d'autres trésors artistiques, qui l'ont moins mérité que lui. Le bien viendra non d'en haut, mais d'en bas. La prophétie que Bebel avait faite peu avant sa mort, son chant du cygne, se réalisera : « *Vous récolterez ce que vous avez semé; le crépuscule du monde bourgeois va commencer.* » Une fois déjà, la délivrance est venue des profondeurs du peuple. Jésus de Nazareth, le fils du charpentier, le prédicateur de l'amour et de la pitié en un temps d'oppression et de conquêtes sanglantes, le protecteur des faibles et des opprimés, le grand *révolutionnaire de la paix,* serait aujourd'hui aussi dans les rangs des pacifiques et il se détournerait avec effroi et horreur de ceux qui se disent chrétiens et qui font fi de ses enseignements.

***

Si la prophétie de Bebel ne s'est pas encore réalisée, se réalisera-t-elle vraiment? D'autant plus sûrement que, après la guerre, nos chefs
pratiqueront l'aveuglement criminel qui les a conduits à cette guerre. Une transformation complète à l'intérieur, une garantie de paix envers l'étranger, ce sont les moyens qui, *peut-être,* pourront retarder le jour de la vengeance et des représailles. Mais, étant donné l'état de choses régnant chez nous, une telle modification n'est que probable. Le système qui nous a conduits à la guerre et dont les conséquences ont été

prédites non seulement par les représentants de la classe ouvrière, mais aussi par des hommes d'autres classes, restera en vigueur plus fortement que jamais et ne prendra fin que du jour où le peuple élèvera la voix...

Alors, seulement, la paix durable régnera entre les peuples, dont Kant, il y a cent-vingt ans, avait posé la première condition, à savoir *que la constitution bourgeoise dans chaque Etat doit être républicaine.* Il considérait que l'institution de la monarchie apporterait avec elle, nécessairement et inévitablement, le danger d'une guerre. Les raisons qu'il donnait ont conservé toute leur valeur :

> « La *constitution républicaine,* outre qu'elle a pour elle d'être issue de la source pure de la conception du droit, est la seule qui puisse faire régner la *paix perpétuelle* qui en constitue la base. Si l'assentiment des citoyens est indispensable pour décider si la guerre doit être déclarée ou non, il est très naturel que — devant attirer sur eux toutes les calamités : mettre en jeu leur propre existence, payer les frais de leur avoir, réparer péniblement les dévastations qu'elle cause, et supporter tout le poids d'une dette nationale qui ne pourra jamais, en temps de paix, être éteinte (puisque, par hypothèse, il y aura toujours des guerres nouvelles) — ils réfléchissent longtemps avant d'entreprendre une aventure aussi hasardeuse. Par contre, dans une constitution où le sujet n'est pas citoyen, donc qui n'est pas républicaine, la déclaration de guerre est la chose

la plus aisée à décider, puisqu'elle ne coûte pas au chef, propriétaire et non pas membre de l'Etat, *le moindre sacrifice de ses plaisirs de table, de chasse, de campagne, de cour,* etc. Il peut donc la résoudre comme une partie de plaisir pour les motifs les plus futiles et en abandonner avec indifférence la justification qu'exige la bienséance au corps diplomatique, dont le métier est d'être toujours prêt à fournir cette justification. »

Telles sont les paroles de Kant...
A-t-il raison? Le peuple allemand décidera...
Mais, s'il a raison, que s'ensuit-il?...

Epilogue.

They who do not feel the darkness,
will never look for the light (1).
BUCKLE.

Un Allemand a écrit ce livre.

Non point un Français, un Russe ou un Anglais.

Un Allemand honnête et incorruptible, qui n'a pas été acheté et qui n'est pas à vendre.

Un Allemand qui aime son pays comme quiconque et qui a écrit ce livre précisément *parce* qu'il l'aime.

Né sur la terre allemande, élevé dans la culture allemande, allemand d'origine, de langue et de sentiment, il connaît toutes les vertus du peuple allemand, mais il sait aussi quelles sont ses fautes et ses faiblesses. Chez le peuple allemand, comme chez tous les autres, les vertus engendrent des faiblesses : de la fidélité naît la confiance aveugle, qui ne recherche pas si la bonne foi du peuple n'a point été trompée; le dévouement dégénère chez lui en obéissance passive, qui ne demande pas si la voie indiquée conduit au crime ou à la ruine.

Les conducteurs du peuple allemand ont scandaleusement abusé de sa confiance et ils ont mis le bandeau

(1) Ceux qui sont insensibles aux ténèbres, ne chercheront jamais la lumière.

de l'ignorance sur ses yeux, jadis si clairvoyants. Ils ont transformés ses bourgeois pacifiques en guerriers pleins de haine et animés du désir de la vengeance; les représentants de la civilisation et de l'intelligence en adorateurs fanatiques et aveugles du succès; les hommes d'une culture universelle en nationalistes étroits; les lumières de l'art et de la science en piliers de casernes.

On a corrompu et aveuglé le peuple allemand pour l'exciter en vue d'une guerre qu'il ne prévoyait pas, à laquelle il n'a jamais songé et qu'il ne voulait pas. Sous couleur de le libérer on l'a asservi.

Ce livre de vérité a été écrit pour rompre le charme funeste, pour libérer le peuple de ses prétendus libérateurs, pour combattre le mensonge.

Du peuple mal informé j'en appelle au peuple mieux informé.

Fils dévoué de l'Allemagne, je vois ma mère aveuglée courir à l'abîme, et je m'élance pour la retenir avant qu'elle y tombe.

* * *

Est-il encore permis de dire la vérité dans l'Allemagne d'aujourd'hui? Ou bien en est-on arrivé à considérer le mensonge comme morale et la vérité comme immorale? Le beau chant que nous chantions alors que nous croisions nos rapières, a-t-il été oublié?

Wer die Wahrheit kennet und saget sie nicht,
Der ist fürwahr ein erbärmlicher Wicht (1).

(1) Celui qui connaît la vérité et qui ne la dit pas,
Est, à coup sûr, un pitoyable drôle.

Ou bien l'a-t-on transformée en celui-ci? :

> Wer die Lüge kennt und verheimlicht sie nicht,
> Der ist fürwahr ein erbärmlicher Wicht (1)

Vous contestez que je dis la vérité? Laissez-moi parler et réfutez-moi. Si vous le pouvez, tant mieux pour vous. Mais pénétrez-vous bien de ceci : que ce qu'on dit est *parfois* dangereux, mais que ce qu'on empêche de dire l'est toujours.

Votre paix dans le château fort, doit-elle durer jusqu'à ce qu'elle soit devenue la *paix dans le cimetière?* « Pas maintenant, plus tard! » me criez-vous. Non, maintenant, pas plus tard, vous répliqué-je. Ce qui plus tard ne sera qu'une parole, une vaine parole, est actuellement un acte, un acte salutaire. Il peut sauver de la mort des milliers d'êtres, il peut préserver de la ruine le peuple allemand; oui, maintenant, maintenant encore, si la vérité se fait jour dans le peuple allemand, car elle arrêtera notre marche sur le chemin dangereux où le mensonge nous entraîne toujours plus loin.

La vérité profite à nos adversaires? Mais, grands enfants, qui fermez les yeux pour échapper au danger, vos ennemis la savent la vérité. Il n'y a personne au monde qui ne la connaisse *pas;* elle est le secret de polichinelle.

Toi seule, Allemagne, incorrigible et confiante rêveuse, toi seule dort encore dans ton injustice du sommeil du juste. Le soleil est levé depuis longtemps, mais tu ne le vois pas dans la tranquillité de ta nuit, derrière tes

(1) Celui qui connaît le mensonge et qui ne le cache pas,
Est, à coup sûr, un pitoyable drôle.

volets clos. Combien de temps la Vérité devra-t-elle rester à la porte du château, mendiant et transie, et demandant vainement l'entrée, tandis qu'à l'intérieur le mensonge s'assied à la table somptueuse.

Ouvrez les portes! La vérité a assez attendu. Il est temps que vous la fassiez entrer et que vous lui prépariez la place d'honneur. En recevant votre hôte, vous vous honorerez vous-mêmes.

Faites la paix avec l'étranger, et vous n'en aurez pas besoin à l'intérieur! Ouvrez les portes aux paroles libres, à la lumière qui éclairera vos ténèbres, à l'air qui chassera les miasmes empoisonnés! Vous étouffez, là-dedans! Ouvrez les portes!

Croyez-vous que le soleil ne se lèvera pas si vous murez vos fenêtres? Croyez-vous que l'astre du jour ne luira pas parce que vos yeux de chauve-souris ne peuvent pas en supporter l'éclat. La Vérité pénétrera, malgré tout, dans vos maisons closes, par les fentes et les interstices, comme des poussières de soleil, par les cheminées et les conduits; elle minera le sol sous vos pas, elle arrachera le toit de dessus vos têtes. Ouvrez et laissez-la entrer : vous sauverez au moins votre maison.

Ne l'entendez-vous pas, ne voulez-vous pas l'entendre — pas même maintenant? Dans ce cas votre maison sera détruite et elle vous ensevelira sous les décombres. Car, je vous le dis, *si l'Allemagne continue à vaincre comme jusqu'ici, elle vaincra jusqu'à sa mort.*

J'ai écrit mon livre pour empêcher cela. C'est un livre destiné à éclairer le peuple allemand.

Je suis convaincu que l'histoire qui pèse la culpabilité et l'innocence dans sa balance d'airain confirmera

le jugement que, avec douleur et honte, j'ai dû, moi Allemand, porter sur des Allemands, pour l'honneur de la vérité et pour le bien du peuple allemand. L'histoire également écrira cette sentence en lettres de feu : *Pesé et trouvé trop léger !*

J'achève mon livre, comme je l'ai commencé, avec une conscience tranquille, avec la conviction d'avoir fait une bonne œuvre et — si les choses vont selon la justice — d'avoir mérité la reconnaissance de ma patrie.

I

Discours du chancelier, Dr von Bethmann Hollweg, prononcé le 4 août 1914, au Reichstag.

Un destin formidable s'abat sur l'Europe. Depuis l'avènement, par les armes, de l'Empire allemand dans le monde, nous avons vécu quarante-quatre années de paix et nous avons sauvegardé la paix de l'Europe. Par un travail pacifique nous sommes devenus forts et puissants et c'est pourquoi on nous envie.

Avec une patience trop tenace, nous avons supporté que, sous le prétexte que l'Allemagne était belliqueuse, des inimitiés se soient développées à l'ouest et à l'est et que des entraves aient été forgées contre nous. Le vent que l'on a semé là-bas souffle maintenant en tempête. Nous voulions continuer à vivre dans la paix et le travail et depuis l'Empereur jusqu'au plus jeune des conscrits, il semblait qu'on avait fait un vœu tacite et solennel de ne tirer l'épée du fourreau que pour la défense d'une cause juste.

Le jour où nous devons tirer l'épée est arrivé, contre notre volonté, indépendamment de nos efforts sincères.

La Russie a allumé la torche incendiaire. On nous a forcés à la guerre avec la Russie et la France.

Messieurs, on vous a soumis une série de documents rassemblés dans la fièvre des événements qui se précipitent. Laissez-moi en dégager les faits qui éclaireront notre attitude. Dès le début du conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, nous n'avons cessé d'agir par nos déclarations et par nos actes pour que cette affaire restât localisée entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Tous les cabinets, et en particulier celui de Londres, partageaient le même désir.. La Russie seule déclare qu'elle doit faire entendre sa voix dans le

règlement de ce conflit. C'est alors que surgit le danger de complications européennes.

Aussitôt que les premières nouvelles positives concernant les préparatifs militaires russes nous parvinrent, nous faisons savoir à Pétersbourg, d'une façon courtoise mais ferme, que tous préparatifs militaires dirigés contre l'Autriche-Hongrie nous trouveront aux côtés de notre alliée et que les préparatifs militaires faits contre nous, nous obligeront, de notre côté, à des mesures équivalentes. Entre la mobilisation et la guerre il n'y a qu'un pas. La Russie nous exprime, de la manière la plus solennelle, son désir de paix et nous fait savoir que ces préparatifs militaires ne sont aucunement dirigés contre nous.

Entre temps, l'Angleterre essaie d'intervenir entre Vienne et Saint-Pétersbourg et nous lui prêtons notre appui.

Le 28 juillet, l'Empereur envoie une dépêche au Tsar dans laquelle il le prie de considérer que l'Autriche-Hongrie a le droit et le devoir de se protéger contre les menées de la Serbie qui menacent son existence. L'Empereur lui rappelle en même temps les intérêts solidaires des souverains en présence de l'assassinat de Sarajevo et il espère que le Tsar lui prêtera son appui dans ses efforts pour résoudre les différends entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

A peu près à la même heure et avant la réception de ce télégramme, le Tsar prie instamment l'Empereur de lui venir en aide; il a le désir de conseiller à Vienne la modération. L'Empereur se prête à ce rôle d'intermédiaire. Mais à peine a-t-il commencé à agir que la Russie mobilise toutes ses forces contre l'Autriche-Hongrie. L'Autriche-Hongrie, elle-même, n'avait mobilisé que contre la Serbie, et elle n'avait mis en mouvement au Nord que deux corps d'armée, mais loin de la frontière russe. La mobilisation russe était déjà décidée tout entière avant même que le Tsar se fût adressé à l'Empereur. L'Empereur fit observer au Tsar que son rôle d'intermédiaire devenait difficile, sinon tout à fait inutile, par suite de cette mobilisation générale contre l'Autriche-Hongrie.

Malgré cela, nous continuâmes notre intercession à Vienne et cela dans des formes qu'il était impossible d'outrepasser si nous les voulions compatibles avec nos engagements d'alliés.

Pendant ce temps, la Russie renouvelait spontanément l'assurance que ses dispositions militaires n'étaient dirigées nullement contre nous.

Nous sommes alors au 31 juillet.

C'est de Vienne que doit venir la décision. Notre intercession a déjà eu ce résultat qu'à Vienne, sur nos instances, on est entré, encore une fois, en pourparlers directs avec Pétersbourg.

Mais avant que Vienne ait prononcé, nous parvient la nouvelle que la Russie a mobilisé toutes ses forces militaires, par conséquent contre nous également.

Le gouvernement russe, qui savait pertinemment, par nos avertissements répétés, ce que signifiait la mobilisation contre nous, ne nous la fait même pas connaître, ne nous en donne aucune explication plausible.

C'est dans l'après-midi seulement qu'un télégramme du Tsar parvient à l'Empereur, par lequel il assure que son armée ne prendra aucune attitude agressive envers nous.

Cependant la mobilisation russe, sur notre frontière, est déjà en pleine action depuis la nuit du trente au trente-et-un juillet.

Ainsi, tandis que nous intercédions à Vienne sur la prière du gouvernement russe, la force militaire russe se mettait en mouvement tout le long de notre frontière qui est presque à découvert; la France ne mobilisait pas encore, mais poussait activement, ainsi qu'elle l'avoue ses préparatifs militaires.

Et nous, pendant ce temps, nous n'avions, de propos délibéré, convoqué jusqu'alors aucun réserviste sous les drapeaux, par amour pour la paix de l'Europe. Devions-nous prolonger encore notre patience, jusqu'à attendre que les puissances qui nous encerclaient eussent choisi l'instant du combat?

Exposer l'Allemagne à un pareil danger eût été un crime. C'est pourquoi le 31 juillet, nous sommons la Russie d'opérer sa démobilisation, comme étant le seul moyen qui pût désormais sauver la paix de l'Europe. Notre ambassade impériale de Pétersbourg reçoit en outre la mission de faire au gouvernement russe la déclaration qu'au cas où il repousserait notre demande, nous nous considérerions en état de guerre avec lui. Notre ambassadeur a rempli cette mission. Quelle fut la réponse de la Russie à notre proposition? Nous l'ignorons encore aujourd'hui.

Des communications télégraphiques de Pétersbourg à ce sujet ne nous sont point parvenues, bien que le télégraphe ait, depuis lors, communiqué des messages bien moins importants.

C'est ainsi que l'Empereur, comme le délai fixé était depuis longtemps écoulé, s'est vu dans la nécessité, le premier août à 5 heures de l'après-midi, de mobiliser.

En même temps, il nous fallait savoir quelle serait l'attitude de la France. Nous lui avons demandé si, en cas de guerre russo-allemande, elle garderait sa neutralité. Elle nous a répondu qu'elle ferait ce que lui dicteraient ses intérêts.

C'était ne pas répondre à notre question, sinon par la négative.

Malgré cela, l'Empereur a donné l'ordre qu'on respectât en tous les cas la frontière française. Cet ordre a été observé de la façon la plus rigoureuse à l'exception d'un cas isolé. La France, qui avait mobilisé en même temps que nous, nous déclarait qu'elle respecterait une zone de dix kilomètres de la frontière.

Qu'est-il arrivé en réalité? Les aviateurs ont lancé des bombes, des patrouilles de cavalerie et des compagnies se sont avancées sur notre territoire. Ainsi la France, sans que la guerre eût été déclarée, a rompu la paix et nous a vraiment attaqués.

Quant au cas isolé de tout à l'heure, j'ai reçu à ce propos la communication suivante du chef de l'état-major :

« Des plaintes du gouvernement français se rapportant aux vio-
» lations de territoire de notre part, il n'en faut retenir qu'une.
» Malgré l'ordre donné, une patrouille du 14e corps d'armée, con-
» duite probablement par un officier, a franchi la frontière le 2 de
» ce mois. Elle a été sans doute anéantie, un homme seulement
» est rentré. »

Mais longtemps avant ce simple empiétement de territoire, des aviateurs français avaient lancé des bombes sur nos lignes de chemin de fer et des troupes françaises avaient attaqué les nôtres dans le passage de la Schlucht. Nos troupes se sont, d'après les ordres qui leur avaient été donnés, bornées uniquement à la défensive.

Voilà la vérité. Nous sommes dans la nécessité, et nécessité ne connaît pas de loi.

Nos troupes ont occupé le Luxembourg et ont peut-être déjà foulé le territoire belge.

C'est contre le droit des nations. Le gouvernement français a, il est vrai, déclaré à Bruxelles qu'il respecterait la neutralité de la Belgique, tant que l'adversaire la respecterait lui-même. Nous savions cependant que la France était prête à l'agression. La France pou-

vait attendre; nous, pas. Une attaque française sur notre flanc, dans le bas Rhin, eût pu nous être fatale. Ainsi nous avons été contraints de passer outre aux protestations fondées du Luxembourg et du gouvernement belge. Nous les dédommagerons du tort que nous leur avons ainsi causé aussitôt que nous aurons atteint notre but militaire.

Quand on est aussi menacés comme nous le sommes et qu'on combat pour ce qu'on a de plus sacré, on ne doit penser qu'à une chose, c'est à s'en tirer coûte que coûte.

L'Autriche-Hongrie et nous marchons côte à côte.

Quant à l'attitude de l'Angleterre, les déclarations que Sir Edward Grey a faites hier à la Chambre des Communes exposent le point de vue du gouvernement royal. Nous lui avons donné l'assurance que, tant que l'Angleterre restera neutre, notre flotte s'abstiendra d'attaquer la côte nord de la France et que nous respecterons l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Belgique.

Cette déclaration, je la renouvelle ici publiquement devant le monde entier, et je puis ajouter que, tant que l'Angleterre restera neutre, nous sommes prêts en cas de réciprocité, à n'entreprendre aucune opération hostile contre la marine marchande française.

Je répète les paroles de l'Empereur : « C'est la conscience pure que l'Allemagne va au combat. »

Nous combattons pour conserver le fruit de notre labeur accompli dans la paix, pour défendre l'héritage d'un passé glorieux et pour notre avenir! Elles ne sont pas à leur terme les cinquante années dont parlait Moltke, pendant lesquelles nous devions nous tenir en armes pour défendre les conquêtes de 1870.

L'heure tragique de l'épreuve a sonné pour notre peuple, mais c'est avec assurance que nous la voyons venir. Notre armée est en marche, notre flotte est prête au combat, et derrière elles se tient le peuple allemand tout entier. Toute la nation unie.

Et vous, Messieurs, vous connaissez votre devoir tout entier.

Il n'est plus nécessaire de motiver les projets de loi.

Je vous prie de les voter rapidement.

II

Discours du chancelier Dr von Bethmann Hollweg, prononcé au Reichstag, le 2 décembre 1914.

MESSIEURS,

L'empereur qui se trouve à l'armée, m'a chargé de transmettre ses meilleurs vœux et son salut cordial aux représentants du peuple allemand auxquels il se sait uni au milieu du danger dans un commun souci du bien de la patrie, et de remercier la nation pour ses sacrifices et son dévouement, pour le travail énorme que toutes les classes du peuple sans distinction ont accompli et accompliront à l'extérieur et à l'intérieur. Notre première pensée à nous est pour l'empereur, pour l'armée, pour la marine, pour nos soldats qui combattent pour l'honneur et la grandeur de l'empire; pleins de fierté, animés d'une confiance ferme comme le roc, nous suivons leurs combats. Nous avons également les yeux attachés sur nos frères d'armes d'Autriche-Hongrie qui coopèrent fidèlement avec nous, avec une bravoure brillante dans la grande lutte que nous avons à soutenir. Dernièrement encore un nouvel allié, l'empire ottoman, s'est joint à nous pour participer à la guerre qui nous a été imposée, car il sait que l'anéantissement de l'empire allemand signifierait la fin de sa liberté en tant qu'Etat. Si nos adversaires ont aussi dressé contre nous une puissante coalition, ils feront l'expérience, nous l'espérons, que le bras de nos courageux alliés s'étend jusqu'aux endroits les plus sensibles de leurs possessions dans le monde.

Le 4 août, le Reichstag s'est fait l'interprête de la volonté inébranlable du peuple allemand d'accepter la lutte imposée et de défendre jusqu'au bout son indépendance.

Depuis lors, de grands événements se sont produits. Qui comptera les exploits héroïques et glorieux des armées, des régiments, des escadrons, des compagnies, des croiseurs et des sous-marins dans une guerre qui se déroule dans toute l'Europe, dans le monde. Plus tard on en reparlera. Pour aujourd'hui il nous suffit de savoir que malgré l'énorme supériorité de nos ennemis, la bravoure sans pareille de nos troupes a porté la guerre en pays ennemi.

Là, nous demeurons fermes et puissants. Nous pouvons considérer l'avenir en toute confiance, mais la force de résistance de l'ennemi n'est pas encore brisée. Nous ne sommes pas encore au bout de nos sacrifices. La nation continuera à faire ces sacrifices avec le même héroïsme que jusqu'ici, car nous devons et nous voulons lutter jusqu'à la victoire définitive pour la défense de nos droits et de notre liberté.

Nous voulons aussi rappeler les iniquités commises en pays ennemis contre nos concitoyens sans défense et dont certains sont contraires à tous les principes de la civilisation. Il faut que le monde apprenne que personne ne peut impunément courber un cheveu d'un Allemand.

Lorsque la séance du 4 août fut terminée, l'ambassadeur d'Angleterre vint nous remettre un ultimatum et, celui-ci ayant été repoussé, une déclaration de guerre immédiate. Je n'ai pas pu exposer alors l'attitude définitive du gouvernement anglais et je veux ajouter quelques remarques à ce sujet.

La question des responsabilités dans cette guerre, la plus grande qui ait jamais eu lieu, est bien claire pour nous. La responsabilité extérieure incombe à ceux qui, en Russie, ont provoqué et effectué la mobilisation générale de l'armée russe, mais la responsabilité intérieure incombe au gouvernement britannique.

Le cabinet de Londres pouvait rendre la guerre impossible s'il avait déclaré catégoriquement à Pétersbourg que l'Angleterre n'était pas disposée à laisser prendre au conflit austro-serbe les proportions d'une guerre entre les puissances continentales. Un tel langage aurait également obligé la France à retenir énergiquement la Russie dans la voie des mesures militaires. Alors notre action médiatrice entre Vienne et Pétersbourg aurait abouti et il n'y aurait pas eu de guerre.

L'Angleterre n'a pas fait cela. Elle connaissait les agissements

belliqueux auprès du tsar d'un groupe puissant dont les membres étaient en partie irresponsables. Elle a vu les événements se préparer et elle n'a rien fait pour les arrêter.

Malgré toutes ses assurances pacifiques, Londres a donné à comprendre à Pétersbourg que l'Angleterre se plaçait aux côtés de la France et par conséquent aussi aux côtés de la Russie.

Les publications des différents cabinets et même le *Livre bleu* le prouvent d'une manière claire et irréfutable. La Russie ne put plus être arrêtée.

Nous possédons là-dessus un témoignage sincère, le rapport du chargé d'affaires belge à Pétersbourg. Il relate « que, à Pétersbourg, on est bien convaincu et qu'on a même la certitude que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui a un poids énorme et il n'a pas peu contribué à rendre puissant le parti de la guerre. »

Jusqu'en été, les hommes d'Etat anglais ont assuré au Parlement qu'aucune alliance, qu'aucun traité, qu'aucune convention ne déterminera l'attitude du cabinet, si une guerre venait à éclater. L'Angleterre était libre de décider si elle y prendrait part ou non. Ce n'était donc ni un devoir fraternel, ni une contrainte, ni une menace contre leur propre pays qui engagea les politiques anglais à faire la guerre. Le cabinet de Londres a laissé se produire cette monstrueuse guerre universelle, car il croyait y trouver une occasion d'atteindre, dans ses organes vitaux, grâce à l'appui des autres puissances de l'Entente, son plus grand concurrent européen sur le marché mondial.

Ce sont donc l'Angleterre et la Russie qui portent devant Dieu et devant l'humanité la responsabilité de la catastrophe qui s'est abattue sur l'Europe et sur le monde.

La neutralité belge que l'Angleterre déclarait protéger n'est qu'un masque. Le 2 août au soir, nous informions Bruxelles que les plans français connus de nous nous obligeaient, si nous voulions continuer à vivre, à traverser la Belgique, mais déjà le 2 août, avant qu'on connût à Londres notre démarche à Bruxelles, l'Angleterre promettait à la France son appui sans condition, au cas où la flotte allemande attaquerait les côtes françaises. Il n'était nullement question de la neutralité belge.

Ce fait est établi par les déclarations que Sir Edw. Grey a faites le 3 août à la Chambre des Communes et que je ne connaissais

pas encore le 4 août, et il est confirmé par le *Livre bleu* anglais lui-même.

Comment l'Angleterre a-t-elle pu affirmer qu'elle avait pris les armes parce que nous avions violé la neutralité belge? Cela ce sont les hommes anglais d'Etat à qui l'histoire de cette neutralité est familier qui le disent. Lorsque le 4 août, j'ai parlé ici de l'illégalité que nous commettions en traversant la Belgique, il n'était pas certain que le gouvernement belge au moment de la nécessité, ne se retirerait pas en protestant à Anvers et ne ménagerait pas son pays. Vous vous souvenez : après la prise de Liège, une nouvelle invitation dans ce sens a été adressée à Bruxelles par le commandement de l'armée. Pour des raisons militaires, la possibilité d'un développement semblable devait à tout prix être maintenue le 4 août. Nous avions déjà des indices qui nous faisaient supposer que la Belgique avait déjà violé sa neutralité, mais nous n'avions pas de preuves écrites. Mais les hommes d'Etat anglais connaissaient exactement les preuves. Les documents trouvés à Bruxelles permettent d'établir en quoi et à quel degré la Belgique s'était départie de sa neutralité en faveur de l'Angleterre. Deux faits ont été révélés au monde. 1. Lorsque nos troupes, dans la nuit du 3 au 4 août, pénétrèrent dans le pays, elles se trouvèrent dans un Etat qui avait depuis renoncé à sa neutralité. 2. L'Angleterre n'est pas intervenue pour celle-ci, mais pour nous subjuguer à l'aide de deux grandes puissances du continent.

Depuis le 2 août, dès le moment où elle eut promis à la France de l'appuyer, l'Angleterre n'était plus neutre et se trouvait en fait en état de guerre avec nous. La façon dont elle a motivé sa déclaration de guerre devait servir à égarer son propre peuple et les pays neutres sur les mobiles de la guerre. Maintenant que nous connaissons en détail le plan de guerre anglo-belge, la politique des hommes d'Etat anglais est caractérisée à jamais dans l'histoire. Elle a fait encore autre chose : à son appel, le Japon nous arracha l'héroïque Tsingtau et viola la neutralité chinoise. L'Angleterre est-elle intervenue en faveur de celle-ci, a-t-elle cette fois montré le soin qu'elle dit mettre à protéger les droits des Etats neutres?

Lorsqu'il y a cinq ans j'ai été appelé au poste que j'occupe actuellement, nous avions en face de la Triple-Alliance, la Triple-Entente, une œuvre de l'Angleterre destinée à servir le principe

bien connu de la *balance of power*, ce qui signifie en allemand que le principe observé depuis des siècles dans la politique anglaise de se tourner contre la plus forte puissance continentale, devait trouver dans la Triple-Entente son appui le plus solide.

Dès l'origine, le caractère agressif de la Triple-Entente s'est dressé contre le caractère purement défensif de la Triple-Alliance.

En présence de ce groupement politique, le chemin que nous devions suivre était clairement indiqué à la politique allemande. Elle devait s'efforcer, par des arrangements particuliers avec les puissances de la Triple-Entente, de prévenir le danger d'une guerre. En même temps nous devions renforcer notre puissance militaire suffisamment pour qu'elle fût à la hauteur des circonstances si, malgré tout, la guerre venait à éclater.

Nous avons fait tout cela. En France nous nous sommes toujours heurté à l'idée de revanche. Entretenue par des hommes politiques ambitieux, cette idée s'est révélée plus forte que le désir certain d'une partie du peuple français d'entretenir avec nous des rapports de bon voisinage.

Avec la Russie, il est vrai, nous avons conclu quelques arrangements, mais son alliance formelle avec la France, son antipathie pour nos alliés d'Autriche-Hongrie, la haine de l'Allemagne attisée par les panslaves, rendaient impossible des accords excluant les crises politiques et le danger d'une guerre.

L'Angleterre semblait être relativement plus libre. C'est là que l'on pouvait le mieux tenter un arrangement qui aurait garanti effectivement la paix universelle. C'est dans ce sens que j'ai agi. Le chemin était étroit, je ne l'ignorais pas. En particulier la façon de penser générale en Angleterre s'est transformée au cours des années en ce principe politique, fort comme un dogme indiscutable, qu'à la Grande-Bretagne appartient le rôle d'*arbitrus mundi*, rôle qu'elle ne pouvait assumer et remplir qu'au moyen d'une suprématie navale incontestable et de l'équilibre des forces continentales d'autre part.

Je n'ai jamais espéré faire abandonner ce principe par l'Angleterre au moyen de la persuasion. Ce que j'estimais possible, c'est que la puissance croissante de l'Allemagne et le risque grandissant d'une guerre pourraient obliger l'Angleterre à se convaincre que ce principe était insoutenable et qu'il était préférable de l'abandonner

en faveur d'un compromis pacifique avec l'Allemagne; mais ce dogme a toujours paralysé la possibilité d'une entente.

Après la crise de 1911, la pression populaire força les hommes dirigeants de l'Angleterre à se rapprocher de l'Allemagne. Après de longs efforts on réussit finalement à se mettre d'accord sur différentes questions économiques en litige concernant l'Afrique et l'Asie occidentale. Ceci devait diminuer les surfaces de frottement politique. Si l'on ne prétend pas limiter le libre développement de nos forces, le monde offre aux deux peuples assez d'espace pour se mesurer dans une concurrence pacifique. C'est le principe qui a constamment inspiré la politique de l'Allemagne.

Mais pendant que nous menions ces pourparlers, l'Angleterre songeait continuellement à resserrer ses relations avec la France et la Russie. Ce qui a été décisif sur ce point c'est qu'en dehors de la politique, il a été conclu des arrangements militaires toujours plus étroits en vue de l'éventualité d'une guerre continentale. L'Angleterre a mené ces négociations dans ce but avec le plus grand secret possible. Si parfois quelque chose en a transpiré, l'importance en a été démentie dans la presse et au Parlement.

Nous avons eu connaissance de ces conventions de l'Angleterre. J'ai fait paraître des écrits à propos d'elles.

La situation était celle-ci : l'Angleterre était prête, il est vrai, à s'entendre avec nous sur certaines questions particulières, mais le premier et le suprême principe de sa politique subsistait, à savoir que l'Allemagne doit être tenue en échec dans le libre développement de ses énergies par la *balance of power*.

Ce fut la ligne-frontière des relations amicales avec l'Allemagne. La Triple-Entente fut considérablement renforcée. Lorsque les « amis » exigèrent des garanties militaires, les Anglais les donnèrent immédiatement. L'Angleterre fut ainsi sûre que la France et, partant, la Russie, la suivraient. Quant à elle, elle s'engageait aussi. Si la France ou la Russie, où les cercles chauvins qui considèrent la connivence militaire de l'Angleterre comme leur appui le plus fort, voulaient déchaîner la guerre, l'Angleterre était moralement dans leurs mains. Et quel était le but de tout cela? L'enrayement de l'essor de l'Allemagne.

Nous n'avions pas manqué de mettre en garde le gouvernement britannique. Encore au commencement du mois de juin 1914, j'ai

laissé entendre au gouvernement anglais que j'avais connaissance de pourparlers secrets anglo-russes relatifs à une convention navale. Je le rendis attentif au danger grave que présentait pour la paix du monde une pareille politique. Deux semaines plus tard se produisait déjà ce que j'avais prévu.

Nous avions tiré de cette situation générale les conséquences qu'elle comportait. Coup sur coup, je vous ai soumis les grands projets d'augmentation des armements que l'histoire allemande connaît, et, pleinement conscients des dangers qui nous entouraient, vous avez volontairement et généreusement acccordé au pays ce qui était nécessaire à sa défense.

Quand la guerre eut éclaté, l'Angleterre laissa tomber le masque. Elle déclara publiquement qu'elle combattrait jusqu'à ce que l'Allemagne fût abattue économiquement et militairement.

La haine panslave contre les Allemands applaudit à ces paroles. La France espère de toute la force d'un vieil esprit militaire obtenir la révision du traité de 1870.

Nous, nous n'avons qu'une réponse à faire à nos ennemis. L'Allemagne ne se laisse pas anéantir. Comme sa puissance militaire, sa puissance financière subit brillamment l'épreuve. Notre vie économique se montre parfaite, le nombre des sans-travail est relativement minime. La force et le talent d'organisation de l'Allemagne trouvent toujours de nouveaux moyens de prévenir les maux et réparer les dommages. Aucun homme, aucune femme ne se soustrait à l'œuvre commune et volontaire. Il n'est pas besoin d'adresser de bruyants appels pour que tout le monde en Allemagne unisse ses efforts en vue du but suprême, tout sacrifier pour le pays des ancêtres, pour l'avenir des générations futures.

Nos ennemis peuvent taxer de militarisme cet esprit magnanime de notre peuple en armes; ils peuvent nous traiter de Huns et de barbares; ils peuvent laisser déborder contre nous des flots de calomnies. Nous avons assez de fierté pour ne pas nous en formaliser. Cet esprit admirable qui unit tous les cœurs du peuple allemand comme jamais encore une telle chose ne s'est produite, doit être et sera vainqueur.

Quand nous aurons obtenu par les armes une paix glorieuse et heureuse, nous garderons cet esprit en nous souvenant qu'il a été notre plus grande force dans cette époque terriblement grave.

Comme par l'effet d'un miracle, les barrières sont tombées qui, pendant longtemps, séparaient les membres du peuple, les barrières que nous avions élevées entre nous par méfiance, incompréhension, jalousie. C'est une délivrance et un bienfait que l'ancien état de chose n'existe plus, qu'il n'y ait plus que des hommes semblables entre eux et se tendant la main pour parvenir à un seul but, à un but sacré.

Je ne peux que répéter les paroles qu'a prononcées l'Empereur quand la guerre éclata : « Je ne connais plus aucun parti, je ne connais plus que des Allemands! » Quand la guerre sera finie, les partis renaîtront. Sans partis et sans luttes, il n'y a pas de vie politique possible, même pour les peuples les plus libres et les plus énergiques; mais nous combattrons, et je le promets pour ma part, afin qu'il y ait toujours plus de vrais Allemands.

Je termine mon court exposé. Le temps n'est plus aux paroles. Je ne peux pas vous entretenir des questions qui remuent profondément le peuple et moi-même.

C'est avec une reconnaissance émue que nous pensons aux fils de l'Allemagne qui, sur les champs de bataille de l'Est et de l'Ouest, dans les îles du Pacifique, sur mer, dans nos colonies, ont sacrifié leur vie pour leur patrie, et devant cet héroïsme aujourd'hui disparu, nous nous unissons pour jurer de tenir jusqu'au dernier souffle afin que nos enfants et nos petits-enfants puissent, libres et garantis contre les menaces étrangères, travailler comme nous à la grandeur de l'empire.

Ce serment doit retentir jusqu'au oreilles de nos fils et de nos frères qui continuent à combattre l'ennemi, à celles de nos compatriotes à l'étranger, de ceux qu'on retient, de ceux qui sont en danger, de ceux qui travaillent pour nous loin de la mère-patrie, des prisonniers et des maltraités.

Nous tiendrons, Messieurs, et je vous prie de donner plus de force encore à cette parole en acceptant nos projets. Nous tiendrons jusqu'à ce que nous soyons certains que personne ne se hasardera plus à troubler la paix dans laquelle nous voulons nous développer comme un peuple libre.

III

Circulaire du chancelier Dr von Bethmann Hollweg, adressée le 24 décembre 1914, aux ambassadeurs et consuls d'Allemagne.

Le président du Conseil Viviani, dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre des députés, a déclaré que, le 31 juillet, la France et la Russie avaient adhéré à la proposition anglaise de suspendre les préparatifs militaires et d'entrer en pourparlers à Londres, et que si l'Allemagne l'avait acceptée, la paix aurait été maintenue à la dernière heure.

Comme je n'ai pas pu réfuter à la tribune du Reichstag ces fausses affirmations au moment où elles étaient prononcées au Parlement français, je vous envoie l'exposé suivant en vous priant d'en faire le plus large usage.

La proposition anglaise de la Conférence, mentionnée dans le *Livre bleu,* au nº 36, date du 26 juillet. Elle tendait à ce que les représentants de l'Allemagne, de la France et de l'Italie se réunissent à Londres avec Sir Grey afin de chercher à résoudre les difficultés résultant de la question serbe. Dès le début, l'Allemagne s'est placée au point de vue que le conflit austro-serbe était une question qui ne concernait que les deux Etats directement intéressés. Ce point de vue a été plus tard accepté par Sir Edward Grey.

L'Allemagne dut repousser l'idée anglaise, car elle ne pouvait pas admettre que l'Autriche, dans une question d'intérêt vital qui la concernait seule, fût citée devant le tribunal des Puissances. D'après le *Livre blanc* allemand, l'Autriche déclarait également que la proposition était inacceptable. Par sa déclaration de guerre à la Serbie, elle affirma sa ferme volonté de régler la question serbe seule et sans l'intervention des puissances. Mais en même temps, pour faire droit aux légitimes exigences de la Russie, elle proclamait son complet désintéressement territorial vis-à-vis de la Serbie.

La Russie ne se contentant pas de cette garantie, la quetion serbe donna naissance à une question européenne qui s'ouvrit par une tension entre Vienne et Pétersbourg. Afin d'empêcher que de cette tension résultât une conflagration européenne, on dut chercher un nouveau terrain sur lequel une action médiatrice des puissances puisse commencer. C'est à l'Allemagne que revient le mérite d'avoir, en premier lieu, trouvé ce terrain.

Dans un entretien qu'eut, le 27 juillet, avec l'ambassadeur anglais, le secrétaire d'Etat von Jagow, dit que le désir de la Russie de négocier directement avec l'Autriche provoquerait une détente et que ces négociations avaient beaucoup de chances d'amener une entente. L'Allemagne soutint immédiatement et de toute son énergie auprès de l'Autriche, le désir de la Russie, qui excluait momentanément, de l'opinion de la Russie, la proposition anglaise. L'Allemagne est l'Etat qui s'est efforcé le plus loyalement et le plus énergiquement de maintenir la paix.

L'Angleterre, elle aussi, renonça à poursuivre son idée d'une conférence et appuya de son côté l'idée de pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg. *(Livre bleu,* nº 67.)

Ceux-ci rencontrèrent cependant des difficultés. Elles furent suscitées non par l'Allemagne et l'Autriche, mais par les puissances de l'Entente. Pour que les efforts de l'Allemagne puissent aboutir, il fallait que les puissances non directement intéressées montrassent de la bonne volonté et il fallait aussi que les intéressés principaux conservassent une attitude expectante, car si l'un des Etats entre lesquels on s'interposait troublait par des mesures militaires l'action engagée, il était évident que celle-ci ne pourrait pas atteindre son but.

Qu'en était-il de la bonne volonté des puissances?

L'attitude de la France est exposée avec précision dans le *Livre jaune*. Elle ne se fia pas aux assurances allemandes. Toutes les démarches de notre ambassadeur à Paris, baron de Schœn, furent accueillies avec méfiance. On ne tint aucun compte du désir qu'il avait exprimé de voir la France agir dans un sens modérateur sur Pétersbourg, car on crut pouvoir admettre que les démarches de M. de Schœn n'étaient destinées qu'à compromettre la France au regard de la Russie. Du *Livre jaune*, il appert que la France n'a fait aucune action positive dans l'intérêt de la paix.

Quelle fut l'attitude de l'Angleterre? Dans les entretiens diplomatiques, elle fit semblant jusqu'à la dernière heure de participer au travail de médiation, mais, en réalité, ses actions avaient en vue une humiliation des deux nations tripliciennes. L'Angleterre fut la première des puissances qui prit des mesures militaires de grand style et qui par là, créa, en particulier en France et en Russie, un état d'esprit hautement préjudiciable à toute action médiatrice. D'après le rapport du 24 juillet du chargé d'affaires français à Londres *(Livre jaune,* nº 66), le premier lord de l'Amirauté avait déjà, le 24 juillet, pris discrètement des mesures pour la concentration de la flotte près de Portland. La Grande-Bretagne avait donc précédé même la Serbie dans sa mobilisation. Elle s'est en outre refusée, à l'instar de la France, à exercer une influence modératrice sur Pétersbourg. Du rapport de l'ambassadeur anglais dans cette ville, il appert qu'un seul avertissement à la Russie, concernant sa mobilisation, aurait pu sauver la situation. Cependant, Sir Edward Grey n'a rien fait; il a laissé les choses suivre leur cours. En même temps, il a jugé utile de donner à entendre à l'Autriche et à l'Allemagne, si non très clairement du moins d'une manière compréhensible, que l'Angleterre pourrait aussi participer à une guerre européenne. — Donc, tandis que l'Angleterre, par l'abandon de son idée de conférence, semblait désirer que l'Autriche se montrât conciliante à l'intervention de l'Allemagne, Sir Edward Grey avise l'ambassadeur autrichien à Londres de la mobilisation de la flotte *(Livre bleu,* nº 48); il fait comprendre à l'ambassadeur allemand que l'Angleterre pourrait prendre part à une guerre et informe immédiatement la France et la Russie de cet avertissement adressé à l'Allemagne qui consacra la victoire du parti de la guerre de Pétersbourg. C'était, de l'avis même de l'ambassadeur anglais, Buchanan, l'attitude la moins propre à amener une détente entre les puissances.

Eu égard à ces difficultés, on est en droit de considérer comme un succès particulier le fait que l'Allemagne soit parvenue à faire accepter à l'Autriche le désir de la Russie d'entrer en pourparlers directs avec elle. Si la Russie, sans prendre de son côté des mesures militaires, avait poursuivi ces négociations avec l'Autriche, qui n'avait mobilisé que contre la Serbie, on aurait eu toutes les raisons de croire que la paix eut été maintenue. Au lieu de cela, la Russie

mobilisa contre l'Autriche, mesure qui, au su même de Sazonow *(Livre bleu,* n° 78), entraînait la cessation des pourparlers. Le laborieux travail de médiation de l'Allemagne fut ainsi d'un coup réduit à néant.

Que firent les puissances de l'Entente pour maintenir la paix à la dernière heure? Grey reprit sa proposition de la conférence. A l'avis de Sazonow, le moment favorable était venu de recommander, sous la pression de la mobilisation russe contre l'Autriche, la vieille idée anglaise de la conférence à quatre. *(Livre blanc,* n° 7.) Le comte de Pourtalès représenta au ministre que, d'après sa conception, les puissances de l'Entente voulaient exiger de l'Autriche ce qu'elles n'auraient jamais voulu exiger de la Serbie, c'est-à-dire, de céder à une pression militaire. Dans ces conditions, l'Autriche et l'Allemagne ne purent pas sympathiser avec l'idée de la conférence. Cependant, l'Allemagne déclara à Londres qu'elle l'acceptait en principe et que seule la forme qu'on lui donnait ne lui plaisait pas. En même temps, l'ambassadeur allemand à Pétersbourg pressait Sazonow de faire de son côté des concessions pour rendre possible un compromis. On sait que les efforts restèrent stériles. La Russie paraissait ne plus se soucier de l'action médiatrice que l'Allemagne avait exercée à Vienne jusqu'à la dernière heure. Dans la nuit du 30 au 31 juillet, elle ordonna la mobilisation générale de toutes ses forces, qui devait provoquer la mobilisation allemande et ensuite la déclaration de guerre.

Etant donné le cours de ces événements, on ne peut pas comprendre qu'un homme d'Etat responsable puisse trouver le courage d'affirmer que l'Allemagne, qui se trouvait en présence de la mobilisation russe, de préparatifs militaires français et de la mobilisation de la flotte anglaise, aurait pu sauver la paix en acceptant, encore le 31 juillet, une conférence qui se serait tenue sous la menace des armes prêtes des puissances de l'Entente. Ce n'est pas l'Allemagne — qui, jusqu'au dernier moment, a intercédé auprès de Vienne — qui a rendu impossible l'idée d'une médiation des puissances, ce sont les préparatifs militaires des puissances de l'Entente qui parlaient constamment de paix, alors qu'elles étaient résolues à la guerre.

VON BETHMANN HOLLWEG.

TABLE DES MATIÈRES

I

Allemagne, éveille-toi!

IMPRIMERIES RÉUNIES, LAUSANNE.

